

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

# *Bulletin officiel*

TEXTES ÉMIS EN SEPTEMBRE ET OCTOBRE 2006

Directrice de la publication : Martine Marigeaud  
Rédactrice en chef : Marie-Liesse Baudrez  
Secrétariat de rédaction : Centre de documentation juridique et administrative  
Mission de la coordination documentaire  
Contact : Véronique Van Temsche  
Contact abonnement : Ernestine Gomis

Imprimerie du ministère de la culture  
et de la communication

Ministère de la culture et de la communication  
Direction de l'administration générale  
Sous-direction des affaires financières et générales  
Centre de documentation juridique et administrative  
182, rue Saint-Honoré, 75033 Paris Cedex 1. Tél : 01.40.15.38.29.

Abonnement annuel : 50 €

ISSN : 1295-8670

# SOMMAIRE

## Mesures de publication et de signalisation

### **Direction des archives de France**

- Page 7      Circulaire n° 2006/008 du 18 septembre 2006 relative au traitement et à la conservation des archives de la politique de la ville.
- Page 31     Instruction n° 2006/009 du 27 septembre 2006 relative au tri et à la conservation relative aux archives produites et reçues par les services départementaux de l'architecture et du patrimoine.

### **Direction de l'architecture et du patrimoine**

- Page 60     Arrêté du 15 juin 2006 modifiant l'arrêté du 22 août 2002 portant création du comité scientifique de la grotte de Lascaux et portant nomination au comité scientifique de la grotte de Lascaux.
- Page 60     Arrêté n° MH.06-IMM.038 du 4 septembre 2006 portant classement parmi les monuments historiques de l'ancienne collégiale Sainte-Ménéhould, actuelle église Saint-Sulpice, à Palluau-sur-Indre (Indre).
- Page 61     Arrêté n° MH.06-IMM.039 du 4 septembre 2006 portant classement parmi les monuments historiques des bâtiments conventuels de l'ancienne abbaye de Saint-Pierre-sur-Dives (Calvados) sis 6 et 6 bis, rue de l'Église.
- Page 62     Arrêté n° MH.06-IMM.040 du 4 septembre 2006 portant classement parmi les monuments historiques de l'église Notre-Dame de l'Annonciation à Allonne (Oise).
- Page 63     Arrêté n° MH.06-IMM.041 du 4 septembre 2006 portant classement au titre des monuments historiques de l'ensemble castral dit « donjon de Montessus » à Changy (Saône-et-Loire).
- Page 63     Arrêté n° MH.06-IMM.042 du 6 septembre 2006 portant classement parmi les monuments historiques du manoir des Demaines à Lécaude (Calvados).
- Page 64     Arrêté n° MH.06-IMM.043 du 6 septembre 2006 portant inscription au titre des monuments historiques des communs et de l'assise foncière du manoir des Demaines à Lécaude (Calvados).
- Page 66     Arrêté n° MH.06-IMM.044 du 20 septembre 2006 portant classement parmi les monuments historiques de l'église Saint-Pierre de Laussou (Lot-et-Garonne).
- Page 67     Arrêté n° MH.06-IMM.045 du 21 septembre 2006 portant classement au titre des monuments historiques de la ville antique d'Alba Helviorum à Alba-la-Romaine (Ardèche).

- Page 68 Arrêté n° MH.06-IMM.046 du 27 septembre 2006 portant classement au titre des monuments historiques de l'oppidum de Jastres-nord à Lussas (Ardèche).
- Page 69 Circulaire n° 2006/011 du 28 septembre 2006 relative aux modalités d'attribution des bourses sur critères sociaux aux étudiants des écoles nationales supérieures d'architecture : Année universitaire 2006-2007.
- Page 85 Arrêté n° MH.06-IMM.047 du 4 octobre 2006 portant classement au titre des monuments historiques de l'ancienne abbaye d'Auberive (Haute-Marne).
- Page 86 Arrêté n° MH.06-IMM.048 du 4 octobre 2006 portant inscription au titre des monuments historiques des sols à l'intérieur de l'enclos de l'ancienne abbaye d'Auberive (Haute-Marne), du bief avec ses aménagements et de plusieurs bâtiments liés au passé pénitentiaire d'Auberive.
- Page 87 Arrêté n° MH.06-IMM.049 du 20 octobre 2006 portant classement au titre des monuments historiques de l'hôtel de Rouvière à Marvejols (Lozère).
- Page 88 Arrêté n° MH.06-IMM.050 du 23 octobre 2006 portant classement parmi les monuments historiques d'une partie de l'oppidum de Roque de Viou à Saint-Dionisy (Gard).
- Page 89 Arrêté n° MH.06-IMM.051 du 26 octobre 2006 portant classement parmi les monuments historiques de l'église Saint-Jean-Baptiste de Long (Somme).

#### **Direction des musées de France**

- Page 90 Arrêté du 29 septembre 2006 portant nomination de membre de la Commission nationale d'évaluation.
- Page 90 Arrêté du 10 octobre 2006 portant nomination de la directrice adjointe du service à compétence nationale du musée et du domaine national du château de Fontainebleau.

#### **Délégation au développement et aux affaires internationales**

- Page 90 Circulaire DGEFP/DDAI n° 2006/010 du 9 octobre 2006 relative à la mise en œuvre du programme « contrats d'accompagnement dans l'emploi-contrats d'avenir » dans le cadre du plan de cohésion sociale appliqué au secteur culturel.

#### **Centre national de la cinématographie**

- Page 102 Circulaire interministérielle DILTI n° 2006-2 du 21 juin 2006 sur les modalités d'échange de renseignements pour les sanctions administratives en cas d'infractions à la législation du travail ou au code de l'industrie cinématographique relatifs au soutien financier de l'État.
- Page 107 Décision du 7 septembre 2006 portant nomination des membres de la Commission de sélection de l'œuvre cinématographique choisie pour représenter le cinéma français pour l'attribution de l'Oscar du film en langue étrangère.

#### **Centre des monuments nationaux**

- Page 107 Décision n° DAF/SJ-MSM-2006 du 1<sup>er</sup> septembre 2006 portant délégation de signature.

**Institut national de recherches archéologiques préventives**

- Page 108 Décision n° 2006-SAJ/06/012/D du 18 septembre 2006 portant délégation de signature à la direction des ressources humaines.
- Page 109 Décision n° 2006-SAJ/06/013/D du 11 octobre 2006 portant délégation de signature au directeur de l'interrégion Centre Île-de-France par intérim et à ses adjoints et, de façon temporaire, à certains personnels de l'interrégion Centre Île-de-France.

**Musée du Louvre**

- Page 110 Décision DFJ/2006/010 du 1<sup>er</sup> octobre 2006 mettant fin aux fonctions d'un régisseur d'avance intérimaire au sein de l'auditorium du musée du Louvre.
- Page 111 Décision DFJ/2006/011 du 1<sup>er</sup> octobre 2006 portant nomination d'un régisseur d'avances au sein de l'auditorium du musée du Louvre.
- Page 112 Décision DFJ/2006/012 du 19 octobre 2006 portant délégation de signature.

**Musée Rodin**

- Page 119 Décision du 1<sup>er</sup> octobre 2006 portant délégation de signature.

**Musée et domaine national de Versailles**

- Page 119 Décision du 11 octobre 2006 portant création et organisation des commissions d'appel d'offres pour les marchés publics et les accords-cadres passés par l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles et relevant du département des affaires financières et des services généraux.

**Documents signalés**

- Page 120 Direction des archives de France

**Mesures d'information**

- Page 122 **Relevé de textes parus au Journal officiel**

- Page 136 **Réponses aux questions écrites**  
(Assemblée nationale et Sénat)

**Divers**

- Page 142 Annexe de l'arrêté n° 25 du 16 octobre 2006 portant transfert de propriété des biens appartenant à l'État pris en application des dispositions de l'article L. 451-9 du code du patrimoine (article 13 de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002) (Arrêté publié au *J.O n° 251* du 28 octobre 2006) (Liste des biens transférés à la ville de Bagnères-de-Bigorre).
- Page 144 Annexe de l'arrêté n° 26 du 16 octobre 2006 portant transfert de propriété des biens appartenant à l'État pris en application des dispositions de l'article L. 451-9 du code du patrimoine (article 13 de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002) (Arrêté publié au *J.O n° 251* du 28 octobre 2006) (Liste des biens transférés à la ville de Bar-le-Duc).

Page 147	Annexe de l'arrêté n° 27 du 16 octobre 2006 portant transfert de propriété des biens appartenant à l'État pris en application des dispositions de l'article L. 451-9 du code du patrimoine (article 13 de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002) (Arrêté publié au <i>J.O n° 251</i> du 28 octobre 2006) (Liste des biens transférés à la ville de Cambrai).
Page 151	Annexe de l'arrêté n° 28 du 16 octobre 2006 portant transfert de propriété des biens appartenant à l'État pris en application des dispositions de l'article L. 451-9 du code du patrimoine (article 13 de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002) (Arrêté publié au <i>J.O n° 251</i> du 28 octobre 2006) (Liste des biens transférés à la ville de Château-Thierry).
Page 152	Dérogations au délai vidéo.
Page 155	Bulletin d'abonnement.

# Mesures de publication et de signalisation

## DIRECTION DES ARCHIVES DE FRANCE

### **Circulaire n° 2006/008 du 18 septembre 2006 relative au traitement et à la conservation des archives de la politique de la ville.**

Le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement,

à

Mesdames et messieurs les préfets de région  
à l'attention des correspondants régionaux auprès du secrétariat général aux affaires régionales

à

Mesdames et messieurs les préfets de département  
à l'attention des préfets délégués à l'égalité des chances, des sous-préfets ville et correspondants départementaux en charge de la politique de la ville.

Le ministre de la culture et de la communication,

à

Mesdames et messieurs les préfets de département (directeurs d'archives départementales)

à l'attention de mesdames et messieurs les archivistes municipaux, s/c de mesdames et messieurs les maires  
à l'attention de mesdames et messieurs les archivistes de services intercommunaux, s/c de mesdames et messieurs les présidents d'établissements publics de coopération intercommunale

à l'attention de mesdames et messieurs les archivistes départementaux, s/c de mesdames et messieurs les présidents des conseils généraux

à l'attention de mesdames et messieurs les archivistes régionaux, s/c de mesdames et messieurs les présidents des conseils régionaux.

#### **Textes officiels :**

- Livre II du code du patrimoine,
- Décret n° 79-1037 du 3 décembre 1979 relatif à la compétence des services d'archives publiques et à la coopération entre les administrations pour la collecte, la conservation et la communication des archives publiques,
- Circulaire du Premier ministre du 2 novembre 2001,
- Instruction DIV-DAF DPACI/RES/2004/015 du 23 juillet 2004.

La direction des archives de France et la délégation interministérielle à la ville ont engagé en novembre

2004 une réflexion sur les règles de tri et de conservation des archives de la politique de la ville. L'objectif est d'améliorer la collecte des archives de ces politiques publiques auprès des services compétents. Parallèlement la délégation interministérielle a établi dès l'année 2000 le tableau de gestion des archives en administration centrale <sup>(1)</sup>.

Dans ce cadre, un groupe de travail réunissant des représentants de la direction des archives de France, des Archives nationales (Centre des archives contemporaines, échelon central des missions), des services d'archives départementales, régionales ou municipales, ainsi que des représentants des services déconcentrés de l'État, des collectivités territoriales et du secteur associatif chargés de mettre en œuvre ces politiques, et quelques chercheurs, a élaboré ces derniers mois la présente instruction de tri et de conservation. Cet outil doit permettre une gestion efficace des documents par les services qui les produisent, et une bonne conservation des archives historiques par les services publics d'archives municipaux, intercommunaux, départementaux ou régionaux compétents.

En vertu de leurs statuts ou de leurs missions, la plupart des structures concourant à la politique de la ville produisent des archives publiques. La gestion de ces archives entre donc dans le champ de la législation et de la réglementation en la matière, en particulier du livre II du code du patrimoine et des décrets d'application de la loi du 3 janvier 1979 sur les archives (notamment le décret n° 79-1037 du 3 décembre 1979). C'est bien entendu le cas de tous les services administratifs que ceux-ci relèvent de l'État ou des différentes collectivités territoriales. Un certain nombre de structures porteuses de projets cependant, produisent aussi en tout ou pour partie des archives privées. Les archives publiques sont inaliénables et imprescriptibles. Elles doivent être communiquées sous réserve des délais fixés par les articles L. 213-1 à 213-3 du code du patrimoine. Elles ne peuvent par ailleurs être éliminées qu'avec le visa du directeur des

(1) Pour l'obtenir, s'adresser à la mission des archives nationales auprès du ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement, 14, avenue Duquesne, 75350 Paris 07 SP ou auprès du service archives de la DIV, 194, avenue du Président-Wilson, 93217 Saint-Denis La Plaine.

archives départementales territorialement compétent au titre du contrôle scientifique et technique qu'il exerce sur les archives publiques par délégation du préfet et de l'administration des archives.

Enfin, tous les documents devenant archives dès leur création, ceux produits dans un environnement électronique ont vocation à être conservés dans ce même environnement et selon les procédures élaborées pour l'archivage électronique, de même que tout document produit sur un support papier a vocation à être conservé sur support papier.

### **La politique de la ville : histoire et évolution**

Il conviendra de porter une attention toute particulière à l'histoire locale de la politique de la ville pour adapter les dispositions du tableau de tri. En effet, la politique de la ville se traduit par une succession de dispositifs qui n'ont pas été appliqués de la même façon partout. Un bref historique est annexé à cette instruction sous le titre *Trente ans de politique de la ville*.

### **Présentation du tableau d'archivage**

Résultat des réflexions du groupe de travail mis en place en novembre 2004, le tableau d'archivage annexé à la présente instruction, est un outil prévisionnel de gestion des archives. En fournissant un cadre normatif, il détermine le cycle de vie des documents produits ou reçus, quels que soient leur date, leur forme et leur support matériel, y compris les documents électroniques, selon la définition des archives fournie par l'article L. 211-1 du code du patrimoine. Il propose enfin des règles de conservation pour chaque type de document.

Le tableau s'articule selon une logique strictement fonctionnelle et non organisationnelle. Dans les services compétents, les documents sont souvent classés par projets ou opérations.

A - Grands dossiers contractuels

I - Études, diagnostics et préparation des contrats

II - Suivi de l'exécution des contrats et programmes d'actions annuels

B - Appels à projets

Annexe 1. Chronologie des dispositifs contractuels

Annexe 2. Exemples de dispositifs de programmes d'actions annuels (par thèmes)

Annexe 3. Exemples d'appels à projets

Annexe 4. Contrats de ville 2000-2006

Annexe 5. Liste des sigles et acronymes

Annexe 6. *Trente ans de politique de la ville*

### **Utilisation du tableau d'archivage**

Le tableau d'archivage se décline en cinq colonnes.

La première colonne est consacrée à la typologie des documents. Elle recense les différentes catégories de documents produits ou reçus par les services compétents dans le cadre de leur activité.

La deuxième colonne indique le service détenteur de ces documents.

La troisième colonne indique la « DUA », durée d'utilité administrative. Cette durée, qui commence à compter de la clôture du dossier, correspond au temps pendant lequel les documents doivent être conservés dans les bureaux des services compétents, soit en vertu des prescriptions réglementaires, soit parce qu'ils restent nécessaires et utiles à la bonne marche des services ou à leur information. La DUA est définie « par accord entre l'administration concernée et la direction des archives de France » (article 15 du décret n° 79-1037 du 3 décembre 1979).

La quatrième colonne indique le sort final qui doit être appliqué aux documents au terme de la DUA. Elle envisage trois possibilités, indiquées par trois lettres différentes :

- « C » pour conservation définitive et intégrale des dossiers dont l'intérêt historique le justifie, dans le service public d'archives territorialement compétent. Au moment du versement dans ces services, la liste des documents arrivés au terme de leur DUA et voués à la conservation intégrale et définitive doit être reprise dans un bordereau de versement, conformément à l'article 18 du décret n° 79-1037 du 3 décembre 1979 ;

- « T » pour tri : les documents doivent être triés avant versement afin de distinguer ceux qui, en vertu de leur intérêt historique, seront conservés définitivement dans le service public d'archives territorialement compétent, de ceux qui, après visa d'un bordereau d'élimination, peuvent être éliminés ; les modalités de ce tri sont précisées dans la colonne « Observations » ;

- « D » pour destruction intégrale et définitive des dossiers. La liste des documents arrivés au terme de leur DUA et voués alors à la destruction est reprise dans un bordereau d'élimination qui doit être visé par le directeur des archives départementales territorialement compétent préalablement à toute destruction, conformément à l'article 16 du décret n° 79-1037 du 3 décembre 1979 ; la destruction des documents doit être certifiée et opérée par incinération ou dilacération, à l'exclusion du compactage et du recyclage.



La cinquième colonne apporte toutes les observations nécessaires à la compréhension et à la mise en œuvre des éléments portés dans les trois autres colonnes (textes réglementaires, modalités de tri...).

À titre d'exemple, voici comment doivent se lire les indications suivantes, extraites du tableau d'archivage annexé à cette instruction :

Typologie des documents	Service(s) détenteur(s)	DUA	Sort final	Observations et service(s) chargé(s) de verser
Études préparatoires et pré-opérationnelles - Études - Enquêtes - Diagnostics - Évaluations <i>ex ante</i>	Préfecture Collectivités territoriales Structures porteuses	Durée du contrat +5 ans	} C	Privilégier les dossiers de la collectivité chef de file si celle-ci dispose d'un service d'archives constitué. Sinon, archiver les dossiers de la préfecture et/ou des structures porteuses.

Il importe de préciser que les DUA et les sorts finaux sont des *minima* à respecter : aucun document ne peut être soit versé, soit trié, soit éliminé avant le terme de la DUA ; celle-ci peut cependant être prolongée si le producteur des documents en émet le souhait, en liaison avec le service d'archives territorialement compétent. De même, par accord mutuel, des documents dont le tableau prévoit l'élimination peuvent être conservés si cela est jugé utile ; en revanche, aucun document dont la conservation définitive est prévue par le tableau ne doit être éliminé.

#### **Mise en œuvre du tableau d'archivage**

Pour assurer une bonne gestion des archives courantes au quotidien, responsabilité qui revient au producteur des documents, ainsi qu'une collecte efficace des archives historiques à l'expiration des délais d'utilité administrative, objectifs du tableau d'archivage, il est indispensable que chaque structure désigne en son sein un responsable des archives qui sera le correspondant du service d'archives concerné.

Nous vous remercions de nous communiquer les éventuelles difficultés rencontrées dans l'application de cette instruction.

Le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement,  
Jean-Louis Borloo  
Le ministre de la culture et de la communication,  
Renaud Donnedieu de Vabres

#### **Tableau d'archivage de la politique de la ville**

##### **Sommaire**

#### **A - Grands dossiers contractuels**

I - Études, diagnostics et préparation des contrats

II - Suivi de l'exécution des contrats et programmes d'actions annuels

#### **B - Appels à projets**

Annexe 1. Chronologie des dispositifs contractuels

Annexe 2. Exemples de dispositifs de programmes d'actions annuels (par thèmes)

Annexe 3. Exemples d'appels à projets

Annexe 4. Contrats de ville 2000-2006

Annexe 5. Liste des sigles et abréviations

Annexe 6. *Trente ans de politique de la ville*

(Tableau pages suivantes)

A - Grands dossiers contractuels <sup>(1)</sup>				
Typologie des documents	Service(s) détenteur(s) <sup>(2)</sup>	DUA	Sort final	Observations
<b>I – Études, diagnostics et préparation des contrats</b>				
Dossiers de dispositions normatives générales sur le contrat : documentation, circulaires	Préfecture Collectivités territoriales Structures porteuses	Durée du contrat + 1 an	D D D	Pièces publiées au <i>Journal officiel</i> ou au <i>Bulletin officiel</i> du ministère, dossiers conservés par la DIV et/ou le ministère.
Dossiers généraux <sup>(3)</sup> sur les contrats de ville et autres dispositifs de la politique de la ville : textes officiels, documentation du chargé de mission, dossiers ressources	Préfecture Collectivité territoriale Structures porteuses	Validité	D D T	Pratiquer un tri qualitatif sous le contrôle du service d'archives territorialement compétent (en supprimant les textes normatifs).
Dossiers d'étude thématiques <sup>(4)</sup> de connaissance du territoire et des associations	Préfecture Collectivité territoriale Structures porteuses	Validité	T T T	Pratiquer un tri qualitatif sous le contrôle du service d'archives territorialement compétent.
Études préparatoires et pré-opérationnelles - Études - Enquêtes - Diagnostics - Évaluations <i>ex ante</i>	Préfecture Collectivités territoriales Structures porteuses	Durée du contrat + 5 ans	} C	Privilégier les dossiers de la collectivité chef de file si celle-ci dispose d'un service d'archives constitué. Sinon, archiver les dossiers de la préfecture et/ou des structures porteuses.
Dossiers d'élaboration du contrat - Études - Pré-projet - Projet définitif	Préfecture Collectivités territoriales Structures porteuses	Durée du contrat + 5 ans	} C	<i>Idem.</i>
Dossiers de négociations préfecture-collectivités territoriales : courriers, notes, comptes rendus de réunions de comités techniques, etc.	Préfecture Collectivités territoriales Structures porteuses	Durée du contrat + 5 ans	} C	<i>Idem.</i>
Documents contractuels proprement dits - Convention cadre - Convention territoriale - Convention thématique - Convention de sortie	Préfecture Collectivités territoriales Structures porteuses	Durée du contrat + 5 ans	} C	<i>Idem.</i>
Documents de bilan et d'évaluation - Constitution d'indicateurs d'évaluation - Programme d'évaluation (annuel) - Évaluation à mi-parcours et évaluation finale	Préfecture Collectivités territoriales Structures porteuses	Durée du contrat + 5 ans	} C	<i>Idem.</i>

(1) Voir annexe 1. Chronologie des principaux dispositifs contractuels.

(2) Par « Préfecture » entendre préfecture ou service déconcentré auquel revient la gestion de ces dossiers : DDE, DDASS, DRAC, etc. Par « Structures porteuses » entendre service municipal, association ou groupement d'intérêt public (GIP).

(3) Dossiers du chargé de mission ville ou du chef de la mission ville ou du chef de projets ville côté collectivité territoriale ; des sous-préfets territoriaux, du sous-préfet ville ou du chargé de mission ville côté préfecture.

(4) Dossiers du chargé de mission ville ou du chef de la mission ville ou chef de projets ville côté collectivité territoriale ; des sous-préfets territoriaux, du sous-préfet ville ou du chargé de mission ville côté préfecture.

II- Suivi de l'exécution des contrats et programmes d'actions annuels <sup>(5)</sup>				
Typologie des documents	Service(s) détenteur(s)	DUA	Sort final	Observations
Arrêtés préfectoraux constitutifs des commissions et comités de pilotage nés de la politique de la ville	Préfecture	Durée de validité	C	
Dossiers de mise en œuvre : lettres de cadrage ou appels à projets, dossiers de demandes et fiches actions	Préfecture Collectivités territoriales Structures porteuses	Durée du contrat + 5 ans	T	Privilégier les dossiers de la collectivité chef de file si celle-ci dispose d'un service d'archives constitué. Sinon, archiver les dossiers de la préfecture et/ou des structures porteuses. Pratiquer un tri qualitatif et un tri automatique (en conservant l'année n et n + 1 de mise en place du contrat et la dernière année d'existence de ce même contrat).
Comptes rendus de réunion des commissions ou réunions interservices	Préfecture Collectivités territoriales Structures porteuses	Durée du contrat + 5 ans	C	
Dossiers des comités de programmation ou de pilotage : convocations, ordres du jour et comptes rendus	Préfecture Collectivités territoriales Structures porteuses	Durée du contrat + 5 ans	C	Les comités de pilotage sont souvent thématiques : éducation-jeunesse, culture, santé, lutte contre les discriminations, etc.
Dossiers d'exécution et paiement	Préfecture Collectivités territoriales Structures porteuses	Durée du contrat + 10 ans	D	
Circulaires ou notes ministérielles d'orientation des crédits	Préfecture	Durée du contrat + 5 ans	C	Les circulaires sont aussi conservées par le ministère ou la DIV.
Notes financières sur la délégation des crédits pour la CAR ou la DIV	Préfecture	2 ans	D	
Arrêtés attributifs de subventions ou conventions financières attributives de subventions	Collectivités territoriales Structures porteuses	Durée du contrat + 5 ans 1 an après quitus de la CRC si le dossier de paiement est l'original	D	
Programmation annuelle et tableau annuel récapitulatif des subventions accordées	Préfecture Collectivités territoriales	2 ans	C C	
Bilans d'actions préparés par les structures porteuses	Préfecture Collectivités territoriales Structures porteuses	Durée du contrat + 5 ans	} C	Privilégier les dossiers de la collectivité chef de file si celle-ci dispose d'un service d'archives constitué. Sinon, archiver les dossiers de la préfecture et/ou des structures porteuses.

(5) Voir annexe 2. Exemples de dispositifs de programmes d'actions annuels (par thèmes).

III- Évaluation des programmes d'actions				
Typologie des documents	Service(s) détenteur(s)	DUA	Sort final	Observations
Rapports, études-bilans locaux ou régionaux	Préfecture Collectivités territoriales	Validité	C	Ces documents sont établis par les SGAR et les sous-préfets ville.
Bilans d'activité du chargé de mission politique de la ville - Tableaux - Statistiques - Rapports - Notes	Collectivités territoriales	Durée du contrat + 5 ans	C	

B- Appels à projets <sup>(6)</sup>				
Typologie des documents	Service(s) détenteur(s)	DUA	Sort final	Observations et service(s) détenteur (s)
Dossiers de candidatures : études, plans de financement, doubles de documents comptables, etc.	Préfecture Collectivités territoriales	Durée du projet + 5 ans	T	Supprimer les doubles de documents comptables. Ces dossiers sont envoyés à la DIV qui prépare des tableaux récapitulatifs, mais ne garde que les dossiers lauréats.
Dossiers de suivi financier	Préfecture Collectivités territoriales	Durée du projet + 10 ans	D	Les crédits sont délégués en préfecture.
Bilans des collectivités	Préfecture Collectivités territoriales	5 ans	} C	Privilégier les dossiers de la collectivité chef de file si celle-ci dispose d'un service d'archives constitué. Sinon, archiver les dossiers de la préfecture.

(6) Voir annexe 3. Exemples d'appels à projets lancés par la DIV.

## **Annexe 1 : Chronologie des principaux dispositifs contractuels.**

### **1977**

Premier ministre : Circulaire du 3 mars 1977 relative au fonds d'aménagement urbain et au groupe interministériel « Habitat et vie sociale »

Premières conventions HVS

### **1981**

Publication du rapport de Bertrand Schwartz sur l'insertion des jeunes et création des premières missions locales pour l'insertion sociale et professionnelle des jeunes

Publication d'une circulaire de l'Éducation nationale annonçant la création des ZEP (zones d'éducation prioritaire)

### **1982**

Publication du rapport d'Hubert Doubedout : *Ensemble, refaire la ville* et signature de 22 conventions de développement social des quartiers

Publication du rapport de Gilbert Bonnemaïson : *Face à la délinquance, prévention, répression, solidarité*. Création du Conseil national de prévention de la délinquance.

### **1983**

Création de la mission « Banlieues 89 » : 70 puis 220 projets

### **1984**

Signatures de 148 conventions de développement social des quartiers, inscrites au contrat de plan État-région (1984 - 1989)

### **1989**

X<sup>e</sup> Plan (1989-1993)

- Signature de 296 conventions de développement social des quartiers (DSQ)

- Lancement par la Caisse des dépôts d'un « Programme développement solidarité » en faveur des quartiers (Prêt projet urbain)

- Sont signées :

- . 136 conventions de quartiers

- . environ 130 conventions ville-habitat (circulaires des 4 février et 22 mai 1989)

**1991 : Grand projet urbain**

Lancement à titre expérimental de 13 contrats de ville

### **1993**

Création de la fonction de « sous-préfet chargé de mission pour la politique de la ville » dans 13 départements

### **1994**

Lancement du programme d'initiative communautaire URBAN par la commission européenne (Pic URBAN)

XI<sup>e</sup> Plan (1994-1999)

- Signature de 214 contrats de ville dont 160 où le Fonds d'action sociale est cosignataire

- Choix définitif des 12 grands projets urbains

Circulaire DIV/DATAR du 1<sup>er</sup> mars sur les PACT urbains

## **1996**

Programme national d'intégration urbaine

Loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du Pacte de relance pour la ville : définition des zones urbaines sensibles (ZUS), des zones de redynamisation urbaine (ZRU) et des zones franches urbaines (ZFU)

## **1999**

Annnonce des Grands projets de ville qui remplaceront les Grands projets urbains

Opération de renouvellement urbain

## **2000**

XII<sup>e</sup> Plan (2000-2006)

Signature de 247 contrats de ville

## **2001**

Contrat d'agglomération (2001-2006)

## **2003**

Loi d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine du 1<sup>er</sup> août. 4 titres :

- l'équité sociale et territoriale et la création de l'Observatoire national des ZUS
- la rénovation urbaine
- la création de 41 nouvelles zones franches urbaines
- le surendettement des familles

## **2004**

Décret n° 2004-219 du 12 mars portant délimitation des zones franches urbaines créées en application de l'article 23 de la loi du 1<sup>er</sup> août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine

## **2005**

Loi de programmation pour la cohésion sociale du 19 janvier. 3 volets :

- le logement
- l'emploi avec la réforme des emplois aidés et la création des maisons de l'emploi
- l'égalité des chances avec la création des équipes de réussite éducative et la réforme de la dotation de solidarité urbaine

## **2006**

Loi pour l'égalité des chances. 3 titres :

- les mesures en faveur de l'éducation, de l'emploi, notamment des jeunes, et du développement économique
- des mesures pour l'égalité des chances et la lutte contre les discriminations avec la création de l'Agence nationale pour la cohésion sociale
- le rétablissement de l'autorité avec le contrat de responsabilité parentale

CIV du 9 mars qui annonce les prochains « Contrats urbains de cohésion sociale » signés pour 3 ans (2007-2009) entre les collectivités locales et l'État.

## Annexe 2 : Exemples de dispositifs de programmes d'actions annuels (par thèmes)

### ÉDUCATION-JEUNESSE

Ministère initiateur *	Intitulé du dispositif	Administration chargée de l'exécution
Ministère des affaires sociales, de la santé et de la ville	1994 : FONJEP : Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire	Préfectures de département DDJS
	Circulaire n° 97/280 du 10 avril 1997 relative à la mise en place de points «Écoute» pour les jeunes et/ou parents financés sur le chapitre 47-15 article 20	
	Circulaire DIV/DPM/DAS/DLC-DE/DJVA n° 97-505 du 15 juillet 1997 relatives aux contrats locaux d'accompagnement scolaire	
Ministère de l'éducation nationale	Circulaire n° 99-175 du 2 novembre 1999 relative aux «repères» pour la prévention des conduites à risque dans les établissements scolaires	Rectorat, inspection d'académie, chefs d'établissement
Ministère délégué à la ville	Circulaire du 31 août 2000 relative aux crédits affectés à l'aménagement des locaux scolaires pour un meilleur accueil des enfants des écoles maternelles et élémentaires	Préfectures
Ministère délégué à la ville	Instruction n° 00-156 JS du 25 octobre 2000 sur les contrats éducatifs locaux	Préfectures de région, rectorats DRJS, DRAC, préfectures de département, inspections d'académie, services départementaux de l'éducation nationale, DDJS
Ministère délégué à la ville	Circulaire du 11 décembre 2001 Éducation-Ville relative à la mise en œuvre de la veille éducative	Préfectures, rectorat, inspection d'académie, services départementaux de l'éducation nationale
Ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement, Ministère délégué à la cohésion sociale et à la parité, DIV	Circulaire du 13 juin 2005 relative à la mise en œuvre des programmes 15 et 16 du plan de cohésion sociale : programme de réussite éducative	Préfectures de région et département

\* Lorsqu'il s'agit d'une circulaire interministérielle (hors ministère délégué à la ville ou DIV) n'est mentionné que le ministère de tutelle.

## CULTURE

Ministère initiateur *	Intitulé du dispositif	Administration chargée de l'exécution
	1990 : Programme « Cafés musique »	DRAC
	1991 : Opération « Quartiers Lumières »	DRAC
Ministère délégué à la ville	Instruction n° 00-194 JS du 20 décembre 2000 relative à « 1,2,3 à vous de jouer ». Fête des sports et de la jeunesse 2001	Directions régionales et départementales de la jeunesse et des sports, correspondants régionaux pour la politique de la ville, sous-préfets chargés de mission à la ville, direction des établissements nationaux
Ministère délégué à la ville, DIV	Circulaire du 16 janvier 2002 relative au programme national de développement des pratiques artistiques et culturelles des jeunes dans les sites en contrats de ville	Préfectures, DRAC
Ministère délégué à la ville, DIV	2002 : Opération « Talents des cités »	DRAC

## ÉCONOMIE-INSERTION-EMPLOI

Ministère initiateur *	Intitulé du dispositif	Administration chargée de l'exécution
	1986 : Régies de quartier	DDTE, bailleurs, municipalités
Ministère des affaires sociales, de la santé et de la ville	Circulaire du 12 janvier 1993 relative à l'élaboration des PLIE (plans locaux d'insertion par l'économie) (circulaire du 16 août 1994 du cabinet)	DRTE, délégation régionale à la formation professionnelle, DRASS, sous-préfet chargé de la politique de la ville, DDTEFP, DDASS, ANPE, AFPA
DIV / Direction des entreprises commerciales, artisanales et de services	1994 : Les assistants techniques au commerce et aux métiers dans les quartiers	DRCA, FISAC (Fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce), collectivités locales
Ministère des affaires sociales, de la santé et de la ville	Circulaire du 29 juillet 1994 : DPM n° 94/25 Développement de réseaux de parrainage pour accompagner les jeunes en difficulté d'insertion professionnelle vers les entreprises	Préfectures, DRTE, DRASS, DDTEFP, DDASS, FAS, ANPE
Ministère de l'aménagement du territoire, de la ville et de l'intégration ; ministre délégué à la ville	Circulaire du 28 mai 1996 relative à la mise en œuvre des emplois de ville	Préfectures, DRTEFP, sous-préfets à la ville, DDTEFP, ANPE, AFPA, Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles

\* Lorsqu'il s'agit d'une circulaire interministérielle (hors ministère délégué à la ville ou DIV) n'est mentionné que le ministère de tutelle.



<b>Ministère initiateur *</b>	<b>Intitulé du dispositif</b>	<b>Administration chargée de l'exécution</b>
Ministère de l'emploi et de la solidarité	Circulaire du 23 octobre 1998 DGEFP/DIIJ n° 98-33 relative à l'application du programme TRACE	Préfectures, DRTEFP, DRASS, DDTEFP, DDASS, ANPE
Ministère délégué à la ville	1999 : Renforcement du programme « Nouveaux services, emplois jeunes » en faveur des quartiers de la politique de la ville	Préfectures
Ministère de l'emploi et de la solidarité	Circulaire DGEFP n° 99-17 du 26 mars 1999 relative à la réforme de l'insertion par l'activité économique	DRTEFP, DRASS, DDTEFP, DDASS ANPE, AFPA, ACOSS
Ministère délégué à la ville	Circulaire relative à la mise en œuvre des décisions du comité interministériel des villes (CIV) du 14 décembre 1999, relative à la formation des fonctionnaires affectés dans les quartiers difficiles	Préfectures, IRA
Ministère délégué à la ville	Circulaire n° DIV/DPT-IEDE/2000/614 du 13 décembre 2000 relative au financement de la revitalisation économique des territoires prioritaires de la politique de la ville	Préfectures, TG
Ministère de l'emploi de la solidarité, DIV	Circulaire DGEFP/DIV/DIIJ du 20 novembre 2000 relative à la mise en œuvre expérimentale de préparations rémunérées aux concours d'accès à la fonction publique au bénéfice des demandeurs d'emploi des quartiers prioritaires de la politique de la ville	Préfectures de département - sous-préfets chargés de mission pour la politique de la ville - direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle ANPE, AFPA
Premier ministre d'après un CIV	Circulaire n° 4.771/SG du 26 décembre 2000 relative au renforcement de la présence et de la qualité des services publics dans les quartiers en difficulté	Préfectures
Ministère de l'emploi de la solidarité	Circulaire DGEFP/DIIJ/DPM/DIV/DGAS n° 2002-26 du 3 mai 2002 relative à la mise en œuvre de la campagne 2002 de parrainage pour favoriser l'accès à l'emploi les personnes en difficulté d'insertion	Préfectures, DRTEFP, DRASS, correspondants régionaux chargés de la politique de la ville auprès des SGAR, DDTEFP, DDASS, sous-préfets ville, FAS, ANPE, AFPA, réseau du service des droits des femmes et de l'égalité
Ministère délégué à la ville	Circulaire DIV/DPT-IEDE/2002.283 du 3 mai 2002 relative à la mise en œuvre du programme Adultes-relais	Préfectures, TG, DDTEFP

\* Lorsqu'il s'agit d'une circulaire interministérielle (hors ministère délégué à la ville ou DIV) n'est mentionné que le ministère de tutelle.

### SÉCURITÉ-PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE

Ministère initiateur *	Intitulé du dispositif	Administration chargée de l'exécution
Premier ministre	1982 : Première OPE (opération prévention été) (circulaire du 8 mars 1991)	Préfectures
Premier ministre	Circulaire du 17 juillet 1987 sur les CAP'S (contrats d'action de prévention pour la sécurité dans la ville)	Préfectures
	1992 : Plans locaux de sécurité et plans départementaux de sécurité	Préfectures
Ministère délégué à la ville	1995 : Extension des « opérations prévention été » à toutes les vacances scolaires sous l'appellation « Ville vie vacances »	Préfectures, municipalité
Ministère de l'intérieur, ministère de l'emploi et de la solidarité	Circulaire interministérielle du 28 octobre 1997 relative aux contrats locaux de sécurité	Préfectures, municipalité
Ministère délégué à la ville	Circulaire du 6 novembre 1998 relative à la délinquance des mineurs : mise en œuvre des décisions adoptées par le conseil de sécurité intérieure	Préfectures, procureurs généraux, rectorats, directions des agences régionales d'hospitalisation
Ministère délégué à la ville / DIV	Circulaire DIV/DPT-CPS/2001/38 du 22 janvier 2001 relative à l'installation du comité de pilotage pour l'aide aux victimes au sein du conseil départemental de prévention de la délinquance	Préfectures, procureurs généraux
Ministère de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales, ministre délégué à la ville et à la rénovation urbaine	Circulaire du 17 juillet 2002 relative aux dispositifs territoriaux de sécurité et de coopération pour la prévention et la lutte contre la délinquance	Procureurs de la République près desdits tribunaux, direction générale de la police nationale, direction générale de la gendarmerie nationale

\* Lorsqu'il s'agit d'une circulaire interministérielle (hors ministère délégué à la ville ou DIV) n'est mentionné que le ministère de tutelle.

## SANTÉ

Ministère initiateur *	Intitulé du dispositif	Administration chargée de l'exécution
Ministère des affaires sociales, de la santé et de la ville, DIV	Circulaire du 2 décembre 1993 Plan santé ville : Réseaux de santé de proximité	Directions régionales et inter-départementales de la santé et de la solidarité, DDASS
Ministère de l'emploi et de la solidarité	Circulaire du 25 mai 1999 relative à la mise en place des PASS (permanence d'accès aux soins de santé)	Direction des agences régionales de l'hospitalisation, préfetures de région - DRASS
Ministère de l'emploi et de la solidarité	Circulaire n° DGS/SP2/99/110 du 23 février 1999 relative à la mise en place de programmes régionaux d'accès à la prévention et aux soins pour les personnes en situation de précarité	DRASS, DDASS
Ministère délégué à la ville, DIV	Circulaire du 13 juin 2000 relative à la mise en œuvre des ateliers « santé-ville »	Préfetures, responsable départemental politique de la ville, DDASS
Ministère délégué à la ville, DIV	Circulaire du DIV/DPT-LSSP/2001/14 du 9 janvier 2001 relative à la politique de la ville et lutte contre la drogue et prévention des dépendances	Préfetures

## ACCOMPAGNEMENT SOCIAL-CITOYENNETÉ

Ministère initiateur *	Intitulé du dispositif	Administration chargée de l'exécution
	1982 : Premières missions locales	Collectivités locales
	1991 : Service national ville (SNV)	Ministère de la défense
Ministère des affaires sociales, de la santé et de la ville	1992 : Création du 1 % associatif	Préfetures de département
Ministère des affaires sociales, de la santé et de la ville	Circulaire n° 94/42 du 19 décembre 1994 relative à l'intégration des populations immigrées	Préfets de région - SGAR - DRASS - déléguée régionale aux droits des femmes Préfets de département - DDASS - chargée de mission départementale aux droits des femmes - FAS - Office des migrations internationales
Ministère délégué à la ville	1998 : Fonds de participation des habitants (FPH)	Préfetures de départements

\* Lorsqu'il s'agit d'une circulaire interministérielle (hors ministère délégué à la ville ou DIV) n'est mentionné que le ministère de tutelle.

Ministère initiateur *	Intitulé du dispositif	Administration chargée de l'exécution
Ministère de l'emploi et de la solidarité	Circulaire DPM/CI1/98/185 du 23 mars 1998 relative aux contrats locaux pour l'accueil et l'intégration	Préfectures de région - SGAR - DDRASS Préfectures de département - cabinet - sous-préfet de la ville - DDASS - FAS
Ministère délégué à la ville	Circulaire du 22 décembre 1999 relative aux relations de l'État avec les associations dans les départements	Préfectures
Secrétariat d'État au logement	Circulaire n° 99-17 du 25 mars 1999 relative à l'attribution des logements sociaux, à la définition des bassins d'habitat et à la mise en œuvre des conférences et chartes intercommunales du logement prévus par la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions	DRE, DDE
Secrétariat d'État au logement	Circulaire n° 99-18 du 25 mars 1999 relative à l'attribution des logements locatifs sociaux et à la mise en œuvre des accords collectifs départementaux prévus par la loi n° 98-657 du 29 juillet d'orientation relative à la lutte contre les exclusions	DRE, DDE
Ministère de l'emploi et de la solidarité	Circulaire DPM/CI1/99/35 du 22 janvier 1999 relative aux contrats locaux pour l'accueil et l'intégration	Préfectures de région - SGAR - DDRASS Préfectures de département - cabinet - sous-préfet de la ville - DDASS - FAS
Ministère de l'emploi et de la solidarité, DIV	Circulaire DIF/DAS/DIV/DPM du 9 mars 1999 relative aux réseaux d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents	Préfectures de département, DDASS
Ministère délégué à la ville	Circulaire du 27 octobre 1999 DIV/DGUHC sur les aires d'accueil destinées aux gens du voyage	DRE, DDE
Premier ministre	Circulaire du 2 mai 2000 relative à l'accès à la citoyenneté et la lutte contre les discriminations	Préfectures, préfectures de police
Ministère de la justice	Arrêté du 29 octobre 2002 portant création de maisons de justice et du droit et fixant la liste des maisons de justice et du droit annexée au code de l'organisation judiciaire	TGI
Ministère de l'économie, ministère délégué à la ville et à la rénovation urbaine	Circulaire du 12 mars 2004 relative à la procédure de traitement des situations de surendettement des particuliers	Préfectures

\* Lorsqu'il s'agit d'une circulaire interministérielle (hors ministère délégué à la ville ou DIV) n'est mentionné que le ministère de tutelle.

### HABITAT-AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Ministère initiateur *	Intitulé du dispositif	Administration chargée de l'exécution
Ministère de l'urbanisme du logement et des transports	Circulaire n° 85-31 du 7 mai 1985 relative au développement des programmes locaux de l'habitat	DRE, DDE
	1992 : Programme 50 quartiers	CDC / UNFOHLM / DIV / DAU
DIV	Mise en œuvre de l'appel de propositions décidé par le Comité interministériel des villes du 7 février 1995, et s'inscrivant en application de la Charte « Partenaires pour la ville » - Sélection des 10 projets	Préfectures
Ministère délégué à la ville et à l'intégration	Circulaire du 22 avril relative au choix de sites-témoins pour l'élaboration et la mise en place du plan de sauvegarde dans les copropriétés et ensembles d'habitat privé.	Préfectures de département
Ministère délégué à la ville	Circulaire du 22 octobre 1998 relative aux démolitions de logements locatifs sociaux, à la programmation des logements PLA construction-démolition et au changement d'usage de logements sociaux.	Préfecture de région , DRE, préfectures de département, DDE
Ministère délégué à la ville	Circulaire du 1 <sup>er</sup> juillet 1999 relative aux dispositifs de lutte contre l'insalubrité de l'habitat outre-mer	Préfectures des départements d'outre-mer et de Mayotte
Ministère de l'équipement, secrétariat d'État au logement	Circulaire n° 99-71/UC/FB/DH du 14 octobre 1999 relative à la mise en place du prêt locatif à usage social (PLUS)	Préfectures, DRE, DDE
Ministère délégué à la ville, DIV	Instructions du 4 février 2000 relatives au volet « déplacements » dans les contrats de ville et les grands projets de ville Plan de déplacement urbain	DRE, DDE, SGAR, sous-préfet ville
Ministère de l'emploi et de la solidarité	Circulaire n° DGS/SD7C/2002/286 du 2 mai 2002 relative à l'application des dispositions de la loi SRU concernant l'habitat insalubre	Préfectures de région, DRASS, DRE, préfets de département, DDASS, DDE
Ministère de l'équipement, des transports, du logement, du tourisme et de la mer, ministre délégué à la ville et à la rénovation urbaine	Circulaire UHC/OC/16 n° 2003-56 du 22 septembre 2003 relative à l'évolution de la gouvernance des sociétés anonymes d'habitations à loyer modéré	Préfectures de région, DRE
Ministère du travail, de l'emploi et de la cohésion sociale	Circulaire du 25 mai 2004 relative au bruit des infrastructures de transports terrestres	Préfectures de région : SGAR, direction régionale de l'environnement, DRE Préfectures de département : DDE, pôle de compétence bruit

\* Lorsqu'il s'agit d'une circulaire interministérielle (hors ministre délégué à la ville ou DIV) n'est mentionné que le ministère de tutelle.

### Annexe 3 : Exemples d'appels à projets

Ministère initiateur *	Intitulé de l'appel à projet	Administration chargée de l'exécution
<b>1991</b>		
	Opération « École ouverte » en Ile-de-France	Rectorats
<b>1994</b>		
DIV	Éclairage public dans les quartiers	Préfectures, DDE, DIREN
<b>1995</b>		
	Opération « École ouverte » dans les régions Ile-de-France, Nord - Pas-de-Calais, Rhône-Alpes, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Haute-Normandie, Aquitaine, Bourgogne, Champagne-Ardenne, Réunion, Corse.	Rectorats
DIV	Mise en œuvre de l'appel de propositions décidé par le Comité interministériel des villes du 7 février 1995, et s'inscrivant en application de la Charte « Partenaires pour la ville » - Sélection des 10 projets	Préfectures
DIV	Appel à projets : Éclairage public dans les quartiers	Préfectures, DDE, DIREN
FAS	Appel à projets : Intégration des personnes issues de l'immigration	CRILD
<b>1996</b>		
	Opération « École ouverte »	Rectorats
Ministère de l'aménagement du territoire, de la ville et de l'intégration, DIV	Appel à projet « Transport public et intégration urbaine »	Préfectures, direction régionale de la l'environnement, DRE, DDE
Ministère de l'aménagement du territoire, de la ville et de l'intégration, DIV	Appel à projets « Paysages et intégration urbaine »	DDE
	Appel à projets pour les plates formes de services publics	DDTEFP, DDASS
<b>1997</b>		
	Appel à projets : Programme prévention sécurité du commerce et de l'artisanat en zones urbaines sensibles	
Ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement, DIV	Appel à projets : Agenda 21	Collectivités locales (régions ou départements)

\* Lorsqu'il s'agit d'une circulaire interministérielle (hors ministère délégué à la ville ou DIV) n'est mentionné que le ministère de tutelle.

Ministère initiateur *	Intitulé de l'appel à projet	Administration chargée de l'exécution
<b>1998</b>		
Ministère de l'emploi et de la solidarité, DIV	Appel à projets : CLAS (contrat local d'accompagnement scolaire), RES (réseau solidarité école), AEPS (activités éducatives périscolaires)	DRASS, directions régionales de la jeunesse et des sports ; recteurs d'académies ; DDASS, directions départementales de la jeunesse et des sports ; inspecteurs d'académie, directeurs des services départementaux de l'éducation nationale ; Fonds d'action sociale pour les travailleurs immigrés et leur famille ; CNAF
<b>1999</b>		
	Appel à projets : Mode de garde (1999-2003)	Préfectures
<b>2000</b>		
	Appel à projets : Dynamiques solidaires	Préfectures de région
<b>2001</b>		
Secrétariat d'État au logement auprès du ministère de l'équipement, des transports et du logement	19 juillet 2001 : Appel à projets : Mieux vivre ensemble	Préfectures, DRE, DDE

\* Lorsqu'il s'agit d'une circulaire interministérielle (hors ministère délégué à la ville ou DIV) n'est mentionné que le ministère de tutelle.

## Annexe 4 : Contrats de ville 2000-2006

\* Cartes des contrats de ville 2000-2006 :

<http://i.ville.gouv.fr/divbib/doc/cv12.pdf>

\* Circulaire n° 14-153, du 31 décembre 1998 sur les contrats de ville :

[http://i.ville.gouv.fr/divbib/doc/circ\\_CEV\\_2000\\_2006.html](http://i.ville.gouv.fr/divbib/doc/circ_CEV_2000_2006.html)

Sources : <http://i.ville.gouv.fr/>

## Annexe 5 : Liste des sigles et acronymes

ACOSS	Agence centrale des organismes de sécurité sociale
ADEME	Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie
ADIE	Association pour le droit à l'initiative économique
ADIL	Agence départementale d'information logement
ADRI	Agence pour le développement des relations interculturelles
ADS	Agent de développement social
AEMO	Action éducative en milieu ouvert
AFPA	Association pour la formation professionnelle des adultes
AFTRP	Agence foncière et technique de la région parisienne
AGED	Aide à la garde d'enfants à domicile
ALE	Agence locale pour l'emploi
ALMS	Agent local de médiation sociale
AMF	Association des maires de France
AMGVF	Association des maires des grandes villes de France
ANAH	Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat
ANCE	Agence nationale pour la création d'entreprises
ANPE	Agence nationale pour l'emploi
ANLCI	Agence nationale de lutte contre l'illettrisme
ANRU	Agence nationale pour la rénovation urbaine
APL	Aide personnalisée au logement
ARVEJ	Aménagement des rythmes de vie de l'enfant et des jeunes
ASE	Aide sociale à l'enfance
ASS	Allocation de solidarité spécifique
ASSEDIC	Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce
ASV	Atelier santé-ville
CAF	Caisse d'allocations familiales
CAPS	Contrat d'action prévention pour la sécurité dans les villes
CAR	Conférence administrative régionale
CAUE	Conseil en architecture, urbanisme et environnement
CCAS	Centre communal d'action sociale
CCI	Chambre de commerce et d'industrie
CCPD	Conseil communal de prévention de la délinquance
CDAD	Conseil départemental d'accès au droit
CDC	Caisse des dépôts et consignations
CDFPPSE	Comité départemental de la formation professionnelle, de la promotion sociale et de l'emploi
CDIAE	Conseil départemental de l'insertion par l'activité économique
CDLT	Comité départemental de lutte contre la toxicomanie
CDPD	Conseil départemental de prévention de la délinquance
CDR	Centre de ressources
CEC	Contrat emploi consolidé
CEL	Contrat éducatif local
CER	Contrat éducatif renforcé



CERC	Centre d'études des revenus et des coûts
CEREQ	Centre d'études et de recherches sur les qualifications
CERTU	Centre d'études sur les réseaux, les transports, l'urbanisme et les constructions publiques
CES	Contrat emploi solidarité
CFL	Comité des finances locales
CFPA	Centre de formation professionnelle pour adultes
CGLS	Caisse de garantie du logement locatif social
CIAT	Comité interministériel pour l'aménagement du territoire
CIATER	Comité interministériel de l'administration territoriale
CIE	Contrat insertion-emploi
CII	Comité interministériel à l'intégration
CILDT	Comité interministériel de lutte contre la drogue et la toxicomanie
CIO	Centre d'information et d'orientation
CIPC	Centre international de prévention contre la criminalité
CIV	Comité interministériel des villes
CLAS	Contrat local d'accompagnement à la scolarité
CLIP	Commission locale interpartenaires
CLS	Contrats locaux de sécurité
CLSPD	Conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance
CNAF	Caisse nationale des allocations familiales
CNALPS	Comité national de liaison des associations de prévention spécialisée
CNASEA	Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles
CNPD	Conseil national de prévention de la délinquance
CNDSQ	Commission nationale pour le développement social des quartiers
CNEPJ	Conseil national de l'éducation populaire et de la jeunesse
CNFPT	Centre national de la fonction publique territoriale
CNIAE	Conseil national de l'insertion par l'activité économique
CNIL	Commission nationale informatique et libertés
CNLRQ	Comité national de liaison des régies de quartier
CNML	Conseil national des missions locales
CNV	Conseil national des villes
CNVA	Conseil national de la vie associative
CPER	Contrat de plan État/région
CRDSQ	Comité régional pour le développement social des quartiers
CREDOC	Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie
CREPAH	Conseil, recherche, études pour la planification, l'aménagement et l'habitat
CSL	Commission de solidarité logement
CVH	Convention ville/habitat
DARES	Direction de l'animation, de la recherche, des études et des statistiques
DAS	Direction de l'action sociale
DAT	Direction de l'aménagement du territoire
DATAR	Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale
DAU	Direction de l'architecture et de l'urbanisme
DDASS	Direction départementale des affaires sanitaires et sociales
DDE	Direction départementale de l'équipement
DGAS	Direction générale de l'action sociale
DGUHC	Direction générale de l'urbanisme, de l'habitat et de la construction
DDJS	Direction départementale de la jeunesse et des sports
DDPJJ	Direction départementale de la protection judiciaire de la jeunesse
DDPU	Direction départementale des polices urbaines
DDTEFP	Direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle
DGCCRF	Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes
DGCL	Direction générale des collectivités locales
DGEFP	Direction générale à l'emploi et à la formation professionnelle
DGGN	Direction générale de la gendarmerie nationale
DGLDT	Délégation générale à la lutte contre la drogue et la toxicomanie
DGPN	Direction générale de la police nationale
DGS	Direction générale de la santé
DGUHC	Direction générale de l'urbanisme, de l'habitat et de la construction

DIACT	Délégation interministérielle à l'aménagement et à la compétitivité des territoires
DIJJ	Délégation interministérielle à l'insertion des jeunes
DIREN	Direction régionale de l'environnement
DIV	Délégation interministérielle à la ville et au développement social urbain
DOCUP	Document unique de programmation
DPJJ	Direction de la protection judiciaire de la jeunesse
DPM	Direction de la population et des migrations
DRAC	Direction régionale des affaires culturelles
DRASS	Direction régionale des affaires sanitaires et sociales
DRE	Direction régionale de l'environnement
DRE	Direction régionale de l'équipement
DREES	Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques
DREIF	Direction régionale de l'équipement de l'Île-de-France
DRIRE	Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement
DRJS	Direction régionale de la jeunesse et des sports
DRTE	Direction régionale du travail et de l'emploi
DRTEFP	Direction régionale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle
DSQ	Développement social des quartiers
DSS	Direction de sécurité sociale
DSU	Développement social urbain
DSU	Dotation de solidarité urbaine
DTT	Direction des transports terrestres
EEI	Équipes emploi-insertion
EPA	Établissement public d'aménagement
EPARECA	Établissement public national d'aménagement et de restructuration des espaces commerciaux et artisanaux
EPCI	Établissement public de coopération intercommunale
EPLCE	Établissement public local de coopération éducative
EPLÉ	Établissement public local d'enseignement
ERE	Équipe de réussite éducative
ETP	Équivalent temps plein
ETTI	Entreprise de travail temporaire d'insertion
FAJD	Fonds d'aide aux jeunes en difficulté
FARIF	Fonds d'aménagement de la région Ile-de-France
FAS	Fonds d'action sociale
FASILD	Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations
FED	Fonds européen de développement
FEDER	Fonds européen de développement régional
FEI	Fonds européen d'investissement
FFSU	Forum français pour la sécurité urbaine
FIAT	Fonds d'intervention pour l'aménagement du territoire
FISAC	Fonds d'intervention pour la sauvegarde, la transmission et la restructuration des activités commerciales
FIV	Fonds d'intervention pour la ville
FNAU	Fédération nationale des agences d'urbanisme
FONJEP	Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire
FPH	Fonds de participation des habitants
FRE	Fonds de revitalisation économique
FRU	Fonds de renouvellement urbain
FSE	Fonds social européen
FSL	Fonds de solidarité pour le logement
FSU	Fonds social urbain
GIE	Groupement d'intérêt économique
GIP	Groupement d'intérêt public
GPU	Grand projet urbain
GPV	Grand projet de ville
GUP	Gestion urbaine de proximité

HLM	Habitations à loyer modéré
HVS	Habitat et vie sociale
IAURIF	Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région Île-de-France
IGAS	Inspection générale des affaires sociales
IHESI	Institut des hautes études de la sécurité intérieure
INAVEM	Institut national d'aide aux victimes et de médiation
INSEE	Institut national de la statistique et des études économiques
INTERREG	Programme d'initiative communautaire (Union européenne)
LOLF	Loi organique relative aux lois de finances
LOV	Loi d'orientation sur la ville
MILDT	Mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie
MILT	Mission interministérielle de lutte contre la toxicomanie
MJC	Maison des jeunes et de la culture
MJD	Maison de justice et du droit
ML	Mission locale
MOUS	Maîtrise d'œuvre urbaine et sociale
OFDT	Observatoire français des drogues et des toxicomanies
OPAC	Office public d'aménagement et de construction
OPAH	Opération programmée d'amélioration de l'habitat
OPE	Opération prévention été
OPHLM	Office public d'habitation à loyer modéré
ORU	Opération de renouvellement urbain
PACT	Association pour la protection, l'amélioration, la conservation, la transformation de l'habitat
PACT - Urbain	Programme d'aménagement concerté du territoire
PAD	Point d'accès au droit
PAH	Prime à l'amélioration de l'habitat
PAIO	Permanence d'accueil, d'information et d'orientation
PAJECOT	Plans d'accueil des jeunes dans les communes touristiques
PDALPD	Plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées
PDS	Programme développement solidarité
PDU	Plan de déplacement urbain
PEL	Projet éducatif local
PIC	Programme d'initiative communautaire
PLA	Prêt locatif aidé
PLAI	Prêt locatif aidé d'insertion
PLD – PLDS	Programme local de développement (social)
PLH	Programme local de l'habitat
PLIE	Plan local d'insertion économique
PLU	Plan local d'urbanisme
PME	Programme d'initiative communautaire (Union européenne)
PNIU	Programme national d'intégration urbaine
PNRU	Programme national de rénovation urbaine
PPU	Prêt projet urbain
PRAPS	Programme régional d'accès à la prévention et aux soins
PRU	Prêt renouvellement urbain
PST	Projet social de territoire
RBG	Réseau des boutiques de gestion
REAAP	Réseaux d'écoute et d'appui à la parentalité
REPC	Réseau européen de prévention de la criminalité
REP	Réseau d'éducation prioritaire
RHI	Résorption de l'habitat insalubre
RMI	Revenu minimum d'insertion

SADJPV	Service de l'accès au droit, à la justice et à la politique de la ville
SAVU	Service d'aide aux victimes d'urgence
SCOT	Schéma de cohérence territoriale
SEM	Société d'économie mixte
SGAR	Secrétariat général aux affaires régionales
SIG	Système d'information géographique
SIVOM	Syndicat intercommunal à vocation multiple
SIVU	Syndicat intercommunal à vocation unique
SRU	Loi relative à la solidarité et au renouvellement urbain
TPG	Trésorier payeur général
TRACE	Trajet d'accès à l'emploi
TUC	Travaux d'utilité collective
UCANSS	Union des caisses nationales de sécurité sociale
UESL	Union d'économie sociale du logement
UNFOHLM	Union nationale des fédérations d'organisme HLM
URBAN	Programme d'initiative communautaire (Union européenne)
URSSAF	Unions de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales
USH	Union sociale pour l'habitat
VV	Ville vie vacances
ZAC	Zone d'aménagement concertée
ZEP	Zone d'éducation prioritaire
ZFU	Zone franche urbaine
ZRU	Zone de redynamisation urbaine
ZUP	Zone à urbaniser en priorité
ZUS	Zone urbaine sensible

## Annexe 6 : Trente ans de politique de la ville

Dès le début des années 1970, la question du devenir social et urbanistique des grands ensembles est posée. En 1973, une circulaire ministérielle dite « circulaire Guichard » met un arrêt à la production de ce type de logements, considérant qu'ils sont « peu conformes aux aspirations des habitants et sans justification économique »<sup>(1)</sup>. Deux ans plus tard, les premiers programmes expérimentaux via les clubs « Habitat et vie sociale » sont lancés. Une circulaire ministérielle en date du 3 mars 1977 officialise la procédure. L'originalité de la démarche engagée par l'État consiste à croiser l'approche sociale (le mieux être des populations) avec la nécessaire prise en compte de la dégradation matérielle d'une grande partie des parcs locatifs. Les opérations menées tout d'abord dans le cadre des programmes « Habitat et vie sociale » puis sous l'égide du Fonds d'aménagement urbain (FAU) peuvent légitimement être considérées comme les prémices de ce qui deviendra officiellement à partir de 1981 la politique de la ville.

À cette date, aussitôt la victoire de François Mitterrand à l'élection présidentielle passée, des émeutes éclatent dans plusieurs villes de la banlieue lyonnaise, en particulier à Venissieux et Vaulx-en-Velin. Les rodéos nocturnes de voitures qui sont ensuite brûlées sous le regard des caméras marquent l'opinion publique et obligent le gouvernement à donner rapidement une réponse à ce que l'on présente généralement comme la manifestation de colère de jeunes habitants des cités populaires des grandes agglomérations.

Lors du congrès des HLM le 28 octobre 1981, le Premier ministre Pierre Mauroy annonce la création d'une Commission nationale pour le développement social des quartiers (CNDSQ), chargée de traiter les questions relatives à l'habitat social. L'animation de cette instance est confiée au maire de Grenoble, Hubert Dubedout, qui remet l'année suivante son rapport intitulé *Ensemble, refaire la ville*. Celui-ci fait des propositions qui vont avoir pour conséquence de bouleverser, pour une large part, les pratiques administratives en cours. Désormais, il va être question en particulier de travailler à l'échelle d'un quartier, de manière transversale, et autour d'objectifs contractuels définis en concertation avec les habitants.

L'ambition de la politique de la ville est surtout d'apporter une réponse globale aux difficultés que connaissent les grands ensembles. Il s'agit de répondre

à la fois aux dégradations matérielles que connaît ce type d'habitat mais également aux difficultés sociales des populations qui y vivent et qui sont composées largement d'immigrés arrivés une décennie plus tôt dans ces logements délaissés par les classes moyennes. Pour répondre à la question urgente de la lutte contre la délinquance (celle des jeunes en particulier), l'accent est désormais mis sur la prévention avec la création de conseils communaux et départementaux de prévention de la délinquance (CCPD et CDPD). En matière éducative, Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, propose la mise en place de zones d'éducation prioritaires qui recevront des moyens supplémentaires de fonctionnement afin d'aider les enfants de ces quartiers à venir à bout de leurs difficultés. En complément, suite au Rapport Schwartz, des missions locales pour l'emploi seront créées.

Près de 150 quartiers, parmi lesquels les Minguettes ou la cité des Quatre-Mille de La Courneuve, sont ainsi engagés dans une procédure de DSQ dans le cadre de la mise en place du IX<sup>ème</sup> plan (1984-1988). Parallèlement, la mission « Banlieues 89 » est confiée à deux architectes, Roland Castro et Michel Cantal-Dupart, avec pour mission de « faire des banlieues aussi belles que les villes ». Implicitement, il s'agit d'une nouvelle condamnation des grands ensembles jugés comme étant, par leurs formes architecturales, des obstacles à l'épanouissement des populations qui y vivent. Qu'il s'agisse de tours ou de barres, la concentration de logements et le manque d'équipements s'y rapportant s'avèrent être les deux critiques les plus couramment émises à leur égard. À la veille de la cohabitation de 1986, Castro sera nommé délégué interministériel aux banlieues. Mais très vite, la plupart des projets envisagés ne pourront être menés à leur terme faute de financements. Le tournant de la rigueur décidé par le gouvernement en 1983 restreint en effet toute une série de projets. Par ailleurs, le retour au pouvoir de la droite entre 1986 et 1988 ne remet toutefois pas en cause le principe même de la politique de la ville même si certains députés libéraux y voient une omniprésence de l'État dans la vie économique et sociale des quartiers en difficultés.

Le foisonnement des initiatives mais aussi, il faut le dire, le manque de résultats va conduire le gouvernement confié à Michel Rocard au lendemain de la réélection de François Mitterrand en 1988 à revoir le dispositif de la politique de la ville. Après le temps de l'utopie généreuse, vient celui de la rationalisation des techniques et des moyens, notamment financiers. Successivement vont être créés la Délégation interministérielle à la ville (DIV) en 1988, dont le rôle sera d'être en quelque sorte la cheville

(1) Circulaire du 21 mars 1973 relative aux formes d'urbanisation dites grands ensembles et à la lutte contre la ségrégation sociale par l'habitat, *Journal officiel*, 5 avril 1973.

ouvrière de la politique de la ville et surtout le ministère de la ville en 1990, dont le premier détenteur sera Michel Delebarre, ancien proche collaborateur de Pierre Mauroy et véritablement personnalité politique de premier plan, à être en charge de ce dossier. Sa mission est des plus délicates : parvenir à convaincre ses collègues du gouvernement de développer une partie de leurs propres programmes en fonction d'objectifs urbains définis par ce nouveau ministère. L'institutionnalisation de cette politique interministérielle est achevée avec la création de postes de sous-préfets à la ville chargés d'animer et de coordonner l'intervention de l'État localement. Il leur appartient en particulier de recentrer les projets initiés dans le cadre de la politique de la ville autour d'objectifs globaux aussi variés que la lutte contre l'échec scolaire, le développement associatif ou bien encore la lutte pour l'insertion des jeunes dans le tissu économique local. Une dernière innovation de taille marque cette seconde étape : l'agglomération est de plus en plus présentée comme l'échelon pertinent d'intervention pour la politique de la ville. Le *développement social des quartiers* cède d'ailleurs progressivement la place à celui de *développement social urbain*. Il s'agit cette fois aussi de mieux prendre en compte les enjeux liés aux problématiques d'aménagement du territoire. Le dépassement de l'échelle du quartier s'incarne dans la mise en place à titre expérimental de 13 contrats de ville en 1991. La procédure est généralisée en 1994 par la signature de 214 contrats dans le cadre du XI<sup>e</sup> plan (1994-1999). Un arsenal spécifique de textes législatifs vient appuyer la politique de la ville. Il s'agit tout d'abord de la loi Besson votée le 31 mai 1990, qui énonce la dominante sociale désormais privilégiée dans la politique du logement. Elle rend notamment obligatoire l'élaboration d'un plan départemental d'action pour le logement des plus défavorisés (PDL) qui sera construit et mis en œuvre, conjointement par le préfet et le président du conseil général, en collaboration avec les collectivités locales, les bailleurs sociaux, les caisses d'allocations familiales, les associations à vocation humanitaire et sociale. Elle prévoit aussi l'institution d'un Fonds de solidarité pour le logement (FSL). Quant à la loi du 13 mai 1991 sur la solidarité financière, elle institue trois mécanismes distincts de péréquation en faveur des communes pauvres supportant de lourdes charges liées aux dysfonctionnements urbains : la dotation de solidarité urbaine (DSU) dont le principe est de prélever des cotisations sur les communes riches pour les transférer aux communes les plus pauvres, notamment celles qui ont un parc important de logements sociaux. Surtout, la loi d'orientation pour la ville, votée le 13 juillet 1991, établit en particulier qu'un « droit à la ville » doit être assuré à tous les citoyens.

L'outil de référence de la politique de la ville est désormais le contrat de ville censé rassembler toutes les procédures contractuelles agissant dans le cadre de la politique de la ville. Il s'agit là aussi d'une évolution notable dans la mesure où certains ministères comme l'éducation nationale ou jeunesse et sports vont financer désormais une partie de leurs projets en fonction d'objectifs définis conjointement avec différents partenaires locaux tels que les centres sociaux ou certaines associations. Pour les territoires les plus en difficultés, qui nécessitent à ce titre une intervention lourde, l'État met en œuvre les grands projets urbains (GPU) dont l'objectif est de répondre à des enjeux aussi complexes que celui par exemple de l'enclavement d'un quartier, voire de toute une ville. Il s'agira, par exemple, dans le quartier de la Bourgogne à Tourcoing, de mettre en œuvre le passage du métro afin de relier cette ancienne ZUP avec le centre ville ainsi qu'avec le reste de la métropole lilloise. Dans la ville voisine de Roubaix, d'anciennes friches industrielles, grâce à la manne financière du GPU, seront transformées en hôtels d'entreprises ou en jardins publics.

La production d'un nouveau rapport demandé par Martine Aubry à Jean-Pierre Sueur après le retour de la gauche au pouvoir en 1997 souligne néanmoins les limites de la politique de la ville. Dans son rapport intitulé *Demain la ville*, remis le 13 février 1998, le député maire d'Orléans met en avant les pesanteurs de l'administration, la frilosité des collectivités locales, et les effets très inégaux de ce qui a été entrepris depuis 1981. Il avance cinquante mesures pour refaire partir la politique de la ville, notamment l'augmentation des crédits et une programmation décennale ; la création de conseils d'agglomération, le retour d'un ministère en charge de ces questions.

Le nouveau ministre, Claude Bartolone, annonce en 1998 une nouvelle série de décisions qui vont notamment se traduire par la signature d'une nouvelle génération de contrats de ville et la mise en place des grands projets de ville (GPV) qui succèdent aux GPU.

Conjointement, la loi dite Chevènement, relative à l'organisation urbaine et à la simplification de la coopération intercommunale, votée le 18 juillet 1999, innove en incitant à la création de communautés d'agglomération pour les aires urbaines regroupant au moins 50 000 habitants dont la commune-centre compte plus de 15 000 habitants. Dotées du statut juridique d'établissement public de coopération intercommunale, elles disposent d'un bloc de compétences obligatoires relatives au développement économique, à l'aménagement, aux transports, au logement et à la politique de la ville. La loi solidarité et

renouvellement urbains (SRU) présentée le 8 mars 2000 à l'Assemblée nationale et au Sénat, est votée le 13 décembre 2000. Elle vise à rendre les politiques urbaines plus cohérentes, à favoriser les mécanismes de solidarité dans la ville et à intégrer les politiques de déplacement dans le cadre du développement durable. Il s'agit aussi d'organiser une meilleure répartition des logements sociaux sur le territoire national, de proposer une plus grande mixité sociale et une diversité de l'habitat. Chaque commune devrait rassembler au moins 20 % de logements dits sociaux sur son territoire. En parallèle, des plans de déplacement urbain (PDU) seront développés, avec notamment la modernisation des réseaux de bus.

Pour certains observateurs, la mise en place de la loi Borloo en août 2003 a marqué la fin de la politique de la ville telle qu'elle était pratiquée depuis une vingtaine d'années. L'objectif premier affiché par le nouveau ministre consiste à procéder dans les cinq ans à venir à la destruction de 200 000 logements jugés insalubres, ceci, afin de « casser les ghettos », d'en construire autant en remplacement et d'en réhabiliter le même nombre. Pour mener à bien cet ambitieux programme, une Agence nationale pour le renouvellement urbain (ANRU) est constituée. Sa création marque surtout la volonté de l'État de procéder à un recentrage de ses missions sur la réhabilitation de grande envergure du cadre bâti. Quant au volet social de la politique de la ville, il appartiendra désormais aux collectivités locales, dans le cadre de l'acte II de la décentralisation, d'y pourvoir, en complètement des crédits de droit commun. Même s'il est encore trop tôt pour émettre un avis motivé sur ce changement de cap, on peut en revanche, dès maintenant, tenter de dresser un bilan de la politique de la ville conduite depuis trente ans.

Tout d'abord, s'il est courant de la critiquer pour ses insuffisances, ce qui paraît effectivement juste au regard des événements auxquels nous venons d'assister, il n'en reste pas moins qu'elle a apporté des transformations profondes en matière d'action publique. L'un des acquis est d'avoir introduit la notion de contractualisation dans les procédures engagées. D'autre part, la politique de la ville a également contribué, notamment par des dispositifs comme les fonds de participation des habitants (FPH), à intéresser les citoyens au devenir de leur quartier.

Il n'en reste pas moins que le déficit en matière d'intervention sociale reste grand ainsi qu'en ce qui concerne le sens donné aux mesures engagées. Sans aucun doute, la politique de la ville souffre surtout d'un manque de lisibilité. Et s'il s'agit effectivement, selon l'expression de Marie-Christine Jaillet, d'une politique au caractère « incertain », il peut paraître aussi évident

que cette politique publique doit être inscrite dans la durée et non pas uniquement comme une réponse ponctuelle aux flambées de violence qui secouent régulièrement certaines villes. Ainsi, il est sans doute utile de rappeler que ce n'est ni au milieu des années 1970, ni en 1981, que les pouvoirs publics prennent conscience du risque social qu'il y a de regrouper sur un même site plusieurs centaines, voir plusieurs centaines de milliers de personnes. Dès 1959, les concepteurs des grands ensembles français avaient ainsi créé une commission chargée de réfléchir aux problèmes de vie dans ce type de logement. Il importe désormais de replacer cette question dans la longue durée historique grâce à la considérable quantité d'archives disponible sur les différents sujets abordés depuis maintenant une trentaine d'années par la politique de la ville.

Thibault Tellier

Maître de conférences à l'université de Lille III (IUT-B)

**Instruction n° 2006/009 du 27 septembre 2006 relative au tri et à la conservation relative aux archives produites et reçues par les services départementaux de l'architecture et du patrimoine.**

Le ministre de la culture et de la communication  
à

Mesdames et messieurs les préfets de région  
(à l'attention de mesdames et messieurs les directeurs régionaux des affaires culturelles)

à

Mesdames et messieurs les préfets de départements  
(à l'attention de mesdames et messieurs les directeurs des services départementaux de l'architecture et du patrimoine - à l'attention de mesdames et messieurs les directeurs des archives départementales)

**Textes officiels :**

- Livre II du code du patrimoine et décret 79-1037 du 3 décembre 1979,
- Circulaire du Premier ministre du 2 novembre 2001 relative à la gestion des archives dans les services et établissements publics de l'État,
- Circulaire du Premier ministre du 30 décembre 1998 NOR/PRM/X/9803123/C relative à la durée de conservation des dossiers présentés par les entreprises soumissionnaires non retenues,
- Circulaire Équipement-Culture AD 98-64 du 19 juin 1998 relative au tri et à la conservation des archives des directions départementales de l'équipement,
- Circulaire AD 95-1 du 27 janvier 1995 relative au tri et à la conservation des dossiers des personnels des services déconcentrés de l'État et des collectivités territoriales,

- Instruction DPACI/RES/2004/019 du 21 septembre 2004 relative au tri et à la conservation des archives produites et reçues par les directions régionales des affaires culturelles,

- Instruction de la direction des archives de France de 1993 sur le tri et la conservation aux archives communales des documents postérieurs à 1982.

La direction des archives de France, en étroite collaboration avec la direction du patrimoine et de l'architecture, a lancé durant l'année 2005 une réflexion sur les archives produites et reçues par les services départementaux de l'architecture et du patrimoine.

Éléments historiques sur les services départementaux de l'architecture et du patrimoine et les services qui les ont précédés.

Les missions des services départementaux de l'architecture et du patrimoine sont le résultat d'une superposition historique entre deux systèmes : les pouvoirs conférés par la législation de protection du patrimoine aux architectes des Bâtiments de France (ABF) et les missions confiées à partir de 1979 aux services départementaux de l'architecture (SDA), services déconcentrés de l'État, devenus services départementaux de l'architecture et du patrimoine (SDAP) depuis 1996.

Jusqu'en 1979, seuls existaient les architectes des Bâtiments de France et les agences des Bâtiments de France, créées en 1946 et conçues sur le modèle de l'agence des architectes libéraux. Les ABF sont détenteurs d'un pouvoir propre étendu quand il s'agit de l'avis conforme sur autorisation dans les abords de monuments historiques. En effet, les missions « architectes des Bâtiments de France » au sein des services départementaux de l'architecture et du patrimoine sont énumérées dans l'article 2 du décret n° 84-145 du 27 février 1984 portant statut particulier du corps des architectes des Bâtiments de France : « Les architectes des Bâtiments de France veillent à l'application des législations sur l'architecture, l'urbanisme, les sites, les monuments historiques et leurs abords. Les intéressés apportent leur concours aux architectes en chef des monuments historiques dans la surveillance de l'état des immeubles classés ou inscrits sur l'inventaire supplémentaire situés dans leur circonscription. Ils déterminent et dirigent, après accord des propriétaires ou des affectataires, les travaux d'entretien et de réparations ordinaires à exécuter sur les immeubles classés parmi les monuments historiques lorsque la maîtrise d'ouvrage est assurée par les services relevant du ministère chargé de la culture ou que les propriétaires ou affectataires reçoivent une aide financière de l'État

au titre de la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques. Ils sont chargés des travaux d'entretien et de réparations ordinaires dans les palais nationaux et les bâtiments affectés au ministère de la culture. Ils sont conservateurs des monuments historiques appartenant, dans leur circonscription, à l'État et affectés au ministère de la culture, sous réserve des exceptions fixées par le ministre chargé de la culture ».

Les SDA, puis SDAP ont été créés en tant que services déconcentrés de l'État en 1979 dans le contexte du ministère de l'environnement et du cadre de vie. Les missions des SDAP, énumérées dans le décret de création du 6 mars 1979, se cumulent avec les pouvoirs propres des ABF. Elles « ne font pas obstacle à l'exercice, par les architectes des Bâtiments de France affectés à chaque service départemental de l'architecture, des pouvoirs propres d'autorisation, d'avis conforme ou d'avis qu'ils tiennent des lois et règlements en vigueur ».

Le texte fondateur des SDAP a confirmé cette dualité, tout en affichant la volonté de créer de véritables services déconcentrés à vocation large et pluraliste dans le domaine de la qualité du cadre de vie.

Plan adopté pour la présente instruction :

1. Fonctionnement du service
2. Urbanisme - Application du droit du sol
3. Monuments et sites protégés
4. Documentation
5. Autres fonctions : conservation des bâtiments d'État publics, agences d'architecture

L'attention des responsables est attirée sur l'existence dans certains SDAP de bibliothèques de service qui, bien que ne figurant pas en tant que telles dans le tableau de tri ci-joint, comportent des livres rares, des collections de revues d'architecture, des catalogues de modèles d'entreprise, des plaquettes de présentation des architectes et ordres d'architectes locaux. Avant toute destruction, l'intérêt de ces ouvrages doit être évalué. Certains peuvent prendre place dans les services d'archives départementales, qui comprennent des bibliothèques d'histoire locale, ou dans des bibliothèques et centres de documentation existants. Certains de ces fonds sont de caractère mixte, relevant à la fois de la qualité archives et de la qualité documentation-bibliothèque, comme le fonds historique du Denkmalarhiv en Alsace (annexe 3).

De même, le tableau de tri a volontairement prévu une partie consacrée aux autres fonctions des SDAP, éventuellement assurées en co-gestion avec Monum, comme la conservation des bâtiments d'État publics



et les papiers d'agence d'architecture. Les papiers générés dans le cadre de ces fonctions sont des archives publiques. Certes, pour une part, ils ne sont plus produits aujourd'hui par les SDAP, mais il convient d'être particulièrement attentif à la localisation et à la collecte de ces documents qui ne sont pas toujours dans les locaux actuels des SDAP et peuvent être restés dans les bâtiments de l'agence ou le monument considéré.

### **Objectif poursuivi par les tableaux d'archivage**

Les tableaux de tri et de conservation sont un outil d'aide à l'archivage. Leur objectif est de faciliter, conformément à ce qu'a rappelé la circulaire du Premier ministre du 2 novembre 2001, à toutes les administrations de l'État, une bonne gestion des archives courantes et intermédiaires, responsabilité qui revient au producteur des documents. C'est ainsi que la présente instruction souligne l'intérêt certain pour les SDAP de privilégier pour certaines de leurs missions un classement plutôt qu'un autre (ex. : classement par commune, voir 2.2.1.), ainsi qu'une collecte sélective et raisonnée des archives historiques à l'expiration des délais d'utilité administrative des documents. Il est donc indispensable que chaque directeur de SDAP prenne soin de désigner parmi ses collaborateurs un responsable des archives courantes et intermédiaires du service.

### **Utilisation des tableaux d'archivage**

Les tableaux d'archivage joints à la présente instruction se lisent comme suit :

Une colonne est consacrée à la typologie des documents produits ou reçus par les SDAP. Lui fait suite une colonne qui indique la durée d'utilité administrative (DUA) ; cette durée correspond au temps pendant lequel les documents doivent être conservés dans les locaux du SDAP en tant qu'archives courantes ou intermédiaires nécessaires à la bonne marche du service. Enfin, la colonne sort final précise ce que deviennent les documents analysés à l'issue de la DUA.

Ce sort final peut être :

- la destruction, marquée par la lettre D. La liste des documents arrivés au terme de leur DUA et dont le sort final est la destruction doit être reprise brièvement dans un bordereau d'élimination qu'il convient de faire viser par le directeur des archives départementales territorialement compétent, avant de procéder à la destruction matérielle des pièces (décret n° 79-1037 du 3 décembre 1979, article 16) ;
- le versement aux archives départementales, à des fins de conservation définitive, marqué par la lettre C.

Les typologies documentaires concernées ont été identifiées comme la part historique de la production d'archives du SDAP. Celles-ci doivent être versées à l'issue de la DUA aux archives départementales territorialement compétentes. Le responsable des archives courantes et intermédiaires du SDAP coordonnera, après avoir pris l'attache du directeur des archives départementales, l'élaboration d'un bordereau de versement récapitulant les documents qui seront alors pris en charge par les archives départementales (décret n° 79-1037 du 3 décembre 1979) ;

- enfin, le tri, marqué par la lettre T, signifie que les documents doivent être triés avant versement, en fonction des remarques figurant dans la colonne Observations.

On s'attachera à préserver et à verser au plus tôt aux archives départementales, si ce n'est déjà fait, les documents remontant à la création des SDAP et aux entités qui les avaient précédés. De manière générale, les documents antérieurs aux années 1980 voire 1990 devraient avoir déjà été traités et versés.

### **Évaluation et perspectives d'avenir**

La direction des archives de France sera chargée d'évaluer l'impact de cette instruction deux ans après son entrée en vigueur. Cette évaluation sera notamment fonction des deux paramètres suivants : le métrage linéaire d'archives historiques des services départementaux de l'architecture et du patrimoine effectivement entrées dans les services d'archives départementales et le métrage linéaire d'archives intermédiaires des services départementaux de l'architecture et du patrimoine éliminées à l'issue de leur durée d'utilisation administrative.

Je vous remercie par avance d'assurer la diffusion de la présente instruction auprès des services intéressés et de me faire connaître toute difficulté qui pourrait survenir dans son application.

Le ministre de la culture et de la communication,  
Renaud Donnedieu de Vabres

## **Sommaire**

### **1. Fonctionnement du service**

- 1.1. Gestion administrative générale et courrier
- 1.2. Gestion du personnel
- 1.3. Gestion comptable

### **2. Urbanisme - Application du droit des sols**

- 2.1. Urbanisme
- 2.2. Application du droit des sols

- 2.2.1. Application générale
- 2.2.2. Cas particuliers d'application
- 2.3. Contentieux

### **3. Monuments et sites protégés**

- 3.1. Monuments historiques
  - 3.1.1. Inscription ou classement
  - 3.1.2. Travaux d'entretien
  - 3.1.3. Travaux de restauration
  - 3.1.4. Chantiers de jeunes
- 3.2. Sites et monuments naturels
  - 3.2.1. Dossiers généraux
  - 3.2.2. Dossiers par site et monument naturel.

### **4. Documentation**

- 4.1. Généralités
- 4.2. Base Osiris

**5. Autres fonctions :** conservation des bâtiments d'État publics, agences d'architecture

### **Annexes :**

- I. Chronologie historique commentée des SDAP et des services qui les ont précédés
- II. Acronymes en usage dans les SDAP
- III. Note sur le Denkmalarchiv
- IV. Exemple de bordereau d'élimination
- V. Exemple de bordereau de versement

*(Tableaux et annexes pages suivantes)*

## Tableau de tri des archives des services départementaux de l'architecture et du patrimoine (SDAP)

Abréviations : DUA durée d'utilité administrative  
 C verser à la direction des archives départementales au terme de la DUA  
 T trier selon les préconisations de la colonne *Observations*  
 D détruire sur visa du directeur des archives départementales

### 1. Fonctionnement du service

Typologie des documents produits et reçus	D.U.A.	Sort final	Observations
<b>1.1. Gestion administrative générale et courrier</b>			
Rapport d'activité annuel du service	5 ans	C	
Statistiques annuelles	5 ans	C	
Tableaux de bord	5 ans	D	
Registres d'enregistrement du courrier (arrivée et/ou départ)	5 ans	D	
Chronos du courrier départ	5 ans	D	
Applications nationales remplies au niveau local -Application GESTAURAN (Gestion des autorisations et recherche des antériorités) -Application Osiris	- -	- -	Voir ci-dessous 2. <i>Urbanisme-Application du droit des sols</i> Voir ci-dessous 4. <i>Documentation</i> Ces applications sont a priori nationales et maintenues comme telles. Il convient de conserver les données de l'application GESTAURAN si celle-ci tient lieu de chrono des avis et si ce chrono est la seule trace des avis donnés.
Applications locales type système d'information géographique (SIG)	-	-	Déterminer avec les archives départementales si la conservation électronique des données est nécessaire au-delà de l'usage du service.
Organigrammes du service	Validité	C	Dater les organigrammes.
Agendas de rendez-vous des architectes	Selon les besoins	D	
Journaux de visites	Selon les besoins	C	
Invitations à des réceptions et manifestations officielles	1 an	D	
Circulaires de l'administration centrale	Validité	D	
Notes de service	Validité	T	Conserver s'il y a lieu des pièces d'intérêt historique pour le SDAP.
Copie ou extrait des rapports d'inspection du service	10 ans	C	

Typologie des documents produits et reçus	D.U.A.	Sort final	Observations
<b>1.2. Gestion du personnel</b>			
Dossiers individuels des personnels titulaires	Jusqu'au départ de l'agent	D	Il s'agit d'un double partiel du dossier de carrière conservé par l'administration centrale. Le dossier peut aussi être transféré au nouveau service affectataire. <i>Réf. : circulaire Fonction publique n° 1821 du 20 octobre 1995/ AD 95-1 du 27 janvier 1995 (rubrique « dossier administratif »).</i>
Tri interne possible : - Fiches historiques de l'agent (états de service) - Dossiers de formation continue  - Notation - Demandes de congés divers - Certificats médicaux pour maladie de courte durée	2 ans  2 ans 2 ans	C D à clôture du dossier C D D	
Dossiers individuels des personnels non titulaires	90 ans à compter de l'année de naissance	T	Conserver les dossiers des cadres et les autres dossiers commençant par les lettres B et T.
Ordres de mission des agents	2 ans	D	Comptabilité gérée par la préfecture.
Carnets de véhicules	5 ans	D	
Formation du personnel : programmes des organismes de formation, dossiers de stage	2 ans	D	
Avis de vacances, de concours	1 an	D	
Demandes d'emploi, de stage au sein du service	1 an	D	
<b>1.3. Gestion comptable</b>			
Demandes budgétaires	5 ans	C	
Notification des crédits alloués	5 ans	C	
Engagements	5 ans	D	Comptabilité gérée par la préfecture.
Factures de fonctionnement	5 ans	D	Idem.
Mandatelements	5 ans	D	Idem.
Fiches comptables	5 ans	D	
Échéanciers-journaux	10 ans	C	
Location des locaux abritant le SDAP (le cas échéant)	5 ans après résiliation du bail	D	
Registre d'inventaire du matériel	Validité	C	
Répertoire du mobilier	Jusqu'à aliénation	D	

## 2. Urbanisme - Application du droit des sols

Typologie des documents produits et reçus	D.U.A.	Sort final	Observations
<b>2.1. Urbanisme</b>			
Élaboration des plans d'occupation des sols (POS), plans locaux d'urbanisme (PLU), cartes communales	Conserver le plan en vigueur et le précédent	T	Conserver l'avis, qui doit être versé au dossier par commune. Conservation par la commune et la DDE.
Élaboration des schémas de cohérence et d'organisation territoriale (SCOT)	3 ans	T	Conserver l'avis qui doit être versé au dossier par commune. Conservation par la DDE.
Élaboration des zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) : lettre de commande, consultations, contrats des chargés d'étude, photographies, plans, rapports intermédiaires et rapport final, etc.	30 ans	C	Les rapports intermédiaires peuvent être éliminés. Conserver les dossiers de projets avortés de ZPPAUP.
Élaboration des secteurs sauvegardés : pré-demande et étude de délimitation, contrats d'étude (géomètres : relevé topographique ; chargés d'étude et architectes : plan de sauvegarde et de mise en valeur avec classification des immeubles et règlement), approbation du plan, plan de sauvegarde et de mise en valeur (plan de gestion), etc.	30 ans	C	Conserver les dossiers de projets avortés de secteurs sauvegardés.
<b>2.2. Application du droit des sols</b>			
<b>2.2.1. Application générale</b>			<b>Il convient de tenir des dossiers par commune.</b>
Chrono des avis	5 ans	C / D	Les avis sont donnés sur des permis de construire, des certificats d'urbanisme, des déclarations de travaux, des permis de démolir (voir ci-dessous). Conserver le chrono si celui-ci est la seule trace des avis délivrés. Il peut être détruit s'il existe des dossiers par commune comprenant des copies des avis. L'application GESTAURAN peut, dans certaines conditions, tenir lieu de chrono des avis.
Registre des avis	10 ans	D	Il n'y a pas de registre des avis dans tous les SDAP. Conserver le registre des avis s'il n'y a pas de chrono des avis. Voir ci-dessus application GESTAURAN.
Dossiers par commune : compte rendu d'entretien préalable avec le pétitionnaire, croquis, brouillons, demande, avis donné, dossier documentaire, etc.	30 ans	C	Tous les SDAP n'ont pas organisé leur archivage en dossiers par commune. Certains ont choisi un archivage par projet ou thème.
Dossiers par projet ou par thème	30 ans	C	Voir ci-dessus : « dossiers par commune ».
Dossiers de demandes de permis de construire	Sans objet / 3 ans	D	Les dossiers sont normalement renvoyés au service chargé de délivrer le permis (commune ou DDE), où ils sont conservés. Seule une copie de l'avis du SDAP doit figurer au dossier par commune. <i>Réf. : circulaire AD 98-5 du 19 juin 1998 (archives des DDE) et Instruction pour le tri et la conservation aux archives communales des documents postérieurs à 1982 (1993).</i>

Typologie des documents produits et reçus	D.U.A.	Sort final	Observations
Dossiers de demandes de certificats d'urbanisme	Sans objet / 3 ans	D	
Dossiers de demandes pour déclarations de travaux	Sans objet / 3 ans	T	Les dossiers de déclarations de travaux ont tendance à augmenter ; il s'agit parfois de travaux d'importance. Conserver le cas échéant certains de ces dossiers par tri sélectif par accord entre le SDAP et les archives départementales.
Dossiers de demandes de permis de démolir	Sans objet / 3 ans	T	Certains dossiers donnent des éléments d'informations importants pour conserver la dernière « image » d'une zone avant démolition. Conserver certains de ces dossiers par tri sélectif par accord entre le SDAP et les archives départementales.
Dossiers de demandes d'autorisations de lotir	Sans objet / 3 ans	D	Conservation par la DDE.
Avis sur unités touristiques nouvelles	Durée des travaux	D	Conservation par la DDE.
Infrastructures routières et autoroutières, lignes de chemins de fer	Durée des travaux ou 3 ans	D	Conservation par la DDE.
Lignes électriques, antennes-relais	3 ans	D	Conservation par la commune et la DDE.
Éoliennes	3 ans	D	Conservation par la préfecture au sein de laquelle existe une commission spécifique.
Installations classées	3 ans	D	Conservation par la préfecture.
Ouverture de carrières	3 ans	D	Conservation par la préfecture.
Monuments non inscrits et non classés : correspondance (particuliers, associations ou collectivités locales), iconographie	Utilité du service	C	À classer si possible dans les dossiers communaux.
Patrimoine rural non protégé (PRNP) : demandes de subventions au service, dossiers de travaux	10 ans	C	À classer si possible dans les dossiers communaux. Les dossiers de subventions sont archivés par les CRMH [instruction DPACI/RES/2004/019, p. 24] jusqu'en 2004, puis transfert de la compétence aux conseils généraux [loi n° 2004-809 du 13 août 2004 sur les libertés et responsabilités locales, art. 99].
Travaux aux abords de monuments historiques	5 ans	T	Tri sélectif à déterminer par le SDAP et les archives départementales.
<b>2.2.2. Cas particuliers d'application du droit des sols</b>			
Secteurs sauvegardés : dossiers par immeuble et par rue	30 ans	C	
Zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) : dossiers par commune	30 ans	C	
Sites naturels non protégés : dossiers par site	10 ans	T	Conserver les avis (au dossier communal) et les dossiers de travaux ayant un fort impact paysager.

Typologie des documents produits et reçus	D.U.A.	Sort final	Observations
<b>2.3. Contentieux</b>			
Dossiers de contentieux en matière d'urbanisme produits par le service, qui a dressé le procès-verbal	5 ans après épuisement des voies de recours	C	
Dossiers de contentieux dont le service est l'objet	5 ans après épuisement des voies de recours	C	
Dossiers de contentieux général sur avis	5 ans après clôture	D	

### 3. Monuments et sites protégés

Typologie des documents produits et reçus	D.U.A.	Sort final	Observations
<b>3.1. Monuments historiques</b>			<b>Il convient d'ouvrir des dossiers par ville, puis par monument.</b>
<b>3.1.1. Inscription ou classement</b>			
Dossier d'inscription ou de classement par monument : correspondance (DRAC, particuliers), dossier de recours (plan cadastral, documentation, photos, état sanitaire), compte rendu de la commission régionale du patrimoine et des sites, arrêté.	Validité	C	
Dossier documentaire par monument : articles de presse, iconographie, études architecturales, plans.	10 ans ou validité	C	
<b>3.1.2. Travaux d'entretien</b>			
Travaux de strict entretien : devis, factures.	10 ans	T	Les travaux de strict entretien sont ceux n'entraînant pas de choix architecturaux spécifiques ou de fouilles archéologiques. À trier selon intérêt des dossiers, par accord entre le chef du service et le directeur des archives départementales territorialement compétent.
Dossiers de programmation (préparés pour la CRMH).	5 ans	E	Archivage en CRMH [instruction DPACI/RES/2004/019 sur les archives des DRAC, p. 24].
Travaux de gros entretien :			
- dossiers de marché : étude préalable, correspondance, arrêtés de subvention, consultation des entreprises, soumission des entrepreneurs	30 ans	C	La DUA court à compter de la réception des travaux.
- offres retenues : pièces contractuelles, factures et attachements figurés, règlement définitif	30 ans	C	Les factures, comportant le détail des travaux réellement réalisés, sont ici conservées.
- offres non retenues	5 ans	D	

Typologie des documents produits et reçus	D.U.A.	Sort final	Observations
<b>3.1.3. Travaux de restauration</b>			<b>La maîtrise d'ouvrage relève des DRAC.</b>
Dossier de marché : - étude préalable, projet architectural et technique, correspondance, arrêtés de subvention - consultation des entreprises, soumission des entrepreneurs	10 ans	D	Mettre l'étude préalable dans le dossier documentaire par monument (voir 3.1.1.). Ces dossiers, transmis pour information aux SDAP, sont archivés par les CRMH [instruction DAF/DPACI/RES/2004/16, p. 25]. Les services d'archives départementales non situés au chef-lieu de région et n'accueillant pas les versements d'archives des CRMH, peuvent décider, en accord avec le SDAP, de conserver ces dossiers.
<b>3.1.4. Chantiers de jeunes</b>			
Conventions, correspondance, comptes rendus de chantiers, listes nominatives des bénévoles, etc.	5 ans	C	
<b>3.2. Sites et monuments naturels protégés</b>			
<b>3.2.1. Dossiers généraux</b>			
Fichier des sites	Validité	C	Le SDAP travaille avec la DIREN pour créer et déterminer le périmètre de certains sites.
Commission départementale des sites, perspectives et paysages : comptes rendus de réunion, dossiers soumis à la commission.	10 ans	D	Le secrétariat est assuré par la préfecture.
Programme Natura 2000 : comptes rendus de réunion	Utilité du service	D	Ce programme n'est pas piloté par le SDAP, mais par la préfecture et la DIREN.
<b>3.2.2. Dossier par site et monument naturel</b>			<b>Classement par site et monument naturel</b>
Inscription ou classement : - dossier d'inscription ou de classement : correspondance (DRAC, particuliers), dossier de recours (plan cadastral, documentation, photos, état sanitaire), compte rendu de la commission régionale du patrimoine et des sites, arrêté - dossier documentaire : articles de presse, iconographie, études, plans, comptes rendus de réunions	Validité  10 ans	C  C	



## 4. Documentation

Typologie des documents produits et reçus	D.U.A.	Sort final	Observations
<b>4.1. Généralités</b>			
Production iconographique du SDAP	Validité	T	Une partie des photographies est versée dans la base Osiris (voir ci-dessous). Le tri est entendu comme un tri subjectif pratiqué par les producteurs, en concertation avec les archives départementales.
Publications officielles multigraphiées ( <i>Recueil des actes administratifs</i> de la préfecture et du conseil général, <i>Journal officiel</i> , <i>Bulletin officiel</i> , etc.).	Durée d'utilité dans le service	D	
<i>Le Moniteur</i>	Durée d'utilité dans le service	D	
Autres abonnements professionnels	Durée d'utilité dans le service	D	
<b>4.2. Base Osiris</b>			
Photographies et notices associées	-	-	La base nationale Osiris a été créée en juin 2001 et contient (janvier 2006) 63860 images, associées à une notice. Les images sont intégrées et indexées dans les SDAP. Une partie des images de la base Osiris est transférée sur la base Mémoire.

**5. Autres fonctions : conservation des bâtiments d'État publics, agence d'architecture (bâtiment, domaine)**  
**Pour la partie strictement administration/gestion, appliquer les mêmes règles qu'au 1. Fonctionnement du service**

Typologie des documents produits et reçus	D.U.A.	Sort final	Observations
<b>5.1. Programmation</b>			
Dossiers de programmation des travaux	10 ans	C	
Dossiers de programmation de l'entretien	10 ans	C	
Nomenclatures des travaux	Validité	D	
États sommaires du bâtiment	10 ans	C	
<b>5.2. Travaux</b>			
Projets non retenus	30 ans	C	
Études préalables	30 ans	C	
Projets architecturaux et techniques	30 ans	C	
Dossiers de consultation des entreprises et d'attribution des marchés	30 ans à compter de la date d'achèvement des travaux	T	Conserver jusqu'au contrôle de la Cour des comptes les procès-verbaux de commissions d'ouverture des candidatures et des offres, les rapports de commissions et de jurys. Conserver les documents du dossier intéressants d'un point de vue historique ou artistique.

Typologie des documents produits et reçus	D.U.A.	Sort final	Observations
Comptes rendus de chantier	30 ans	C	
Correspondance avec les entreprises	30 ans	T	Conserver les courriers portant sur des modifications, accords et désaccords.
Certificats de réception des travaux	30 ans	C	
Dossier des ouvrages exécutés, avec attachements figurés	30 ans	C	
Mémoires ou factures	30 ans	T	Éliminer les factures intermédiaires, garder le récapitulatif, le décompte général des travaux.
<b>5.3. Entretien (eau, chauffage, électricité, gaz, ascenseur,...)</b>			
Études	10 ans	C	
Devis d'entreprises	10 ans	D	
Registres des ordres de service	10 ans	D	
Mémoires ou factures d'entreprises	10 ans	D	
Contrats d'entretien	Validité	T	
<b>5.4. Travaux de décoration ou d'embellissement (peintures, mosaïques, fresques, lambrissage,...)</b>			
Études, devis d'entreprises, ordres de service et bons de commande, mémoires ou factures d'entreprises (avec attachement)	10 ans	T	Détruire les devis, ordres de service et bons de commande.
<b>5.5. Achat/location de matériel, d'outillage, de matières premières (plomb...), de mobilier, d'éléments de second œuvre (porte, grille...)</b>			
Inventaires	Validité	C	
Catalogues et documentations de fournisseurs	Validité	D	Sauf document d'intérêt historique.
Devis d'entreprises, ordres de service et bons de commande, mémoires ou factures d'entreprises (avec attachement)	10 ans	T	Détruire les devis, ordres de service et bons de commande.
<b>5.6. Sécurité (incendies, intrusions, vols, dégradations)</b>			
Rapports d'incident	10 ans	C	
Rapports ou études sur la sécurité	10 ans	C	
Travaux de mises en sécurité	10 ans	C	
Rapport d'accident de visiteurs ou de tiers : constat, mise en demeure...	10 ans	C	
Contrats de maintenance	Validité	D	
Correspondance	10 ans	D	
Cahiers de sécurité, cahiers de manifestations culturelles	Validité	C	

Typologie des documents produits et reçus	D.U.A.	Sort final	Observations
<b>5.7. Parcs, jardins et espaces verts</b>			
Études	10 ans	C	
Devis d'entreprises	10 ans	D	
Mémoires ou factures d'entreprises	10 ans	D	
Contrats d'entretien	Validité	T	
Plantations annuelles et exceptionnelles	10 ans	T	Conserver les opérations exceptionnelles et une année sur 10
Abattages et élagages d'arbres	10 ans	T	Conserver les opérations exceptionnelles et une année sur 10
<b>5.8. Objets mobiliers, orgues, cloches</b>			
Inventaires	Validité	C	
Rapports d'expertise ou de laboratoire	20 ans	C	
Dossiers de restauration	20 ans	C	
Contrats d'entretien	Validité	T	
Dossiers de prêt	10 ans	T	Conserver un état annuel des prêts consentis et les dossiers de prêts les plus marquants.
Dossiers de présentation	10 ans	T	Ne conserver que les dossiers des cas ayant nécessité une réflexion technique exceptionnelle ou novatrice.
Photographies	Validité	C	
<b>5.9. Dépôts lapidaires</b>			
Inventaires	Validité	C	
Mesures de sécurité	Validité	D	
Photographies	Validité	C	
<b>5.10. Gestion du domaine public</b>			
Concessions de logement	Validité	C	
Concessions d'occupations temporaires	Validité	C	
Servitudes et droits de passage	Validité	C	
<b>5.11. Manifestations temporaires (visites, bals, galas, cérémonies, concerts, tournages de films...)</b>			
Autorisations et correspondance, crédits, aménagements spéciaux	10 ans	T	Conserver les éléments relatifs à des aménagements

Typologie des documents produits et reçus	D.U.A.	Sort final	Observations
<b>5.12. Décorations, illuminations, pavoisements</b>			
Autorisations et correspondance, crédits, mémoires d'aménagement, factures d'entreprises	10 ans	T	Conserver les éléments relatifs aux aménagements significatifs, certaines correspondances
<b>5.13. Expositions</b>			
Programmation, crédits, liste des œuvres présentées et valeurs d'assurance, mémoires d'aménagements, mesures de sécurité, revues et communiqués de presse	10 ans	T	Détruire les éléments relatifs aux mesures temporaires de sécurité, certains éléments de presse
<b>5.14. Accueil du public</b>			
Autorisations de visite	5 ans	C	
Journées du patrimoine et autres manifestations nationales	5 ans	C	
Registres d'observations des visiteurs	5 ans	C	
Dossiers de mise en place de la signalétique	5 ans	D	
<b>5.15. Documentation et photographie</b>			
Dossiers documentaires : - arrêté (s) de protection - avis CRMH, ACMH, IGMH : notes de synthèse, motivations	20 ans	C	
Études historiques et documentaires	20 ans	T	Conserver les documents originaux, les publications d'intérêt local, la littérature grise...
Presse : revues de presse, dossiers de presse, communiqués	10 ans	T	
Documents graphiques (dessins, estampes, cartes postales...)	Durée d'utilité dans le service	C	
Campagnes photographiques	30 ans	C	
Photographies de chantiers	30 ans	T	Dans les séries, éliminer les images redondantes
Contrats liés aux campagnes photographiques	Validité	C	
<b>5.16. Plans</b>			
Atlas et recueils de plans	Validité	C	
Plans généraux	Validité	T	Éliminer les plans de travaux non exécutés, sauf s'ils présentent un intérêt historique.
Plans des réseaux	Validité	T	Éliminer les plans de travaux non exécutés, sauf s'ils présentent un intérêt historique.
Plans archéologiques	Validité	C	
<b>5.17. Temps de guerre</b>			
Dossiers de défense passive (ex. : démontage de verrières), réquisitions, rapports et réparations sur les dommages	-	C	

**Annexe I. - Chronologie historique commentée des SDAP et des services qui les ont précédés.**

- sept. 1548** Ordonnance pour la conservation et la protection des monuments antiques de Nîmes et du Languedoc par Anne de Montmorency.
- XVI<sup>e</sup> s. :** Surintendance des bâtiments du Roi.
- 2 nov. 1789** Mise à disposition de la Nation des biens de l'Église.
- 13 oct. 1790** L'Assemblée constituante crée la Commission des monuments, chargée d'étudier le sort des « monuments des arts et des sciences ». L'instruction du 22 novembre concerne la conservation des manuscrits, monuments, statues, tableaux, dessins et autres objets provenant des maisons ecclésiastiques et relevant des biens nationaux.
- 14 août 1792** L'Assemblée constituante vote un décret autorisant la destruction des symboles de l'Ancien Régime.
- 16 sept. 1792** L'Assemblée constituante vote la conservation des « chefs d'œuvre des arts » menacés par la tourmente révolutionnaire.
- 4 juin 1793** Joseph Lakanal demande la pénalisation des dégradations sur les monuments publics.
- 31 août 1794** L'abbé Grégoire présente devant la Convention nationale son *Rapport sur les destructions opérées par le vandalisme et sur les moyens de le réprimer*, qui est adopté.
- 1795** Création du Conseil d'examen des bâtiments de la République et du Conseil général des bâtiments civils.
- 1802** François René de Chateaubriand publie *Le Génie du Christianisme*.
- 1819** Apparition d'un budget du ministère de l'intérieur pour la conservation des monuments anciens (chap. « Travaux d'intérêt général dans les départements »), concernant également les prisons, les établissements sanitaires et thermaux.
- 1824** L'entretien des édifices diocésains est porté au budget des cultes.
- 1828** Guizot publie son *Cours d'histoire*.
- 23 oct. 1830** Création, sur le rapport de Guizot, d'un poste d'inspecteur général des monuments historiques ; le premier titulaire en est Ludovic Vitet.  
L'administration des cultes se dote d'un service des édifices diocésains.
- 1<sup>er</sup> mars 1832** Victor Hugo : « Il n'y a peut-être pas en France à l'heure qu'il est une seule ville, pas un seul chef-lieu d'arrondissement, pas un seul chef-lieu de canton, où il ne se médite, où il ne se commence, où il ne s'achève la destruction de quelque monument historique national... ».
- nov. 1832** Circulaire invitant les préfets à refuser leur autorisation à tous les changements et à toutes les opérations importantes concernant les édifices consacrés au culte, si ces demandes ne sont pas approuvées par l'inspecteur général des monuments historiques
- avril 1834** Succédant à Ludovic Vitet, Prosper Mérimée dénonce le fait que les travaux effectués dans les églises et monuments anciens sont confiés par les conseils généraux ou les municipalités à des architectes locaux ou à des ingénieurs qui ne sont pas préparés à assurer convenablement de telles tâches.
- 29 sept. 1837** Le comte de Montalivet, ministre de l'intérieur, crée la Commission des monuments historiques « pour donner plus d'importance et plus de garanties au travail des préfets et aux recherches de l'inspecteur général ».
- 11 janv. 1838** Première réunion de la Commission des monuments historiques.
- 11 mai 1839** Circulaire définissant les attributions des inspecteurs des monuments historiques.
- 1839** Création de la médaille des monuments historiques, destinée à stimuler le zèle des correspondants du ministère de l'intérieur chargés des monuments historiques.
- 30 sept. 1839** Modification de la composition de la Commission des monuments historiques.
- 1840** Première liste des monuments historiques (environ 1 000 monuments).

- 1840** La restauration de Vézelay est confiée à Viollet le Duc. La commission décide de confier les travaux les plus importants à des architectes agréés par elle et ayant fait des études approfondies de l'architecture du Moyen Âge.
- 1841** Le ministre de l'intérieur organise le service des monuments historiques. Les monuments historiques ne peuvent subir aucune modification sans que le projet ait été adressé au ministre et approuvé par lui.
- 16 déc. 1848** Création du corps des architectes diocésains.
- 1849** La liste des monuments historiques compte environ 3 000 monuments.
- 1849** Mérimée et Viollet le Duc publient leur *Instruction pour la conservation, l'entretien et la restauration destinée aux architectes attachés au service des édifices diocésains* : « Les architectes attachés au service des édifices diocésains ne doivent jamais perdre de vue que le but de leurs efforts est la conservation de ces édifices et que le moyen d'atteindre ce but est l'attention portée à leur entretien. Quelque habile que soit la restauration d'un édifice, c'est toujours une nécessité fâcheuse ; un entretien intelligent doit toujours la prévenir... ».
- 1852** Réorganisation de la Commission des monuments historiques.
- 15 nov. 1853** Circulaire du ministre des cultes relative à la réalisation de plans-type pour les églises, les presbytères et les écoles de village.
- 20 mai 1853** Arrêté établissant un architecte diocésain unique par diocèse, dont les compétences sont étendues, au-delà des édifices diocésains, à l'examen préparatoire des projets municipaux de restauration ou de construction d'églises et de presbytères.
- 1860** Le poste d'inspecteur général des monuments historiques est confié pour la première fois à un architecte, Émile Boeswillwald.
- 1862** La liste ne comprend plus que 1 800 monuments environ.
- 1870** La Commission ne cesse de réclamer des mesures légales pour prévenir, ou au besoin pour réprimer les atteintes portées aux monuments historiques.
- 1875** Un projet de loi est mis à l'étude.
- 1880** À partir de cette date, des doctrines divergentes sur les méthodes de restauration s'affrontent au sein de la Commission des monuments historiques. Le ministre et son administration vont prendre peu à peu la direction effective du service, la commission devenant leur conseil.
- 1884** Concours ouvert pour le recrutement des architectes diocésains.
- 30 mars 1887** Vote du projet de loi sur la conservation des monuments et des objets d'art ayant un intérêt historique et artistique national.
- 1<sup>er</sup> juil. 1887** Création d'une chaire d'architecture française, confiée à Anatole de Baudot (†1915).
- 1889** Décret déterminant l'organisation et les attributions de la Commission des monuments historiques. La liste de 1889 comprend environ 2 200 monuments, dont 300 mégalithes.
- 1892** Le recrutement des architectes chargés de la restauration des monuments classés s'opérera dorénavant par voie de concours, sans incompatibilité entre les fonctions d'architecte et celles d'inspecteur général ou de membre de la Commission des monuments historiques.
- 1895** Le service des bâtiments civils est définitivement rattaché à la direction des beaux-arts.
- 30 mars 1897** Organisation territoriale du service d'architecture des monuments historiques, qui comporte pour la première fois des architectes des monuments historiques résidant sur les lieux et spécialement chargés des travaux d'entretien. Les architectes attachés à la commission prennent le titre d'architectes en chef et sont placés à la tête d'une circonscription comprenant un ou plusieurs départements. Ils sont secondés par les architectes ordinaires. La commission accepte de subventionner les travaux d'entretien.

- 9 déc. 1905** Loi prescrivant la séparation des Églises et de l'État. Le service des édifices diocésains, avec l'ensemble de son personnel et de ses crédits, est transféré au service des monuments historiques.
- 21 avril 1906** Loi sur la protection des sites et des monuments naturels de caractère artistique, résultant de l'action menée par le Club alpin français et la SPPEF.  
Création d'une commission départementale des sites.
- 12 avril 1907** Décret réglementant l'organisation du nouveau service d'architecture unifié ; il fusionne les deux inspections générales, fixe le statut des inspecteurs généraux des monuments historiques et crée les « architectes ordinaires »  
Le service des bâtiments civils et celui des monuments historiques sont placés sous une même direction.
- 1909** Préparation d'une loi sur les monuments historiques.
- 1910** Plusieurs actes de vandalisme soulèvent une vive émotion dans l'opinion publique. La Commission des monuments historiques pose un problème tout nouveau, celui de la protection des abords des monuments.
- 31 déc. 1913** Loi sur les monuments historiques.
- 10 juil. 1914** Loi portant création de la Caisse nationale des monuments historiques et préhistoriques.
- 1914** Le nombre d'églises et de chapelles classées est passé depuis 1905 de 900 à 2 100 environ. L'administration n'hésite plus à recourir au classement d'office lorsque la conservation de l'édifice est menacée. À la fin de 1914, la liste comprend environ 4 800 monuments.
- 1920-1966** Cours supérieur de l'histoire, de la conservation et de la construction des monuments anciens de la France, dispensé au Trocadéro.
- 23 juil. 1927** Loi complétant le dispositif de la loi de 1913 en instaurant l'inscription à l'inventaire supplémentaire des immeubles qui présentent un « intérêt d'histoire ou d'art suffisant pour en rendre désirable la préservation ».
- 2 mai 1930** Loi relative à la protection des monuments naturels et des sites à caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque.
- 30 oct. 1931** Charte d'Athènes.
- 25 mai 1936** Statut définitif du « Cours du Trocadéro ».
- 12 avril 1933** Décret sur l'accès des architectes ordinaires, sans concours, aux fonctions d'architecte en chef.
- 20 déc. 1935** Décret sur le recrutement des architectes des monuments historiques. Art. 1<sup>er</sup> (sur le rapport du ministre de l'éducation nationale) : « Le service d'architecture des monuments historiques comprend dans chaque département, un architecte ordinaire, collaborateur immédiat de l'architecte en chef, qui prend le titre d'architecte des monuments historiques ».
- 27 sept. 1941** Loi sur l'archéologie portant réglementation des fouilles et créant les circonscriptions archéologiques.
- 25 févr. 1943** Art. 4 : compétence de l'architecte départemental des monuments historiques aux abords des monuments historiques. La loi instaure la servitude des abords autour des monuments historiques dans un « périmètre de 500 m ».
- 18 août 1945** Décret portant création au sein du ministère de l'éducation nationale, d'une direction générale de l'architecture en charge des monuments historiques et des sites, des bâtiments civils et des palais nationaux, des fouilles archéologiques et de l'architecture.
- 31 août 1945** Conseil général des Bâtiments de France.
- 13 sept. 1945** Ordonnance validant la loi du 27 septembre 1941 sur l'archéologie.
- 1946** Création des conservateurs régionaux des Bâtiments de France.

- 21 févr. 1946** Décret n° 46-272 portant organisation d'agences des Bâtiments de France. Art. 3 : « Sous réserve des dispositions spéciales prévues à l'art. 14 ci-après, les architectes sont recrutés parmi les architectes inscrits à l'ordre, après examen de leurs titres et après des épreuves dont les conditions sont arrêtées par le ministre de l'éducation nationale » ; art. 9 : « L'architecte a les attributions dévolues par les règlements en vigueur à l'architecte ordinaire des monuments historiques, sous l'autorité de l'architecte en chef des monuments historiques. Il est chargé des travaux d'entretien et de réparations ordinaires dans les bâtiments civils et palais nationaux de sa circonscription. Il apporte son concours au service des sites, perspectives et paysages » ; art. 10 : « L'architecte a sous sa direction le personnel attaché à l'agence énuméré à l'art. 2 ».
- 22 juil. 1960** Loi portant sur la création des parcs naturels régionaux.
- 1961** Interruption du « Cours du Trocadéro ».
- 4 août 1962** Loi Malraux sur les secteurs sauvegardés, étendant la notion de patrimoine aux ensembles urbains. « Sauvegarder un quartier ancien, c'est à la fois en préserver l'extérieur et en moderniser l'intérieur » (extrait du discours préparatoire).
- 1964** Reprise du « Cours du Trocadéro ».
- 4 mars 1964** Décret instituant une Commission nationale chargée de préparer l'établissement de l'inventaire général des monuments et des richesses artistiques de la France.
- 31 mai 1964** Charte de Venise.
- 1966** Arrêt définitif du « Cours du Trocadéro ».
- 1<sup>er</sup> oct. 1968** Michel Denieul accepte la direction de l'architecture amputée de l'enseignement de l'architecture. Il crée la recherche architecturale, ébauche l'assistance architecturale et décide de rouvrir le « Cours des monuments anciens », dont il garde la plupart des professeurs, mais qu'il éloigne de l'École des beaux-arts en le ramenant à Chaillot.
- 1969** Création du Centre d'études supérieures d'histoire et de conservation des monuments anciens. Préparation aux diverses tâches des architectes, ceux-ci étant perçus comme des généralistes.
- 1971** Michel Denieul, directeur de l'architecture, demande à Claude Soucy un diagnostic sur le système des secteurs sauvegardés, en panne depuis 1962. Les urbanistes ignorent tout des quartiers anciens, les architectes des monuments historiques ignorent les techniques de l'aménagement urbain.
- 1974** Programme de réhabilitation de cent centres urbains et premiers classements d'immeubles du XIX<sup>e</sup> et du début du XX<sup>e</sup> siècles.
- 3 janv. 1977** Loi n° 77-2 sur l'architecture, décrétée « d'intérêt public ». Création des conseils en architecture, urbanisme et environnement (CAUE). Nomination des délégués régionaux à l'architecture et l'environnement (DRAE).
- 3 févr. 1977** Décret n° 77-118 portant création des directions régionales des affaires culturelles, représentation du ministère de la culture dans chaque région.
- 13 oct. 1978** Décret portant création d'une direction du patrimoine au ministère de la culture et de la communication.
- 6 mars 1979** Décret de création des services départementaux de l'architecture, rattachés au ministère de l'environnement et du cadre de vie.
- 29 déc. 1979** Loi sur la publicité.
- 20 nov. 1980** Statut des architectes en chef des monuments historiques.
- 21 mai 1981** Charte de Florence.
- 7 janv. 1983** Compétences des maires en urbanisme.  
Institution des zones de protection du patrimoine architectural et urbain (ZPPAU).  
Possibilité d'appel de l'avis de l'ABF auprès du préfet de région.



- 1983** Création des commissions régionales pour le patrimoine historique, archéologique et ethnologique (COREPHAE).
- 1984** Premières opérations « Portes ouvertes » dans les monuments historiques.
- 27 févr. 1984** Décret n° 84-145 portant statut particulier du corps des architectes des Bâtiments de France. Art 2 : « Les architectes des Bâtiments de France veillent à l'application des législations sur l'architecture, l'urbanisme, les sites, les monuments historiques et leurs abords. Les intéressés apportent leur concours aux architectes en chef des monuments historiques dans la surveillance de l'état des immeubles classés ou inscrits sur l'inventaire supplémentaire, situés dans leur circonscription. Ils déterminent et dirigent, après accord des propriétaires ou des affectataires, les travaux d'entretien et de réparations ordinaires à exécuter sur les immeubles classés parmi les monuments historiques lorsque la maîtrise d'ouvrage est assurée par les services relevant du ministère chargé de la culture ou que les propriétaires ou affectataires reçoivent une aide financière de l'État au titre de la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques. Ils sont chargés des travaux d'entretien et de réparations ordinaires dans les palais nationaux et les bâtiments affectés au ministère de la culture. Ils sont conservateurs des monuments historiques appartenant, dans leur circonscription, à l'État et affectés au ministère de la culture sous réserve des exceptions fixées par le ministre chargé de la culture » ; art. 4 : « Les architectes des Bâtiments de France sont recrutés par voie de concours ouvert aux candidats âgés de moins de 45 ans possédant le titre d'architecte ou titulaire du diplôme d'architecte ».
- oct. 1987** Charte de Grenade.
- 1988** Compétences consultatives de l'ABF étendues à certains travaux en sites classés.
- 4 nov. 1991** Décret instituant les directions régionales de l'environnement (DIREN).
- 6 févr. 1992** La loi organisant l'administration territoriale de la République fait des services déconcentrés de l'État l'échelon de droit commun de son action.
- 1993** Fusion des corps des urbanistes de l'État et de celui des architectes des Bâtiments de France.
- 8 janv. 1993** Loi sur le paysage : volet paysager du permis de construire et directives paysagères. Les ZPPAU deviennent les ZPPAUP (paysager).
- 9 mai 1995** Décret ouvrant la possibilité aux maires de saisir le ministre chargé des monuments historiques pour effectuer un recours contre l'avis de l'ABF.
- 28 févr. 1997** Création des commissions régionales du patrimoine et des sites, en remplacement des comités régionaux du patrimoine et des sites (CRPS), eux-mêmes issus des COREPHAE.
- 1996** Transfert de l'architecture au ministère de la culture et rattachement des SDA à ce ministère. Les SDA deviennent les SDAP.
- 13 déc. 2000** Loi « Solidarité et renouvellement urbain » : les architectes des Bâtiments de France ne peuvent exercer de missions de conception ou de maîtrise d'œuvre pour le compte de collectivités publiques autres que celles qui les emploient ou au profit de personnes privées dans l'aire géographique de leur compétence administrative. Art. 40 : Création des périmètres de protection modifiée.
- févr. 2004** Code du patrimoine.
- 8 sept. 2005** Ordonnance n° 2005-1128 relative aux monuments historiques et aux espaces protégés.
- 8 déc. 2005** Ordonnance n° 2005-1527 relative aux permis de construire et aux autorisations d'urbanisme.

**Annexe II. - Acronymes en usage dans les SDAP.**

ABF	Architecte des Bâtiments de France
ACMH	Architecte en chef des monuments historiques
AD	Archives départementales
AFAN	Association pour les fouilles archéologiques nationales
AFUN	Association foncière urbaine libre
AG	Assemblée générale
AOR	Appel d'offres restreint
AP	Autorisation de programme
ARIM	Association de restauration immobilière
AS	Avis de synthèse
A(S)T	Autorisation (spéciale) de travaux
C(D)AOA	Conservation/conservateur (délégué) des antiquités et objets d'art
CAR	Conférence administrative régionale
CAUE	Conseil (départemental) d'architecture, d'urbanisme et d'environnement
CCAP	Cahier des clauses administratives particulières
CCTP	Cahier des clauses techniques particulières
CDU	Contrat de développement urbain
CNMH	Commission nationale des monuments historiques (ex-CSMH, voir ce terme)
CNMHS	Caisse nationale des monuments historiques et des sites (aujourd'hui Monum, voir ce terme)
CNSS	Commission nationale des secteurs sauvegardés
COREPHAE	Commission régionale pour le patrimoine historique, archéologique et ethnologique (aujourd'hui CRPS, voir ce terme)
CP	Crédits de paiement
CRMH	Conservation régionale des monuments historiques
CRPS	Comité régional du patrimoine et des sites, puis commission régionale du patrimoine et des sites (depuis 1997) (ex-COREPHAE, voir ce terme)
CSMH	Commission supérieure des monuments historiques (aujourd'hui CNMH, voir ce terme)
DAG	Direction de l'administration générale (ministère de la culture et de la communication)
DAPA	Direction de l'architecture et du patrimoine (ministère de la culture et de la communication)
DCE	Dossier de consultation des entreprises
DDE	Direction départementale de l'équipement
DDOE	Dossier documentaire des ouvrages exécutés
DIREN	Direction régionale de l'environnement
DRAC	Direction régionale des affaires culturelles
DRAE	Délégué régional à l'architecture et l'environnement
DRIRE	Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement
IGMH	Inspection/inspecteur général des monuments historiques
MH	Monuments historiques
Monum	Caisse nationale des monuments historiques (ancienne CNMHS, voir ce terme)
OPAH	Opération programmée d'aide à l'habitat
PAT	Programme architectural et technique
PAZ	Plan d'aménagement de zone
PLU	Plan local d'urbanisme
POS	Plan d'occupation des sols
PRNP	Patrimoine rural non protégé
PV	Procès-verbal
SCOT	Schéma de cohérence et d'organisation territoriale
SDAP	Service départemental d'architecture et du patrimoine
SPPEF	Société pour la protection des paysages et de l'esthétique de la France
SRA	Service régional de l'archéologie
SRI	Service régional de l'inventaire général
TGPE	Tableau général sur les propriétés de l'État
VMF	Vieilles maisons françaises
ZPPAUP	Zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager

### Annexe III. - Note sur le *Denkmalarchiv*.

**La conservation des monuments historiques dans le Bas-Rhin : spécificités liées à l'histoire des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle : conséquences sur la propriété du *Denkmalarchiv***

#### I. Problématique de la propriété du *Denkmalarchiv*

##### 1. Qu'est ce que le *Denkmalarchiv* ?

Littéralement, il s'agit des archives du *Denkmalpflege*, équivalent de l'actuelle conservation régionale des monuments historiques (CRMH, service de la DRAC) et dont la traduction allemande est « conservation des monuments et sites historiques ».

Le *Denkmalpflege* est un échelon régional de l'administration prussienne du patrimoine, mise en place en 1898 en Alsace-Moselle (entre 1871 et 1898, le système est particulier et ne correspond ni à l'administration prussienne classique, ni à l'administration française ; on considère alors l'Alsace et la Moselle comme une seule et même région<sup>(1)</sup>, et dont le niveau central est le *Denkmalpflegeamt*, soit « direction de la conservation des monuments et sites historiques », équivalent de l'actuelle direction de l'architecture et du patrimoine.

Le *Denkmalpflege* a été remplacé en 1919 par une administration française spécifique à l'Alsace-Moselle, et peu à peu intégrée au modèle administratif du reste de la France. En 1940 est créé le *Landsdenkmalamt*, qui est son équivalent dans l'administration allemande du III<sup>e</sup> Reich et qui est, lui, chargé essentiellement des édifices<sup>(2)</sup>.

Outre les archives administratives classiques, sa particularité réside dans son statut de « collection documentaire régionale » puisque y sont rassemblées toutes les documentations relatives aux monuments historiques d'Alsace-Moselle classés et inscrits (élargies aux sites et paysages) avec recours à la photographie. C'est cette notion de collection qui fait que les limites chronologiques du *Denkmalarchiv* dépassent la période du *Denkmalpflege*, puisqu'il s'est enrichi au cours des années, malgré la succession des administrations.

La création des agences des Bâtiments de France en 1946 vient clôturer le fonds de droit, sinon de fait ;

une partie des compétences jusque-là attribuées aux services successifs, allemands et français, des monuments historiques, sont transférées à ces nouvelles structures, lesquelles deviennent productrices des documents à compter de cette date.

On ne parle plus de *Denkmalarchiv stricto sensu* à partir de 1946 et les documents postérieurs constituent un nouveau fonds, bien que la réalité soit un peu différente.

On peut distinguer trois ensembles de documents :

- des dossiers papier :
  - . purement administratifs, relatifs à l'organisation de l'administration,
  - . plus scientifiques : relatifs aux monuments historiques, répertoriés par commune, vocable ou rues selon le type de monument concerné.

Les dossiers papier (administratifs et scientifiques) ont été versés aux archives départementales du Bas-Rhin en 2002 et 2004, pour les années 1870-1955, sous les cotes 175 AL et 178 AL.

Le fonds régional originel papier a en effet été scindé, en 1945, en entités correspondant aux départements<sup>(3)</sup>, par l'architecte en chef des monuments historiques Monnet. Cette séparation du fonds en trois ensembles distincts (Bas-Rhin, Haut-Rhin, Moselle) répond à la mise en place provisoire d'agences départementales des monuments historiques en Alsace-Moselle, suivant un projet de remplacement de l'ancienne entité régionale.

Ces agences sont remplacées par les agences des Bâtiments de France en 1946 qui répondent à une volonté de la direction générale de l'architecture de décharger le service des monuments historiques par un transfert d'une partie de ses compétences, et d'étendre le modèle alsacien de régionalisation des archives au niveau départemental, à l'échelle nationale.

- un fonds iconographique, actuellement en cours de numérisation, relatif aux monuments historiques des départements du Bas-Rhin et Haut-Rhin. Il comporte des gravures du XVIII<sup>e</sup> siècle, des photographies, des plaques de verre, des dessins d'architecture, etc.

<sup>(3)</sup> Ce qui est absolument contraire au principe archivistique de respect du fonds, et qui pose ensuite des problèmes de compréhension du contexte de création du fonds. Le compte rendu non signé de la visite effectuée le 27 février 2002 pour le compte de la CRPPA indique que : « en 1986, le projet de création d'un centre de documentation du patrimoine a suscité une réflexion dont le mérite essentiel est d'avoir mis l'accent sur l'aspect néfaste de cette division territoriale, mais des difficultés à lui trouver une solution ». En droit, en effet, c'est l'ensemble du fonds du *Denkmalarchiv* qui devrait être conservé aux archives du chef-lieu de région, c'est-à-dire dans le Bas-Rhin.

<sup>(1)</sup> On trouvera un historique détaillé des administrations successives, spécifiques à l'Alsace-Lorraine, en annexe.

<sup>(2)</sup> Id.

Ce fonds a également été scindé en trois, tout comme le fonds originel papier et pour les mêmes raisons. Pour le Bas-Rhin, il est conservé au Palais du Rhin, qui abrite les administrations du patrimoine depuis 1945, et qui aujourd'hui est également le siège de deux administrations différentes :

- . la conservation régionale des monuments historiques (CRMH), service de la direction régionale des affaires culturelles (DRAC) Alsace,

- . le service départemental de l'architecture et du patrimoine (SDAP) du Bas-Rhin, service déconcentré à l'échelon local, sous l'égide de trois ministères.

- Des ouvrages de bibliothèque, conservés sur plusieurs sites au sein du Palais du Rhin ; certains ont été sauvés de la destruction par le service régional de l'inventaire qui les a intégrés à son propre fonds de bibliothèque, auquel ont également été ajoutés quelques ouvrages qui lui ont été directement transmis par le SDAP en juin 2004 (une quarantaine d'ouvrages soit environ 1 ml). Un catalogue de cette bibliothèque a été réalisé en 1994 et les ouvrages ont été enregistrés dans la base de données « ABC » du centre de documentation de la DRAC. Cette base de données comptabilise alors 622 ouvrages (environ 10 ml) versés par le SDAP dont une bonne moitié datant de l'époque du *Denkmalarchiv* et étant antérieure à 1918. Beaucoup d'ouvrages ont été perdus ; en 1951 la bibliothèque comptait en effet près de 5 000 volumes<sup>(4)</sup>.

## 2. Problématique

Dans le cadre du groupe de travail sur l'élaboration de l'instruction de tri et de conservation des archives des services départementaux d'architecture et du patrimoine, mis en place à la DAF, s'est posée la question de l'administration productrice (et donc propriétaire, les archives publiques étant inaliénables et imprescriptibles) du *Denkmalarchiv*.

Des contacts ont été établis entre le SDAP du Bas-Rhin et les archives départementales en 2001, dans l'optique de traiter le « fonds iconographique ancien » dont était dépositaire le SDAP qui estimait en être le propriétaire, la finalité devant être le versement de ce fonds aux archives départementales.

L'histoire particulière de l'administration des monuments historiques en Alsace-Moselle, soumise successivement à une double réglementation suivant les périodes, est à l'origine des confusions possibles. Le siège des administrations du patrimoine, identique

pour tous les services depuis 1945, au Palais du Rhin, entretient également la confusion.

Il s'est donc agi de déterminer quelle administration est productrice du *Denkmalarchiv*, en examinant les points de vue divergents en présence, et la chronologie des administrations du patrimoine en Alsace-Moselle depuis 1830<sup>(5)</sup>.

## II. Confrontations des points de vue du SDAP et des archives départementales du Bas-Rhin :

La question de propriété et de constitution du fonds iconographique du *Denkmalarchiv* est à l'origine de deux points de vue divergents.

### Le point de vue du SDAP :

Selon lui :

- Il est propriétaire des documents.
- Il a complété le *Denkmalarchiv* en lui ajoutant des documents après 1946.

L'historique des administrations successives relatives aux monuments historiques présenté en annexe montre que c'est le *Denkmalpflege* le producteur du fonds. Il semble que dès les premiers contacts pris par le SDAP avec les AD, ce point était clair puisque le SDAP ne se disait que « dépositaire » du fonds. Or « dépositaire » ne veut pas dire « producteur », et encore moins « propriétaire ».

La confusion du SDAP peut être expliquée par le fait qu'en 1946 ce fonds a été transféré à l'agence des Bâtiments de France dans le cadre d'un transfert de compétences (cf. décret de création des agences).

Cependant, la notion d'archives publiques n'avait alors pas même été abordée et aucun document officiel n'est venu règlementer le transfert des documents consécutivement au transfert des compétences.

Les agences des Bâtiments de France puis les SDAP ont donc régulièrement alimenté par leurs propres documents un fonds documentaire dont les services successifs des monuments historiques sont les producteurs jusqu'en 1946. Le fonds originel (qui aurait

<sup>(4)</sup> Informations fournies par Jean-Philippe Meyer, de la DRAC, le 12.01.2006.

<sup>(5)</sup> Cf. annexe. Un colloque a été organisé aux archives de la communauté urbaine de Strasbourg, du 2 au 4 décembre 2004, sur les monuments historiques et le *Denkmalpflege* en Alsace ; les interventions ont été publiées dans la *Revue d'Alsace* n°131 de 2005, intitulée « Monuments et paysages d'Alsace, entre France et Allemagne ». Y sont notamment traités les historiques des administrations successives de la culture, notamment en terme de préservation et de classement des monuments historiques et sites (articles de François Igersheim, « la conservation des monuments historiques en Alsace, 1830-1914 » ; Nicolas Lefort, « le service des monuments historiques en Alsace de 1919 à 1959 »).

dû être clos en 1946 par le transfert de certaines compétences aux agences des Bâtiments de France) a en droit été mélangé à des documents dont la provenance est différente et qui constituent un nouveau fonds.

La localisation des services de la DRAC et du SDAP au Palais du Rhin entretient également la confusion. Les compétences sont actuellement différenciées, mais elles ne l'ont pas toujours été ; le *Denkmalpflege*, puis les administrations françaises qui lui ont succédé, disposait de l'ensemble des compétences qui ont ensuite été partagées entre le SDA puis SDAP, et le service des monuments historiques, devenu CRMH.

Cette confusion est déjà présente dans un des deux versements de dossiers papiers du *Denkmalarchiv* (versement 175 AL du 13 novembre 2002) ; aucune distinction n'avait été faite entre service producteur et service versant, ce qui semblait indiquer que les documents avaient été produits par le SDAP, lequel n'est en réalité que le service versant, ainsi qu'en attestent le papier à en-tête et les signatures<sup>(6)</sup>. Compte tenu de la date de création des agences des Bâtiments de France puis des SDA et SDAP, c'était impossible, le fonds étant antérieur.

De plus une vérification dans les documents eux-mêmes (examen des timbres et papiers à en-tête), a révélé que les documents sont bien ceux du *Denkmalpflege*, c'est-à-dire de l'administration prussienne des monuments historiques et des administrations françaises qui lui ont succédé.

Le SDAP est donc bien le « service versant » du fonds dont il était dépositaire, par le transfert de compétences, mais il n'en est ni le producteur ni, *a fortiori*, le propriétaire.

#### Le point de vue des archives départementales :

Le *Denkmalarchiv* est l'œuvre du *Denkmalpflege* et des administrations qui lui ont succédé. Les timbres, papiers à en-tête et signatures en attestent.

Les documents sont la propriété du ministère de la culture (CRMH) ; les archives publiques étant imprescriptibles et inaliénables, elles ne peuvent être ni vendues ni données. Par conséquent, un transfert de compétences ne peut en aucun cas s'accompagner d'un transfert de propriété.

Dans le cadre de la décentralisation actuelle, la problématique est identique ; la direction départementale de l'équipement, tout comme le

service de l'inventaire pour la DRAC d'ailleurs, transfère une partie de ses compétences aux collectivités territoriales, locales et régionales. Une circulaire DAF DPACI/2005/014 du 29 juillet 2005, relative au suivi des questions soulevées par la décentralisation de certaines compétences, précise les conséquences pour les archives en terme de propriété (point D « analyse juridique du statut des fonds produits par des services dont partie des fonds est aujourd'hui décentralisée<sup>(7)</sup> »).

Le transfert de compétences ne s'accompagne pas d'un transfert de propriété en terme d'archives ; les documents antérieurs au transfert restent donc la propriété de l'administration qui en est productrice.

Pour conclure : Un accord entre les archives départementales du Bas-Rhin, la DRAC et le SDAP du Bas-Rhin prévoit le versement de ce fonds, dont une partie (les dossiers papiers, à l'exclusion de l'iconographie), est déjà conservée aux archives départementales. La numérisation des documents iconographiques permettra de recréer, virtuellement, la composition originelle de ce fonds régional, pour lequel il serait légitime de se demander dans quelle mesure les originaux ne devraient pas être conservés aux archives du chef-lieu de région, c'est-à-dire le Bas-Rhin.

Il faut néanmoins rappeler que la question de propriété du *Denkmalarchiv* est étroitement liée à l'histoire chaotique des administrations prussienne, française et allemande depuis 1870 ; les différents services qui ont eu la charge des monuments historiques ont cumulé, jusqu'à la création des agences des Bâtiments de France, l'ensemble des compétences qui sont aujourd'hui séparées entre le SDAP et la CRMH.

Archives départementales du Bas-Rhin, mai 2006,  
Clara del Piano, Pascale Verdier.

<sup>(7)</sup> « Les archives produites par les services déconcentrés dont certaines compétences sont décentralisées sont des archives publiques, relevant comme telles de la domanialité publique. Il est un principe de fond qui est celui de l'inaliénabilité de ce domaine public. On ne peut ni exproprier le domaine public, ni même le céder à titre amiable. Sauf texte particulier portant déclassement, il ne peut y avoir transfert de propriété de ce domaine public entre deux collectivités publiques. Mais le transfert de compétence entraîne, de plein droit, mise à disposition de la collectivité bénéficiaire des biens meubles et immeubles utiles pour l'exercice de cette compétence. Il faut donc, le cas échéant, mettre à disposition de la collectivité compétente les archives courantes et intermédiaires produites par le service déconcentré de l'État. Les archives définitives doivent être versées aux archives départementales territorialement compétentes. En termes de gestion, la collectivité qui bénéficie de la mise à disposition assume l'ensemble des obligations du propriétaire. Elle possède tous les pouvoirs de gestion (application L. 213-4 du code du patrimoine et du décret n° 79-1037). Mais il n'y a pas, pour autant, transfert de propriété. La mise à disposition obéit à une logique fonctionnelle. Le service déconcentré producteur des documents en reste propriétaire. »

<sup>(6)</sup> N.B. : Le service versant du 178 AL est la CRMH.

### III. Le cas particulier du *Denkmalarchiv* mosellan

Par décision du ministère impérial du 11 mars 1907, fut fondé un *Denkmalarchiv* à Metz, avec la réserve qu'il restait une émanation du *Denkmalarchiv* de Strasbourg. Le *Denkmalarchiv* de Strasbourg était ouvert au public (salle de lecture ouverte tous les jours ouvrables).

Or, aux archives départementales de la Moselle, il existe sous la cote 24 Fi (articles cotés n° 1 à 1264) une collection de photographies appelée aussi *Denkmalarchiv*. Cette collection est entrée en 1907 par achat à la Société d'histoire et d'archéologie de Metz. En effet, le compte rendu des activités de la SHAL de 1908 indique qu'« il y a six ans le bureau de la société avait décidé la création d'une collection de photographies intéressantes dite *Denkmalarchiv*. Les fonctions de conservateur des monuments historiques ayant été confiées à notre secrétaire (le Dr Wolfram, également directeur des Archives départementales), le bureau lui a cédé ladite collection, moyennant une indemnité proportionnelle accordée par le Gouvernement » (le ministère d'Alsace-Lorraine a approuvé l'achat pour 572 M). Cette collection avait été constituée par des dons divers consentis à la société : de l'abbé Colbus curé d'Altrippe, de M. Nolte capitaine à Metz, de M. Prillot photographe... Un répertoire des photographies achetées à la SHAL, complété jusqu'à la veille de la Seconde guerre mondiale, doté d'une table alphabétique figure sous la cote 19 AL 59. L'inventaire du fonds (*Denkmäler-Archiv*) porte bien le cachet du conservateur des monuments historiques pour la Lorraine. Le rapport de l'inspecteur général Vidier de 1920 indique que cette collection achetée par le ministère d'Alsace-Lorraine à la Société d'histoire et d'archéologie de Lorraine est devenue propriété du département et, par conséquent, a été confiée aux archives départementales.

Cet exemple illustre bien la confusion administrative qui existait au moment de la mise en place des institutions lors de l'Annexion. Le cumul de fonctions du Dr Wolfram, directeur des archives départementales, conservateur des monuments historiques et secrétaire de la Société d'histoire et d'archéologie de Lorraine montre aussi que la notion de *Denkmalarchiv* en Moselle (copiée certes sur celle d'Alsace) était associée à la conservation des monuments historiques, mais pouvait être élargie à la dénomination thématique d'une collection de photographies constituée par une société savante.

L'application de la réglementation spécifique à l'Alsace-Lorraine s'est traduite en Moselle par la nomination en 1892 du premier conservateur des monuments historiques : il s'agit de Paul Tornow (1892-

1906), également architecte de la cathédrale de Metz (1874-1906) et *Baumeister für Lothringen* en ce qui concerne les monuments historiques. Il est remplacé par Georg Wolfram, cité ci-dessus, conservateur des monuments historiques de 1906 à 1909, puis par Wilhelm Schmitz de 1909 à 1916, déjà précédemment architecte de la cathédrale (depuis 1906). En conséquence les fonds d'archives du conservateur des monuments historiques de Lorraine (7 AL 335-355) et du service d'architecture de la cathédrale de Metz (*Dombauamt*, 7 AL 356-378) étaient réunis au même endroit. Ces fonds ont été complétés par des documents renvoyés à l'agence des Bâtiments de France après 1946 par le service des monuments historiques de Strasbourg (7 AL 329-334).

Après le retour à la France (1919), la conservation des monuments historiques de Moselle devient le service d'architecture et des beaux-arts : il est dirigé de 1920 à 1940 par Ernest Herpé architecte du Gouvernement, inspecteur des monuments historiques, des palais nationaux et des édifices diocésains en Lorraine, mais aussi chef du service d'architecture (bâtiments publics) qui compte deux circonscriptions en Moselle (*Metz-ville* et campagne, Thionville-est et ouest, Boulay et *Sarrebourg*, Château-Salins, Sarreguemines, Forbach).

En 1929, Ernest Herpé limite ses compétences en ce qui concerne les bâtiments publics : il s'occupera exclusivement de Metz-ville en ce qui concerne les travaux communaux, mais de tous les édifices du culte de Moselle (ainsi que l'inspection des bâtiments publics pour les arrondissements de Metz, Thionville et Boulay). M. Meyer, son collègue à Sarrebourg est chargé du contrôle de l'ensemble des travaux communaux (ainsi que l'inspection des bâtiments publics pour les autres arrondissements). Bien entendu le service d'architecture de la cathédrale (*Dombauamt*) est toujours lié à ce service d'architecture et des monuments historiques, dirigé par Ernest Herpé. L'ensemble des plaques de verre, des photographies, des plans ainsi que la bibliothèque rassemblée par le *Denkmalpflege* (monuments historiques) reste sur place.

L'Annexion de fait (1940-1945) va quelque peu bouleverser la conservation des archives qui n'avaient pas bougé depuis leur origine. Le directeur des archives départementales dans son rapport annuel de 1946-1947 signale en effet que 50 caisses du *Landesdenkmalamt* de Metz ont été rapatriées par ses soins (retrouvées dans la zone d'occupation française en Allemagne) aux archives. Dans celles-ci se trouvent les livres de la bibliothèque de ce service, mais aussi les photographies et dessins des fouilles entreprises par les Allemands en Moselle. Ces

documents ont été rendus par les archives à l'agence des Bâtiments de France de Moselle. En 1950 cette agence est dirigée par Eugène Voltz, architecte des Bâtiments de France (elle est située au même endroit que l'institution qui l'a précédée, 10, place Saint-Étienne). Celui-ci assure la conservation, l'entretien et la restauration des monuments historiques, la protection des abords, l'inspection des sites et des édifices culturels de Lorraine. Le service d'architecture des bâtiments civils dirigé par Édouard Meyer est logé 12, place Saint-Étienne et s'occupe des travaux aux bâtiments civils classés et aux bâtiments non classés appartenant à l'État, ainsi que du contrôle des travaux communaux (à l'exception des édifices du culte). Eugène Voltz et ses successeurs sont aussi conservateurs de la cathédrale de Metz.

Il est donc évident en Moselle que le service départemental d'architecture et du patrimoine est l'héritier direct du conservateur des monuments historiques et, à ce titre, le propriétaire du *Denkmalarchiv* de Moselle. Les dossiers papier remontant à l'Annexion de droit ont déjà été versés aux archives ainsi que les plaques de verre (plus récemment, en 2004). Parmi celles-ci figurent bien les photographies prises lors des fouilles exécutées de 1941 à 1944, rendues à l'agence des Bâtiments de France par les archives départementales (un inventaire de ces photographies a été retrouvé dans le fonds des archéologues Delort et Lutz déposé aux archives en 2003 [106 JJ]).

Archives départementales de la Moselle, mai 2006,  
Line Skorka

#### Annexe : tableau comparatif des administrations d'Alsace-Moselle et du reste de la France :

ALSACE-MOSELLE	Reste de la France
1830 : inspecteur général des MH	
1898 : <i>Denkmalpflege</i>	1895 : direction générale de l'instruction publique et des beaux-arts, au niveau central.
	1907 : création du corps des architectes en chef des monuments historiques.
	1913 : loi du 31 décembre sur les MH ; la notion de service central de conservation des monuments historiques est affirmée.
	1914-1919 : service de la protection des monuments et œuvres d'art du front est (supprimé en 1919)
1918 : décret du 15 novembre crée le commissariat général de la République d'Alsace-Lorraine, siégeant à Strasbourg et confié à Georges Maringer puis en mars 1919, à Alexandre Millerand	
1919 : direction de l'architecture et des beaux-arts pour l'Alsace-Lorraine, rattachée à la direction générale de l'instruction publique et des beaux-arts, administration centrale au sein du commissariat général de la République.	Direction générale de l'instruction publique et des beaux-arts existe depuis 1895, au niveau central, et rattachée au ministère du même nom.
1921 : au sein de cette direction, création de deux services d'architecture, un central et un service d'architecture proprement dit dans lequel il y a deux sous services : les MH, les bâtiments publics	
1923 : démantèlement de la direction de l'architecture et des beaux-arts d'Alsace-Lorraine et rattachement au ministère de l'instruction publique et des beaux-arts des services d'architecture	
1923 : création du bureau de liaison des services d'architecture et des beaux-arts d'Alsace-Lorraine à Strasbourg	

ALSACE-MOSELLE	Reste de la France
1925 : suppression du commissariat général de la République par la loi du 24 juillet 1925 ; création de la direction générale des services d'Alsace-Lorraine □ décret du 12 août 1925 qui rattache définitivement les services de conservation (de l'ancienne direction de l'architecture et des beaux-arts d'Alsace-Lorraine) à la direction générale de l'instruction publique et des beaux-arts	
1929 : transformation du bureau de liaison créé en 1923 en bureau du personnel et de la comptabilité des services d'architecture et des beaux-arts d'Alsace-Lorraine, qui devient une section du bureau des monuments historiques à Paris	
1934 : réorganisation des services d'architecture avec création des inspections ;	
1934 : La section de bureau des monuments historiques, basée à Strasbourg, devient le service des beaux-arts d'Alsace-Lorraine.	
1940 : La gestion des monuments historiques est rattachée au ministère allemand de l'instruction publique ; 3 services dont le <i>Landesdenkmalamt</i>	
1941 : réforme du <i>Landesdenkmalamt</i>	
1945 : création de la direction générale de l'architecture	
1945 : création de la sous-direction de l'architecture, des arts et des lettres du BR, HR et Moselle (service des bâtiments civils, service des palais nationaux, service des MH) 1945 : réorganisation du service des MH d'Alsace avec création provisoire de deux agences départementales des MH, pour remplacer l'ancienne agence régionale	
1945-1946 : dans le projet français, la spécificité de l'Alsace-Lorraine est la départementalisation des archives (avait déjà des archives régionales des MH = <i>Denkmalarchiv</i> )  21.02.1946 : agences départementales des Bâtiments de France « monuments historiques »	1945-1946 : projet de la direction générale de l'architecture pour étendre au reste du territoire français le modèle alsacien de 1945, à savoir une agence dans chaque département avec constitution d'un fonds documentaire départemental, pour alléger le service des MH (donc transfert d'attributions) + réorganisation des services d'architecture des bâtiments civils et palais nationaux
09.11.1946 : agences départementales des Bâtiments de France « bâtiments civils et palais nationaux » ; spécificité alsacienne	21.02.1946 : création des agences départementales des Bâtiments de France (MH, bâtiments civils et palais nationaux) et du corps des architectes
	21.12.1948 : loi de finances qui crée, dans certaines régions, la conservation régionale des Bâtiments de France
02.02.1955 : loi de finances qui crée en Alsace-Moselle la conservation régionale des Bâtiments de France	
1959 : création du premier ministère de la culture qui échoit à André Malraux	
1969 : création de la DRAC Alsace avec la CRMH (correspondance allemande = <i>Denkmalpflege</i> ).	1969 : création des premières DRAC en Rhône-Alpes, Pays de la Loire, et Alsace ; il s'agit de l'administration culturelle au sein de la région (CRMH = 1 service de la DRAC ; est en fait l'ancien service des MH de la direction de l'architecture)



**Annexe IV. - Exemple de bordereau d'élimination.****BORDEREAU D'ÉLIMINATION**

(Livre II du code du patrimoine et décret n° 79-1037 du 3 décembre 1979 article 16)

Service versant les documents :

Service(s) ayant produit les documents :

Date :

Signature :

Cachet :

Description des articles dont l'élimination est proposée (1)	Date de début et date de fin (1)	Nombre d'articles (1)	Visa et observations (2)
<b>Métrage approximatif (1) :</b>			

À \_\_\_\_\_, le

Pour le préfet et par délégation,  
le directeur des archives départementales,

(1) À remplir par le service.

(2) Réservé aux archives.

**Annexe V. - Exemple de bordereau de versement.****W****BORDEREAU DE VERSEMENT**

Aux archives départementales de [nom du département]  
 [Adresse des archives départementales]  
 ☐ : [n° de téléphone des archives]

Intitulé du service versant (énoncé intégralement, sans sigle) :

Agent responsable du versement : Nom :

Téléphone :

Nombre total d'articles (liasses, boîtes, registres) :

Statut du service versant :

Métrage :

Dates extrêmes du versement

Années de révision :

Localisation :

Conservation intégrale

Partielle

Élimination

Délai de communicabilité maximum :

Date de communicabilité de la totalité du versement :

N° des articles

Description sommaire et dates extrêmes des principales catégories  
de documents

Bordereau de p. (y compris la présente)  
 Le chef du service versant :

Pris en charge le  
 Le directeur des archives départementales de  
 [nom du département]

Les parties en grisé sont réservées au service des archives

Numéro de l'article	Description des articles	Dates extrêmes

## DIRECTION DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE

### **Arrêté du 15 juin 2006 modifiant l'arrêté du 22 août 2002 portant création du comité scientifique de la grotte de Lascaux et portant nomination au comité scientifique de la grotte de Lascaux.**

Le ministre de la culture et de la communication,

Vu l'arrêté du 22 août 2002 portant création du comité scientifique de la grotte de Lascaux,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - L'article 3 de l'arrêté susvisé est ainsi rédigé :

« Art.3. - Le comité comprend 25 membres :

Douze membres permanents :

- Le directeur du centre de développement des géosciences appliquées, Université de Bordeaux 1, ou son représentant ;
- Le directeur du laboratoire Master-NS, Université de Bordeaux 1 ou son représentant ;
- Le directeur de l'UMR 5199 du CNRS, Université de Bordeaux 1 ou son représentant ;
- Le directeur du Laboratoire de recherche des monuments historiques ou son représentant ;
- L'inspecteur général de l'architecture et du patrimoine territorialement compétent ;
- L'architecte en chef des monuments historiques territorialement compétent ;
- Le directeur du Centre national de la préhistoire ou son représentant ;
- Le directeur régional des affaires culturelles d'Aquitaine ou son représentant ;
- Le conservateur régional des monuments historiques d'Aquitaine ou son représentant ;
- Le conservateur régional de l'archéologie d'Aquitaine ou son représentant ;
- Le chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine de la Dordogne ou son représentant ;
- Le chef de projet chargé de la coordination des travaux à Lascaux ;

Treize personnalités qualifiées nommées par arrêté du ministre de la culture et de la communication pour une durée de trois ans. »

**Art. 2.** - Sont nommés membres du comité scientifique de la grotte de Lascaux au titre des personnalités qualifiées :

M. Claude Alabouvette, Institut national de recherche agronomique, Université de Bourgogne, biochimie, biologie cellulaire et écologie des interactions plantes microorganismes ;

Mme Marie Berducou, maître de conférence, Université de Paris 1 ;

Mme Adriana Bernardi, Centre national de la recherche italienne, Institut de science atmosphérique et du climat, Padoue, Italie ;

M. Laurent Charlet, laboratoire de géophysique, Université Grenoble 1 ;

M. Jean-Jacques Delannoy, professeur des universités, laboratoire de géographie, Université de Savoie, Chambéry ;

M. Marc Gauthier, conservateur général honoraire de l'archéologie, président du comité ;

M. Gaël de Guichen, expert en conservation préventive ;

M. Philippe Malaurent, ingénieur en technique d'étude des systèmes naturels, centre de développement des géosciences appliquées, Université de Bordeaux 1 ;

Mme Catherine de Maupeou, inspecteur général honoraire des monuments historiques, vice-président du comité ;

M. Michel Menu, Centre de recherche et de restauration des musées de France ;

Mme Valérie Plagnes, maître de conférence, UMR Sysiphe, Université de Jussieu, Paris 6 ;

M. Caesareo Saiz-Jimenez, Université de Séville, Espagne ;

M. Thomas Warscheid, LBW- Bioconsult, Allemagne.

**Art. 3.** - Le directeur de l'architecture et du patrimoine est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la culture et de la communication.

Pour le ministre de la culture et de la communication :

Le directeur de l'architecture et du patrimoine  
Michel Clément

### **Arrêté n° MH.06-IMM.038 du 4 septembre 2006 portant classement parmi les monuments historiques de l'ancienne collégiale Sainte-Ménéhould, actuelle église Saint-Sulpice, à Palluau-sur-Indre (Indre).**

Le ministre de la culture et de la communication,

Vu le code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret du 18 mars 1924 modifié pris pour l'application de la loi du 31 décembre 1913 ;

Vu le décret n° 2002-898 du 15 mai 2002 relatif aux attributions du ministre de la culture et de la communication ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 modifié relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu l'arrêté en date du 26 janvier 1927 portant inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques de l'église de Palluau (Indre) ;

La commission régionale du patrimoine et des sites de la région Centre entendue en sa séance du 18 mai 2004 ;

La Commission supérieure des monuments historiques entendue en sa séance du 19 juin 2006 ;

Vu la délibération du 3 février 2003 du conseil municipal de la commune de Palluau-sur-Indre (Indre), propriétaire, portant adhésion au classement ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation de l'ancienne collégiale Sainte-Ménéhould, actuelle église Saint-Sulpice, à Palluau-sur-Indre (Indre), présente au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt public en raison de la cohérence architecturale que forment le chœur et la chapelle seigneuriale des Tranchelion, et de la grande qualité des décors et du mobilier de l'édifice,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est classée en totalité parmi les monuments historiques l'ancienne collégiale Sainte-Ménéhould, actuelle église Saint-Sulpice, à Palluau-sur-Indre (Indre), située au lieu-dit « Le Bourg », sur la parcelle n° 54, d'une contenance de 5a 22ca, figurant au cadastre section BD, et appartenant, depuis une date antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 1956, à la commune de Palluau-sur-Indre (Indre), identifiée au répertoire SIREN sous le n° 213 601 495 000 12.

**Art. 2.** - Le présent arrêté se substitue à l'arrêté d'inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques du 26 janvier 1927 susvisé.

**Art. 3.** - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

**Art. 4.** - Il sera notifié au préfet du département et au maire de la commune propriétaire, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour le ministre et par délégation :  
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,  
Michel Clément

**Arrêté n° MH.06-IMM.039 du 4 septembre 2006 portant classement parmi les monuments historiques des bâtiments conventuels de l'ancienne abbaye de Saint-Pierre-sur-Dives (Calvados) sis 6 et 6 bis, rue de l'Église.**

Le ministre de la culture et de la communication,

Vu le code du patrimoine livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret du 18 mars 1924 modifié pris pour l'application du code du patrimoine ;

Vu le décret n° 2002-898 du 15 mai 2002 relatif aux attributions du ministre de la culture et de la communication ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 modifié relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu la liste de 1862 portant classement parmi les monuments historiques de l'église de Saint-Pierre-sur-Dives (Calvados) ;

Vu l'arrêté du 6 janvier 1904 portant classement parmi les monuments historiques de la salle capitulaire de l'abbaye de Saint-Pierre-sur-Dives (Calvados) ;

Vu l'arrêté du 12 décembre 1946 portant inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques des façades et des toitures des bâtiments claustraux, y compris la galerie du cloître adossée au mur sud de la nef, de l'abbaye de Saint-Pierre-sur-Dives (Calvados) ;

Vu l'arrêté du 22 février 1978 portant classement parmi les monuments historiques des façades et des toitures des bâtiments conventuels, ainsi que la galerie du cloître subsistante de l'ancienne abbaye, situés 17, 19, 23 et 23 bis, rue Saint-Benoît à Saint-Pierre-sur-Dives (Calvados) ;

Vu l'arrêté du 31 janvier 2006 portant classement parmi les monuments historiques des parties suivantes de l'ancienne abbaye de Saint-Pierre-sur-Dives (Calvados) : les bâtiments conventuels en totalité, y compris les caves, à l'exclusion des numéros 6 bis, rue de l'Église, 19, 29, 31 et 31 bis, rue Saint-Benoît ; le sol du cloître ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites de Basse-Normandie, en date du 21 juin 2001 ;

La Commission supérieure des monuments historiques entendue, en sa séance du 19 novembre 2001 ;

Vu la délibération en date du 27 juin 2006 du conseil municipal de la commune de Saint-Pierre-sur-Dives (Calvados), propriétaire, portant adhésion au classement ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation de l'ancienne abbaye de Saint-Pierre-sur-Dives (Calvados) présente au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt public, en raison de son importance dans l'histoire des monastères bénédictins et de la qualité de son architecture des 13<sup>e</sup>, 17<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup> siècles,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Sont classées parmi les monuments historiques, les parties suivantes de l'ancienne abbaye de Saint-Pierre-sur-Dives (Calvados) :

Les bâtiments conventuels sis 6 et 6 bis, rue de l'Église, en totalité, y compris les caves ;

figurant au cadastre section AE, sur les parcelles n<sup>os</sup> :

- 157 d'une contenance de 37ca, 6, rue de l'Église,
- 342 d'une contenance de 72ca, 6 bis, rue de l'Église,

et appartenant à la commune de Saint-Pierre-sur-Dives (Calvados), n° SIREN 211 406 541.

Celle-ci en est propriétaire par acte des 20 et 27 décembre 2005 passé devant M<sup>e</sup> Gérard Samson notaire associé à Saint-Pierre-sur-Dives (Calvados) et publié au bureau des hypothèques de Lisieux (Calvados), le 3 février 2006, volume 2006 P, n° 291.

**Art. 2.** - Le présent arrêté complète les arrêtés de classement parmi les monuments historiques du 6 janvier 1904, 22 février 1978 et 31 janvier 2006 susvisés, et se substitue, en ce qui concerne les parties classées, à l'arrêté d'inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques du 12 décembre 1946 également susvisé.

**Art. 3.** - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

**Art. 4.** - Il sera notifié au préfet du département et au maire de la commune propriétaire, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour le ministre et par délégation :  
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,  
Michel Clément

**Arrêté n° MH.06-IMM.040 du 4 septembre 2006 portant classement parmi les monuments historiques de l'église Notre-Dame de l'Annonciation à Allonne (Oise).**

Le ministre de la culture et de la communication,

Vu le code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret du 18 mars 1924 modifié pris pour l'application de la loi du 31 décembre 1913 ;

Vu le décret n° 2002-898 du 15 mai 2002 relatif aux attributions du ministre de la culture et de la communication ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu la liste de l'année 1862 portant classement au titre des monuments historiques du clocher de l'église d'Allonne (Oise) ;

Vu l'arrêté en date du 30 janvier 1998 portant inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques de l'église d'Allonne (Oise) ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites de la région Picardie en date du 25 avril 2002, confirmant l'avis de la commission régionale du patrimoine historique, archéologique et ethnologique du 4 juin 1997 ;

La Commission nationale des monuments historiques entendue en sa séance du 23 janvier 2006 ;

Vu l'adhésion au classement donnée par délibération du conseil municipal d'Allonne en date du 17 septembre 1990 confirmée par un courrier de M. Christian Sadowski, maire d'Allonne (Oise), en date du 17 avril 2002 ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation de l'église Notre-Dame de l'Annonciation d'Allonne (Oise) présente au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt public en raison du haut intérêt archéologique de ses dispositions romanes, ainsi que des qualités stylistiques remarquables de son chœur du XIII<sup>e</sup> siècle et de sa nef flamboyante,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est classée parmi les monuments historiques l'église Notre-Dame de l'Annonciation d'Allonne (Oise) en totalité, figurant au cadastre, section AI, sous le n° 241, d'une contenance de 14a 82ca et appartenant à la commune d'Allonne (Oise) depuis une date antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 1956.

**Art. 2.** - Le présent arrêté se substitue à l'arrêté d'inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques susvisé du 30 janvier 1998.

**Art. 3.** - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

**Art. 4.** - Il sera notifié au préfet du département, au maire de la commune et au clergé affectataire, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour le ministre et par délégation :  
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,  
Michel Clément

**Arrêté n° MH.06-IMM.041 du 4 septembre 2006 portant classement au titre des monuments historiques de l'ensemble castral dit « donjon de Montessus » à Changy (Saône-et-Loire).**

Le ministre de la culture et de la communication,

Vu le code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret du 18 mars 1924 modifié pris pour l'application du code du patrimoine ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 modifié relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu le décret n° 2002-898 du 15 mai 2002 relatif aux attributions du ministre de la culture et de la communication ;

Vu l'arrêté en date du 6 octobre 2004 portant inscription au titre des monuments historiques de certaines parties du donjon de Montessus à Changy (Saône-et-Loire) : les allées ancienne et nouvelle menant au château, situées sur les parcelles n°s 48, 50, 53 ; l'ensemble castral, en totalité, et son assiette, situés sur les parcelles n°s 44, 47, 51, 52, 53 ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites en date du 1<sup>er</sup> juin 2004 ;

Vu l'avis de la Commission nationale des monuments historiques (1<sup>ère</sup> section) en date du 23 janvier 2006 ;

Vu l'accord au classement donné le 15 août 2004 par M. de la Cropte de Chanterac Godefroy, propriétaire ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation de l'ensemble castral dit « donjon de Montessus » à Changy (Saône-et-Loire) présente au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt public en raison de la qualité architecturale, de l'homogénéité conservée, ainsi que de l'intérêt archéologique de ce domaine seigneurial des XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est classé au titre des monuments historiques l'ensemble castral dit « donjon de Montessus » à Changy (Saône-et-Loire) avec tous les éléments constitutifs de l'assiette de l'ancien domaine : bâtiments en élévation, sols des parcelles et sous-sols, y compris les allées d'accès et la garenne, situé sur les parcelles n°s 44, 47, 48, 50, 51, 52, 53 d'une contenance respective de 5ha 78a 20ca, 5ha 53a 20ca, 1ha 12a 30ca, 3ha 25a 50ca, 14a 40ca, 56ca, 2ha 32a 14ca, figurant au cadastre section AE, et appartenant à M. de la Cropte de Chanterac Godefroy, Charles, Marie, Jacques, né le 25 mars 1947 à Lahr-en-Bade (Allemagne), époux de Valat-Morio Georgine, demeurant 32, rue Desaix à Paris (XV<sup>e</sup>), directeur commercial.

L'intéressé en est propriétaire par acte de donation partage passé le 29 août 1981 devant M<sup>es</sup> Gadrey et Kadi, notaires à Charolles (Saône-et-Loire) et publié au bureau des hypothèques de Charolles (Saône-et-Loire), le 23 octobre 1981, volume 2120, n° 41 et par acte de renonciation à usufruit passé le 27 septembre 1999 devant M<sup>es</sup> Gadrey et Kadi, notaires à Charolles (Saône-et-Loire) et publié au bureau des hypothèques de Charolles (Saône-et-Loire), le 10 novembre 1999, volume 1999 P, n° 3920.

**Art. 2.** - Le présent arrêté se substitue à l'arrêté d'inscription susvisé du 6 octobre 2004.

**Art. 3.** - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

**Art. 4.** - Il sera notifié au préfet du département, au maire de la commune et au propriétaire, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne de son exécution.

Pour le ministre et par délégation :  
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,  
Michel Clément

**Arrêté n° MH.06-IMM.042 du 6 septembre 2006 portant classement parmi les monuments historiques du manoir des Demaines à Lécaude (Calvados).**

Le ministre de la culture et de la communication,

Vu le code du patrimoine livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret du 18 mars 1924 modifié pris pour l'application du code du patrimoine ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 modifié relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu le décret n° 2002-898 du 15 mai 2002 relatif aux attributions du ministre de la culture et de la communication ;

Vu l'arrêté du 20 mai 1927 portant inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques de l'ancien manoir des Demaines à Lécaude (Calvados) ;

Vu l'arrêté du 6 septembre 2006 portant inscription au titre des monuments historiques des communs comprenant le grand commun en pierre, la grange et le petit bâtiment de commun, en totalité et de la totalité de l'assise foncière du manoir des Demaines à Lécaude (Calvados) ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites de Basse-Normandie, en date du 22 septembre 2003 ;

La Commission supérieure des monuments historiques entendue, en sa séance du 17 mai 2004 ;

Vu le procès-verbal en date du 18 mars 2006 de l'assemblée générale de la SCI Les Demaines, propriétaire, portant adhésion au classement ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation du manoir des Demaines à Lécaude (Calvados) présente au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt public, en raison de la qualité exceptionnelle et de l'authenticité de l'architecture de ce manoir à pans de bois de la fin du 15<sup>e</sup> siècle comprenant de nombreux éléments intérieurs très remarquables,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Sont classés parmi les monuments historiques, en totalité, le logis et le cellier attenant du manoir des Demaines à Lécaude (Calvados), figurant au cadastre section B, sur la parcelle n° 145 d'une contenance de 87a 77ca au lieu-dit « Les Demaines », et appartenant à la société dénommée « SCI Les Demaines » n° SIREN 433 824 778 RCS Lisieux, société civile immobilière ayant son siège social à Lécaude (Calvados), Les Demaines, et pour représentant responsable M. Bruno Poinsinet de Sivry, gérant, demeurant à Clarbec (Calvados), La Galoche.

Celle-ci en est propriétaire par acte du 11 décembre 2000 passé devant M<sup>e</sup> Fache, notaire à Saint-Pierre-sur-Dives (Calvados), et publié au bureau des hypothèques de Lisieux (Calvados), le 2 janvier 2001, volume 2001 P, n° 109.

**Art. 2.** - Le présent arrêté se substitue à l'arrêté d'inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques du 20 mai 1927 susvisé.

**Art. 3.** - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

**Art. 4.** - Il sera notifié au préfet du département, au maire de la commune et au propriétaire, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour le ministre et par délégation :  
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,  
Michel Clément

**Arrêté n° MH.06-IMM.043 du 6 septembre 2006 portant inscription au titre des monuments historiques des communs et de l'assise foncière du manoir des Demaines à Lécaude (Calvados).**

Le ministre de la culture et de la communication,

Vu le code du patrimoine livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret du 18 mars 1924 modifié pris pour l'application du code du patrimoine ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 modifié relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu le décret n° 2002-898 du 15 mai 2002 relatif aux attributions du ministre de la culture et de la communication ;

Vu l'arrêté du 6 septembre 2006 portant classement parmi les monuments historiques en totalité du logis et du cellier attenant du manoir des Demaines à Lécaude (Calvados) ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites de Basse-Normandie, en date du 22 septembre 2003 ;

La Commission supérieure des monuments historiques entendue, en sa séance du 17 mai 2004 ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que les communs et l'assise foncière du manoir des Demaines à Lécaude (Calvados) présentent un intérêt d'art et d'histoire suffisant pour en justifier la préservation, en raison de l'intérêt historique et paysager de ces éléments constitutifs de cet ensemble manorial de la fin du 15<sup>e</sup> siècle,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Sont inscrites au titre des monuments historiques les parties suivantes du manoir des Demaines à Lécaude (Calvados) :

- \* les communs comprenant le grand commun en pierre, la grange et le petit bâtiment de commun, en totalité,
- \* la totalité de l'assise foncière ;

figurant au cadastre :



\* section A, sur les parcelles n<sup>os</sup> :

- 46 d'une contenance de 92a 16ca au lieu-dit « Perrey Brocquay »
- 47 d'une contenance de 1a 43ca au lieu-dit « La Tremblée »
- 48 d'une contenance de 3ha 22a 2ca au lieu-dit « La Tremblée »
- 49 d'une contenance de 1ha 31a 24ca au lieu-dit « La Tremblée »
- 50 d'une contenance de 47ca au lieu-dit « La Tremblée »
- 51 d'une contenance de 2ha 53a 43ca au lieu-dit « La Tremblée »
- 54 d'une contenance de 3ha 55a 88ca au lieu-dit « Herbage Fleuri »
- 147 d'une contenance de 89a 96ca au lieu-dit « La Tremblée »

\* section B, sur les parcelles n<sup>os</sup> :

- 4 d'une contenance de 50ca au lieu-dit « La Bove »
- 5 d'une contenance de 1ha 91a 21ca au lieu-dit « Le Costil »
- 6 d'une contenance de 1ha 49a 85ca, au lieu-dit « Le Parquet »
- 10 d'une contenance de 2ha 15a 54ca au lieu-dit « Le Sainfoin »
- 11 d'une contenance de 30a 1ca au lieu-dit « La Picanière »
- 12 d'une contenance de 96a 23ca au lieu-dit « La Picanière »
- 13 d'une contenance de 6a 40ca au lieu-dit « Le Vieux Chemin »
- 20 d'une contenance de 1ha 67a 47ca au lieu-dit « Le Parquet »
- 21 d'une contenance de 1ha 17a 97ca au lieu-dit « Bas du Parquet »
- 22 d'une contenance de 60ca au lieu-dit « La Bove »
- 23 d'une contenance de 2ha 82a 86ca au lieu-dit « La Picane »
- 30 d'une contenance de 1ha 96a 2ca au lieu-dit « Cote aux Boiteux »
- 31 d'une contenance de 99a 6ca au lieu-dit « Cote aux Boiteux »
- 32 d'une contenance de 56a 50ca au lieu-dit « La Verrerie »
- 33 d'une contenance de 45a 70ca au lieu-dit « Bois de la Verrerie »
- 34 d'une contenance de 1ha 66a 73ca au lieu-dit « La Verrerie »

- 35 d'une contenance de 14a 0ca au lieu-dit « Haut-Jardin »
- 36 d'une contenance de 52a 14ca au lieu-dit « Bois de Lécaude »
- 37 d'une contenance de 1ha 7a 78ca au lieu-dit « Bois de Lécaude »
- 38 d'une contenance de 35ca au lieu-dit « Les Bois »
- 39 d'une contenance de 91a 93ca au lieu-dit « Bois de Lécaude »
- 62 d'une contenance de 12a 0ca au lieu-dit « Cour des Demaines »
- 64 d'une contenance de 2ha 0a 0ca au lieu-dit « Le Sainfoin »
- 71 d'une contenance de 1ha 25a 0ca au lieu-dit « Les Demaines »
- 91 d'une contenance de 2ha 46a 28ca au lieu-dit « Cour des Demaines »
- 99 d'une contenance de 2a 59ca au lieu-dit « Le Malis »
- 133 d'une contenance de 1ha 72a 8ca au lieu-dit « Bois de Lécaude »
- 137 d'une contenance de 1ha 12a 25ca au lieu-dit « Le Malis »
- 142 d'une contenance de 1ha 53a 89ca au lieu-dit « Les Demaines »
- 143 d'une contenance de 1ha 36a 3ca au lieu-dit « Les Demaines »
- 144 d'une contenance de 1ha 66a 74ca au lieu-dit « Les Demaines »
- 145 d'une contenance de 87a 77ca au lieu-dit « Les Demaines »
- 146 d'une contenance de 1ha 79a 63ca au lieu-dit « Les Demaines »
- 147 d'une contenance de 12a 28ca au lieu-dit « Les Demaines »
- 148 d'une contenance de 1ha 25a 0ca au lieu-dit « Les Demaines »
- 149 d'une contenance de 8a 18ca au lieu-dit « Le Malis »
- 150 d'une contenance de 1a 46ca au lieu-dit « Le Malis »
- 151 d'une contenance de 1ha 95a 76ca au lieu-dit « Le Malis »
- 152 d'une contenance de 4a 37ca au lieu-dit « Le Malis »
- 153 d'une contenance de 1ha 89a 6ca au lieu-dit « Le Malis »
- 154 d'une contenance de 2a 59ca au lieu-dit « Le Malis »
- 155 d'une contenance de 1ha 3a 4ca au lieu-dit « Le Malis »

- 156 d'une contenance de 4a 62ca au lieu-dit « Le Malis »
- 157 d'une contenance de 2ha 0a 77ca au lieu-dit « Le Malis »
- 158 d'une contenance de 2a 37ca au lieu-dit « Le Malis »
- 159 d'une contenance de 95a 64ca au lieu-dit « Le Malis »
- 163 d'une contenance de 1ha 39a 36ca au lieu-dit « La Cour »

et appartenant à la société dénommée SCI Les Demaines n° SIREN 433 824 778 RCS Lisieux, société civile immobilière ayant son siège social à Lécaude (Calvados), Les Demaines, et pour représentant responsable M. Bruno Poinciset de Sivry, gérant, demeurant à Clarbec (Calvados), La Galoche.

Celle-ci en est propriétaire :

- pour les parcelles cadastrées section A n° 54, section B n° 4 à 6, 10 à 13, 20 à 23, 30, 62, 64, 71, 91, 99, 142 à 159, par acte du 11 décembre 2000 passé devant M<sup>e</sup> Fache, notaire à Saint-Pierre-sur-Dives (Calvados), publié au bureau des hypothèques de Lisieux (Calvados), le 12 janvier 2001, volume 2001 P, n° 109 ;
- pour les parcelles cadastrées section A n° 46 à 51, 147, par acte du 11 décembre 2000 passé devant M<sup>e</sup> Fache, notaire à Saint-Pierre-sur-Dives (Calvados), publié au bureau des hypothèques de Lisieux (Calvados), le 12 janvier 2001, volume 2001 P, n° 110 ;
- pour la parcelle cadastrée section B n° 137, par acte du 12 mars 2002 passé devant M<sup>e</sup> Vergez-Pascal, notaire à Lisieux (Calvados), publié au bureau des hypothèques de Lisieux (Calvados), le 30 mai 2002, volume 2002 P, n° 1482 ;
- pour les parcelles cadastrées section B n° 31 à 39, 133, 163, par acte des 6 et 8 novembre 2003 passé devant M<sup>e</sup> Vignerot, notaire à Cambremer (Calvados), publié au bureau des hypothèques de Lisieux (Calvados), le 13 novembre 2003, volume 2003 P, n° 2765.

**Art. 2.** - Le présent arrêté sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble inscrit.

**Art. 3.** - Il sera notifié au préfet du département, au maire de la commune et au propriétaire, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour le ministre et par délégation :  
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,  
Michel Clément

**Arrêté n° MH.06-IMM.044 du 20 septembre 2006 portant classement parmi les monuments historiques de l'église Saint-Pierre de Laussou (Lot-et-Garonne).**

Le ministre de la culture et de la communication,

Vu le code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret du 18 mars 1924 modifié, pris pour l'application de la loi du 31 décembre 1913 modifiée sur les monuments historiques ;

Vu le décret n° 2002-898 du 15 mai 2002 relatif aux attributions du ministre de la culture et de la communication ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu l'arrêté en date du 15 septembre 1994, portant inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques en totalité, de l'église Saint-Pierre de Laussou, (Lot-et-Garonne) ainsi que du sol et du sous-sol de l'ancien cimetière qui l'entoure ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites de la région Aquitaine entendue en date du 8 juin 2006 ;

La Commission supérieure des monuments historiques entendue en sa séance du 16 janvier 1996 ;

Vu la délibération du 6 décembre 2005 du conseil municipal de la commune de Laussou (Lot-et-Garonne), propriétaire, portant adhésion au classement ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation de l'église Saint-Pierre de Laussou (Lot-et-Garonne) présente au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt public en raison de l'originalité de ses chapiteaux sculptés et de la présence d'un décor peint du XVI<sup>e</sup> siècle,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est classée en totalité parmi les monuments historiques l'église Saint-Pierre de Laussou (Lot-et-Garonne, n° SIREN 214 701 419), située sur la parcelle n° 121 d'une contenance de 1a, 55ca, figurant au cadastre section B et appartenant à la commune de Laussou (Lot-et-Garonne), depuis une date antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 1956.

**Art. 2.** - Le présent arrêté se substitue, en ce qui concerne l'église, à l'arrêté susvisé du 15 septembre 1994.

**Art. 3.** - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

**Art. 4.** - Il sera notifié au préfet du département et au maire de la commune propriétaire, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour le ministre et par délégation :  
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,  
Michel Clément

**Arrêté n° MH.06-IMM.045 du 21 septembre 2006 portant classement au titre des monuments historiques de la ville antique d'Alba Helviorum à Alba-la-Romaine (Ardèche).**

Le ministre de la culture et de la communication,

Vu le code du patrimoine, livre VI, titres I et II ;

Vu le décret du 18 mars 1924 modifié pris pour l'application de la loi du 31 décembre 1913 ;

Vu le décret n° 2002-898 du 15 mai 2002 relatif aux attributions du ministre de la culture et de la communication ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 modifié relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu l'arrêté en date du 10 juillet 1959 portant classement au titre des monuments historiques des vestiges du théâtre gallo-romain à Alba-la-Romaine (Ardèche) ;

Vu l'arrêté en date du 28 juin 1989 portant classement au titre des monuments historiques du centre antique à Alba-la-Romaine (Ardèche) ;

Vu l'arrêté en date du 31 juillet 1986 portant inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques de la parcelle n° 1108 section A ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites de la région Rhône-Alpes entendue en sa séance du 13 décembre 2005 ;

La Commission nationale des monuments historiques entendue en sa séance du 22 mai 2006 ;

Vu l'adhésion au classement donnée le 13 mars 2006 par le département de l'Ardèche, propriétaire ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la ville antique à Alba-la-Romaine (Ardèche) présente au point de vue de l'histoire un intérêt archéologique et patrimonial par la conservation de ses équipements collectifs, religieux et individuels,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Sont classés au titre des monuments historiques l'ensemble des vestiges et parcelles de la ville antique d'Alba Helviorum, propriétés du département de l'Ardèche, situés aux lieux dits « le Palais » et « Bagnols » à Alba-la-Romaine (Ardèche), figurant au cadastre section A, parcelles :

n° 960 contenance de 33a 70ca  
n° 997 contenance de 22a 65ca  
n° 998 contenance de 22a 20ca  
n° 999 contenance de 8a 93ca  
n° 1000 contenance de 35a 0ca  
n° 1137 contenance de 35a 70ca  
n° 1138 contenance de 1ha 16a 8ca  
n° 1140 contenance de 3a 60ca  
n° 1144 contenance de 21a 0ca  
n° 1145 contenance de 3a 60ca  
n° 1149 contenance de 1ha 45a 60ca  
n° 1153 contenance de 16a 10ca  
n° 1154 contenance de 10a 10ca  
n° 1155 contenance de 3a 60ca  
n° 1159 contenance de 44a 30ca  
n° 1164 contenance de 8a 20ca  
n° 1165 contenance de 30a 90ca  
n° 1450 contenance de 1a 95ca  
n° 1598 contenance de 83a 83ca  
n° 1647 contenance de 22a 72ca  
n° 1657 contenance de 67a 6ca

Ces biens appartiennent au département de l'Ardèche dont l'adresse est : Conseil général de l'Ardèche - Hôtel du département - Quartier la Chaumette - BP 737 à Privas (Ardèche), n° de SIREN 220 700 017. Il en est propriétaire :

- pour les parcelles n°s 960, 997, 998, 999, 1000, 1144, 1145, 1149, 1153, 1155, 1159, 1164, 1165, 1450 par un acte administratif du 24 octobre 1995 et publié à la conservation des hypothèques de Privas (Ardèche), le 27 novembre 1995, volume 1995 P, n° 7424 ;

- pour la parcelle n° 1154 par un acte passé devant M<sup>e</sup> Gérard Flandin, notaire associé de la société civile professionnelle « JP. Roux et G. Flandin, notaires associés » à Montélimar (Drôme), le 27 et 30 janvier 1997 et publié à la conservation des hypothèques de Privas (Ardèche), le 3 mars 1997 volume 1997 P, n° 1563 ;

- pour les parcelles n°s 1137, 1138, 1140 par un acte passé devant M<sup>e</sup> Véronique Faissolle, notaire associé de la société civile professionnelle « Véronique Faissolle et Régis Magnard, notaires associés » à Viviers (Ardèche), le 17 octobre 2003 et publié à la conservation des hypothèques de Privas (Ardèche), le 13 novembre 2003, volume 2003 P, n° 8230 ;

- pour la parcelle n° 1647 par un acte passé devant M<sup>e</sup> Régis Magnard, notaire associé de la société civile professionnelle « Véronique Faissolle et Régis Magnard, notaires associés » à Viviers (Ardèche), le 17 et 24 février 1995 et publié à la conservation des hypothèques de Privas (Ardèche), le 15 mars 1995, volume 1995 P, n° 1707 ;

- pour la parcelle n° 1598 par un acte passé devant M<sup>e</sup> Jean-Louis Loyer, notaire à Viviers (Ardèche), le 22 février 1995 et publié à la conservation des hypothèques de Privas (Ardèche), le 17 mars 1995, volume 1995 P, n° 1763 ;

- pour la parcelle n° 1657 par un acte passé devant M<sup>e</sup> Jean-Louis Loyer, notaire à Viviers (Ardèche), le 22 février 1995 et publié à la conservation des hypothèques de Privas (Ardèche), le 17 mars 1995, volume 1995 P, n° 1762.

**Art. 2.** - Le présent arrêté complète l'arrêté d'inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques et les arrêtés de classement au titre des monuments historiques du site d'Alba-la-Romaine (Ardèche) susvisés.

**Art. 3.** - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

**Art. 4.** - Il sera notifié au préfet du département, au maire de la commune, au propriétaire, intéressés, qui seront responsables chacun en ce qui le concerne de son exécution.

Pour le ministre et par délégation :  
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,  
Michel Clément

**Arrêté n° MH.06-IMM.046 du 27 septembre 2006 portant classement au titre des monuments historiques de l'oppidum de Jastres-nord à Lussas (Ardèche).**

Le ministre de la culture et de la communication,

Vu le code du patrimoine, livre VI, titres I et II ;

Vu le décret du 18 mars 1924 modifié pris pour l'application de la loi du 31 décembre 1913 ;

Vu le décret n° 2002-898 du 15 mai 2002 relatif aux attributions du ministre de la culture et de la communication ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 modifié relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu l'arrêté en date du 31 juillet 1986 n° 86-312 portant inscription au titre des monuments historiques l'oppidum de Jastres-nord sur les parcelles, section I, n<sup>os</sup> 150 à 158, 160, 161, 164 à 176, 178, 186 à 200 à Lussas (Ardèche) ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites de la région Rhône-Alpes entendue en sa séance du 13 décembre 2005 ;

La Commission nationale des monuments historiques entendue en sa séance du 22 mai 2006 ;

Vu l'adhésion au classement donnée le 3 mars 2006 par

le conseil municipal de Lussas (Ardèche), propriétaire ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que l'oppidum de Jastres-nord à Lussas (Ardèche) présente au point de vue de l'histoire un intérêt exceptionnel en raison des restes de la première civitas des Helviens constitués par les trois enceintes monumentales successives et la présence de son habitat,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est classé au titre des monuments historiques l'oppidum de Jastres-nord situé au lieudit « Parétasse » et « l'Échelette-Vieille » à Lussas (Ardèche), figurant au cadastre section I, parcelles :

n° 150 contenance de 84a 80ca

n° 151 contenance de 47a 20ca

n° 152 contenance de 42a 0ca

n° 153 contenance de 28a 80ca

n° 154 contenance de 25a 60ca

n° 155 contenance de 54a 40ca

n° 156 contenance de 26a 80ca

n° 157 contenance de 16a 40ca

n° 158 contenance de 76a 0ca

n° 160 contenance de 17a 20ca

n° 161 contenance de 13a 40ca

n° 164 contenance de 15a 80ca

n° 165 contenance de 15a 50ca

n° 166 contenance de 23a 20ca

n° 167 contenance de 22a 40ca

n° 168 contenance de 12a 40ca

n° 169 contenance de 7a 8ca

n° 170 contenance de 11a 80ca

n° 171 contenance de 42a 80ca

n° 172 contenance de 11a 80ca

n° 173 contenance de 9a 80ca

n° 174 contenance de 44a 80ca

n° 175 contenance de 65a 40ca

n° 176 contenance de 9a 90ca

n° 178 contenance de 7a 60ca

n° 186 contenance de 34a 40ca

n° 187 contenance de 31a 50ca

n° 188 contenance de 17a 35ca

n° 189 contenance de 16a 40ca

n° 190 contenance de 16a 20ca

n° 191 contenance de 19a 25ca

n° 192 contenance de 6a 15ca

- n° 193 contenance de 4a 80ca
- n° 194 contenance de 5a 20ca
- n° 195 contenance de 6a 40ca
- n° 196 contenance de 7a 40ca
- n° 197 contenance de 4a 80ca
- n° 198 contenance de 12a 60ca
- n° 199 contenance de 14a 50ca
- n° 200 contenance de 8a 80ca

Ces biens appartiennent à la commune de Lussas (Ardèche) dont l'adresse est Le Village à Lussas (Ardèche) - n° de SIREN 210 701 454. Elle en est propriétaire :

- pour la parcelle n° 150 par un document hypothécaire normalisé du 6 septembre 2001 passé devant M. le maire de Lussas (Ardèche) et publié à la conservation des hypothèques de Privas (Ardèche), le 10 septembre 2001, volume 2001 P, n° 6385 ;
- pour les parcelles n°s 151 et 152 par un document hypothécaire normalisé du 22 octobre 2003 passé devant M. le maire de Lussas (Ardèche) et publié à la conservation des hypothèques de Privas (Ardèche), le 23 octobre 2003, volume 2003 P, n° 7717 ;
- pour les parcelles n°s 153, 154, 157, 158, 160, 161, 164, 165, 166, 169, 170, 174, 175, 178, 186, 187 190, 191, 192, 193, 194, 195, 198 et 199 par une ordonnance d'expropriation du tribunal de grande instance de Privas (Ardèche), du 30 janvier 2004 et publié à la conservation des hypothèques de Privas (Ardèche), le 9 mars 2004, volume 2004 P, n° 1825 ;
- pour la parcelle n° 167 un document hypothécaire normalisé du 6 septembre 2001 passé devant M. le maire de Lussas (Ardèche) et publié à la conservation des hypothèques de Privas (Ardèche), le 10 septembre 2001, volume 2001 P, n° 6386 ;
- pour les parcelles n°s 155, 156, 196 et 197 par un document hypothécaire normalisé du 5 février 2004 passé devant M. le maire de Lussas (Ardèche) et publié à la conservation des hypothèques de Privas (Ardèche), le 6 février 2004, volume 2004 P, n° 987 ;
- pour la parcelle n° 168 un document hypothécaire normalisé du 6 septembre 2001 passé devant M. le maire de Lussas (Ardèche) et publié à la conservation des hypothèques de Privas (Ardèche), le 1<sup>er</sup> octobre 2001, volume 2001 P, n° 6979 ;
- pour la parcelle n° 176 un document hypothécaire normalisé du 6 septembre 2001 passé devant M. le maire de Lussas (Ardèche) et publié à la conservation des hypothèques de Privas (Ardèche), le 10 septembre 2001, volume 2001 P, n° 6388 ;
- pour les parcelles n°s 171 et 172 un document hypothécaire normalisé du 25 septembre 2001 passé

devant M. le maire de Lussas (Ardèche) et publié à la conservation des hypothèques de Privas (Ardèche), le 1<sup>er</sup> octobre 2001, volume 2001 P, n° 6980 ;

- pour la parcelle n° 173 un document hypothécaire normalisé du 30 décembre 2003 passé devant M. le maire de Lussas (Ardèche) et publié à la conservation des hypothèques de Privas (Ardèche), le 19 janvier 2004, volume 2004 P, n° 390 ;

- pour les parcelles n°s 188, 189 et 200 un document hypothécaire normalisé du 2 mars 2004 passé devant M. le maire de Lussas (Ardèche) et publié à la conservation des hypothèques de Privas (Ardèche), le 3 mars 2004, volume 2004 P, n° 1680.

**Art. 2.** - Le présent arrêté se substitue à l'arrêté d'inscription au titre des monuments historiques du 31 juillet 1986 n° 86-312 susvisé.

**Art. 3.** - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

**Art. 4.** - Il sera notifié au préfet du département, au maire de la commune, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne de son exécution.

Pour le ministre et par délégation :  
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,  
Michel Clément

**Circulaire n° 2006/011 du 28 septembre 2006 relative aux modalités d'attribution des bourses sur critères sociaux aux étudiants des écoles nationales supérieures d'architecture : Année universitaire 2006-2007.**

## SOMMAIRE 2006 - 2007

La présente circulaire annule et remplace la circulaire relative aux modalités d'attribution des bourses sur critères sociaux aux étudiants des écoles nationales supérieures d'architecture, de l'année universitaire 2005 - 2006, n° 2005-018 du 29 septembre 2005.

Les modalités d'attribution des bourses sur critères sociaux des écoles nationales supérieures d'architecture font l'objet de dispositions se référant à la circulaire du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche n° 2006-059 du 31 mars 2006 relative aux modalités d'attribution des bourses d'enseignement supérieur sur critères sociaux pour l'année universitaire 2006/2007.

La bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux est accordée à l'étudiant confronté à des difficultés matérielles ne lui permettant pas

d'entreprendre ou de poursuivre des études supérieures. Elle constitue une aide complémentaire à celle de la famille. À ce titre, elle ne peut se substituer à l'obligation alimentaire telle que définie par les dispositions des articles 203 et 371-2 du code civil qui imposent aux parents d'assurer l'entretien de leurs enfants, même majeurs, tant que ces derniers ne sont pas en mesure de subvenir à leurs propres besoins.

Les revenus de la famille ainsi que le nombre de points de charge, dont la nature est définie dans la présente circulaire, sont pris en compte pour déterminer le taux de la bourse fixé en application d'un barème national.

Le maintien de la bourse est soumis à des conditions de progression, d'assiduité aux cours et de présence aux examens.

Elles prennent en compte les dispositions du nouveau cursus d'études défini par le décret n° 2005-734 du 30 juin 2005 (*J.O* du 1<sup>er</sup> juillet 2005) et ses arrêtés d'application du 20 juillet 2005.

La possibilité d'attribuer des bourses sur critères sociaux s'applique :

- aux étudiants préparant un diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence ou un diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master,
- aux étudiants n'ayant pas obtenu une bourse sur critères universitaires et préparant un master de recherche, un master professionnel, un diplôme de spécialisation et d'approfondissement (DSA), un diplôme propre aux écoles nationales supérieures d'architecture (DPEA) ou un diplôme d'architecte conférant le grade de master avec mention recherche.

Par ailleurs, afin de simplifier le dispositif, les modalités d'attribution des bourses sur critères sociaux aux étudiants inscrits dans les formations autres que celles définies pour le premier et le deuxième cycles du nouveau cursus et pour l'année menant encore au DPLG sont regroupées au sein d'un même chapitre. Elles renvoient à celles s'appliquant au nouveau cursus et à l'année de DPLG.

Comme les années précédentes, le ministère de la culture et de la communication n'a pas souhaité étendre aux étudiants en architecture le principe de l'allocation d'études mis en place par le ministère de l'éducation nationale. Cependant, pour vous permettre de prendre en compte les situations exceptionnelles pouvant donner droit à une bourse, une possibilité d'appréciation au cas par cas vous est offerte par le A-2.1.3. de la présente circulaire.

A - Conditions requises pour l'obtention d'une bourse sur critères sociaux

A-1. - Conditions à remplir pour toute demande d'attribution

A-1.1. - Conditions de nationalité

A-1.1.1. - Conditions générales

A-1.1.2. - Étudiants bénéficiant du statut de réfugié

A-1.1.3. - Étudiants ressortissants de l'Union européenne

A-1.1.4. - Étudiants non ressortissants de l'Union européenne

A-1.1.5. - Étudiants andorrans de formation française

A-1.2. - Conditions de diplôme

A-1.3. - Conditions d'âge

A-1.4. - Exclusions

A-1.4.1. - Agents titulaires

A-1.4.2. - Étudiants en détention

A-1.4.3. - Étudiants inscrits à l'Agence nationale pour l'emploi

A-1.4.4. - Étudiants en formation ou sous contrat d'apprentissage

A-2. - Critères d'attribution des bourses sur critères sociaux

A-2.1. - Critères sociaux

A-2.1.1. - Ressources à prendre en compte

A-2.1.1.1. - En ce qui concerne l'année de référence

A-2.1.1.2. - En ce qui concerne l'absence d'avis fiscal

A-2.1.1.3. - En ce qui concerne la situation des parents

A-2.1.2. - Charges à prendre en compte

A-2.1.2.1. - Charges de l'étudiant

A-2.1.2.2. - Charges de la famille

A-2.1.3. - Situations particulières

A-2.2. - Critères liés aux études

A-2.2.1. - Études ouvrant droit à bourses sur critères sociaux

A-2.2.2. - Rythme normal de progression

A-2.2.2.1. - Modalités d'attribution pour les cursus du diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence et diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master

A-2.2.2.2. - Modalités d'attribution pour le cycle menant au diplôme d'architecte DPLG

A-2.2.2.3. - Modalités d'attribution pour les formations menant aux autres diplômes que ceux traités en A-2.2.2.1. et A-2.2.2.2.

A-2.2.3. - Situations exceptionnelles ouvrant droit à bourses sur critères sociaux

A-2.3. - Critères d'assiduité

## B - Modalités d'attribution des bourses sur critères sociaux

### B-1. - Information des familles

B-1.1. -}

B-1.2. -}

B-1.3. -} Modalités d'information des familles

B-1.4. -}

B-1.5. -}

### B-2. - Demande et attribution des bourses

B-2.1. - Date limite

B-2.2. - Lieu de dépôt des dossiers

B-2.3. - Commission locale des bourses

B-2.4. - Révision de la décision ou examen d'une demande après la réunion de la commission locale

B-2.4.1. - Modification du montant de la bourse en cours d'année universitaire

B-2.4.2. - Non présentation aux examens

B-2.4.3. - Demande présentée après la réunion de la commission locale

B-2-5. - Montant des bourses

B-2.5.1. - Compléments de bourses

B-2.5.1.1. - Étudiantes reprenant leurs études après une maternité

B-2.5.1.2. - Autres cas :

a) Étudiants inscrits dans un établissement de France continentale dont les parents résident en Corse

b) Étudiants en cure ou post-cure

B-2.5.2. - Maintien de la bourse pour un quatrième terme à certains étudiants

B-2.5.3. - Étudiants des écoles nationales supérieures d'architecture de la région Île-de-France

### B-3. - Recours

B-3.1. - Procédure

B-3.2. - Commission nationale

B-3.3. - Décisions

## **A - Conditions requises pour l'obtention d'une bourse sur critères sociaux**

Les bourses sur critères sociaux sont destinées à permettre à leurs bénéficiaires d'entreprendre à la fin de leurs études secondaires, ou peu de temps après, des études supérieures auxquelles, sans cette aide, ils auraient été contraints de renoncer en raison de leur situation sociale.

Durant les premier et deuxième cycles des études d'architecture, les étudiants qui remplissent les conditions requises pour l'attribution d'une bourse sur critères sociaux peuvent l'obtenir pour une durée égale à celle du cycle

d'études ou le cas échéant, à celle nécessaire à l'obtention de l'ensemble du diplôme sanctionnant la fin du cycle.

Durant le troisième cycle conduisant encore cette année au diplôme d'architecte diplômé par le Gouvernement (DPLG), la bourse sur critères sociaux est attribuée pour une année universitaire. Pour obtenir son renouvellement, l'étudiant doit accéder à un niveau supérieur à celui précédemment atteint.

Une bourse sur critères sociaux « à taux zéro » est maintenue par référence au barème national fixé par arrêté interministériel pour les étudiants des établissements d'enseignement supérieur relevant du ministère de l'éducation nationale. Elle a pour effet d'exonérer ses bénéficiaires des droits d'inscription et de sécurité sociale étudiante.

Dans tous les cas de figure, les candidats doivent remplir les conditions générales de recevabilité relatives à la nationalité, aux diplômes, à l'âge et aux études poursuivies définies ci-dessous.

Cette aide est accordée par période d'une année universitaire après examen d'un dossier de candidature qui doit être déposé au cours du troisième trimestre de l'année universitaire précédente, avant la date limite précisée chaque année par l'établissement.

Ainsi chaque année, tous les dossiers de demande d'attribution ou de renouvellement sont examinés.

Par ailleurs une bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux ne peut être cumulée avec une bourse sur critères universitaires, une bourse de mérite, un prêt d'honneur à l'exception d'une bourse sur critères sociaux à l'échelon « zéro », une bourse d'un autre département ministériel, ou une bourse d'un gouvernement étranger.

En revanche, les aides versées dans le cadre des programmes ERASMUS et SOCRATES peuvent être cumulées avec une bourse au titre de l'accord européen précité (bourse accordée par l'État français) ou avec des bourses de mobilité.

## **A-1. - Conditions à remplir pour toute demande d'attribution**

### A-1.1. - Conditions de nationalité

#### A-1.1.1. - Conditions générales

Les bourses sur critères sociaux sont réservées aux étudiants de nationalité française.

Toutefois, des dérogations à ce principe sont possibles pour les situations suivantes qui permettent aux étudiants de bénéficier de ces aides. Elles concernent :

A-1.1.2. - Les étudiants titulaires de la carte de réfugié délivrée par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides en application de la Convention de Genève ou la carte de résident délivrée conformément aux dispositions du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

A-1.1.3. - Les étudiants possédant la nationalité d'un État membre de l'Union européenne, en application des articles 39 et 40 du Traité du 25 mars 1957 modifié instituant la Communauté européenne, des articles 7 et 12 du règlement européen n°1612/68 du 15 octobre 1968. Actuellement 25 états : Allemagne, Autriche, Belgique, Chypre, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Royaume-Uni, République Tchèque, Slovaquie, Slovénie, Suède. Et 3 pays de l'Espace économique européen : Islande, Liechtenstein, Norvège.

Ceux-ci peuvent bénéficier d'une bourse dans les cas suivants :

- a) soit s'ils ont précédemment occupé à temps plein ou à temps partiel un emploi permanent en France, au cours de l'année de référence, pourvu qu'il s'agisse d'activités réelles et effectives, non saisonnières ou non occasionnelles, que celles-ci aient été exercées en qualité de salariés ou de non-salariés,
- b) soit si leur père, leur mère ou leur tuteur légal a perçu des revenus en France, au cours de l'année de référence.

Cette condition de détention de la qualité de travailleur communautaire ou d'enfant de travailleur communautaire n'est pas exigée pour l'étudiant qui atteste d'un certain degré d'intégration dans la société française. Le degré d'intégration est apprécié notamment au vu de la durée du séjour, de la scolarité suivie en France ou encore des liens familiaux en France.

Cette condition n'est en tout état de cause pas exigée si l'étudiant justifie de 5 ans de résidence régulière ininterrompue en France (article 24 de la directive 2004/38/CE du 29 avril 2004).

A-1.1.4. - Les étudiants de nationalité étrangère bénéficiant d'une carte de séjour temporaire ou d'une carte de résident délivrée en application du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile et dont le foyer fiscal de rattachement (père ou mère ou tuteur légal et autres enfants à charge) est situé en France depuis au moins deux ans (avis d'imposition de l'année civile de référence, soit n-2, établi en France). Cette dernière condition est appréciée au 1<sup>er</sup> octobre de l'année de la demande de bourse.

Dans le cas d'un étudiant marié à un conjoint français ou étranger disposant de ressources mensuelles

régulières supérieures au SMIC, une bourse sur critères sociaux peut être attribuée si le ménage réside en France depuis plus de deux ans et qu'il a établi une déclaration fiscale distincte de celle des parents de l'étudiant.

A-1.1.5. - Les étudiants andorrans de formation française

Les étudiants cités aux paragraphes A-1.1.1., A-1.1.2., A-1.1.3., A-1.1.4. et A-1.1.5. doivent par ailleurs remplir les conditions générales d'attribution de ces bourses définies par la présente circulaire et notamment celles attribuées sur critères sociaux (cf. § A-2.1.) retenus pour les étudiants français dont la famille réside sur le territoire national.

## A-1.2. - Conditions de diplôme

Lors de la première demande d'attribution d'une bourse sur critères sociaux, les candidats devront justifier à la rentrée universitaire, soit de la possession du baccalauréat, soit d'une attestation de succès à un diplôme d'accès aux études universitaires, soit d'un titre français ou étranger admis en dispense ou en équivalence du baccalauréat en application d'une réglementation nationale, soit de la validation de leurs études, expériences professionnelles ou acquis personnels en vue de l'accès à ce niveau d'études, en application de l'article 9 du décret n° 2005-739 du 30 juin 2005 relatif aux études d'architecture et l'article 3 de l'arrêté relatif aux cycles de formation des études d'architecture conduisant au diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence et au diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master.

## A-1.3. - Conditions d'âge

Lors de la première demande d'attribution d'une bourse sur critères sociaux, les étudiants doivent être âgés de moins de 26 ans au premier octobre de l'année universitaire pour laquelle la bourse est demandée.

Cette limite d'âge n'est pas opposable aux étudiants handicapés atteints d'une incapacité permanente reconnue par la commission institutionnelle chargée de la reconnaissance du handicap.

Cette limite d'âge est reculée de deux ans pour les candidats entrés dans une école d'architecture par la procédure de validation des études citée ci-dessus.

Par ailleurs, elle est également reculée de la durée du volontariat dans les armées ou au volontariat civil, telle que prévue aux articles L. 121-1 et 122-3 du code du service national. Pour les étudiantes, elle est reculée d'un an par enfant élevé.

Ces deux derniers cas de recul de limite d'âge ne sont pas cumulables avec le précédent.



À compter de l'âge de 26 ans, les étudiants boursiers ne doivent pas interrompre leurs études pour pouvoir continuer à bénéficier d'une bourse. Pour l'application de cette disposition, la période du service national volontaire ou une maternité ne sont pas considérées comme une interruption d'études, pas plus que les interruptions supérieures à une année universitaire dues à des difficultés personnelles (raisons graves de santé) ou familiales (décès ou maladie grave notamment) attestées par un avis des services médicaux ou sociaux de l'établissement.

#### A-1.4. - Exclusions

Sont exclus du régime des bourses sur critères sociaux :

A-1.4.1. - Les agents titulaires des fonctions publiques de l'État, des collectivités territoriales ou hospitalière, même en disponibilité ou en congé sans traitement ou en sursis de première affectation.

A-1.4.2. - Les personnes en détention pénale sauf celles placées en régime de semi-liberté.

A-1.4.3. - Les personnes inscrites à l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) comme demandeurs d'emploi ou bénéficiaires d'aides à l'insertion et/ou à la formation professionnelle.

A-1.4.4. - Les personnes rémunérées sous contrat d'apprentissage ou de qualification ou en congé individuel de formation.

### **A-2. - Critères d'attribution des bourses sur critères sociaux**

#### A-2.1. - Critères sociaux

Ces critères s'appliquent à tous les candidats boursiers remplissant les conditions générales définies au paragraphe A-1.

L'article 203 du code civil et la jurisprudence de la Cour de cassation imposent aux parents d'assurer l'entretien de leurs enfants, même majeurs, tant que ceux-ci ne peuvent subvenir à leurs propres besoins. Les bourses sur critères sociaux n'ont donc pas pour objet de se substituer à cette obligation mais constituent une aide complémentaire à celle de la famille.

Un étudiant majeur ne saurait donc obtenir une bourse indépendamment de la situation de ses parents, qu'il établisse ou non une déclaration personnelle de revenus.

En conséquence, les bourses sur critères sociaux sont attribuées en fonction des ressources et des charges parentales appréciées au regard du barème national

fixé par arrêté interministériel pour les étudiants des établissements d'enseignement supérieur relevant du ministère de l'éducation nationale.

#### A-2.1.1. - Ressources à prendre en compte

##### A-2.1.1.1. - Cas général

Les ressources retenues sont celles se rapportant à la seule année de référence (n-2 par rapport à l'année de dépôt de la demande) qui figurent à la ligne « revenu brut global » ou « déficit brut global » du ou des avis fiscaux (d'imposition, de non imposition ou de non-mise en recouvrement, de restitution ou de dégrèvement) détenus par la famille lors du dépôt de la demande de bourse sur critères sociaux effectuée par l'étudiant. Si l'étudiant n'est pas rattaché au foyer fiscal de ses parents, son revenu brut global doit être pris en compte, déduction faite, le cas échéant, de la pension alimentaire versée par ses parents.

Il est tenu compte de la totalité des revenus du foyer fiscal auquel l'étudiant est rattaché, même dans le cas d'un parent remarié.

##### A-2.1.1.2. - Cas particuliers

###### **a) Revenus perçus à l'étranger**

Cas de l'étudiant français ou ressortissant d'un État membre de l'Union européenne ou d'un autre État partie à l'Espace économique européen dont les parents résident et/ou travaillent à l'étranger.

Pour l'étudiant français, le consulat de France doit transmettre, à titre confidentiel, les éléments permettant d'évaluer les ressources et les charges familiales, et notamment une appréciation sur le niveau des revenus compte tenu du coût de la vie locale.

L'étudiant européen dont les parents ne résident pas sur le territoire français doit présenter toutes les pièces nécessaires à l'examen de son droit à bourse : soit un avis fiscal ou un document assimilé portant sur l'année n-2, soit, en l'absence d'un tel document, les fiches de salaire du père et de la mère ou du tuteur légal portant sur les trois derniers mois de l'année n-2.

Les ressources ainsi obtenues, transposées éventuellement en euros et après réintégration du montant de l'impôt payé lorsque celui-ci est directement prélevé à la source, constituent le « revenu brut global » de la famille qui doit être pris en compte comme celui retenu en France.

Sont également pris en compte les revenus perçus à l'étranger ou dans les territoires d'outre-mer et qui ne figurent pas à la ligne précitée de l'avis fiscal selon les modalités prévues ci-dessous.

Lorsque l'un ou les deux parents résident et/ou travaillent à l'étranger et y perçoivent des revenus, le consulat de France doit vous communiquer, à titre confidentiel, les éléments vous permettant d'évaluer les ressources et les charges familiales, et notamment une appréciation sur le niveau des revenus compte tenu du coût de la vie locale. Les ressources ainsi obtenues, transposées en euros, et après réintégration du montant de l'impôt payé lorsque celui-ci est directement prélevé à la source, constituent le « revenu brut global » de la famille qui doit être pris en compte comme celui retenu en France et, le cas échéant, ajouté à ce dernier.

Les candidats de nationalité étrangère visés au A-1.1., doivent joindre à leur dossier de candidature une attestation sur l'honneur du ou des parents ou du tuteur légal les ayant à charge indiquant si des revenus sont perçus à l'étranger et, dans l'affirmative, leur montant en euros. Dans ce cas, ces revenus sont ajoutés au « revenu brut global » figurant sur l'avis fiscal établi en France.

#### b) Étudiants dont les parents sont séparés ou divorcés

En cas de séparation de fait ou de corps dûment justifiée ou de divorce, les revenus retenus ne concernent que le parent ayant à charge le candidat, sous réserve qu'un jugement prévoie pour l'autre parent l'obligation du versement d'une pension alimentaire. Dans le cas du versement volontaire d'une pension alimentaire, cette dernière doit être déduite du revenu brut global du conjoint qui la verse. En l'absence d'un tel jugement, les ressources des deux parents sont prises en compte, ces derniers étant soumis à l'obligation d'entretien en application du code civil.

Cependant, dans le cas de l'étudiant majeur ne figurant pas sur le jugement de divorce, il convient de retenir les ressources du parent qui a la charge fiscale de l'étudiant ou de celui (ou ceux) qui lui versent directement une pension alimentaire.

Toutefois, dans les situations dûment constatées par une évaluation sociale, dans lesquelles l'un des parents se trouve dans l'incapacité de remplir l'obligation telle qu'elle est définie par le code civil (article 203), il pourra être accordé une bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux, à titre dérogatoire, sur la seule prise en considération des revenus du foyer ayant dans les faits la charge de l'étudiant.

De même, dans les cas où, en l'absence de la mention du versement d'une pension alimentaire dans le jugement de divorce, les ex-conjoints peuvent attester du fait, dûment constaté et fiscalement reconnu, que

chacun d'entre eux a la charge d'un de leurs enfants au moins, il sera possible, à titre dérogatoire, d'examiner le droit à bourse sur la base du seul revenu du foyer fiscal concerné.

En cas de remariage, lorsque le nouveau conjoint prend fiscalement à charge un ou des enfants :

étudiants issus du premier mariage de son conjoint, le droit à bourse de ces étudiants doit être examiné en fonction des ressources de ce nouveau couple constitué selon les modalités prévues ci-dessus au cas général. En ce qui concerne les points de charge à attribuer, voir ci-dessous le paragraphe A-2.1.2.2. a)

#### c) Prise en compte d'une année de référence plus récente que n-2

À titre dérogatoire, et dans les situations limitativement énumérées ci-après, les revenus de l'année civile écoulée, voire ceux de l'année civile en cours, peuvent être retenus après prise en considération de l'évolution du coût de la vie durant cette (ces) année (s), mesurée ou prévue par l'INSEE (cf. Annexe I) afin de les comparer à ceux de l'année de référence :

- en cas de diminution durable et notable des ressources familiales résultant de maladie, décès, chômage, retraite, divorce, séparation de fait ou séparation de corps dûment constatée par la juridiction judiciaire ou lorsque la situation personnelle de l'étudiant et/ou de son conjoint est prise en compte à la suite d'un événement récent (mariage, naissance) ;

- en cas de diminution des ressources consécutive à une mise en disponibilité, un travail à temps partiel, à une réduction du temps de travail durable, ou à un congé sans traitement (congé parental par exemple).

#### d) cas particuliers pour lesquels la situation des parents ou du tuteur légal n'est pas retenue

\* Étudiant marié ou ayant conclu un pacte civil de solidarité en application de la loi n° 99-944 du 15 novembre 1999 relative au pacte civil de solidarité, dont le conjoint ou le partenaire dispose de ressources mensuelles régulières supérieures à 90 % du SMIC. Les intéressés doivent avoir établi une déclaration fiscale distincte de celle des parents ou du tuteur légal (cf. A-1.1.3.). Cette situation concerne les étudiants français ou étrangers résidant en France depuis au moins deux ans.

Lorsqu'une bourse a été attribuée en fonction des revenus du couple ou du conjoint ou du partenaire du candidat boursier, et qu'entre temps, ceux-ci ont diminué voire disparu notamment en cas de départ comme volontaire civil ou volontaire dans les armées, de séparation dûment constatée par la juridiction

judiciaire, de divorce ou de veuvage, celle-ci continuera à lui être allouée jusqu'à la fin de l'année universitaire.

\* Étudiant ayant lui-même un ou plusieurs enfants à charge fiscalement et qui ne figure plus sur la déclaration de revenus de ses parents ou du tuteur légal.

\* Étudiant âgé de 18 à 21 ans bénéficiaire des prestations d'aide sociale versées par les services de l'aide sociale à l'enfance (cf. titres II et III du code de la famille et de l'aide sociale) ou âgé de plus de 21 ans et ancien bénéficiaire de ces mêmes prestations.

\* Étudiant orphelin de père et/ou de mère : prise en compte des revenus personnels s'ils existent ou du foyer fiscal auquel il est rattaché.

\* L'étudiant titulaire d'une carte de réfugié délivrée par l'Office français des réfugiés et d'apatrides (OFPRA) : prise en compte des revenus personnels s'ils existent ou de ceux du foyer fiscal auquel il est rattaché.

#### A-2.1.2. - Charges à prendre en compte

La liste des situations ouvrant droit à des points de charge (cf. Annexe II) est fixée par référence au barème national fixé par arrêté interministériel pour les étudiants des établissements d'enseignement supérieur relevant du ministère de l'éducation nationale. Ces situations sont appréciées selon les indications fournies par l'étudiant lors du dépôt de sa candidature. Toute modification de sa situation ou de celle de sa famille entre la date de dépôt de la demande et le début de l'année universitaire entraîne une révision du dossier.

##### A-2.1.2.1. - Charges de l'étudiant

a) Points afférents à l'éloignement du domicile habituel

Le domicile habituel de l'étudiant est celui de sa famille. Lorsque la bourse est attribuée en fonction des ressources du candidat ou de son conjoint, c'est son domicile qui sert de référence, étant précisé que lorsque l'étudiant vient d'un département ou d'un territoire d'outre-mer afin de poursuivre ses études en métropole, les parents ou le candidat (ou son conjoint) doivent résider en outre-mer. Les modalités d'appréciation de la distance relèvent de la compétence de la commission locale des bourses.

Les étudiants accomplissant une partie de leur cursus dans un des pays membres de l'Union européenne dans le cadre d'une convention avec leur école d'origine bénéficient à ce titre du nombre maximum de points de charge relatifs à l'éloignement.

b) Points attribués en faveur du candidat boursier atteint d'une incapacité permanente

Cette incapacité doit avoir été reconnue, selon l'âge de l'intéressé, par la commission institutionnelle chargée de la reconnaissance du handicap.

Le montant des points sera majoré si ce handicap nécessite la présence d'une tierce personne.

c) L'attribution du point en faveur du candidat boursier pupille de la nation ou bénéficiaire d'une protection particulière résulte des dispositions prévues par :

- le décret n° 79-845 du 26 novembre 1979, pris pour l'application de la loi n° 77-1408 du 23 décembre 1977 accordant une protection particulière aux enfants de militaires tués ou blessés accidentellement en temps de paix ;

- le décret n° 81-328 du 3 avril 1981 accordant une protection particulière aux enfants de magistrats, fonctionnaires civils et agents de l'État ;

- le décret n° 82-337 du 8 avril 1982 accordant une protection particulière aux enfants des personnels employés par les collectivités locales.

d) Pour l'attribution du point au titre de chaque enfant à charge du candidat

Lorsque l'étudiant est rattaché fiscalement à ses parents ou au tuteur légal, le point s'ajoute à leurs charges. Dans le cas d'indépendance de l'étudiant, ce point s'ajoute soit à ses propres charges soit à celles du ménage.

e) L'attribution du point en faveur du candidat marié ou ayant conclu un pacte civil de solidarité, au titre du ménage, est réservé au candidat boursier marié dont le conjoint dispose de ressources mensuelles régulières supérieures au SMIC et dont le ménage a établi une déclaration fiscale distincte de celle des parents.

Il est à noter que dans ce cas aucun point de charge de la famille parentale ne peut être pris en compte.

##### A-2.1.2.2. - Charges de la famille

a) Sont considérés à charge :

\* Les enfants rattachés fiscalement aux parents ou au tuteur légal même ceux issus de précédent(s) mariage(s) et qui ne disposent d'aucun revenu ou seulement de ressources mensuelles régulières inférieures au SMIC (il faut remarquer qu'une déclaration fiscale séparée d'un enfant conduit donc à ne plus le considérer à charge). Le rattachement fiscal est celui de l'année de référence n-2 prise en compte pour l'examen du droit à bourse ou les années suivantes en cas de naissance ou de mariage.

\* Des points particuliers sont attribués pour chaque enfant à charge étudiant dans l'enseignement supérieur à l'exclusion du candidat boursier. Pour l'attribution de ces points, la notion d'enseignement supérieur recouvre l'ensemble des formations supérieures dispensées à plein temps (même si la possession du baccalauréat n'est pas exigée pour l'admission) et ouvrant droit au régime de la sécurité sociale étudiante, à l'exclusion des études par correspondance, sauf raisons médicales graves. Ces formations relèvent, soit du ministère chargé de l'enseignement supérieur, soit d'un autre département ministériel.

Ces points de charge sont également attribués au titre de chaque enfant à charge, étudiant dans l'enseignement supérieur à l'étranger (à l'exclusion du candidat boursier).

\* Un point supplémentaire particulier est attribué dans le cas où le père ou la mère du candidat boursier élève seul un ou plusieurs enfants, même si une pension alimentaire est versée par l'autre parent pour l'entretien de l'enfant. Il en est de même pour le candidat boursier qui élève seul un ou plusieurs enfants, dans le cas particulier où la situation de ses parents n'est pas prise en compte.

#### A-2.1.3. - Situations particulières

À titre exceptionnel la commission locale peut examiner les situations d'étudiants qui n'ont pu être prises en compte par la réglementation citée ci-dessus. Il s'agit en particulier des étudiants :

- élevés par des grands-parents sans décision judiciaire,
- dont les parents sont en situation de surendettement, de faillite, de dépôt de bilan,
- dont les parents doivent faire face à des situations exceptionnelles comme par exemple une baisse de revenus à la suite de catastrophes naturelles ou en raison de la conjoncture économique notamment pour les professions agricoles,
- de difficultés particulières non décrites ci-dessus,
- de rupture familiale avec leurs parents ; cette situation doit être attestée à partir d'un dossier préparé par les services sociaux, et comprenant au minimum des documents officiels attestant d'un domicile séparé et d'une déclaration fiscale indépendante,
- en cas d'âge limite dépassé pour l'attribution d'une bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux, sous réserve que les intéressés soient titulaires du diplôme de deuxième cycle des études d'architecture, inscrits en troisième cycle DPLG et ne bénéficient pas, par ailleurs, d'autres aides (ex. des allocations de chômage ou le revenu minimum d'insertion, etc.).

Par ailleurs, les intéressés doivent remplir les conditions générales d'attribution des bourses sur critères sociaux définies notamment aux paragraphes A-1. et A-2.2.1. de la présente circulaire.

Ces cas particuliers sont traités dans les conditions prévues au paragraphe B.

#### A-2.2. - Critères liés aux études

Les bourses sur critères sociaux sont attribuées par le ministère de la culture et de la communication aux étudiants inscrits dans une école nationale supérieure d'architecture :

- suivant les premier, deuxième et troisième cycles des études et au troisième cycle conduisant au diplôme d'architecte diplômé par le Gouvernement (DPLG), en formation initiale ;
- préparant un diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence ou un diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master ;
- quand les étudiants sont inscrits en master professionnel, master de recherche, diplôme propre aux écoles d'architecture (DPEA), diplôme de spécialisation et d'approfondissement (DSA), diplôme d'architecte conférant le grade de master avec mention recherche, ils n'ont droit à des bourses sur critères sociaux que s'ils n'ont pas obtenu de bourses sur critères universitaires. (cf. A-2.2.2.3.).

Dans le cadre de la nouvelle réglementation des études d'architecture fixée par décret du 30 juin 2005 précité, le diplôme de premier cycle d'études en architecture s'obtient en trois ans. Le diplôme de deuxième cycle, diplôme d'État d'architecte s'obtient en deux ans. Pour la dernière année 2006-2007, le diplôme de troisième cycle conduisant au diplôme d'architecte DPLG s'obtient au bout d'un an supplémentaire. L'architecte diplômé d'État s'inscrit immédiatement ou plus tardivement en HMO.

Les études doivent être suivies à titre principal et à temps plein selon un rythme normal de progression.

Une bourse sur critères sociaux ne peut être accordée, au niveau des premier et deuxième cycles, à des étudiants ayant précédemment suivi des études de troisième cycle ou ayant précédemment bénéficié du nombre maximal de bourses prévu dans le cycle d'études concerné. Il en est de même pour ceux qui sont titulaires d'un diplôme à finalité professionnelle de niveau bac + 4 ou bac + 5 s'inscrivant dans une école d'architecture à un niveau inférieur ou équivalent.

### A-2.2.1. - Études ouvrant droit à une bourse sur critères sociaux

Les candidats boursiers doivent être régulièrement inscrits dans une école d'architecture publique française ou poursuivre leurs études d'architecture commencées en France dans un établissement public d'enseignement supérieur de l'architecture d'un État membre du Conseil de l'Europe en application de l'accord européen signé et ratifié par la France le 11 septembre 1970.

Les étudiants originaires des territoires d'outre-mer (TOM) venant poursuivre des études d'architecture en métropole peuvent bénéficier des bourses d'enseignement supérieur sur critères sociaux conformément aux dispositions du décret n° 88-1012 du 28 octobre 1988, « portant application aux territoires d'outre-mer du régime des bourses d'enseignement supérieur et des prêts d'honneur du ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports » et du décret n° 89-733 du 11 octobre 1989 modifié par le décret n° 2000-486 du 2 juin 2000 « portant réglementation des bourses d'enseignement supérieur accordées par le ministère des départements et territoires d'outre-mer à certaines catégories d'étudiants des territoires d'outre-mer ».

Les étudiants poursuivant leurs études d'architecture dans un pays membre du Conseil de l'Europe doivent remplir les conditions suivantes :

- conditions générales fixées aux § A-2.1., A-2.2.2. et A-2.2.3.,
- posséder la nationalité française (en application de l'article 3 de l'accord européen cité ci-dessus), ou être originaires de l'Union européenne ou d'un État partie à l'Espace économique européen (EEE). Pour ces derniers, les parents doivent résider, travailler ou avoir travaillé en France et continuer à pourvoir à l'entretien de leurs enfants. Ainsi, le droit à une bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux pour ces étudiants originaires de l'Union européenne ou à l'Espace économique européen (EEE) doit être apprécié en fonction des dispositions définies au § A-2.1.1.,
- être titulaires du baccalauréat français ou européen ou franco-allemand ou de tout baccalauréat homologué ou déclaré valable de plein droit sur le territoire de la République française, ou avoir déjà suivi des études supérieures en France, quel que soit le ministère de tutelle,
- avoir déjà commencé des études supérieures en architecture en France,
- être inscrits dans un établissement public d'enseignement supérieur chargé de l'enseignement

de l'architecture en vue de l'obtention de l'un des diplômes visés à l'arrêté du 20 février 1990 « fixant la liste des diplômes, certificats et autres titres du domaine de l'architecture délivrés par les États membres de la Communauté économique européenne et permettant l'inscription à un tableau régional d'architectes », modifié (diplôme admis en équivalence du diplôme DPLG).

Le certificat d'inscription doit expressément mentionner l'année ou le semestre d'études suivi ainsi que l'intitulé exact du diplôme préparé.

Chaque trimestre, le candidat doit adresser à son école d'architecture d'origine un certificat d'assiduité.

Cette aide ne peut être cumulée avec une bourse d'études accordée par le pays d'accueil ou avec un salaire perçu à l'étranger.

La décision d'attribution est prise, sur proposition de la commission locale des bourses de l'école d'architecture où ont été commencées les études d'architecture, par l'autorité investie du pouvoir d'attribuer les bourses. Cette école sera chargée d'instruire le dossier et de préparer la décision. Le mandatement sera fait par la préfecture qui est ordonnateur secondaire de ces dépenses pour l'école.

### A-2.2.2. - Rythme normal de progression

#### A-2.2.2.1. - Modalités d'attribution pour les cursus du diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence et du diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master

Le principe de la « bourse par cycle » pour les premier et deuxième cycles des études d'architecture défini par le décret n° 2005-734 du 30 juin 2005 :

1) Durant les premier et deuxième cycles, les étudiants qui remplissent les conditions requises pour l'attribution d'une bourse sur critères sociaux peuvent obtenir une bourse pour une durée égale à celle du cycle d'études, soit trois ans pour le premier cycle et deux ans pour le deuxième cycle.

Afin de conserver la notion de progression dans les études telle que retenue dans les principes d'attribution des bourses d'enseignement supérieur sur critères sociaux,

\* Le 3<sup>ème</sup> droit ne peut être accordé que si l'étudiant a validé au moins 60 crédits européens, 2 semestres ou 1 année.

\* Le 4<sup>ème</sup> ou le 5<sup>ème</sup> droit ne peuvent être accordés que si l'étudiant a validé au moins 120 crédits européens, 4 semestres ou 2 années.

\* Le 6<sup>ème</sup> droit ne peut être accordé que si l'étudiant a validé au moins 180 crédits européens, 6 semestres ou 3 années.

L'établissement doit être en mesure de communiquer une information sur la validation de la formation au plus tard en septembre afin de ne pas retarder l'examen des dossiers permettant d'apprécier le droit à bourse par les commissions locales de bourses.

Les 7 droits ouverts se répartissent dans le cadre de deux cycles distincts :

a) Le cycle « licence » ainsi que tout autre cursus d'une durée égale ne peuvent donner lieu à plus de 5 droits à bourse. 5 droits sont également ouverts dans les cas de réorientation entre cursus d'une durée inférieure ou égale à celle du cycle de la « licence ».

b) Au-delà du cursus licence ou de tout autre cursus d'une durée égale les droits se répartissent comme suit :

- 3 droits si l'étudiant a utilisé moins de 5 droits ;
- 2 droits si l'étudiant a utilisé 5 droits.

Les étudiants doivent être chaque année éligibles à une bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux.

2) En cas d'échec ou de réorientation ne permettant pas d'achever le premier cycle en trois ans ou le deuxième cycle en deux ans, les étudiants remplissant les critères sociaux peuvent obtenir le maintien de cette aide durant deux années universitaires de plus que ce qu'implique le cursus normal de 3 ans pour le premier cycle et de 2 ans pour le deuxième cycle, soit sept ans au lieu de cinq ans au total, après vérification de leur assiduité aux travaux dirigés et de leur présence aux examens par le jury.

Le maximum autorisé est toutefois fixé à 5 droits pour l'obtention du diplôme de 1<sup>er</sup> cycle conférant le grade de licence, un droit couvrant deux semestres consécutifs.

\* Ainsi, si un étudiant épuise ces 5 droits pour obtenir le diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence, il lui reste 2 droits dans le cadre de la préparation du diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master.

\* S'il en utilise 4, il peut bénéficier de 3 droits pour obtenir le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master.

\* Enfin s'il en utilise 3, il ne peut, néanmoins, prétendre à plus de 3 droits pour obtenir le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master.

Afin de conserver la notion de progression dans les études telle que retenue dans les principes d'attribution

des bourses d'enseignement supérieur sur critères sociaux, le 3<sup>ème</sup> droit à bourse est accordé si l'étudiant a validé 60 crédits européens, 2 semestres ou 1 année et le 5<sup>ème</sup> droit dans le cas de la validation de 120 crédits européens. Le 6<sup>ème</sup> droit à bourse sera accordé si l'étudiant a validé 180 crédits, 6 semestres ou 3 ans son diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence ou un diplôme de niveau comparable.

Un étudiant titulaire d'un diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence ou d'un diplôme de niveau comparable peut bénéficier des droits à bourse non utilisés pour préparer un nouveau diplôme dans la limite de 5 droits. De même, un étudiant titulaire d'un diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master ou d'un diplôme de niveau comparable peut bénéficier des droits à bourse non utilisés pour préparer un nouveau diplôme dans la limite des 7 droits ouverts. La demande doit être accompagnée d'un avis pédagogique motivé du responsable de l'établissement explicitant la cohérence et la complémentarité du projet de formation. Dans le cas d'un changement d'établissement, l'avis devra être fourni à la fois par le responsable de l'établissement d'origine et par celui de l'établissement d'accueil.

Pour ceux qui n'ont obtenu aucune note supérieure à la moyenne lors de la première année d'études ou après leur réorientation, ce maintien ne pourra être accordé que sur avis individuel du président de la commission locale des bourses. Il est souhaitable que cet avis soit émis sur proposition des jurys qui siègent à la fin du premier niveau et à la fin du premier cycle, selon l'année où l'étudiant est positionné.

3) En cas de réorientation, l'étudiant déjà boursier titulaire d'un diplôme national de l'enseignement supérieur obtenu en deux ans pourra obtenir en premier cycle le maintien d'une seule bourse sur critères sociaux pour une seule année universitaire. Néanmoins, à titre exceptionnel, le maintien d'une bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux peut être accordé, après avis favorable circonstancié de la commission locale, à un étudiant qui a épuisé son droit à bourse dans le premier cycle (trois ans aidés) et accède à la rentrée 2005 en deuxième année de ce premier cycle.

4) Les étudiants titulaires d'un diplôme d'enseignement supérieur leur permettant d'accéder dans l'une des deux années du deuxième cycle pourront bénéficier pendant ce cycle d'une bourse pour une seule année universitaire.

a) le principe de la bourse de 2<sup>ème</sup> cycle dans le cadre du cursus réglementé par le décret du 27 novembre 1997

1. Durant le deuxième cycle, les étudiants qui remplissent les conditions requises pour l'attribution d'une bourse sur critères sociaux peuvent obtenir une bourse pour une durée égale à celle du cycle d'études, soit deux ans.

Les étudiants doivent être chaque année éligibles à une bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux.

2. En cas d'échec ou de réorientation ne permettant pas d'achever le deuxième cycle en deux ans, les étudiants remplissant les critères sociaux pourront obtenir le maintien de cette aide durant une année universitaire (soit trois ans maximum) après vérification de leur assiduité aux travaux dirigés et de leur présence aux examens par le jury.

Toutefois, pour ceux qui n'ont obtenu aucune note supérieure à la moyenne lors de la première année d'études ou après leur réorientation, ce maintien ne pourra être accordé que sur avis individuel du président de la commission locale des bourses. Il est souhaitable que cet avis soit émis sur proposition des jurys qui siègent à la fin du premier niveau et à la fin du premier cycle, selon l'année où l'étudiant est positionné.

3. Les étudiants titulaires d'un diplôme d'enseignement supérieur leur permettant d'accéder dans l'une des deux années du deuxième cycle pourront bénéficier pendant ce cycle d'une bourse pour une seule année universitaire.

#### b) Cas particuliers

1. Les étudiants handicapés reconnus par la commission institutionnelle chargée de la reconnaissance du handicap et les sportifs de haut niveau peuvent bénéficier d'une bourse sur critères sociaux durant cinq ans au maximum pour la préparation du premier cycle d'architecture et de quatre ans au maximum pour la préparation d'un deuxième cycle d'architecture.

2. Les étudiants se trouvant en premier et deuxième cycles en situation d'échec consécutif à la fin d'un volontariat, à des circonstances personnelles (maternité, raisons graves de santé) ou familiales (décès notamment), attestées par un avis des services médicaux ou sociaux de l'établissement, pourront obtenir le maintien de leur bourse durant une année universitaire. Cette disposition s'applique également aux étudiants qui ont précédemment bénéficié des dispositions prévues au paragraphe a) 2. ci-dessus.

#### c) Licences professionnelles

Les étudiants qui ont obtenu le diplôme de fin de premier cycle des études d'architecture et ceux qui

ont validé les deux premières années du cycle sanctionné par le diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence et qui préparent une licence professionnelle peuvent bénéficier d'une bourse sur critères sociaux durant cette année qui constitue une troisième année d'études supérieures permettant l'entrée dans la vie active.

#### A-2.2.2.2. - Modalités d'attribution pour le cycle menant au diplôme d'architecte DPLG

La bourse sur critères sociaux est attribuée pour une année universitaire que le cycle soit d'un an (pour ceux titulaires du diplôme d'État d'architecte) ou de deux ans.

Dans le cas d'un cycle en deux ans pour obtenir un renouvellement, l'étudiant qui remplit les conditions générales d'attribution des bourses sur critères sociaux doit accéder à un niveau supérieur à celui précédemment atteint.

Dans ce cadre, il convient de considérer que les étudiants qui sont autorisés à suivre les enseignements de l'année supérieure d'études quelle que soit l'organisation du contenu de ce cycle et à se présenter aux examens correspondants, même s'ils n'ont pas satisfait à toutes les épreuves de fin de première année, remplissent les conditions requises pour l'attribution d'une bourse.

#### A-2.2.2.3. - Modalités d'attribution pour les formations menant aux autres diplômes que ceux traités en A.2.2.2.1. et A-2.2.2.2.

Peuvent obtenir une bourse sur critères sociaux conformément aux dispositions fixées par arrêté du ministère chargé de l'enseignement supérieur, les étudiants qui n'ont pas obtenu de bourses sur critères universitaires (voir circulaire spécifique) suivant les études conduisant soit :

- à un master de recherche ;
- à un master professionnel ;
- à un DPEA ;
- au diplôme d'État d'architecte mention recherche ;
- à un DSA

Cette bourse est accordée :

- pour les 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> semestres des masters professionnels et de recherche et du parcours recherche du diplôme d'État d'architecte mention recherche ;
- pour la durée normale des autres formations, qui peut dépasser un an pour le DPEA et les DSA ;

Elle peut, toutefois, être attribuée ou renouvelée pour une année supplémentaire dans les conditions suivantes :

- en ce qui concerne la préparation d'un master de recherche ou du diplôme d'État d'architecte valant grade de master avec mention recherche, lorsque les étudiants ont obtenu l'autorisation d'allonger leur scolarité au titre d'un mandat électif telle que prévue à l'article 2 de l'arrêté du 25 avril 2002 relatif aux études doctorales ;

- aux étudiants souffrant d'un handicap reconnu par la commission institutionnelle chargée de la reconnaissance du handicap ;

- aux étudiants qui, pour des raisons graves attestées par un avis des services universitaires médicaux et sociaux, ont dû interrompre leur année de formation ;

- aux sportifs de haut niveau.

Sous réserve de ces dispositions, sont exclus du droit à bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux les candidats qui ont déjà bénéficié :

- d'une bourse d'agrégation,

- d'une bourse de service public,

- d'une allocation de recherche,

- d'une bourse sur critères universitaires ou d'enseignement supérieur sur critères sociaux pour préparer :

- . un master de recherche,

- . un master professionnel,

- . un DPEA,

- . un diplôme d'État d'architecte mention recherche,

- . un DSA.

#### A-2.2.3. - Situations exceptionnelles ouvrant droit à bourses sur critères sociaux

En cas de non-progression (redoublement) ou de réorientation ne permettant pas la poursuite d'études à un niveau supérieur, une bourse peut être accordée de façon très ponctuelle et circonstanciée à la suite d'importantes difficultés personnelles (maternité, raison grave de santé telle que traitement médical contraignant, hospitalisation, handicap, etc...) ou familiales (décès, etc...).

Dans ce cas, pour bénéficier d'une bourse sur critères sociaux, l'étudiant doit avoir obtenu deux années de bourses au maximum au cours du deuxième cycle.

Dans le cas des étudiants handicapés et des sportifs de haut niveau, un redoublement pourra être accepté, leur laissant la possibilité de bénéficier d'une bourse d'une année supplémentaire pour la préparation du diplôme.

À titre dérogatoire, il est possible d'attribuer, aux étudiants qui n'ont pu achever leur année menant au diplôme d'architecte DPLG, une bourse pour un

trimestre supplémentaire. Pour pouvoir en bénéficier les étudiants doivent :

- être en situation de progression par rapport à l'année universitaire précédente,

- avoir bénéficié de deux bourses au maximum en deuxième cycle.

#### A-2.3. - Critères d'assiduité

L'attribution d'une bourse est destinée à faciliter la poursuite de ses études à son bénéficiaire, qui doit y consacrer la majeure partie de son temps.

En application des dispositions du décret n° 51-445 du 16 avril 1951, l'étudiant bénéficiaire d'une bourse doit être inscrit et assidu aux cours, travaux pratiques ou dirigés et réaliser les stages obligatoires intégrés à la formation.. En ce qui concerne la présence aux examens, le candidat titulaire d'une bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux doit se présenter aux examens et concours correspondant à ses études.

Le non respect de l'une des obligations précitées entraîne le reversement des sommes indûment perçues.

L'inscription et l'assiduité aux cours, travaux pratiques et travaux dirigés et aux stages obligatoires prévus par la réglementation doivent être vérifiés. Le candidat boursier doit également s'engager à se présenter aux examens correspondant à sa scolarité.

L'établissement est en droit de demander l'interruption du versement de la bourse en cas de non assiduité. Toutefois, avant d'engager les procédures relatives à l'émission d'un ordre de reversement de tout ou partie de la bourse, il appartient à l'établissement d'informer l'étudiant afin qu'il puisse fournir d'éventuelles informations complémentaires.

Deux dérogations sont toutefois prévues :

Lorsqu'un étudiant titulaire d'une bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux doit interrompre ses études au cours de l'année universitaire pour des raisons médicales graves (traitement médical, hospitalisation), il est tenu d'informer les services de gestion des bourses et de leur transmettre toutes les pièces justificatives nécessaires. Dans ce cas, l'interruption d'études ne suspend pas le paiement de la bourse pendant la période considérée.

Par ailleurs, les étudiants titulaires d'une bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux, inscrits dans un établissement d'enseignement supérieur français et qui suivent parallèlement des études à l'étranger ou effectuent un stage intégré à leur cursus



(quel que soit le pays d'accueil), doivent obtenir des autorités pédagogiques une dispense d'assiduité et l'autorisation de se présenter aux examens de fin d'année, pour conserver le bénéfice de leur bourse.

Pour obtenir le paiement de leur bourse, les étudiants qui suivent des études dans un État membre du Conseil de l'Europe doivent adresser un certificat d'inscription mentionnant expressément l'année ou le semestre d'études suivies ainsi que l'intitulé exact du diplôme préparé et remplir les conditions générales définies dans la présente circulaire.

\* Lorsque, pour raisons médicales graves (traitement médical contraignant, hospitalisation, handicap), un étudiant ne pourra être assidu ou se présenter aux examens.

\* La possibilité est offerte à l'étudiant en architecture de suivre à temps complet un stage obligatoire rémunéré intégré dans son cursus ou d'exercer une activité professionnelle en complément de l'aide de l'État, à condition que cette activité ne vienne pas compromettre sa nécessaire assiduité aux enseignements prévus par les arrêtés pris pour l'application du décret du 30 juin 2005 relatif aux études d'architecture.

## **B - Modalités d'attribution des bourses sur critères sociaux**

Les bourses sur critères sociaux sont attribuées par période d'une année universitaire. Chaque année, un nouveau dossier de candidature doit être déposé au cours du troisième trimestre de l'année universitaire précédente, avant la date limite indiquée par l'établissement.

### **B-1. - Information des familles**

**B-1.1.** - À leur demande, le candidat boursier et sa famille peuvent être informés par l'établissement sur l'aide qu'ils pourront éventuellement obtenir pour l'année universitaire suivante, ainsi que de la date limite du dépôt des dossiers.

Dans cet objectif, le dossier de demande de bourse fait l'objet d'un premier examen en vue d'informer le candidat boursier et sa famille sur ses droits. Cette information doit être la plus complète possible et faire apparaître les éléments alors déjà pris en compte.

**B-1.2.** - Le candidat devra être avisé que, le cas échéant, d'autres éléments d'information qu'il pourrait être amené à fournir, seront susceptibles de modifier cette décision à la suite de son inscription à la rentrée universitaire.

**B-1.3.** - Toutefois, ce n'est qu'après l'inscription du candidat boursier, les résultats des examens de fin d'année universitaire, et la tenue de la commission locale de bourses que la véritable décision, soit d'attribuer une bourse en déterminant le montant, soit de refuser cette aide, interviendra. Toute décision prise par l'autorité investie du pouvoir d'attribuer les aides en cause devra faire l'objet d'une notification aux candidats.

**B-1.4.** - Les candidats non retenus seront informés des voies de recours qui leur sont offertes.

**B-1.5.** - En application de la loi n° 79-587 du 11 juillet 1979 modifiée relative à la motivation des actes administratifs et à l'amélioration des relations entre l'administration et le public (décret n° 83-1025 du 28 novembre 1983 concernant les relations entre l'administration et les usagers, de la circulaire du Premier ministre du 28 septembre 1987), les décisions suivantes devront être obligatoirement motivées :

- refus d'attribution d'une bourse sur critères sociaux,
- retrait ou réduction d'une bourse sur critères sociaux.

Préalablement à ces décisions, les étudiants devront pouvoir présenter des observations écrites ou être reçus sur leur demande.

### **B-2. - Demande et attribution des bourses**

La demande devra être déposée auprès de l'école d'architecture qui instruira le dossier et qui appréciera sa recevabilité.

#### **B-2.1. - Date limite**

La date limite de dépôt des dossiers de demande de bourse sur critères sociaux est celle qui figure sur le formulaire de demande d'attribution ou de renouvellement de bourse sur critères sociaux. Un dossier même incomplet devra être accepté et le candidat sera invité à fournir le plus rapidement possible les renseignements et documents manquants.

En outre la plus large information sur cette date limite devra être assurée par l'établissement d'enseignement de l'architecture auprès des étudiants, futurs étudiants et leur famille, afin d'éviter les dépôts tardifs.

Il conviendra au directeur de l'établissement d'apprécier, au-delà de cette date limite, la recevabilité des demandes tardives de bourse en fonction des justificatifs apportés par l'étudiant. Il devra notamment tenir compte des éventuelles conséquences qu'entraînerait une décision de rejet de dossiers tardifs sur la poursuite des études supérieures des candidats.

En cas de changement durable et notable de la situation de l'étudiant (mariage, divorce) ou de sa famille (divorce, décès, chômage, retraite, maladie) après la date limite, la demande de bourse sur critères sociaux devra être examinée quelle que soit sa date de dépôt. La situation de l'étudiant devra être attestée par une enquête sociale. L'examen de la demande fera l'objet d'une procédure allégée (cf. ci-dessous § B-2.4.3.).

Les dossiers parvenus après la date limite fixée par l'école ne peuvent faire l'objet d'une prise en compte que pour les deuxième et troisième trimestres et à condition d'être remis à l'école au plus tard le 30 novembre.

### B-2.2. - Lieu de dépôt des dossiers

Les dossiers devront être examinés par l'établissement où ils ont été déposés. Sur justification d'inscription du candidat dans un autre établissement, l'école d'origine transmettra le dossier complet à l'établissement d'accueil qui devra alors faire figurer le nom du boursier sur son arrêté. Les deux écoles se mettront d'accord sur les modalités du transfert.

### B-2.3. - Commission locale des bourses

La phase terminale d'examen des demandes de bourses sur critères sociaux se situe le plus généralement après les résultats des examens de fin d'année universitaire qui conditionnent le nouveau niveau d'études.

En cas d'échec ou de réorientation sans inscription à un niveau supérieur d'études le candidat devra être expressément invité à fournir les explications nécessaires en vue d'un nouvel examen du dossier pour permettre l'appréciation du caractère exceptionnel de sa situation.

La commission locale des bourses sera consultée avant toute décision d'attribution ou de non attribution d'une bourse, prise par l'autorité investie du pouvoir d'attribuer les aides en cause.

Si la décision est moins favorable que l'information donnée au mois de juillet, elle devra être clairement et explicitement motivée par écrit.

Cette commission comprend :

a) des membres de droit :

- le directeur de l'établissement (président) ou son représentant ;
- le ou la responsable de la gestion des bourses sur critères sociaux au sein de l'établissement ;
- le directeur départemental des impôts ou son représentant ;

- deux étudiants nommés pour une année scolaire et deux enseignants nommés pour deux ans par le conseil d'administration, ou leurs suppléants ;

- une assistante sociale.

b) des membres qu'il appartient au directeur de l'établissement de désigner :

- un représentant du rectorat ;
- des personnels enseignants.

c) à titre consultatif :

- le directeur du centre régional des œuvres universitaires et scolaires (CROUS) ou son représentant ;
- toute personne qu'il vous paraîtra utile d'inviter appartenant notamment aux services régionaux ou locaux de l'action sanitaire ou sociale, des impôts et de l'agriculture.

### B-2.4. - Révision de la décision ou examen d'une demande après la réunion de la commission locale

#### B-2.4.1. - Modification du montant de la bourse en cours d'année universitaire

Après le dépôt de sa demande de bourse, le candidat a la possibilité de signaler par lettre tout changement affectant sa situation personnelle, familiale ou financière entraînant une modification des points de charge et une baisse du montant des ressources prises en compte pour l'attribution de la bourse.

Dans le cas d'un tel changement de situation, il appartient au directeur de l'établissement de proposer la modification de la décision d'attribution d'une bourse.

*B-2.4.2. - En cas de non assiduité ou lorsque l'étudiant boursier ne se présente pas*, sans raison valable, aux examens correspondant à sa scolarité, un projet d'ordre de reversement d'une partie ou de la totalité de la bourse pourra être établi par les soins du directeur de l'établissement.

*B-2.4.3. - En cas de changement durable et notable de la situation de l'étudiant en cours d'année universitaire (cf. § B-2.1.),* une demande tardive présentée après la réunion de la commission locale des bourses est examinée par une commission *ad hoc* réunie par le directeur de l'établissement. Elle est transmise, accompagnée d'un avis motivé de cette commission, à l'autorité investie du pouvoir d'attribution des bourses sur critères sociaux.

### B-2.5. - Montant des bourses sur critères sociaux

Le montant (échelon) de la bourse attribuée est déterminé en fonction des critères sociaux retenus.

Le barème des ressources et le taux annuel des bourses sur critères sociaux par échelon sont ceux de l'enseignement supérieur fixé chaque année par arrêté interministériel publié au *Journal officiel* de la République française.

En application du barème national, un échelon « zéro » est attribué à certains étudiants. Cet échelon « zéro » permet à son bénéficiaire d'être exonéré des droits d'inscription et de sécurité sociale étudiante.

En outre, des dispositions particulières sont prévues dans certaines situations.

#### B-2.5.1. - Compléments de bourse

##### B-2.5.1.1. - Étudiantes reprenant leurs études après un congé de maternité

Le complément de bourse est accordé au cours de l'année universitaire qui suit le congé de maternité.

Pour bénéficier de cet avantage, l'étudiante devra remplir les conditions suivantes :

- a) être boursière, sans qu'il soit nécessaire de l'avoir été avant le congé de maternité ;
- b) avoir dû, soit retarder le début de ses études supérieures, soit les interrompre à l'issue d'une année universitaire couronnée de succès ;
- c) s'être inscrite ou réinscrite dans l'enseignement supérieur au plus tard à la première rentrée universitaire ayant suivi le congé de maternité.

##### B-2.5.1.2. - Autres cas

- a) étudiants inscrits dans un établissement de France continentale dont les parents résident en Corse ;
- b) étudiants ayant séjourné dans un établissement de cure ou de post-cure.

Les compléments de bourses prévus aux paragraphes B-2.5.1.1. et B-2.5.1.2. ne sont pas cumulables entre eux.

##### B-2.5.2. - Maintien de la bourse pour un quatrième terme à certains étudiants

Le maintien du paiement de la bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux pendant les grandes vacances universitaires (quatrième terme) est réservé aux étudiants titulaires d'une bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux. Sont exclus de cette aide les étudiants titulaires d'une bourse à échelon « zéro » et ceux inscrits en dernière année d'un cursus conduisant à la délivrance d'un diplôme sanctionnant une formation à bac + 5 ou plus, listé au § A-2.2. Les dispositions relatives au maintien du paiement de la bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux s'appliquent aux étudiants qui n'ont pas achevé leurs

études au 1<sup>er</sup> juillet de l'année universitaire au titre de laquelle ils ont obtenu cette bourse.

Cette disposition concerne :

- a) les étudiants boursiers en métropole à la charge de leurs parents ou de leur tuteur légal lorsque ceux-ci résident dans un département d'outre-mer (Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion), ou dans une collectivité d'outre-mer (Polynésie française, îles Wallis et Futuna, Mayotte, Saint-Pierre-et-Miquelon, Nouvelle-Calédonie) ;
- b) les étudiants boursiers français à la charge de leurs parents ou de leur tuteur légal lorsque ceux-ci résident à l'étranger (à l'exception des États membres de l'Union européenne et des pays riverains de la Méditerranée : Croatie, Yougoslavie, Albanie, Turquie, Liban, Israël, Syrie, Jordanie, Égypte, Libye, Maroc, Algérie, Tunisie) ;
- c) les étudiants boursiers pupilles de l'État et âgés au moins de 21 ans ;
- d) les étudiants orphelins de père et de mère ;
- e) sous réserve que la situation de leurs parents ou de leur tuteur légal ne leur permette pas d'assurer leur accueil pendant les grandes vacances universitaires, les étudiants boursiers français qui ont bénéficié auparavant des mesures de l'aide sociale à l'enfance ;
- f) les étudiants boursiers réfugiés titulaires de la carte de réfugiés délivrée par l'OFPRA.

##### B-2.5.3. - Étudiants des écoles nationales supérieures d'architecture de la région Île-de-France

Un complément de bourse est attribué aux étudiants des écoles nationales supérieures d'architecture de la région Île-de-France au titre de leurs frais de transports. Son montant est égal à celui versé aux étudiants des établissements placés sous la tutelle du ministère de l'éducation nationale. Il n'est pas versé aux étudiants bénéficiaires d'une bourse à « taux zéro ».

### **B-3. - Recours**

Le directeur de l'établissement notifie l'avis favorable ou défavorable de la commission locale des bourses. Cette notification devra préciser, en cas d'avis défavorable, le motif de celui-ci et indiquer les voies et délais de recours ouverts aux candidats.

#### B-3.1. - Procédure

Lorsqu'un candidat boursier conteste la décision prise suite à l'avis de la commission locale, le service des bourses de l'établissement devra l'informer plus amplement des raisons de refus de son dossier.

Tout candidat qui conteste une décision d'attribution de bourses sur critères sociaux peut demander une révision de son dossier par la Commission nationale des bourses dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de la décision.

Si le candidat décide de recourir à l'arbitrage de la Commission nationale, il devra transmettre au service des bourses son dossier accompagné des pièces suivantes :

- notification d'avis défavorable ;
- lettre indiquant clairement le ou les points contestés par le candidat ;
- en cas de dégradation de sa situation, une note émanant de l'assistante sociale du centre régional des œuvres universitaires et scolaires (CROUS) résumant la situation sociale du candidat.

Les recours devront être adressés au ministère de la culture et de la communication (direction de l'architecture et du patrimoine) sous couvert du directeur de l'école d'architecture qui émet obligatoirement un avis motivé accompagnant la transmission du recours.

#### B-3.2. - Commission nationale des bourses

La Commission nationale des bourses est composée de membres choisis au sein du ministère de tutelle et de personnalités extérieures.

Pour le ministère de tutelle :

- le sous-directeur chargé de l'enseignement de l'architecture, de la formation et de la recherche, président de la Commission nationale, ou son représentant ;
- le chef du bureau de l'enseignement ou son représentant ;
- le chef du bureau des écoles nationales supérieures d'architecture ou son représentant ;
- le responsable du secteur « bourses - action sociale ».

Pour les personnalités extérieures :

- le directeur d'une école nationale supérieure d'architecture de la région Île-de-France ;
- le directeur d'une école nationale supérieure d'architecture en région ;
- le gestionnaire des bourses sur critères sociaux au sein d'une école nationale supérieure d'architecture d'Île-de-France ;
- le gestionnaire des bourses sur critères sociaux au sein d'une école nationale supérieure d'architecture en région ;
- un représentant du ministère chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

- l'assistante sociale d'une école nationale supérieure d'architecture ;
- un représentant des services fiscaux.

#### B-3.3. - Décisions

La Commission nationale dont le rôle est consultatif, examine chaque dossier et émet un avis sur chacun d'eux, à la majorité de ses membres. Une réponse sera donnée à chaque recours, qu'elle soit favorable ou non au candidat.

Les décisions prises après avis de la commission par l'autorité investie du pouvoir d'attribuer les aides en cause ont un caractère définitif, sauf en cas de recours formé auprès du tribunal administratif compétent.

Une décision d'attribution peut porter sur un, deux ou trois trimestres ou sur l'octroi d'une aide à caractère exceptionnel d'un montant choisi parmi les taux trimestriels de bourse en vigueur.

Chaque décision est notifiée personnellement au candidat, et une copie de celle-ci est transmise au directeur de l'établissement. Elle peut être contestée par voie de recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois.

La direction de l'architecture et du patrimoine :  
La sous-directrice de l'enseignement de l'architecture,  
de la formation et de la recherche,  
Laurence Cassegrain

#### **Annexe I : évolution du coût de la vie mesurée par l'INSEE**

Les ressources prises en compte pour le calcul du droit à bourse d'un étudiant au titre de l'année universitaire sont celles de l'avant-dernière année civile.

Toutefois conformément aux dispositions du paragraphe A-2.1.1.1. de la circulaire, en cas de diminution notable et durable des ressources familiales, les revenus de la dernière année civile, voire ceux de l'année en cours peuvent être retenus. Dans ce cas, il devra être tenu compte de l'évolution du coût de la vie mesurée par l'INSEE :

- en 1999 : + 0,5 %
- en 2000 : + 1,58 %
- en 2001 : + 1,26 %
- en 2002 : + 1,8 %
- en 2003 : + 1,8 %
- en 2004 : + 2 %
- en 2005 : + %

## Annexe II : Calcul des points de charge

Le barème prévu au paragraphe A-2.1.2. de la circulaire est le suivant :

### CHARGES DE L'ÉTUDIANT

a) domicile familial :

- éloigné de 30 km à 249 km ou 4 zones carte orange pour les écoles de Paris intramuros .....	2
- éloigné de plus de 250 km .....	+1
C'est l'éloignement entre le domicile des parents et l'école en France qui est pris en compte.	
b) candidat atteint d'une incapacité permanente (non prise en charge à 100 % dans un internat) .....	2
c) candidat handicapé nécessitant l'aide d'une tierce personne .....	2
d) candidat pupille de la nation ou bénéficiaire d'une protection particulière .....	1
e) candidat marié dont les ressources du conjoint sont prises en compte, dans ce cas g) et h) ne seront pas pris en compte .....	1
f) pour chaque enfant à charge du candidat .....	1

### CHARGES DE LA FAMILLE

(du seul foyer fiscal auquel est rattaché l'étudiant)

g) pour chaque enfant à charge, étudiant dans l'enseignement supérieur, à l'exclusion du candidat boursier .....	3
h) pour chaque autre enfant à charge à l'exclusion du candidat boursier .....	1
i) père ou mère élevant seul un ou plusieurs enfants .....	1

#### **Arrêté n° MH.06-IMM.047 du 4 octobre 2006 portant classement au titre des monuments historiques de l'ancienne abbaye d'Auberive (Haute-Marne).**

Le ministre de la culture et de la communication,

Vu le code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret du 18 mars 1924 modifié pris pour l'application de la loi du 31 décembre 1913 ;

Vu le décret n° 2002-898 du 15 mai 2002 relatif aux attributions de la ministre de la culture et de la communication ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu l'arrêté du 3 octobre 1929 portant inscription de la façade du bâtiment principal sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques ;

Vu l'arrêté du 12 juin 1942 portant inscription des galeries, façades sur l'aire du cloître des bâtiments contenant ces galeries et la porte du 13<sup>e</sup> siècle dans la galerie sud sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques ;

Vu l'arrêté du 16 octobre 1956 portant classement parmi les monuments historiques de la grille en fer forgé du 18<sup>e</sup> siècle de la porte du parc avec son

encadrement de pierre et les murs circulaires situés de part et d'autre du portail ;

Vu l'arrêté du 28 juillet 2004 portant inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques de l'ancienne abbaye d'Auberive : les ailes ouest, nord et est des anciens bâtiments conventuels y compris la parcelle où se trouvait l'ancienne église et la galerie sud du cloître (cad. C.357), l'ancien chœur de l'église et les vestiges des murs est et sud du bras sud du transept, les pavillons d'entrée, les deux ponts, l'ancien moulin, le colombier et le mur d'enceinte ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites de Champagne-Ardenne en date du 6 mai 2004 ;

La Commission nationale des monuments historiques entendue en sa séance du 19 juin 2006 ;

Vu l'adhésion au classement donnée le 28 décembre 2005 par M. Jean-Claude Volot, président de la société GAIA, propriétaire ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation des bâtiments de l'ancienne abbaye d'Auberive à l'intérieur de l'enclos : les ailes ouest, nord et est des anciens bâtiments conventuels y compris la parcelle où se trouvait l'ancienne église et la galerie sud du cloître (cad. C.357), l'ancien chœur de l'église et les vestiges des murs est et sud du

bras sud du transept, les pavillons d'entrée, les deux ponts, l'ancien moulin, le colombier et le mur d'enceinte présente au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt public en raison de la qualité architecturale et historique constituée par cet ensemble,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Sont classés au titre des monuments historiques les bâtiments de l'ancienne abbaye d'Auberive à l'intérieur de l'enclos (Haute-Marne) : les ailes ouest, nord et est des anciens bâtiments conventuels y compris la parcelle où se trouvait l'ancienne église et la galerie sud du cloître (cad. C.357), l'ancien chœur de l'église et les vestiges des murs est et sud du bras sud du transept, les pavillons d'entrée, les deux ponts, l'ancien moulin, le colombier et le mur d'enceinte, figurant au cadastre section C sur les parcelles suivantes : n° 30 d'une contenance de 35a 43ca, n° 33 d'une contenance de 9a 54ca, n° 34 d'une contenance de 5a 82ca, n° 35 d'une contenance de 2a 82ca, n° 36 d'une contenance de 4a 4ca, n° 37 d'une contenance de 2a 24ca, n° 38 d'une contenance de 6a 21ca, n° 426 d'une contenance de 45ca, n° 427 d'une contenance de 1a 30ca, n° 170 d'une contenance de 50a 70ca, n° 171 d'une contenance de 22a 80ca, n° 172 d'une contenance de 91a, n° 173 d'une contenance de 64a 22ca, n° 175 d'une contenance de 8a 38ca, n° 177 d'une contenance de 1ha 42a 67ca, n° 178 d'une contenance de 53a 95ca, n° 180 d'une contenance de 8a 26ca, n° 181 de 1a 97ca et C. 357 d'une contenance de 1ha 5a 70ca appartenant à GAIA, société par actions simplifiée, constituée le 15 mai 2002 et enregistrée au registre du commerce et des sociétés de Nanterre (Hauts-de-Seine) sous le n° 442 418 752, ayant son siège social 79, avenue de Bellevue, 92290 Chatenay-Malabry et pour président M. Volot Jean-Claude, demeurant à la même adresse. Celle-ci en est propriétaire par acte passé devant M<sup>e</sup> Esperandieu, notaire à Dijon (Côte-d'Or), le 8 octobre 2004 et publié au bureau des hypothèques de Chaumont (Haute-Marne), le 12 décembre 2004, volume 2004 P, n° 5568.

**Art. 2.** - Le présent arrêté se substitue aux arrêtés d'inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques des 3 octobre 1929, 12 juin 1942 et 28 juillet 2004 susvisés et complète l'arrêté de classement du 16 octobre 1956 susvisé.

**Art. 3.** - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

**Art. 4.** - Il sera notifié au préfet du département, au maire de la commune et au propriétaire, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour le ministre et par délégation :  
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,  
Michel Clément

**Arrêté n° MH.06-IMM.048 du 4 octobre 2006 portant inscription au titre des monuments historiques des sols à l'intérieur de l'enclos de l'ancienne abbaye d'Auberive (Haute-Marne), du bief avec ses aménagements et de plusieurs bâtiments liés au passé pénitentiaire d'Auberive.**

Le ministre de la culture et de la communication,

Vu le code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret du 18 mars 1924 modifié pris pour l'application de la loi du 31 décembre 1913 ;

Vu le décret n° 2002-898 du 15 mai 2002 relatif aux attributions de la ministre de la culture et de la communication ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu l'arrêté du 28 juillet 2004 portant inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques de l'ancienne abbaye d'Auberive : les ailes ouest, nord et est des anciens bâtiments conventuels y compris la parcelle où se trouvait l'ancienne église et la galerie sud du cloître (cad. C.357), l'ancien chœur de l'église et les vestiges des murs est et sud du bras sud du transept, les pavillons d'entrée, les deux ponts, l'ancien moulin, le colombier et le mur d'enceinte ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites de Champagne-Ardenne en date du 6 mai 2004 ;

La Commission nationale des monuments historiques entendue en sa séance du 19 juin 2006 ;

Vu l'arrêté de classement au titre des monuments historiques du 4 octobre 2006 ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que les sols à l'intérieur de l'enclos de l'ancienne abbaye d'Auberive, le bief avec ses aménagements y compris les maçonneries bordant le bief et l'Aube, l'église néogothique et le quartier disciplinaire de l'ancienne colonie agricole pénitentiaire présentent au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt suffisant pour en rendre désirable la préservation en raison de leur histoire et de leur architecture illustrant le passé monastique et pénitentiaire du site de l'abbaye d'Auberive.

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Sont inscrits, au titre des monuments historiques, les sols à l'intérieur de l'enclos de l'ancienne abbaye d'Auberive (Haute-Marne), le bief avec ses aménagements y compris les maçonneries bordant le bief et l'Aube, l'église néogothique et le quartier disciplinaire de l'ancienne colonie agricole pénitentiaire figurant au cadastre section C sur les parcelles suivantes : n° 30 d'une contenance de 35a

43ca, n° 33 d'une contenance de 9a 54ca, n° 34 d'une contenance de 5a 82ca, n° 35 d'une contenance de 2a 82ca, n° 36 d'une contenance de 4a 4ca, n° 37 d'une contenance de 2a 24ca, n° 38 d'une contenance de 6a 21ca, n° 426 d'une contenance de 45ca, n° 427 d'une contenance de 1a 30ca, n° 170 d'une contenance de 50a 70ca, n° 171 d'une contenance de 22a 80ca, n° 172 d'une contenance de 91a, n° 173 d'une contenance de 64a 22ca, n° 422 d'une contenance de 16ca, n° 423 d'une contenance de 15ca, n° 175 d'une contenance de 8a 38ca, n° 177 d'une contenance de 1ha 42a 67ca, n° 178 d'une contenance de 53a 95ca, n° 424 d'une contenance de 8ca, n° 425 d'une contenance de 10ca, n° 180 d'une contenance de 8a 26ca, n° 181 de 1a 97ca et n° 182 d'une contenance de 13a 41ca appartenant à GAIA, société par actions simplifiée, constituée le 15 mai 2002 et enregistrée au registre du commerce et des sociétés de Nanterre (Hauts-de-Seine) sous le n° 442 418 752, ayant son siège social 79, avenue de Bellevue, 92290 Chatenay-Malabry et pour président M. Volot Jean-Claude, demeurant à la même adresse. Celle-ci en est propriétaire par acte passé devant M<sup>e</sup> Esperandieu, notaire à Dijon (Côte-d'Or), le 8 octobre 2004 et publié au bureau des hypothèques de Chaumont (Haute-Marne), le 12 décembre 2004, volume 2004 P, n° 5568.

**Art. 2.** - Le présent arrêté complète l'arrêté de classement au titre des monuments historiques susvisé du 4 octobre 2006.

**Art. 3.** - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble inscrit.

**Art. 4.** - Il sera notifié au préfet du département, au maire de la commune et au propriétaire, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour le ministre et par délégation :  
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,  
Michel Clément

**Arrêté n° MH.06-IMM.049 du 20 octobre 2006 portant classement au titre des monuments historiques de l'hôtel de Rouvière à Marvejols (Lozère).**

Le ministre de la culture et de la communication,

Vu le code du patrimoine livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret du 18 mars 1924 modifié pris pour l'application de la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 modifié relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites

et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;  
Vu le décret n° 2002-898 du 15 mai 2002 relatif aux attributions du ministre de la culture et de la communication ;

Vu l'arrêté portant inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques de l'hôtel de Rouvière à Marvejols (Lozère) en date du 10 octobre 2005 ;

La commission régionale du patrimoine et des sites de la région Languedoc-Roussillon entendue, en sa séance du 15 septembre 2005 ;

La Commission nationale des monuments historiques entendue, en sa séance du 25 septembre 2006 ;

Vu l'adhésion au classement au titre des monuments historiques donnée par délibération du conseil municipal de la commune propriétaire en date du 3 mars 2006 ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que l'hôtel de Rouvière à Marvejols (Lozère) présente un intérêt public d'histoire et d'art en raison de la qualité de l'architecture, du second œuvre et de la rareté du décor intérieur, restés exceptionnellement authentiques, de cette demeure bourgeoise caractéristique de la deuxième moitié du XVII<sup>e</sup> siècle,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est classé au titre des monuments historiques, en totalité, l'hôtel de Rouvière à Marvejols (Lozère), figurant au cadastre, section D, parcelle n° 482, d'une contenance de 3a 90ca et appartenant à la commune de Marvejols identifiée sous le n° de SIRET 21 48 00 922 000 12.

Celle-ci en est propriétaire par achat, acte passé le 28 novembre 2003 devant M<sup>e</sup> Philippe Boulet, notaire à Marvejols (Lozère) et publié au bureau des hypothèques de Mende (Lozère) le 16 décembre 2003, volume 2003 P, n° 4680.

**Art. 2.** - Le présent arrêté se substitue à l'arrêté d'inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques du 10 octobre 2006 susvisé.

**Art. 3.** - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

**Art. 4.** - Il sera notifié au préfet du département et au maire de la commune propriétaire, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour le ministre et par délégation :  
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,  
Michel Clément

**Arrêté n° MH.06-IMM.050 du 23 octobre 2006 portant classement parmi les monuments historiques d'une partie de l'oppidum de Roque de Viou à Saint-Dionisy (Gard).**

Le ministre de la culture et de la communication,

Vu le code du patrimoine livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret du 18 mars 1924 modifié pris pour l'application de la loi du 31 décembre 1913 ;

Vu le décret n° 2002-898 du 15 mai 2002 relatif aux attributions du ministre de la culture et de la communication ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 modifié relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu l'arrêté portant inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques de l'ensemble de l'oppidum de Roque de Viou à Saint-Dionisy (Gard) en date du 3 avril 1980 ;

La commission régionale du patrimoine et des sites de la région Languedoc-Roussillon entendue, en sa séance du 28 novembre 2002 ;

La Commission supérieure des monuments historiques entendue, en sa séance du 15 mars 2004 ;

Vu l'adhésion au classement parmi les monuments historiques donnée par délibération du conseil municipal de la commune propriétaire en date du 26 septembre 2003 ;

Vu les lettres d'adhésion au classement des propriétaires suivants : M. Guirard Jean-Pierre en date du 18 septembre 2006, de M. Perrier Jean-Claude en date du 10 décembre 2002, de M. Coste Daniel en date du 21 décembre 2002, de M. Manset Robert en date du 9 janvier 2003, de Mme Lafont Simone née Manset en date du 13 décembre 2002, de Mme Lafont Alice, divorcée Bellanger, en date du 11 décembre 2002, de M. Cantier Michel en date du 11 décembre 2002, de M. Castang Robert en date du 6 mars 2004, de M. Rampon André en date du 13 mars 2006, de Mme Lion Marie-Claude, née Rampon, en date du 17 mars 2004 ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que l'oppidum de Roque de Viou à Saint-Dionisy (Gard) présente un intérêt public d'histoire et d'art en raison de l'intérêt exceptionnel de ce site occupé dès la fin du VII<sup>e</sup> siècle avant J.C,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Sont classées parmi les monuments historiques, en totalité, les parcelles suivantes, partie de l'oppidum de Roque de Viou à Saint-Dionisy (Gard), figurant au cadastre, section AC, parcelles n°s 5, 7 à 9, 11, 12, 14, 15, 16, 18, 23, 24, 27 à 32 et 36 à 38, d'une contenance respective de :

- 11a 68ca et 14ha 26a 82ca pour les parcelles n°s 28 et 38 appartenant à la commune de Saint-Dionisy (Gard) identifiée sous le n° SIRET 213 00249 6000 15 ; celle-ci en est propriétaire depuis une date antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 1956 ;

- 34a 86ca pour la parcelle n° 11 appartenant à Mme Manset Simone, née le 1<sup>er</sup> juillet 1929 à Saint-Dionisy (Gard), épouse de M. Lafont Max, Albert, né le 29 septembre 1924 à Saint-Dionisy (Gard) et demeurant 13, rue de la forge à Saint-Dionisy (Gard) ; celle-ci en est propriétaire par acte passé le 28 juin 1985 devant M<sup>e</sup> Garnier, notaire à Clarensac (Gard) et publié le 29 juillet 1985, volume 341, n° 276 ;

- 16a 32ca, 13a 39ca, 5a 5ca et 1a 82ca pour les parcelles n°s 9, 12, 31 et 32 appartenant à Mme Lafont Alice, Élisabeth, née le 3 février 1934 à Saint-Dionisy (Gard), divorcée de M. Bellanger Philippe et demeurant 12, rue Becagrun à Saint-Dionisy (Gard) ; celle-ci en est propriétaire par acte passé le 27 octobre 1987 devant M<sup>e</sup> Granier, notaire à Calvisson (Gard) et publié le 12 novembre 1987, volume 391, n° 277 ;

- 24a 75ca et 4a 24ca pour les parcelles n°s 29 et 37 appartenant à M. Manset Robert, né le 19 mars 1934 à Aigues-Vives (Gard), époux de Mme Rouvaret Andrée, Line, née le 7 mai 1941 à Vauvert (Gard) et demeurant 6, avenue de la gare à Saint-Dionisy (Gard) ; celui-ci en est propriétaire par acte passé le 28 juin 1985 devant M<sup>e</sup> Garnier, notaire à Clarensac (Gard) et publié le 29 juillet 1985, volume 341, n° 276 ;

- 10a 27ca et 13a 5ca pour les parcelles n°s 5 et 14 appartenant à M. Coste Daniel, Émile, né le 9 janvier 1944 à Saint-Dionisy (Gard), époux de Mme Martin Odile, née le 7 août 1949 à Saint-Bresson (Gard) et demeurant route de Calvisson à Saint-Dionisy (Gard) ; celui-ci en est propriétaire pour la parcelle n° 5 par acte passé le 20 mars 1998 devant M<sup>e</sup> Granier, notaire à Calvisson (Gard) et publié le 8 avril 1998, volume 1998 P, n° 3843 ; pour la parcelle n° 14 par achat passé le 11 septembre 1972 devant M<sup>e</sup> Blatière, notaire à La Grand'Combe (Gard) et publié le 27 septembre 1972, volume 42, n° 208 ;

- 24a 29ca pour la parcelle n° 18 appartenant à M. Castang Robert, né le 23 juin 1920 à Saint-Dionisy (Gard), époux de Mme Delichère Josette et demeurant 3, rue du Viel-Four à Saint-Dionisy (Gard) ; celui-ci en est propriétaire par acte passé le 20 juin 1968 devant M<sup>e</sup> Blatière, notaire à La Grand'Combe (Gard) et M<sup>e</sup> Garnier, notaire à Clarensac (Gard) et publié le 3 juillet 1968, volume 7, n° 353 ;

- 21a 73ca et 62a 21ca pour les parcelles n°s 15 et 24 appartenant en indivision à M. Rampon André, né le 16 août 1938 à Nîmes (Gard), époux de Mme Palussière Odile et demeurant 50, boulevard Victor-Beaussier à Angers (Maine-et-Loire) et à Mme Rampon Marie-Claude, née le 19 février 1943 à



Saint-Maurice-de-Cazeville (Gard), épouse de M. Lion Jean et demeurant Le Blierot C, 22, avenue Guynemer à Marignane (Bouches-du-Rhône) ; ceux-ci en sont propriétaires par attestation après décès, acte passé le 21 mai 1969 devant M<sup>e</sup> Garnier, notaire à Clarensac (Gard) et publié le 19 juin 1969, volume 40, n° 278 ;

- 13a 5ca pour la parcelle n° 27 appartenant à M. Cantier Michel, Albin, né le 19 octobre 1937 à Nîmes (Gard), époux de Mme Aurillon et demeurant 13, rue de la Cave coopérative à Clarensac (Gard) ; celui-ci en est propriétaire par acte passé le 21 janvier 1977 devant M<sup>e</sup> Garnier, notaire à Clarensac (Gard) et publié le 28 février 1977, volume 141, n° 309 ;

- 13a 51ca et 31a 59ca pour les parcelles n°s 16 et 36 appartenant à M. Perrier Jean-Claude, Daniel, Armand, né le 9 mai 1950 à Saint-Dionisy (Gard), divorcé de Mme Bouchot Dominique et demeurant Le Clos des Vanneaux, 3, impasse des Vanneaux à Milhaud (Gard) ; celui-ci en est propriétaire par attestation après décès, acte passé le 26 janvier 1991 devant M<sup>e</sup> Ditisheim, notaire à Vauvert (Gard) et publié le 5 février 1991, volume 1991 P, n° 1397 ;

- 21a 53ca, 26a 15ca, 8a 9ca et 29a 14ca pour les parcelles n°s 7, 8, 23 et 30 appartenant à M. Guirard Jean-Pierre, né le 19 mai 1934 à Nîmes (Gard), époux de Mme Beze Nicole et demeurant 497, rue des Trois Ponts à Nîmes (Gard) ; celui-ci en est propriétaire par attestation après décès, acte passé le 29 septembre 2005 devant M<sup>e</sup> Flaissier, notaire à Nîmes (Gard) et publié le 24 février 2006, volume 2006 P, n° 2638.

**Art. 2.** - Le présent arrêté se substitue, en ce qui concerne les parties classées, à l'arrêté d'inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques du 3 avril 1980 susvisé.

**Art. 3.** - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

**Art. 4.** - Il sera notifié au préfet du département, au maire de la commune et aux propriétaires intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour le ministre et par délégation :  
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,  
Michel Clément

**Arrêté n° MH.06-IMM.051 du 26 octobre 2006 portant classement parmi les monuments historiques de l'église Saint-Jean-Baptiste de Long (Somme).**

Le ministre de la culture et de la communication,  
Vu le code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret du 18 mars 1924 modifié pris pour l'application de la loi du 31 décembre 1913 ;

Vu le décret n° 2002-898 du 15 mai 2002 relatif aux attributions du ministre de la culture et de la communication ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu l'arrêté en date du 19 février 1926 portant inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques du clocher de l'église Saint-Jean-Baptiste de Long (Somme) ;

Vu l'arrêté en date du 4 novembre 1994 portant inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques de l'église Saint-Jean-Baptiste de Long (Somme) en totalité ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites de la région Picardie en date du 25 avril 2004, confirmant l'avis de la commission régionale du patrimoine historiques, archéologique et ethnologique du 16 mars 1994 ;

La Commission nationale des monuments historiques entendue en sa séance du 22 mai 2006 ;

Vu l'adhésion au classement donnée par délibération du conseil municipal de Long en date du 6 septembre 2006 ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation de l'église Saint-Jean-Baptiste de Long (Somme) présente au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt public en raison du haut intérêt de son clocher à flèche de pierre représentatif des clochers de la vallée de la Somme et en raison de l'homogénéité de l'architecture et du décor néogothique de la nef et du chœur, de la qualité de leur construction et de leur date précoce, qui font de cet édifice une des premières églises néogothiques de Picardie,

Arrêté :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est classée parmi les monuments historiques l'église Saint-Jean-Baptiste de Long (Somme) en totalité, figurant au cadastre, section AL, parcelle n° 144, d'une contenance de 34a, 63ca et appartenant à la commune de Long (Somme) depuis une date antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 1956.

**Art. 2.** - Le présent arrêté se substitue aux arrêtés d'inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques susvisé du 19 février 1926 et du 4 novembre 1994.

**Art. 3.** - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

**Art. - 4.** - Il sera notifié au préfet du département, au maire de la commune et au clergé affectataire, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour le ministre et par délégation :  
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,  
Michel Clément

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Mme Annick Notter, conservatrice en chef du patrimoine, est nommée directrice adjointe du service à compétence nationale du musée et du domaine national du château de Fontainebleau.

**Art. 2.** - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la culture et de la communication.

Le ministre de la culture et de la communication,  
Renaud Donnedieu de Vabres

---

---

## DIRECTION DES MUSÉES DE FRANCE

### Arrêté du 29 septembre 2006 portant nomination de membre de la Commission nationale d'évaluation.

Le ministre de la culture et de la communication,  
Vu le code du patrimoine, notamment son article L. 442-8 ;  
Vu le décret n° 2002-628 du 25 avril 2002 pris pour l'application de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002 relative aux musées de France, notamment ses articles 10, 11 et 12 ;  
Vu l'arrêté du 20 mai 2003, modifié, portant désignation des membres de la Commission nationale d'évaluation,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Est nommée membre suppléant de la Commission nationale d'évaluation au titre des personnalités choisies pour leurs compétences scientifiques mentionnées au 2°) de l'art. 12 du décret susvisé : Mme Catherine Morin-Desailly, sénatrice, adjointe au maire de Rouen.

**Art. 2.** - La directrice des musées de France est chargé de l'exécution du présent arrêté.

La directrice des musées de France,  
Francine Mariani-Ducray

### Arrêté du 10 octobre 2006 portant nomination de la directrice adjointe du service à compétence nationale du musée et du domaine national du château de Fontainebleau.

Le ministre de la culture et de la communication,  
Vu l'arrêté du 3 mars 1999 érigeant le musée et le domaine de Fontainebleau en service à compétence nationale, modifié par l'arrêté du 24 juillet 2003,

Arrête :

---

---

## DÉLÉGATION AU DÉVELOPPEMENT ET AUX AFFAIRES INTERNATIONALES

**Circulaire DGEFP/DDAI n° 2006/010 du 9 octobre 2006 relative à la mise en œuvre du programme « contrats d'accompagnement dans l'emploi-contrats d'avenir » dans le cadre du plan de cohésion sociale appliqué au secteur culturel.**  
Le ministre de l'emploi de la cohésion sociale et du logement,

Le ministre de la culture et de la communication,  
à

Messieurs les préfets de région

Directions régionales du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle

Directions régionales des affaires culturelles (pour attribution)

Mesdames et messieurs les préfets de départements  
Directions départementales du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (pour attribution)

Monsieur le directeur général de l'AFPA (pour information)

Monsieur le directeur général de l'ANPE (pour information)

### Textes de référence :

- Code du travail : Art L. 322-4-7 et L. 322-4-9 ;  
Art L. 322-4-10 à L. 322-4-13 ; Art R. 322-16 à R. 322-16-3 ; Art R. 322-17 à R. 322-17-12, article D. 322-23 ;

- Loi n° 2005-32 du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale ;

- Loi n° 2005-841 du 26 juillet 2005 relative au développement des services à la personne et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale ;

- Loi n° 2006-339 du 23 mars 2006 relative au retour à l'emploi et sur les droits et les devoirs des bénéficiaires de minima sociaux ;

- Décret n° 2005-243 du 17 mars 2005 relatif aux CIE

(contrats-initiative-emploi) et aux CAE (contrats d'accompagnement dans l'emploi) ;

- Décret n° 2005-242 du 17 mars 2005 modifié par le décret n° 2006-342 du 22 mars 2006 relatif au contrat d'avenir, au contrat insertion-revenu minimum d'activité ;

- Décret n° 2005-914 du 2 août 2005 modifié par le décret n° 2006-266 du 8 mars 2006 relatif à l'aide de l'État afférente au contrat d'avenir ;

- Circulaire DGEFP n° 2005-12 du 21 mars 2005 relatif à la mise en œuvre du contrat d'accompagnement dans l'emploi (CAE) ;

- Circulaire DGEFP n° 2005-13 du 21 mars 2005 relative à la mise en œuvre du contrat d'avenir (CA) ;

- Circulaire DGEFP n° 2005/24 du 30 juin 2005 relative aux modalités d'accès à la formation professionnelle et de mise en œuvre des actions d'accompagnement des bénéficiaires de contrats aidés : CIE, CAE, contrat d'avenir et contrat insertion-revenu minimum d'activité ;

- Circulaire du ministre de la culture et de la communication du 29 juillet 2005.

#### **Annexes :**

Annexe 1 : Le contrat d'accompagnement dans l'emploi (CAE)

Annexe 2 : Le contrat d'avenir (CA)

Annexe 3 : Tableau récapitulatif des taux de prise en charge du contrat d'accompagnement dans l'emploi (CAE) et du contrat d'avenir (CA)

La loi n° 2005-32 de programmation et de cohésion sociale modifie profondément les contrats aidés du secteur non marchand en créant deux nouveaux types de contrats : le contrat d'accompagnement dans l'emploi (CAE) qui vise à permettre le retour à l'emploi des personnes ayant des difficultés particulières d'accès au marché du travail, et le contrat d'avenir, destiné au retour à l'emploi des bénéficiaires de minima sociaux.

La mise en œuvre de ces contrats, au cœur du plan de cohésion sociale, nécessite une étroite coopération entre les employeurs et le service public de l'emploi. Le secteur de la culture peut offrir de nombreuses opportunités d'emplois pour les publics visés par les dispositions du plan de cohésion sociale.

La présente circulaire précise :

- Le cadre de mise en œuvre de ces contrats pour les secteurs d'activité relevant du ministère de la culture et de la communication ;

- Les actions prioritaires à mener pour favoriser l'insertion professionnelle des personnes éloignées de

l'emploi dans les secteurs de la culture et de la communication ;

- Les profils et compétences attendus des personnes recrutées ainsi que le type d'employeurs potentiels.

La structuration au niveau régional des services du ministère de la culture et de la communication appelle des procédures de coordination et d'information particulières en lien avec les services déconcentrés et les différents opérateurs du ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement (DDTEFP et DRTEFP), des services de l'ANPE, chargés de la mise en relation entre les demandeurs d'emploi et les employeurs, afin de leur fournir un cadre de référence. De la même façon, un lien étroit doit être assuré avec le Centre national d'appui et de ressources culture (CNAR Culture) ainsi qu'avec les centres régionaux de ressources et d'animation (C2RA) au niveau régional et les dispositifs locaux d'accompagnement (DLA) au niveau départemental.

#### **I. Objectifs prioritaires**

##### **1) Favoriser l'accès à la culture comme élément d'insertion professionnelle pour tous les publics**

a) L'intégration des jeunes résidant dans les quartiers de la politique de la ville est un objectif prioritaire de l'action du gouvernement. Il passe notamment par un accès renforcé à la culture sous toutes ses formes. L'emploi est un vecteur d'intégration essentiel : le secteur culturel est plus naturellement ouvert à des recrutements diversifiés.

Cet objectif justifie le développement :

- Des emplois d'accompagnateurs dans les associations de proximité, pour aider à formaliser des projets culturels ;
- Des emplois de médiation dans les structures culturelles.

Vous veillerez à accompagner ce mouvement, afin de permettre simultanément l'insertion professionnelle et l'accès à la culture. Il s'agira d'enclencher une dynamique associant les associations de proximité sur chaque territoire. Les niveaux de qualification requis sont indiqués dans le tableau en annexe.

Une partie significative des embauches doit se faire par recrutement local dans les quartiers de jeunes en difficultés professionnelles afin de les sensibiliser à la richesse culturelle des équipements de leur territoire qu'ils doivent s'approprier et faire vivre.

b) Vous aurez également le souci de répondre aux besoins d'accès à la culture mais aussi d'accès à l'emploi des personnes handicapées (en utilisant

notamment le contrat d'avenir) ainsi que des besoins exprimés par les associations qui œuvrent en faveur des publics spécifiques (associations caritatives, fédérations d'éducation populaires) et dans les établissements pénitentiaires ou les hôpitaux.

Les institutions culturelles jouent un rôle irremplaçable dans la mobilisation citoyenne et doivent être exemplaires dans le recrutement des personnels, notamment dans la dimension de lutte contre les discriminations.

## **2) Développer l'éducation artistique et culturelle**

Le plan de relance gouvernemental de l'éducation artistique et culturelle de janvier 2005 a rendu obligatoire l'insertion d'un volet art et culture dans le projet pédagogique de chaque école et établissement scolaire. De la même façon, toute structure culturelle subventionnée par le ministère de la culture doit développer dans ses missions une action éducative destinée aux plus jeunes de nos concitoyens tant dans le cadre scolaire que dans les activités périscolaires et des loisirs.

Ceci doit se traduire notamment par une mise en relation des écoles et des établissements scolaires avec les structures et les lieux artistiques et culturels situés dans leur proximité afin de favoriser leur découverte mutuelle et leur parrainage réciproque.

Vous favoriserez les « jumelages » des écoles avec une ou plusieurs structures, lieux et équipes artistiques et culturelles, avec l'objectif d'éveiller l'esprit des enfants aux formes artistiques et culturelles et inscrire cet apprentissage dans une compréhension à la fois de notre héritage et des formes de création contemporaine, participant de ce fait à la structuration de l'identité culturelle des personnes concernées.

## **3) Professionnalisation des emplois et consolidation des structures culturelles**

Ces embauches doivent soutenir la professionnalisation des emplois et la consolidation des structures culturelles, notamment en maintenant les acquis des efforts consentis dans le cadre des dispositifs précédents de l'emploi culturel et en consolidant les postes. Vous serez particulièrement attentifs au plan de formation et à la démarche de VAE entrepris par les structures employeuses pour ces nouveaux salariés.

## **II. Structures culturelles et types de postes concernés prioritairement**

### **1) Structures et lieux particulièrement concernés par les objectifs 1 et 2**

Le travail de repérage doit s'effectuer en fonction du maillage des ressources du terrain de toutes les équipes

artistiques travaillant dans le domaine du spectacle vivant : musique, danse, théâtre, art du cirque.

Il en est de même pour les ressources de terrain ayant trait au patrimoine : archives, musées, jardins, monuments classés, chantiers archéologiques et ensembles repérés par les services de l'inventaire, patrimoine historique non classé, lieux de mémoire, patrimoine civil et religieux (mairies et ouvrages d'art, cathédrales, églises et abbayes), patrimoine rural et urbain, patrimoine militaire, architecture contemporaine et CAUE, bibliothèques et médiathèques départementales et municipales, maisons d'écrivains, œuvres de la commande publique, FRAC et centres d'art contemporain.

Les lieux et équipes qui s'engagent dans des pratiques innovantes (« Les nouveaux territoires de l'art », les friches culturelles, lieux de fabriques) devront faire l'objet d'une attention particulière. Ils constituent des laboratoires de la création contemporaine sous toutes ses formes. Ces projets émergents répondent à une logique de proximité et d'amélioration de la qualité de vie dans les quartiers en difficulté et entrent dans le cadre de la rénovation urbaine. Il convient d'être attentif à la valorisation des formes de création issues du métissage et de l'effervescence culturelle dont témoignent les lieux de création alternatifs ainsi qu'à l'aide à la création d'emplois pour assurer leur développement.

## **2) Emplois de médiation, emplois d'accompagnateurs et guides-conférenciers**

Trois types d'emplois qui concourent à l'élaboration de projets d'action éducative et culturelle entrent dans le champ de la présente circulaire :

- Les emplois de médiation dans les services éducatifs et les services des publics des structures culturelles seront favorisés. Les emplois créant un lien entre les établissements scolaires et les équipes artistiques et culturelles seront étudiés avec attention particulière. Ils exigent un niveau de formation initiale suffisant pour accéder rapidement à l'encadrement des projets d'action culturelle. Une courte mise à niveau peut être envisagée.

Les profils concernés sont les diplômés des lettres et des arts, issus des universités et des établissements d'enseignements supérieurs du ministère de la culture (Bac + 2 minimum), des personnes ayant une qualification ou une expérience dans le domaine artistique ou culturel dans la mesure où elles connaissent des difficultés particulières d'accès à l'emploi.

- Les emplois d'accompagnateurs dans les associations de proximité seront également développés pour aider à la formalisation de projets culturels en insistant sur

le recrutement local dans les quartiers. Ces emplois ne requièrent pas le même niveau de qualification ainsi que l'indique le tableau joint en annexe, et doivent être l'occasion de favoriser l'intégration de candidats issus de zones sensibles.

Par ailleurs les recrutements opérés par les structures concernées par la lutte contre l'exclusion seront également privilégiés : fédérations d'éducation populaire, espaces culturels multimédias, nouveaux lieux de pratiques culturelles (les nouveaux territoires de l'art), les associations de proximité.

- Les guides-conférenciers du patrimoine : rôle de médiation.

Le développement de l'emploi des guides-conférenciers agréés par le ministère de la culture au sein des collectivités du réseau des « Villes et pays d'art et d'histoire » doit être encouragé. Il s'agit d'une véritable mission d'action culturelle dans la mesure où ces agents se voient confier, en complément des visites guidées, des animations pédagogiques et des travaux de recherche sous l'autorité de l'animateur de l'architecture et du patrimoine.

### **III. Spécificités du secteur culturel**

Le contrat d'accompagnement dans l'emploi et le contrat d'avenir sont susceptibles d'apporter une réponse adaptée aux situations de réorientation ou de reconversion vers des emplois émergents ou pour satisfaire des besoins actuellement non-satisfaits, essentiellement des emplois de médiation, de développement ou d'accompagnement.

#### **1) Temps de travail**

Le contrat d'accompagnement dans l'emploi peut être conclu pour une durée hebdomadaire de 20 heures minimum. Le niveau de prise en charge financière par l'État, la durée du contrat et la durée hebdomadaire de travail faisant l'objet d'une prise en charge financière par l'État sont précisés dans une convention. Les taux de prise en charge sont définis par arrêté du préfet de région en fonction des spécificités des publics. Sous réserve des 20 heures hebdomadaires minimum, la durée de travail pour les salariés en CAE suit les règles de droit commun applicables aux autres salariés dans l'établissement (notamment en cas d'accord collectif comportant une modulation du temps de travail).

Le contrat d'avenir est un contrat à durée déterminée de 24 mois conclu au profit de bénéficiaires de minima sociaux (RMI, ASS, API, AAH) pour une durée

hebdomadaire de 26 heures. Des variations saisonnières sont possibles suivant les besoins de chaque type de poste dans le cadre du temps de travail annuel applicable dès lors qu'une durée moyenne de 26 heures est respectée sur tout ou partie de l'année.

#### **2) Lien avec les précédents dispositifs d'aides à l'emploi, notamment les emplois-jeunes**

De la même façon qu'à l'issue de leur convention, certains salariés en CES ou CEC peuvent se voir proposer un CAE s'ils rencontrent des difficultés particulières d'accès à l'emploi, la situation des salariés sortant d'un contrat emplois jeunes, devra faire l'objet d'un examen approfondi. S'il s'avère qu'aucune autre solution ne peut être dégagée à court terme, un CAE pourra alors être proposé.

#### **3) Les nouvelles formes d'emploi et d'organisation du travail**

Les emplois créés dans ce cadre peuvent favoriser la mise en commun de compétences et de mutualisation de moyens, notamment dans les zones rurales ou urbaines. Il convient donc d'envisager la possibilité de faire appel à des groupements d'employeurs. Par ailleurs, vous informerez les petites associations qu'elles peuvent utilement avoir recours aux possibilités offertes par le chèque emploi associatif et le dispositif Impact emploi lorsqu'elles ne ressortissent pas au champ du spectacle vivant (qui dispose du GUSO).

Afin de faciliter le travail des ANPE et de leur fournir des repères utiles, vous trouverez en annexe de ce texte un tableau synoptique qui récapitule les axes principaux d'actions prioritaires ainsi que des précisions, relatives à l'usage de ces contrats ainsi que les types d'employeurs bénéficiaires, les profils et compétences souhaitées des personnes recrutées et le type d'actions visées.

Cette instruction sera complétée par plusieurs accords cadres sectoriels élaborés conjointement par les services des deux ministères et les secteurs professionnels concernés.

Pour le ministre de la culture et de la communication  
et par délégation :

Le délégué au développement et aux affaires internationales,  
Benoît Paumier

Pour le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale  
et du logement et par délégation :

Le délégué général à l'emploi et à la formation professionnelle,  
Jean Gaeremynck

## **Annexe n° 1 : Le contrat d'accompagnement dans l'emploi (CAE)**

Le CAE est un contrat de droit privé, à durée déterminée, renouvelable dans la limite de 24 mois. La conclusion de chaque contrat est subordonnée à la signature d'une convention entre le directeur de l'agence locale de l'ANPE, en sa qualité de représentant de l'État, et l'employeur.

Un modèle de convention de CAE est disponible sur le site [www.travail.gouv.fr](http://www.travail.gouv.fr)

### **\* À qui s'adresse le CAE ?**

Il s'adresse aux « personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles d'accès à l'emploi ». Le profil des publics prioritaires peut ensuite être défini par le service public de l'emploi au niveau régional.

Les personnes qui à l'échéance de leur contrat CES ou CEC sont sans perspective d'emploi sur le marché du travail peuvent se voir proposer un contrat d'accompagnement dans l'emploi.

### **\* Quels sont les interlocuteurs pour définir l'offre d'insertion dans ce secteur ?**

Le SPER (le service public de l'emploi régional) et le SPED (le service de l'emploi départemental) élaborent avec les services concernés et les représentants des employeurs des plans d'action, et déterminent le nombre d'entrées dans les organismes de ce secteur. Ils planifient les embauches sur l'année et fixent les conditions générales d'accueil et de formation des personnes employées.

### **\* Quel est l'interlocuteur pour conclure la convention ?**

Les demandes de convention ainsi que de renouvellement doivent être déposées auprès de l'agence locale pour l'emploi (ANPE) dans le ressort duquel se trouve l'établissement souhaitant embaucher une personne en CAE.

### **\* Quel type de contrat ? Quelle durée pour les conventions ? Quelle durée hebdomadaire de travail ?**

Le CAE est un contrat de droit privé, à durée déterminée conclu en application d'une convention conclue entre l'État et l'employeur. Cette convention, et le contrat de travail qui s'y rattache, peut être d'une durée minimale de 6 mois (voire de 3 mois pour les personnes bénéficiant d'un aménagement de peine) et maximale de 24 mois et est renouvelable deux fois dans la limite de 24 mois. Toutefois, aucun renouvellement n'est de droit et ne pourra être accordé

sans entretien individuel préalable réalisé par l'ANPE et destiné à dresser un bilan qualitatif de la convention et de s'assurer de la réalisation des actions de formation professionnelles, d'accompagnement et de VAE prévues.

La durée de travail hebdomadaire est généralement de 20 heures (sauf difficultés particulières de la personne justifiant une durée de travail inférieure).

### **\* Quelle rémunération ?**

Le salarié embauché en CAE perçoit une rémunération égale au minimum au produit du SMIC multiplié par le nombre d'heures de travail effectuées, soit, pour 20 heures de travail hebdomadaire : SMIC mensuel brut = SMIC horaire X 20 heures X 4,33 (soit un calcul du SMIC mensuel brut sur la base de 86,66 heures) = 695,40 euros (SMIC horaire à 8,27 euros, taux applicable à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2006).

### **\* Quelles aides et quelles exonérations pour les employeurs ?**

Aides : Les employeurs bénéficient d'une aide versée par l'État (ministère chargé de l'emploi et de la cohésion sociale) au taux défini par le préfet de région.

Exonérations : Les employeurs bénéficient également d'une exonération du paiement des cotisations patronales de sécurité sociale dues au titre des assurances sociales, des accidents du travail et des maladies professionnelles et des allocations familiales, dans la limite d'un montant de rémunération égal au SMIC, ainsi que d'une exonération de la taxe sur les salaires, de la taxe d'apprentissage, de la participation à l'effort de construction.

### **\* Quel suivi pour ces contrats ?**

Trimestriellement, l'employeur devra transmettre au CNASEA un état de présence du salarié dans l'établissement, accompagné d'une copie des bulletins de salaire correspondants.

Le salarié sera invité par l'ANPE à procéder à un bilan d'étape de sa situation et à envisager, le cas échéant, toute action nécessaire à son retour vers l'emploi durable. Il convient donc d'accorder à ce salarié les autorisations d'absence nécessaires pour se rendre à ces entretiens.

### **\* Quel régime d'assurance chômage ?**

Pour les associations : Le régime UNEDIC de droit commun.

Pour les établissements publics :

- soit l'auto-assurance ;
- soit l'adhésion au régime d'assurance-chômage pour

l'ensemble des agents non titulaires de l'établissement ;  
- soit le régime d'assurance applicable aux seuls contrats d'accompagnement dans l'emploi.

**\* Conditions de rupture ou de suspension du CAE ?**

La loi introduit la possibilité pour le CAE embauché sous contrat à durée déterminée de rompre ou suspendre son contrat en cas notamment de proposition d'emploi durable (CDI, autre CDD d'une durée supérieure ou au moins égale à 6 mois) ou d'accès à une formation qualifiante. Le CNASEA et l'ANPE doivent être informés de toute rupture ou suspension dans un délai de 7 jours francs.

**\* Quelles actions d'accompagnement, de formation professionnelle, de VAE ?**

Le plan de formation de l'établissement doit intégrer des actions de formation, d'accompagnement ou de VAE destinées à ces publics. Les salariés en CAE ont également accès aux prestations de l'ANPE et, plus particulièrement :

- les prestations d'accompagnement renforcé dans l'emploi (PADE) ;
- les prestations d'aide à la définition du projet professionnel (OPI, OPG) et d'accompagnement renforcé vers l'emploi (OEL, OEG) ;
- les bilans de compétences approfondis (BCA) ;
- l'ensemble des ateliers de l'ANPE.

**Annexe n° 2 : Le contrat d'avenir (CA)**

Le contrat d'avenir est réservé aux bénéficiaires de minima sociaux (RMI, ASS, API et AAH) sans condition de durée dans le minimum social. S'inscrivant dans un parcours d'insertion, il comprend un accompagnement personnalisé, une formation obligatoire et un contrat de travail et constitue une solution adaptée pour le retour à l'emploi durable.

**\* À qui s'adresse le contrat d'avenir ?**

Il s'adresse aux bénéficiaires du revenu minimum d'insertion (allocataires et ayants droit RMI), de l'allocation de solidarité spécifique (ASS), de l'allocation de parent isolé (API) ou de l'allocation aux adultes handicapés (AAH) confrontés à des difficultés d'insertion sociale et professionnelle et justifiant du bénéfice de l'une de ces allocations à la date de conclusion du contrat.

Les personnes qui à l'échéance de leur contrat CES ou CEC se retrouvent sans perspective d'emploi sur le marché du travail et qui ont des droits ouverts à l'une ou l'autre des quatre allocations (RMI, ASS, API,

AAH) donnant accès au contrat d'avenir peuvent se voir proposer ce contrat.

**\* Quel est l'interlocuteur pour conclure la convention ?**

Le déploiement des contrats d'avenir sur un territoire nécessite au préalable la conclusion d'une convention d'objectifs entre la collectivité territoriale et le préfet de département. Cette convention d'objectifs vaut engagement pour l'État du versement des aides liées au contrat d'avenir.

Les demandes de convention ainsi que de renouvellement doivent être déposées soit auprès du conseil général, soit du maire de la commune de résidence du bénéficiaire (ou le cas échéant du président de l'établissement public de coopération intercommunale), soit de l'ANPE (pour les bénéficiaires de l'ASS, de l'API et de l'AAH). Chaque direction départementale du travail et de la formation professionnelle tient une liste communicable des prescripteurs de contrats d'avenir de leur département.

La conclusion de chaque contrat d'avenir est subordonnée à la signature d'une convention entre le bénéficiaire du contrat (qui s'engage à prendre part à toutes les actions qui y sont prévues), le prescripteur (CG, commune, EPCI ou ANPE) et l'employeur. Les modèles de convention relatifs au contrat d'avenir sont disponibles sur le site [www.travail.gouv.fr](http://www.travail.gouv.fr).

**\* Quel type de contrat ? Quelle durée de la convention ? Quelle durée hebdomadaire de travail ?**

Le contrat d'avenir est un contrat de droit privé, à durée déterminée, d'une durée minimale de deux ans, renouvelable dans la limite de 36 mois.

Par dérogation, lorsque des circonstances particulières le justifient, le préfet de département peut prévoir la liste des secteurs d'activité professionnelle ou des postes pour lesquels une durée comprise entre six mois et vingt-quatre mois, renouvelable de manière illimitée dans la limite de 36 mois peut être prévue. Pour les personnes âgées de plus de 50 ans et les travailleurs handicapés, les conventions de contrat d'avenir et le contrat de travail qui s'y rattache, durent également de six mois à deux ans et peuvent faire l'objet d'un renouvellement dans la limite de 36 mois, ce qui porte à 5 ans la durée totale du contrat.

Les personnes bénéficiant d'un aménagement de peine peuvent bénéficier d'un contrat d'avenir pour une durée minimale de 3 mois.

La durée hebdomadaire, fixée à 26 heures, est modulable sur tout ou partie de l'année. Elle peut être

comprise entre 20 et 26 heures pour les ateliers et chantiers d'insertion conventionnés au titre de l'article L. 322-4-16-8 et les associations de service à la personne agréées au titre du premier alinéa du I de l'article L. 129-1 du code du travail.

### \* Quelle rémunération ?

Le salarié embauché en contrat d'avenir perçoit une rémunération égale au produit du SMIC multiplié par le nombre d'heures de travail effectuées, soit :  $\text{SMIC mensuel brut} = \text{SMIC horaire} \times 26 \text{ heures} \times 4,33$  (soit un calcul du SMIC mensuel brut sur la base de 112,66 heures) = 904,18 euros (SMIC horaire à 8,03 euros, taux applicable à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2005).

### \* Quelles aides et quelles exonérations pour leurs employeurs ?

Aides : Les employeurs bénéficient de deux types d'aides :

- Aide versée par l'État ou le conseil général par activation de l'allocation (montant forfaitaire égal au montant du RMI garanti à une personne isolée, soit 433,06 euros) ;
- Aide versée par l'État (ministère chargé de la cohésion sociale) dont le montant porte sur la différence entre :

- . La rémunération brute + les cotisations dues par l'employeur au titre de l'assurance-chômage et de la protection complémentaire,

- . et le montant de l'aide forfaitaire versée par le débiteur du RMI, de l'ASS, de l'API ou de l'AAH, soit, dans tous les cas, un montant forfaitaire qui équivaut au montant du RMI garanti à une personne isolée (433,06 euros au 1<sup>er</sup> janvier 2006).

En application des dispositions du décret n° 2006-266 du 8 mars 2006 modifiant le décret n° 2005-914 du 2 août 2005 relatif à l'aide de l'État afférente au contrat d'avenir pour les conventions conclues avant le 1<sup>er</sup> janvier 2008, cette aide de l'État équivaudra à un taux de prise en charge de 90 % du solde à la charge de l'employeur les six premiers mois, 75 % du solde le second semestre et 50 % du solde pendant la deuxième année.

S'agissant des personnes âgées de cinquante ans et plus, ainsi que pour les personnes reconnues comme travailleurs handicapés, le taux de prise en charge demeure de 50 % pour les quatrième et cinquième années.

Exonération : Les employeurs bénéficient d'une exonération du paiement des cotisations patronales de sécurité sociale dues au titre des assurances sociales, des accidents du travail et des maladies professionnelles et des allocations familiales, dans la limite du SMIC. Le contrat d'avenir donne également lieu à exonération de la taxe sur les salaires, de la taxe d'apprentissage et des participations dues au titre de l'effort de construction.

### \* Quel régime d'assurance chômage ?

Pour les associations : le régime UNEDIC de droit commun.

Pour les établissements publics :

- soit l'auto-assurance ;
- soit l'adhésion au RAC dans les conditions prévues à l'article L. 351-12 du code du travail ;
- soit le régime d'assurance applicable aux seuls contrats d'avenir.

### \* Conditions de rupture ou de suspension du CA ?

Outre les conditions de rupture relatives aux CDD, la loi introduit la possibilité pour le CA embauché sous contrat à durée déterminée de rompre ou suspendre son contrat en cas notamment de proposition d'embauche plus intéressante (CDI, autre CDD d'une durée supérieure ou au moins égale à 6 mois) ou d'accès à une formation qualifiante. Le CNASEA et l'organisme versant l'aide activée doivent être informés de toute rupture ou suspension dans un délai de 7 jours francs.

### \* Quelles actions d'accompagnement, de formation professionnelle, de VAE ?

Les actions d'accompagnement et de formation professionnelle font partie intégrante du contrat d'avenir. Elles peuvent se tenir pendant le temps de travail ou hors du temps de travail pour la durée représentant la différence entre la durée moyenne de travail et la durée légale de travail. Le plan de formation de l'établissement doit intégrer des actions de formation, d'accompagnement ou de VAE destinées à ces publics.

L'ANPE prend en charge, dans le cadre de sa mission de service public, la prospection et le recensement des offres d'emploi. Pour les publics ASS, API, AAH, et, quand elle reçoit délégation pour la prescription du contrat d'avenir, pour les bénéficiaires du RMI, l'ANPE prend en charge sans facturation l'accompagnement des salariés et la prescription des prestations d'orientation, de pré-qualification et de qualification nécessaires pour faciliter le recrutement et la sortie vers l'emploi durable des bénéficiaires des contrats d'avenir, et plus particulièrement :

- les prestations d'accompagnement renforcé dans l'emploi (PADE) ;
- les prestations d'aide à la définition du projet professionnel (OPI, OPG) et d'accompagnement renforcé vers l'emploi (OEI, OEG) ;
- les bilans de compétences approfondis (BCA) ;
- l'ensemble des ateliers de l'ANPE.



**Annexe n° 3 : Tableau récapitulatif des taux de prise en charge du contrat d'accompagnement dans l'emploi (CAE) et du contrat d'avenir (CA)**

**\* Le contrat d'avenir**

	<b>Contrat d'avenir</b>			
	1 <sup>re</sup> année <sup>(1)</sup>		2 <sup>e</sup> 3 <sup>e</sup> années	4 <sup>e</sup> , 5 <sup>e</sup> années
	1 <sup>er</sup> semestre	2 <sup>e</sup> semestre		pour les + de 50 ans et les travailleurs handicapés
	<b>90 %</b>	<b>75 %</b>	<b>50 %</b>	<b>50 %</b>
Part du ministère chargé de la cohésion sociale	de la rémunération brute chargée à la charge de l'employeur après déduction de l'aide forfaitaire de 433,06 euros			
Aide forfaitaire versée à l'employeur par la collectivité débitrice (département : RMI ou État : ASS, API, AAH)	<b>433,06 euros</b> au 1 <sup>er</sup> janvier 2006			

**\* Le contrat d'accompagnement dans l'emploi**

<b>Contrat d'accompagnement dans l'emploi</b>
Taux de prise en charge applicables fixés au niveau régional pour tout public

<sup>(1)</sup> uniquement pour les contrats conclus avant le 31 décembre 2007

## 98

Bulletin officiel 157

	<b>Éducation artistique et culturelle</b>	<b>Cohésion sociale et démocratisation culturelle</b>	<b>Handicap</b>	<b>Spectacle vivant</b>
<b>Employeurs bénéficiaires :</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Établissements publics</li> <li>- Associations artistiques et culturelles</li> <li>- Associations professionnelles</li> <li>- Associations développant des projets culturels (exemple concernant le domaine de l'architecture : CAUE - Maisons de l'architecture, Artothèques pour les arts plastiques, etc. )</li> <li>- Collectivités territoriales</li> <li>- Services éducatifs et services culturels des structures artistiques et culturelles dans tous les domaines de la création, architecture, arts visuels, mode et métiers d'art et spectacle vivant, et du patrimoine ainsi que des musées et des archives</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Établissements publics</li> <li>- Associations artistiques et culturelles</li> <li>- Associations professionnelles</li> <li>- Associations développant des projets culturels (associations caritatives, fédérations d'éducation populaire, associations de proximité)</li> <li>- Collectivités territoriales</li> <li>- Établissements pénitentiaires</li> <li>- Hôpitaux</li> <li>- Services éducatifs, services culturels, service d'accueil des structures artistiques et culturelles dans tous les domaines de la création, architecture, arts visuels et spectacle vivant, et du patrimoine ainsi que des musées et des archives</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Institution d'accueil de personnes handicapées</li> <li>- Pôle ressources culture-handicap</li> <li>- Maisons du handicap</li> <li>- Associations représentatives des personnes handicapées</li> <li>- Services éducatifs, services culturels, service d'accueil des structures artistiques et culturelles dans tous les domaines de la création, architecture, arts visuels et spectacle vivant, et du patrimoine ainsi que des musées et des archives</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Structures (établissements publics, associations, ...) de création - diffusion du spectacle vivant</li> <li>- Établissements de formation du spectacle vivant (établissements publics, associations, ... )</li> <li>- Collectivités territoriales ou leurs groupements</li> </ul>

	<b>Éducation artistique et culturelle</b>	<b>Cohésion sociale et démocratisation culturelle</b>	<b>Handicap</b>	<b>Spectacle vivant</b>
<b>Profils et compétences souhaités des personnes recrutées</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sans condition d'âge</li> <li>- Au moins Bac + 2</li> <li>- Personnes ayant une qualification et/ou une expérience dans le domaine artistique et ou culturel :</li> <li>- Artistes plasticiens</li> <li>- Écrivains</li> <li>- Médiateurs</li> <li>- Accompagnateur culturel</li> <li>- Diplômés d'histoire pour les archives</li> <li>- Diplômés d'histoire de l'art</li> <li>- Diplôme d'études en architecture, conférant le grade de licence</li> <li>- Métiers du guidage</li> </ul> <p>Salaire souhaité : rémunération début de carrière catégorie B ou A suivant diplôme</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sensibilité aux profils des publics concernés</li> <li>- Connaissance des sujets artistiques (arts plastiques, livre et lecture, architecture, patrimoine...) ou goût pour les sujets culturels</li> <li>- Médiateur, y compris médiateur du livre (au moins BAC + 2), référent culture (lecture en milieu pénitentiaire)</li> <li>- Connaissance en matière d'applications des nouvelles technologies à la création</li> <li>- Communication tourisme/culture</li> <li>- Compétences en matière d'orientation et d'accompagnement des personnes remarquées en situation d'exclusion linguistique : maîtrise du français, analphabétisme, illettrisme</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Personnes ayant une qualification ou une expérience en matière de culture et handicap</li> <li>- Artistes susceptibles de mener des projets de pratique avec des personnes handicapées</li> <li>- Pratique de la langue des signes</li> <li>- Médiateur</li> </ul>	<p>Ces contrats peuvent concerner :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des personnes justifiant d'une qualification professionnelle et/ou une expérience dans le domaine artistique et culturel, notamment dans le domaine de l'administration culturelle,</li> <li>- des artistes ou techniciens en situation de reconversion ou réorientation professionnelle, vers les fonctions évoquées ci-dessus</li> </ul>

	<b>Éducation artistique et culturelle</b>	<b>Cohésion sociale et démocratisation culturelle</b>	<b>Handicap</b>	<b>Spectacle vivant</b>
<b>Type d'actions visées</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Référent territorial éducation artistique : rôle de liaison entre les institutions culturelles, le monde scolaire et périscolaire</li> <li>- Renforcement de la fonction éducative et culturelle par le développement de la capacité d'accueil des services éducatifs et des services des publics des structures culturelles</li> <li>- Renforcement des capacités d'accueil des programmes nationaux, exemple École, Collège, Lycéens au Cinéma, Villes et pays d'art et d'histoire...</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Accompagnement culturel : lien entre les publics ciblés et les établissements culturels ou pratiques artistiques</li> <li>- Médiation et action culturelle tous domaines</li> <li>- Accueil et confort de visite dans les structures culturelles</li> <li>- Auxiliaire de sécurité, de maintenance, d'entretien (espaces intérieurs et extérieurs) dans les structures culturelles</li> <li>- Dialogue interculturel</li> <li>- Développement de la lecture en milieu pénitentiaire</li> <li>- Contrat ville-lecture</li> <li>- Projets Culture/Nouvelles technologies.</li> <li>- Ingénierie de projets</li> <li>- Fonction de développement et de valorisation du patrimoine, mise en réseau de lieux patrimoniaux</li> <li>- Chargé d'entretien des bâtiments et des jardins historiques</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Poste de référent : élaboration et montage de dossiers</li> <li>- Action artistique et création</li> <li>- Partenariat culture-handicap, interface entre personnes handicapées et milieu culturel pour une meilleure accessibilité de l'offre culturelle</li> <li>- Ingénierie de projets</li> <li>- Médiation et action culturelle tous domaines</li> <li>- Accueil et confort de visite dans les structures culturelles</li> <li>- Lutte contre l'illettrisme et appropriation de la langue</li> </ul>	<p>Essentiellement des emplois de développement et d'accompagnement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- médiation culturelle (exemple : recherche de nouveaux publics dans les structures du spectacle vivant)</li> <li>- postes administratifs ou de techniciens, notamment dans les petites structures culturelles</li> <li>- Dans les établissements de formation, accompagnement de la mise en œuvre des dispositifs de validation des acquis de l'expérience, développement du lien entre établissements de formation et structures de création et de diffusion (conception de stages en milieu professionnel pour les étudiants), suivi de la mise en œuvre des dispositifs de formation continue</li> </ul>

	<b>Éducation artistique et culturelle</b>	<b>Cohésion sociale et démocratisation culturelle</b>	<b>Handicap</b>	<b>Spectacle vivant</b>
<b>Type d'actions visées (suites)</b>		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sensibilisation et conseils des élus et des particuliers dans le domaine de l'architecture et du patrimoine</li> <li>- Conception de produits touristiques culturels (valorisation, communication, ingénierie de projets)</li> <li>- Suivi de l'insertion professionnelle des jeunes diplômés issus des établissements supérieurs culture (collecte de données, création et suivi d'annuaires d'ancien élèves...)</li> <li>- Lutte contre l'illettrisme et appropriation de la langue</li> <li>- Réappropriation de l'espace urbain et démocratie participative</li> <li>- Accompagnement artistique de grands projets urbains et d'infrastructures</li> <li>- Valorisation et communication des œuvres et projets artistiques</li> </ul>		

Janvier 2006

ci-joint : fiche spécifique DMDTS précisant le recours aux contrats d'accompagnements dans l'emploi et aux contrats d'avenir dans le secteur du spectacle vivant

## CENTRE NATIONAL DE LA CINÉMATOGRAPHIE

### **Circulaire interministérielle DILTI n° 2006-2 du 21 juin 2006 sur les modalités d'échange de renseignements pour les sanctions administratives en cas d'infractions à la législation du travail ou au code de l'industrie cinématographique relatifs au soutien financier de l'État.**

Le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement,

Le ministre délégué à l'emploi, au travail et l'insertion des jeunes,

Le ministre de la culture et de la communication,

à  
Madame et messieurs les préfets de région,  
Madame la directrice générale du Centre national de la cinématographie,

Monsieur le directeur des relations du travail,

Monsieur le directeur de la sécurité sociale,

Monsieur le directeur général des impôts,

Monsieur le directeur général des douanes et droits indirects,

Monsieur le directeur général de la police nationale,

Monsieur le directeur général de la gendarmerie nationale.

#### Textes de référence :

- article 13-1 du code de l'industrie cinématographique créé par l'article 97 de la loi n° 2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises (JO 03/08/2005)

- articles L. 122-1-I-1, L. 325-3 et L. 325-4 du code du travail créés par les articles 86 et 87 de la loi n° 2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises (JO 03/08/2005)

#### **Introduction**

L'article 13-1 du code de l'industrie cinématographique (CIC) créé par l'article 97 de la loi n° 2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises institue la possibilité de prendre des sanctions en cas d'infraction :

- aux textes pris pour l'application des dispositions de l'article 50 de la loi de finances pour 2006 (n° 2005-1719 du 30 décembre 2005) et relatifs au soutien financier de l'État à l'industrie cinématographique, audiovisuelle et vidéographique,

- au 3° de l'article L. 122-1-1 du code du travail,

- à l'article L. 325-1 du code du travail.

Les textes pris pour l'application des dispositions de l'article 50 de la loi de finances pour 2006 sont les suivants :

- décret n° 95-110 du 2 février 1995 relatif au soutien financier à la production, à la préparation et à la distribution d'œuvres audiovisuelles,

- décret n° 98-35 du 14 janvier 1998 relatifs au soutien financier de l'industrie audiovisuelle,

- décret n° 98-750 du 24 août 1998 relatif au soutien financier à la diffusion de certaines œuvres cinématographiques et au soutien financier à la modernisation et à la création des établissements de spectacles cinématographiques,

- décret n° 99-130 du 24 février 1999 relatif au soutien financier de l'industrie cinématographique,

- décret n° 2003-1018 du 24 octobre 2003 relatif au soutien financier de l'industrie vidéographique,

- décret n° 2206-324 du 20 mars 2006 relatif au soutien financier aux industries techniques de la cinématographie et de l'audiovisuel.

Ces sanctions qui peuvent se cumuler sont :

- un avertissement,

- une réduction ou le remboursement du soutien financier automatique et sélectif accordé, une exclusion des versements du soutien financier automatique et sélectif pendant une durée de six mois à cinq ans,

- et enfin, une exclusion du calcul des sommes représentant le soutien financier automatique pendant une durée de six mois à cinq ans.

Elles sont prononcées à l'encontre des entreprises concernées par le directeur du Centre national de la cinématographie (CNC), sur proposition de la commission instituée par l'article 13 du code de l'industrie cinématographique et dans les conditions fixées par ledit article.

Concernant les infractions aux dispositions précitées du code du travail, le législateur a autorisé la levée du secret professionnel entre les agents de contrôle mentionnés aux articles L. 611-1 et L. 325-1 du code du travail et les agents du CNC qui peuvent désormais se communiquer réciproquement tout renseignement et tout document utile d'une part à la recherche et la constatation des infractions visées au 3° de l'article L. 122-1-1 et à l'article L. 325-1 du code du travail, et d'autre part, à la mise en œuvre des sanctions administratives en cas de verbalisation et à la communication des décisions prononcées par le directeur du CNC.

La présente circulaire a pour objet de détailler les infractions à la législation du travail concernées par ces dispositions et de préciser les modalités de transmission des informations entre les agents de contrôle et ceux du CNC.

## **I) Les infractions à la législation du travail**

Le législateur a souhaité que certaines infractions à la législation du travail soient désormais susceptibles d'entraîner des sanctions prévues par le code de l'industrie cinématographique. Ces infractions concernent le recours abusif au contrat de travail à durée déterminée et le travail illégal.

### **\* Les infractions visées au 3° de l'article L. 122-1-1 du code du travail**

Le 3° de l'article L. 122-1-1 du code du travail se rapporte aux emplois à caractère saisonnier ou pour lesquels, dans certains secteurs d'activité définis par décret ou par voie de convention ou d'accord collectif étendu, il est d'usage constant de ne pas recourir au contrat de travail à durée indéterminée, en raison de la nature de l'activité exercée et du caractère par nature temporaire de ces emplois.

L'article D. 121-2 du code du travail fixe la liste des secteurs d'activité dans lesquels cet usage est de droit. Les spectacles, l'action culturelle, l'audiovisuel, la production cinématographique et l'édition phonographique font partie de ces secteurs d'activité.

Les activités faisant partie de la production cinématographique et audiovisuelle d'œuvres (films de longs et courts métrages, téléfilms, documentaires, vidéoclips, ...) sont : la préparation du tournage (distribution des rôles, repérage, construction de décors, ...), le tournage proprement dit et la post-production.

L'infraction est constituée dès lors qu'une entreprise emploie de façon abusive des salariés sous contrat à durée déterminée d'usage, soit pour pourvoir des postes permanents, soit pour pourvoir des postes ne relevant pas des cas de recours autorisé au contrat à durée déterminée d'usage. Il s'agit d'un délit puni d'une amende de 3 750 euros, conformément aux dispositions de l'article L. 152-1-4 du code du travail.

Les agents compétents pour relever ce délit par procès-verbal sont les officiers et agents de police judiciaire de la police et de la gendarmerie, ainsi que les inspecteurs et les contrôleurs du travail.

### **\* Les infractions visées à l'article L. 325-1 du code du travail**

Il s'agit des infractions regroupées sous le terme de travail illégal et qui sont les suivantes : travail dissimulé, marchandage, prêt illicite de main-d'œuvre, emploi d'un étranger sans titre de travail, cumul irrégulier d'emplois et fraude ou fausse déclaration pour obtenir ou tenter d'obtenir des allocations de chômage ou des aides du Fonds national de l'emploi.

Ces infractions sont recherchées et constatées par les agents de contrôle mentionnés aux articles L. 324-12, L. 611-1, L. 611-15 et L. 611-15-1 du code du travail, dans la limite de leurs compétences respectives en matière de travail illégal. Seuls les officiers et agents de police judiciaire de la police et de la gendarmerie, ainsi que les inspecteurs et les contrôleurs du travail sont compétents pour relever toute infraction de travail illégal. Les agents de contrôle compétents pour relever par procès-verbal les infractions de travail dissimulé sont, outre les précédents, les agents de la direction générale des impôts et de la direction générale des douanes et des droits indirects, ainsi que les agents assermentés des organismes de recouvrement de cotisations sociales.

## **II) Les modalités d'échange de renseignements**

### **\* La transmission réciproque d'informations à des fins de recherche d'infractions**

L'article L. 122-1-1-1 du code du travail lève le secret professionnel entre les officiers et agents de police judiciaire de la police et de la gendarmerie, ainsi que les inspecteurs et les contrôleurs du travail, et les agents du CNC pour la recherche et la constatation des infractions de recours abusif au contrat à durée déterminée, visées au 3° de l'article L. 122-1-1 du code du travail.

L'article L. 325-4 du code du travail lève le secret professionnel entre tous les agents de contrôle compétents pour la recherche et la constatation des infractions de travail illégal, et les agents du CNC.

Que ce soit sur le fondement de l'article L. 122-1-1-1 ou de l'article L. 325-4 du code du travail, les agents de contrôle concernés et les agents du CNC peuvent se transmettre tous renseignements et tous documents, à la seule condition que la demande soit faite par écrit.

Pour des raisons pratiques et afin de faciliter la transmission de ces informations, le CNC a mis en place un service des procédures de contrôle, chargé de veiller à ce que les aides du CNC soient délivrées dans le respect de la réglementation applicable.

Ce service sera chargé de répondre aux demandes faites par les agents de contrôle. Les demandes comme les réponses pourront être adressées par tout moyen (courrier postal, télécopie) y compris par courrier électronique. À cet égard, il est rappelé que les demandes par courriel sont considérées comme ayant valeur d'écrit, conformément aux articles 1316 à 1316-3 du code civil, tels qu'ils résultent de la loi n° 2000-230 du 13 mars 2000.

Le service des procédures de contrôle sera également chargé de demander des renseignements aux agents de contrôle compétents lorsque les dossiers de demande de subventions déposés par les professionnels feront apparaître une présomption de non-respect des dispositions du code du travail.

À l'inverse, la constatation par un agent de contrôle d'une ou de plusieurs infractions visées au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 13-1 du CIC et relatives à la réglementation du soutien financier aux industries cinématographique, audiovisuelle ou vidéographique, devra être portée à la connaissance du service des procédures de contrôle du CNC, afin de permettre aux agents assermentés du CNC, désignés par le directeur général, d'engager des contrôles conformément aux dispositions de l'article 14-1 du décret du 28 décembre 1946 pris en application de la loi n° 46-2360 du 25 octobre 1946 portant création du Centre national de la cinématographie.

#### **\* La transmission d'informations pour la mise en œuvre des sanctions administratives**

Pour que les nouvelles dispositions de l'article 13-1 du CIC soient pleinement appliquées et que le directeur du CNC puisse, le cas échéant, prononcer une décision de sanction, il doit pouvoir disposer des informations relatives aux procès-verbaux établis par les services de contrôle habilités, que ce soit en matière de recours abusif au contrat à durée déterminée, ou en matière de travail illégal.

Selon la nature des infractions, la procédure de transmission sera la suivante :

- en ce qui concerne le recours abusif au contrat à durée déterminée d'usage, les officiers et agents de police judiciaire de la police et de la gendarmerie nationale, ainsi que les agents de l'inspection du travail communiquent directement au CNC une copie de leurs procédures se rapportant à des infractions au 3° de l'article L. 122-1-1 du code du travail.
- en matière de travail illégal, conformément à la circulaire DILTI n° 2005-02 du 5 septembre 2005 relative à la transmission des procès-verbaux de travail illégal et au renseignement de la fiche d'analyse, c'est le secrétaire permanent du COLTI qui est chargé de centraliser depuis le 15 septembre 2005 toutes les procédures pénales de travail illégal. Il est ainsi le seul destinataire de chaque procédure accompagnée de ses pièces annexes, relevant une ou plusieurs infractions de travail illégal, et il est donc la personne la mieux placée pour donner ces informations au CNC. Néanmoins, cette transmission devra être faite dans

les conditions prévues par l'article L. 325-4 du code du travail, c'est-à-dire sur sollicitation écrite du CNC. Comme indiqué ci-dessus la voie électronique est préconisée pour faciliter ces échanges, ainsi que les modèles de saisine et de réponse, présentés, à titre indicatif, en annexe.

Dans un souci de simplifier la tâche du secrétaire permanent du COLTI, celui-ci transmettra au CNC, qui lui en aura préalablement fait la demande, chaque trimestre une liste des entreprises des secteurs cinématographique, audiovisuel et vidéographique (énumérés aux codes des activités économiques suivants de la fiche d'analyse de la verbalisation : D22.30, O92.10, O92.30 et O92.50) qui ont fait l'objet d'une verbalisation au titre du travail illégal.

Afin de permettre à la Commission du contrôle des recettes et de la réglementation de proposer au directeur général du CNC les sanctions susceptibles d'être appliquées en cas d'infraction à la législation sociale, le CNC, via le service des procédures de contrôle, fera une demande au secrétaire permanent du COLTI afin d'obtenir une copie des procès-verbaux concernant les entreprises mentionnées sur la liste précitée.

#### **III) La transmission des décisions de sanction prononcées**

Le CNC communiquera aux agents de contrôle les décisions de sanction prononcées par le directeur du CNC.

De même, un bilan annuel de l'ensemble des décisions prononcées, tant en matière de recours abusif au contrat à durée déterminée qu'en matière de travail illégal, sera transmis par le CNC à la DILTI.

Afin que ces nouvelles règles soient mises en application dès que possible, vous voudrez bien vous assurer de la diffusion de cette circulaire auprès de l'ensemble des agents placés sous votre autorité.

Il vous appartiendra de saisir le Centre national de la cinématographie, et en tant que de besoin, la Délégation interministérielle à la lutte contre le travail illégal, des questions ou difficultés rencontrées lors de la mise en œuvre la présente circulaire.

Pour le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement :

La préfète, déléguée interministérielle à la lutte contre le travail illégal,  
Colette Horel

Pour le ministre de la culture et de la communication :  
Le directeur du Cabinet  
Henri Paul



## **Annexe 1**

### **Extraits de la loi n° 2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises**

#### **Article 87**

Après l'article L. 122-1-1 du code du travail, il est inséré un article L. 122-1-1-1 ainsi rédigé :

« Art. L. 122-1-1-1.- Dans les secteurs des spectacles, de l'action culturelle, de l'audiovisuel, de la production cinématographique et de l'édition phonographique, les agents de contrôle visés à l'article L. 611-1 ainsi que les agents du Centre national de la cinématographie, des directions régionales des affaires culturelles, de l'Agence nationale pour l'emploi et des institutions gestionnaires du régime d'assurance chômage se communiquent réciproquement, sur demande écrite, tous renseignements et tous documents nécessaires à la recherche et à la constatation des infractions aux dispositions du 3° de l'article L. 122-1-1 du présent code et, le cas échéant, des autres infractions visées au premier alinéa de l'article 13-1 du code de l'industrie cinématographique. »

#### **Article 97**

Après l'article 13 du code de l'industrie cinématographique, il est inséré un article 13-1 ainsi rédigé :

« Art. 13-1. - En cas d'infraction aux textes pris pour l'application des dispositions de l'article 57 de la loi de finances pour 1996 (n° 95-1346 du 30 décembre 1995) et relatifs au soutien financier de l'État à l'industrie audiovisuelle, cinématographique et vidéographique ou au 3° de l'article L. 122-1-1 et à l'article L. 325-1 du code du travail, le directeur général du Centre national de la cinématographie peut prononcer à l'encontre des entreprises concernées, sur proposition de la commission instituée par l'article 13 et dans les conditions fixées par le même article, une ou plusieurs des sanctions suivantes :

« 1° Un avertissement ;

« 2° Une réduction ou le remboursement du soutien financier automatique et sélectif accordé ;

« 3° Une exclusion des versements du soutien financier automatique et sélectif pendant une durée de six mois à cinq ans ;

« 4° Une exclusion du calcul des sommes représentant le soutien financier automatique pendant une durée de six mois à cinq ans. »

## Annexe 2

### **Modèle de demande d'informations au secrétaire permanent de COLTI**

« Le *(date)*, j'ai été saisi par *(personne physique et/ou morale)*, d'une demande de soutien financier de l'État à l'industrie cinématographique, audiovisuelle et vidéographique, au titre du décret .....  
(Indiquer la nature de l'aide sollicitée).

Pour pouvoir instruire cette demande, et conformément aux dispositions des articles L. 325-3 et L. 325-4 du code du travail, je vous demande de bien vouloir m'indiquer si un procès-verbal relevant une infraction de travail illégal ou de recours abusif au contrat à durée déterminée a été établi à l'encontre de cette personne.

Dans l'affirmative je vous remercie de me préciser :

- la date de clôture du procès-verbal et le service de contrôle verbalisateur ;
- la ou les infraction(s) constatée(s) dans le procès-verbal ;
- la durée de la ou des infraction(s) et le nombre de salariés concernés ;

(À ajouter selon le cas) avant le *(date)*, un délai maximal de *(indiquer la durée)* m'étant imposé pour répondre à cette demande.

Le cas échéant, je ne manquerai pas de vous tenir informé de la décision de refus prise à l'égard de l'intéressé ».

## Annexe 3

### **Modèle de réponse du secrétaire permanent de COLTI**

« En réponse à votre demande du *(date, références)*, relative au soutien financier sollicité par *(identité du demandeur)* auprès de votre service le *(date)* :

[Si aucun PV n'a été transmis au SP]

Je vous informe qu'à ce jour, je n'ai été destinataire d'aucun procès-verbal relevant une infraction de travail illégal ou de recours abusif au contrat à durée déterminée visées aux articles L. 325-1 et L. 122-1-1 3° du code du travail à l'encontre de cette personne.

[Si un PV a été transmis au SP]

Je vous transmets les éléments d'information suivants :  
(mentionner au moins)

- la date de clôture du procès-verbal et le service de contrôle verbalisateur ;
- la ou les infraction(s) constatée(s) dans le procès-verbal ;
- la durée de la ou des infraction(s) et le nombre de salariés concernés.

Je tiens à votre disposition le PV si vous souhaitez le consulter ou en obtenir une copie. »

**Décision du 7 septembre 2006 portant nomination des membres de la Commission de sélection de l'œuvre cinématographique choisie pour représenter le cinéma français pour l'attribution de l'Oscar du film en langue étrangère.**

Le ministre de la culture et de la communication,

Vu le code de l'industrie cinématographique et notamment son article 2 (6) ;

Vu l'arrêté du 11 octobre 1993 modifié le 19 octobre 1995 relatif à la Commission de sélection de l'œuvre cinématographique choisie pour représenter le cinéma français pour l'attribution de l'Oscar du film en langue étrangère,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Sont nommés pour l'année 2006 membres de la Commission de sélection de l'œuvre cinématographique choisie pour représenter le cinéma français pour l'attribution de l'Oscar du film en langue étrangère, au titre de membres permanents :

- M. Claude Durand, président de la Commission d'avance sur recettes,
- M. Thierry Frémaux, délégué artistique du Festival de Cannes.

**Art. 2.** - Sont nommés pour l'année 2006 membres de la Commission de sélection de l'œuvre cinématographique choisie pour représenter le cinéma français pour l'attribution de l'Oscar du film en langue étrangère, les cinq personnalités qualifiées suivantes :

- Mme Margaret Menegoz,
- M. Pierre Chevalier,
- M. Marc Tessier,
- M. Frédéric Brillion,
- M. Laurent Vallet.

**Art. 3.** - La directrice générale du Centre national de la cinématographie est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la culture et de la communication.

Le ministre de la culture et de la communication,  
Renaud Donnedieu de Vabres

**CENTRE DES MONUMENTS NATIONAUX**

**Décision n° DAF/SJ-MSM-2006 du 1<sup>er</sup> septembre 2006 portant délégation de signature.**

Le président du Centre des monuments nationaux,

Vu le code du patrimoine, et notamment son article L. 141-1 ;

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 modifié portant statut du Centre des monuments nationaux ;

Vu le décret du 12 avril 2005 portant nomination de M. Christophe Vallet dans les fonctions de président du Centre des monuments nationaux ;

Vu la décision du 1<sup>er</sup> septembre 2004 portant délégation de signature à M. Nicolas Simonnet ;

Vu la décision du 18 mai 2006 portant délégation de signature à M. Joël Gérin,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Délégation de signature est donnée à Nicolas Simonnet, administrateur de l'abbaye du Mont Saint-Michel, à l'effet de signer dans la limite de ses attributions, au nom du président du Centre des monuments nationaux et dans la limite des crédits ouverts :

- au titre de la dotation globale de fonctionnement déconcentrée (chapitre 0656),
- et au titre des crédits d'investissement déconcentrés (chapitre 0695) à l'exclusion de l'acquisition de véhicules de service, de matériel informatique,
- les pré-engagements ;
- les engagements juridiques en dépense d'un montant unitaire inférieur ou égal à 23 000 euros TTC, à l'exclusion des commandes d'études ;
- les actes de liquidation et d'ordonnancement des dépenses, les certifications de service fait sur le bordereau journal des mandatements, les factures, les procès-verbaux de réception de prestations, ainsi que les certificats administratifs et les mentions destinées au paiement des factures ou des mémoires ;

- les ordres de reversement et les certificats de réimputation en dépense ;
- les titres et bordereaux de titres de recettes, les réductions et bordereaux de réduction de titres, les certificats de réimputation en recette, ainsi que les certificats administratifs et les mentions destinées au recouvrement des recettes ;
- les factures et avoirs relatifs aux recettes de toute nature ;
- les autorisations d'occupation pour les locations ou les tournages conformes aux catégories d'occupation et aux tarifs y afférents en vigueur, à l'exclusion des autorisations correspondant à des demandes émanant d'organismes de la presse écrite, audio et télévisuelle de niveau national ;
- les fiches de prêts de documents, œuvres ou objets d'art empruntés à des personnes publiques ou privées à l'occasion d'expositions dans les monuments ;
- les contrats et avenants concernant les agents non titulaires rémunérés sur crédits recrutés pour répondre à des besoins occasionnels ou saisonniers ;
- les avenants aux contrats concernant les agents non titulaires rémunérés sur crédits recrutés pour répondre à un besoin permanent à temps incomplet et assurant des besoins complémentaires occasionnels ou saisonniers ;
- les ordres de mission en France métropolitaine, les autorisations et les certificats relatifs aux déplacements des personnels ;
- les état de frais dans le cadre des réceptions et des ordres de mission.

**Art. 2.** - En cas d'absence ou d'empêchement de Nicolas Simonnet, délégation de signature est donnée à Joël Guérin, à l'effet de signer dans la limite de ses attributions et au nom du président du Centre des monuments nationaux les actes énumérés à l'article 1<sup>er</sup> de la présente décision et aux limites ainsi fixées.

**Art. 3.** - Le directeur, le directeur des ressources humaines, le directeur administratif et financier et l'agent comptable sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la culture et de la communication.

Le président du Centre des monuments nationaux,  
Christophe Vallet

## INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHES ARCHÉOLOGIQUES PRÉVENTIVES

### Décision n° 2006-SAJ/06/012/D du 18 septembre 2006 portant délégation de signature à la direction des ressources humaines.

La directrice générale,

Vu le titre II du livre V du code du patrimoine, et notamment ses articles L. 523-1 et suivants ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 2002-90 du 16 janvier 2002 modifié portant statut de l'Institut national de recherches archéologiques préventives, et notamment son article 14, alinéa 2 ;

Vu le décret n° 2002-450 du 2 avril 2002 portant dispositions applicables aux agents de l'Institut national de recherches archéologiques préventives, modifié par le décret n° 2002-1099 du 28 août 2002 ;

Vu le décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive ;

Vu le décret du 12 novembre 2003 portant nomination de la directrice générale de l'Institut national de recherches archéologiques préventives,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Délégation permanente est donnée à M. François Gautron, directeur des ressources humaines, à l'effet de signer au nom de la directrice générale, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions :

- les contrats de recrutement des agents de l'établissement public y compris ceux des agents hors filières et catégories ;
- les décisions relatives à la conclusion et à la mise en œuvre des contrats de recrutement, concernant la modification et la rupture des contrats, l'affectation des agents, les certificats ;
- les actes relatifs à la paie des personnels et à l'indemnisation des demandeurs d'emploi ;
- tout acte juridique relatif à la formation des agents de l'établissement public et les conventions correspondantes avec les organismes de formation ;
- les décisions d'attribution de secours individuels ;

- les décisions relatives aux prestations sociales ;
- les décisions relatives à l'exercice du droit syndical ;
- les ordres de mission, à l'exception de ceux relatifs à un déplacement en dehors de la métropole, afférents aux agents de l'établissement public placés sous l'autorité du directeur des ressources humaines et aux représentants du personnel ;
- les demandes d'avance afférentes aux agents de l'établissement public placés sous l'autorité du directeur des ressources humaines et aux représentants du personnel.

**Art. 2.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M. François Gautron, directeur des ressources humaines, délégation est donnée à M. Philippe Berthier, directeur adjoint des ressources humaines, à l'effet de signer au nom de la directrice générale, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions, les mêmes documents que ceux mentionnés à l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus.

**Art. 3.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M. François Gautron, directeur des ressources humaines et de M. Philippe Berthier, directeur adjoint des ressources humaines, délégation est donnée à Mme Audrey Tapie, chef du service des relations sociales à la direction des ressources humaines, à l'effet de signer au nom de la directrice générale, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions, les mêmes documents que ceux mentionnés à l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus.

**Art. 4.** - La directrice générale de l'Institut national de recherches archéologiques préventives est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la culture et de la communication.

La directrice générale de l'Institut national  
de recherches archéologiques préventives,  
Nicole Pot

**Décision n° 2006-SAJ/06/013/D du 11 octobre 2006 portant délégation de signature au directeur de l'interrégion Centre Île-de-France par intérim et à ses adjoints et, de façon temporaire, à certains personnels de l'interrégion Centre Île-de-France.**

La directrice générale,

Vu le titre II du livre V du code du patrimoine, et notamment ses articles L. 523-1 et suivants ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 2002-90 du 16 janvier 2002 modifié

portant statut de l'Institut national de recherches archéologiques préventives, et notamment son article 14, alinéa 2 ;

Vu le décret n° 2002-450 du 2 avril 2002 portant dispositions applicables aux agents de l'Institut national de recherches archéologiques préventives, modifié par le décret n° 2002-1099 du 28 août 2002 ;

Vu le décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive ;

Vu le décret du 12 novembre 2003 portant nomination de la directrice générale de l'Institut national de recherches archéologiques préventives,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Délégation permanente est donnée à M. Marc Sidaner, directeur de l'interrégion Centre Île-de-France par intérim, à l'effet de signer au nom de la directrice générale, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions :

- les projets d'opération ;
- les conventions relatives à la réalisation de diagnostic par l'établissement public, passées avec les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-7 du code du patrimoine susvisé et dont le budget d'opération correspondant est inférieur à 200 000 euros HT ;
- les devis, contrats et marchés relatifs à la réalisation de fouilles par l'établissement public, passées avec les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-9 du code du patrimoine susvisé et dont le budget d'opération correspondant est inférieur à 200 000 euros HT ;
- les conventions de collaboration avec les responsables scientifiques d'opération désignés par l'État qui n'appartiennent pas au personnel de l'établissement, ainsi que les conventions avec les experts ou spécialistes nécessaires à la réalisation des opérations d'archéologie préventive ;
- les conventions-cadres et les conventions ponctuelles de coopération avec les collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales, hormis celles prévoyant le versement par l'établissement public de subventions ;
- les commandes, lettres de commandes, contrats ou marchés passés par l'INRAP pour répondre à ses propres besoins, et actes d'engagement juridique de dépenses, d'un montant inférieur à un seuil de 45 000 euros HT ;
- les ordres de service, les décisions de poursuivre, les bons de commande, et tous les actes d'exécution afférents aux marchés publics passés par l'INRAP

pour répondre à ses propres besoins, notifiés et mis en œuvre par la direction interrégionale ;

- la certification du service fait ;
- les ordres de mission, à l'exception de ceux relatifs à un déplacement en dehors de la métropole, afférents aux agents de l'établissement public et aux responsables scientifiques extérieurs placés sous l'autorité du directeur de l'interrégion par intérim ;
- les demandes d'avance périodique, les demandes d'avance spécifique et les demandes d'avance conventionnelle sur frais de fonctionnement de chantiers et sur frais de déplacement, ainsi que les états de frais correspondants ou les demandes de remboursement hebdomadaires de frais, les ordres de service permanents et les ordres de service temporaires des personnes habilitées à intervenir sur un chantier d'opération archéologique ;
- les procès verbaux de mise à disposition du terrain et les procès verbaux de fin de chantier ;
- les copies certifiées conformes des pièces des dossiers relevant de la compétence de la direction de l'interrégion.

**Art. 2.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Marc Sidaner, directeur de l'interrégion Centre Île-de-France par intérim, délégation de signature est donnée à M. Gilles Martin et à Mme Martine Petitjean, adjoints administrateurs auprès du directeur de l'interrégion Centre Île-de-France par intérim, à l'effet de signer, dans les mêmes conditions et dans la limite de leurs attributions respectives, tous les actes visés à l'article 1<sup>er</sup>.

**Art. 3.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Marc Sidaner, directeur de l'interrégion Centre Île-de-France par intérim et de M. Gilles Martin et de Mme Martine Petitjean, adjoints administrateurs au directeur de l'interrégion Centre Île-de-France par intérim, délégation est donnée à M. Raphaël de Filippo, à M. Hervé Guy et à M. Thierry Massat, tous trois adjoints scientifiques et techniques auprès du directeur de l'interrégion Centre Île-de-France par intérim, à l'effet de signer, dans les mêmes conditions et dans la limite de leurs attributions respectives :

- les projets d'opération qui concernent les opérations d'archéologie préventive relevant de leur compétence ;
- les procès verbaux de mise à disposition du terrain ;
- les procès verbaux de fin de chantier.

**Art. 4.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Marc Sidaner, directeur de l'interrégion Centre Île-de-France par intérim, de M. Gilles Martin et de Mme Martine Petitjean, adjoints administrateurs, de M. Raphaël de Filippo, de M. Hervé Guy et de

M. Thierry Massat, adjoints scientifiques et techniques auprès du directeur de l'interrégion Centre Île-de-France par intérim, délégation de signature est donnée, jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2008, à M. Thibaud Guiot, coordinateur scientifique des opérations de diagnostic sur l'autoroute A 19 (interrégion Centre Île-de-France), à l'effet de signer, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions :

- les projets d'opération afférents aux diagnostics d'archéologie préventive réalisés sur l'autoroute A 19.

**Art. 5.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Marc Sidaner, directeur de l'interrégion Centre Île-de-France par intérim, et de M. Gilles Martin et de Mme Martine Petitjean, adjoints administrateurs, délégation de signature est donnée, jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2008, à Mme Karmen Krysa, coordinatrice administrative des opérations de diagnostic sur l'autoroute A 19 (interrégion Centre Île-de-France), à l'effet de signer, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions :

- les ordres de mission des agents de l'INRAP affectés à la réalisation des diagnostics d'archéologie préventive sur l'autoroute A 19.

**Art. 6.** - La directrice générale de l'Institut national de recherches archéologiques préventives est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la culture et de la communication.

La directrice générale de l'Institut national  
de recherches archéologiques préventives,  
Nicole Pot

---

## MUSÉE DU LOUVRE

**Décision DFJ/2006/010 du 1<sup>er</sup> octobre 2006 mettant fin aux fonctions d'un régisseur d'avance intérimaire au sein de l'auditorium du musée du Louvre.**

Le président-directeur du musée du Louvre,

Vu la loi n° 63-156 du 23 février 1963 portant loi de finances pour 1963, et notamment son article 60 ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, et notamment les articles 18, 166 et 173 ;

Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, modifié par le décret n° 76-70 du 15 janvier 1976 ;

Vu le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 modifié relatif

aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ;

Vu le décret n° 92-1338 du 22 décembre 1992 modifié portant création de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 1992 relatif aux conditions dans lesquelles les directeurs d'établissements publics nationaux peuvent instituer des régies d'avances et des régies de recettes ;

Vu l'arrêté du 13 juin 1994 portant institution d'une régie d'avances auprès de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu l'instruction codificatrice n° 05-042-M9-R du 30 septembre 2005 sur les régies de recettes et d'avances des établissements publics nationaux et des établissements publics locaux d'enseignement ;

Vu la décision du 1<sup>er</sup> mars 2006 modifiée nommant Mme Magali Maïza régisseur d'avances intérimaire du musée du Louvre,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Il est mis fin à la mission de régisseur d'avances de Mme Magali Maïza à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2006.

**Art. 2.** - Mme Magali Maïza, aux termes de la réglementation en vigueur à ce jour, percevra l'indemnité de responsabilité annuelle due au *pro rata temporis* de la durée effective de sa mission en 2006.

**Art. 3.** - Mme Magali Maïza devra présenter l'arrêté des comptes des opérations, qu'elle aura effectuées jusqu'au 30 septembre 2006 aux agents de contrôle qualifiés et justifier de la bonne mise en œuvre des formalités de fin de mandat de régisseur d'avances intérimaire.

**Art. 4.** - L'administrateur général est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la culture et de la communication.

Le président-directeur du musée du Louvre,  
Henri Loyrette  
Visa de l'agent comptable :  
Louis Pacaud

**Décision DFJ/2006/011 du 1<sup>er</sup> octobre 2006 portant nomination d'un régisseur d'avances au sein de l'auditorium du musée du Louvre.**

Le président-directeur du musée du Louvre,

Vu la loi n° 63-156 du 23 février 1963 portant loi de finances pour 1963, et notamment son article 60 ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant

règlement général sur la comptabilité publique, et notamment les articles 18, 166 et 173 ;

Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, modifié par le décret n° 76-70 du 15 janvier 1976 ;

Vu le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 modifié relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ;

Vu le décret n° 92-1338 du 22 décembre 1992 modifié portant création de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 1992 relatif aux conditions dans lesquelles les directeurs d'établissements publics nationaux peuvent instituer des régies d'avances et des régies de recettes ;

Vu l'arrêté du 13 juin 1994 portant institution d'une régie d'avances auprès de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu l'instruction codificatrice n° 05-042-M9-R du 30 septembre 2005 sur les régies de recettes et d'avances des établissements publics nationaux et des établissements publics locaux d'enseignement ;

Vu la décision DFJ/2006/010 du président-directeur de musée du Louvre mettant fin aux fonctions de Mme Magali Maïza en tant que régisseur d'avance intérimaire au 30 septembre 2006,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Mme Isabelle Sabathier est nommée régisseur d'avances de l'établissement public du musée du Louvre, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2006, avec pour mission de payer exclusivement les dépenses énumérées dans l'arrêté susvisé instituant la régie.

**Art. 2.** - Mme Isabelle Sabathier, les mandataires qu'elle serait amenée à désigner en sa qualité de régisseur ainsi que les agents placés sous son autorité en cette qualité ne pourront en aucun cas faire usage, au titre des opérations réalisées dans le cadre de la régie, d'une délégation de signature du président-directeur, en sa qualité d'ordonnateur principal, ou du directeur de l'auditorium, en sa qualité d'ordonnateur déconcentré.

**Art. 3.** - Mme Isabelle Sabathier devra, aux termes de la réglementation en vigueur à ce jour, constituer un cautionnement de 6 100 euros avant d'entrer en fonctions.

**Art. 4.** - Mme Isabelle Sabathier percevra, aux termes de la réglementation en vigueur à ce jour, une indemnité de responsabilité annuelle de 640 euros (six cent quarante euros). Cette indemnité est versée par

trimestre. Elle est due pour la durée effective de gestion.

**Art. 5.** - Mme Isabelle Sabathier est, conformément à la réglementation en vigueur, pécuniairement responsable de la conservation des fonds, des valeurs et pièces comptables, qu'elle a reçus ainsi que de l'exactitude des décomptes de liquidation qu'elle a effectués.

**Art. 6.** - Mme Isabelle Sabathier paiera uniquement les dépenses relatives aux charges énumérées dans l'acte constitutif visé en tête de la présente décision, sous peine d'être constituée comptable de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du nouveau code pénal.

**Art. 7.** - Mme Isabelle Sabathier devra présenter ses registres, comptabilité, fonds et valeurs inactives aux agents de contrôle qualifiés.

**Art. 8.** - L'administrateur général est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la culture et de la communication.

Le président-directeur du musée du Louvre,  
Henri Loyrette  
Visa de l'agent comptable :  
Louis Pacaud

### **Décision DFJ/2006/012 du 19 octobre 2006 portant délégation de signature.**

Le président-directeur du musée du Louvre,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général de la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 92-1338 du 22 décembre 1992 modifié portant création de l'établissement public du musée du Louvre, et notamment ses articles 19 et 19-1 ;

Vu le décret du 5 avril 2004 portant nomination du président de l'établissement du musée du Louvre ;

Vu le décret n° 2003-1097 du 18 novembre 2003 portant délégation, pour certains corps de fonctionnaires du ministère de la culture et de la communication, d'actes de gestion au profit du président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu l'arrêté du 18 novembre 2003 portant délégation de pouvoirs en matière de gestion des personnels des corps de catégories A, B et C au président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu la décision du président-directeur du 2 mai 2002 modifiée portant organisation des services du musée du Louvre ;

Vu la décision DFJ/2006/07 portant délégation de signature,

Décide :

### **Titre I : Direction du musée du Louvre**

**Art. 1.** - Délégation de signature est donnée à M. Didier Selles, administrateur général, pour tous actes et décisions afférents aux attributions du président de l'établissement énumérées à l'article 19 du décret n° 92-1338 susvisé, à l'exception des points 3 et 8, sous réserve des dispositions de l'article 20 du décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics, et pour tous actes définis en application des dispositions du décret n° 2003-1097 et de l'arrêté du 18 novembre 2003 susvisés.

**Art. 2.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Didier Selles, délégation de signature est donnée à Mme Aline Sylla-Walbaum, administratrice générale adjointe, directrice du développement culturel, pour tous actes et décisions afférents aux attributions du président de l'établissement énumérées aux points 2, 4, 5, 6, et 7 de l'article 19 du décret n° 92-1338 susvisé.

### **Titre II : Direction des ressources humaines et du développement social**

**Art. 3.** - Délégation de signature est donnée à Mme Carole Étienne-Boisseau, directrice des ressources humaines, pour tous actes et décisions afférents aux attributions du président de l'établissement énumérées aux points 6, 7 et 11 de l'article 19 du décret n° 92-1338 susvisé et pour tous actes définis en application des dispositions du décret n° 2003-1097 et de l'arrêté du 18 novembre 2003 susvisés, ainsi qu'à l'effet de signer dans le cadre de ses compétences :

- les actes d'achat ne répondant pas aux obligations prévues à l'article 28 du décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et dont le montant est inférieur à 15 000 euros HT (dans le cas d'achats à caractère pluriannuel, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil) ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous documents comptables en dépense et recette ;
- tous ordres de reversement et titres de recette ;
- les certificats administratifs.

**Art. 4.** - Une délégation de signature identique à celle visée à l'article 3 de la présente décision est donnée à Mme Valérie Pétillon-Boisselier, chef du service de la gestion du personnel.



En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Valérie Pétillon-Boisselier, une délégation de signature identique à celle visée à l'alinéa précédent du présent article est donnée à M. Stephen Cousin, adjoint au chef du service de la gestion du personnel.

**Art. 5.** - Délégation de signature est donnée à M. Jean-Marc Irollo, directeur adjoint des ressources humaines et du développement social, chargé des relations sociales, de l'emploi et de la formation, pour tous actes et décisions afférents aux attributions du président de l'établissement énumérées aux points 6 et 7 de l'article 19 du décret n° 92-1338 susvisé, ainsi qu'à l'effet de signer dans le cadre de leurs compétences :

- les actes d'achat ne répondant pas aux obligations prévues à l'article 28 du décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et dont le montant est inférieur à 15 000 euros HT (dans le cas d'achats à caractère pluriannuel, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil) ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous documents comptables en dépense et recette ;
- tous ordres de reversement et titres de recette ;
- les certificats administratifs.

**Art. 6.** - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de Mme Carole Étienne-Boisseau, à Mme Hélène Mahé, chef du service de la formation et de la gestion prévisionnelle des emplois et des carrières, à effet de signer, dans le cadre de ses compétences :

- les actes d'achat ne répondant pas aux obligations prévues à l'article 28 du décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et dont le montant est inférieur à 15 000 euros HT (dans le cas d'achats à caractère pluriannuel, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil) ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous documents comptables en dépense ;
- tous ordres de reversement ;
- les certificats administratifs.

**Art. 7.** - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de Mme Carole Étienne-Boisseau, à Mme Farida Laidaoui, chef du service intérieur à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2006, à effet de signer, dans le cadre de ses compétences :

- les actes d'achat ne répondant pas aux obligations prévues à l'article 28 du décret n° 2004-15 du 7 janvier

2004 portant code des marchés publics et dont le montant est inférieur à 15 000 euros HT (dans le cas d'achats à caractère pluriannuel, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil) ;

- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous documents comptables en dépense ;
- tous ordres de reversement ;
- les certificats administratifs.

**Art. 8.** - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de Mme Carole Étienne-Boisseau, à D<sup>r</sup> Françoise Moreau, chef du service médical, à l'effet de signer les attestations de service fait et les certificats administratifs.

Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de Mme Carole Étienne-Boisseau, à Mme Fabienne Desroches, chef du service recrutement et mobilité, à effet de signer les conventions de stage, les attestations de service fait et les certificats administratifs.

Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de Mme Carole Étienne-Boisseau, à M. Luc Wagner, chef du service effectif et budget à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2006, à effet de signer, dans le cadre de ses compétences :

- tous documents comptables en dépense ;
- les certificats administratifs.

Délégation de signature est par ailleurs donnée, sous l'autorité de Mme Carole Étienne-Boisseau, à Mme Brigitte Castan, chef du service social, à effet de signer, dans le cadre de ses compétences :

- les actes de liquidation et de mandatement des dépenses ;
- tous documents comptables en dépenses et en recettes ;
- tous ordres de versement et titres de recettes ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

### **Titre III : Direction du développement culturel**

**Art. 9.** - Délégation de signature est donnée à Mme Aline Sylla-Walbaum, directrice du développement culturel, à l'effet de signer dans le cadre de ses compétences :

- les actes d'achat ne répondant pas aux obligations prévues à l'article 28 du décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et dont le montant est inférieur à 15 000 euros HT (dans le cas d'achats à caractère pluriannuel, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil) ;

- les conventions et contrats emportant recette d'un montant inférieur à 75 000 euros HT ;
- les titres de recette ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous documents comptables en dépense et recette ;
- tous ordres de reversement ;
- les certificats administratifs ;
- les autorisations de tournage.

**Art. 10.** - Une délégation de signature identique à celle visée à l'article 9 de la présente décision est donnée, sous l'autorité de Mme Aline Sylla-Walbaum, à M. Christophe Monin, directeur adjoint du développement culturel, chef du service du mécénat et des ressources propres.

**Art. 11.** - Une délégation de signature identique à celle visée à l'article 9 de la présente décision est donnée, sous l'autorité de Mme Aline Sylla-Walbaum, à Mme Emmanuelle Peret, chef du service administratif et financier.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Emmanuelle Peret, une délégation de signature identique à celle visée à l'alinéa précédent du présent article est donnée à Mme Éva Duret, adjointe au chef du service administratif et financier.

**Art. 12.** - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de Mme Aline Sylla-Walbaum, à Mme Violaine Bouvet-Lanselle, chef du service des éditions, à Mme Catherine Derosier-Pouchous, chargée de mission pour la production audiovisuelle et cinématographique, à Mme Myriam Prot, chef du service Internet, à Mme Anne-Laure Ranoux, chef du service des ressources documentaires, à Mme Cécile Rebière-Plé, adjointe au chef du service des ressources documentaires, à Mme Anne Vincent, chef du service des acquisitions, à Mme Françoise Simon, responsable de la librairie du jardin des Tuileries et régisseur de recettes et d'avances pour cette même librairie, ainsi qu'à Mme Soraya Karkache, chef du service des expositions, à l'effet de signer, dans les limites des crédits placés sous leur responsabilité, les attestations de service fait et les certificats administratifs.

Délégation de signature est par ailleurs donnée, sous l'autorité de Mme Aline Sylla-Walbaum, à Mme Viviane Exiga, gestionnaire financier, à Mme Corinne Roustan, gestionnaire financier et à M. Yvon Angélique, gestionnaire financier, à l'effet de signer dans le cadre de leurs compétences, les attestations de service fait et les certificats administratifs.

**Art. 13.** - Délégation de signature est donnée à Mme Nathalie Cuisinier, responsable de l'unité mises à disposition d'espaces et événements spéciaux, à l'effet de signer les autorisations de tournage.

#### **Titre IV : Direction financière et juridique**

**Art. 14.** - Délégation de signature est donnée à M. Julien Anfruns, directeur financier et juridique pour tous actes et décisions afférents aux attributions du président de l'établissement énumérées aux points 2, 4 et 5 de l'article 19 du décret n° 92-1338 susvisé.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Julien Anfruns, une délégation de signature identique à celle visée à l'alinéa précédent du présent article est donnée à Mme Nelly Fesseau, directrice adjointe de la direction financière et juridique.

**Art. 15.** - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de M. Julien Anfruns, à Mme Isabelle Leblanc, chef du service des affaires financières, à effet de signer, dans le cadre de ses compétences :

- les actes d'achat ne répondant pas aux obligations prévues à l'article 28 du décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et dont le montant est inférieur à 15 000 euros HT (dans le cas d'achats à caractère pluriannuel, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil) ;
- les conventions et contrats emportant recette d'un montant inférieur à 75 000 euros HT ;
- les titres de recette ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous documents comptables en dépense et recette ;
- tous ordres de reversement ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Isabelle Leblanc, une délégation de signature identique à celle visée à l'alinéa précédent est donnée à Mme Marlène Mandet, adjointe au chef du service des affaires financières.

**Art. 16.** - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de M. Julien Anfruns, à Mme Dominique Lugand, chef du service des affaires juridiques et des marchés publics, à Mme Anne-Louise Cavillon, chef de l'unité des marchés publics, et à M. Xavier Près, chef de l'unité affaires juridiques, à l'effet de signer, dans les limites des crédits placés sous leur responsabilité, les attestations de service fait et les certificats administratifs.

## **Titre V : Direction de l'architecture-muséographie-technique**

**Art. 17.** - Délégation de signature est donnée à M. Alain Boissonnet, directeur de l'architecture-muséographie-techniques, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences :

- les actes d'achat ne répondant pas aux obligations prévues à l'article 28 du décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et dont le montant est inférieur à 15 000 euros HT (dans le cas d'achats à caractère pluriannuel, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil) ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous documents comptables en dépense ;
- tous ordres de reversement ;
- les certificats administratifs.

**Art. 18.** - Une délégation de signature identique à celle visée à l'article 17 de la présente décision est donnée, sous l'autorité de M. Alain Boissonnet, à M. Alain Gauchet, directeur adjoint de l'architecture-muséographie-techniques, à M. Michel Antonietri, directeur adjoint de l'architecture-muséographie-techniques et à Mme Anne-Sophie Casper, chef du service prévision, planification et gestion financière.

**Art. 19.** - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de M. Alain Boissonnet, à M. Philippe Carreau, chef du service entretien bâtiment, à Mme Clio Karageorghis, chef du service production signalétique et graphique, à M. Benoît Balenghien, chef du service de l'éclairage et de l'électricité, à M. Michel Hébert, chef du service équipements techniques, à M. Éric Payrastré, chef du service administratif, à M. Christophe Petitpas, chef du service des courants faibles, et à M. Benoît Chalandard, chef du service des travaux muséographiques, à l'effet de signer, dans les limites des crédits placés sous leur responsabilité, les attestations de service fait et les certificats administratifs.

Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de M. Alain Boissonnet, à M. Yvan Auffray, conducteur de l'opération « schéma directeur incendie », et, à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2006, à Mlle Sophie Stewart, conducteur des opérations « Vénus de Milo » et « Petit Bourbon » à l'effet de signer, dans les limites des crédits placés sous leur responsabilité, les attestations de service fait et les certificats administratifs.

## **Titre VI : Direction de la surveillance**

**Art. 20.** - Délégation de signature est donnée à M. Serge Leduc, directeur de la surveillance, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences :

- les actes d'achat ne répondant pas aux obligations prévues à l'article 28 du décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et dont le montant est inférieur à 15 000 euros HT (dans le cas d'achats à caractère pluriannuel, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil) ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous ordres de reversement ;
- tous documents comptables en dépense ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Serge Leduc, une délégation de signature identique à celle visée à l'alinéa précédent du présent article est donnée à Mme Corinne Lebowski, directrice adjointe de la surveillance, sous-directrice des affaires administratives et financières.

## **Titre VII : Direction de la maîtrise d'ouvrage**

**Art. 21.** - Délégation de signature est donnée à M. Fabrice Merizzi, directeur de la maîtrise d'ouvrage, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences :

- les actes d'achat ne répondant pas aux obligations prévues à l'article 28 du décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et dont le montant est inférieur à 15 000 euros HT (dans le cas d'achats à caractère pluriannuel, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil) ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous ordres de reversement ;
- tous documents comptables en dépense ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Fabrice Merizzi, une délégation de signature identique à celle visée à l'alinéa précédent du présent article est donnée à Mlle Marie-Alix Filhol, responsable administratif et financier de la direction de la maîtrise d'ouvrage.

## **Titre VIII : Direction de l'auditorium**

**Art. 22.** - Délégation de signature est donnée à M. Jean-Marc Terrasse, directeur de l'auditorium, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences :

- les actes d'achat ne répondant pas aux obligations prévues à l'article 28 du décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et dont le montant est inférieur à 15 000 euros HT (dans le cas d'achats à caractère pluriannuel, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil) ;

- les conventions et contrats emportant recette d'un montant inférieur à 30 000 euros HT ;
- les titres de recette ;
- les ordres de mission des intervenants extérieurs au musée ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous ordres de reversement ;
- tous documents comptables en dépense et recette ;
- les certificats administratifs.

**Art. 23.** - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de M. Jean-Marc Terrasse, à Mlle Valérie Brisset, chef du service des relations avec le public, à l'effet de signer, dans les limites des crédits placés sous sa responsabilité, les attestations de service fait, les certificats administratifs et les ordres de service.

**Art. 24.** - Une délégation de signature identique à celle visée aux articles 22 et 23 de la présente décision est donnée à Mme Magali Maïza, directrice adjointe de l'auditorium, chef du service administratif et financier.

#### **Titre IX : Direction des publics**

**Art. 25.** - Délégation de signature est donnée à Mme Catherine Guillou, directrice des publics, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences :

- les actes d'achat ne répondant pas aux obligations prévues à l'article 28 du décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et dont le montant est inférieur à 15 000 euros HT (dans le cas d'achats à caractère pluriannuel, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil) ;
- les conventions et contrats emportant recette d'un montant inférieur à 30 000 euros HT ;
- les titres de recette ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous ordres de reversement ;
- tous documents comptables en dépense et recette ;
- les certificats administratifs.

**Art. 26.** - Une délégation de signature identique à celle visée au premier alinéa de l'article 25 de la présente décision est donnée, sous l'autorité de Mme Catherine Guillou, à M. Sébastien Legouteil, chef du service de la gestion administrative et financière.

**Art. 27.** - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de Mme Catherine Guillou, à Mlle Anne Giroux, chef du service accueil, information et

documentation, à Mme Françoise Broyelle, chef du service vente et réservation de l'offre culturelle, à Mme Anne Krebs, chef du service études, évaluation et prospective, à M. Georges Martin, chef du service du développement des publics, à M. François Vaysse, chef du service des activités éducatives et culturelles, à l'effet de signer, dans les limites des crédits placés sous leur responsabilité, les attestations de service fait et les certificats administratifs.

#### **Titre X : Délégation à la communication**

**Art. 28.** - Délégation de signature est donnée à Mme Aggy Lerolle, déléguée à la communication, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences :

- les actes d'achat ne répondant pas aux obligations prévues à l'article 28 du décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et dont le montant est inférieur à 15 000 euros HT (dans le cas d'achats à caractère pluriannuel, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil) ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous ordres de reversement ;
- tous documents comptables en dépense ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Aggy Lerolle, une délégation de signature identique à celle visée à l'alinéa précédent du présent article est donnée à Mme Véronique Petitjean, déléguée adjointe à la communication.

#### **Titre XI : Service informatique**

**Art. 29.** - Délégation de signature est donnée à M. Bruno Zeitoun, chef du service informatique, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences :

- les actes d'achat ne répondant pas aux obligations prévues à l'article 28 du décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et dont le montant est inférieur à 15 000 euros HT (dans le cas d'achats à caractère pluriannuel, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil) ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous ordres de reversement ;
- tous documents comptables en dépense ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bruno Zeitoun, une délégation de signature identique à celle visée à l'alinéa précédent du présent article est donnée

à Mme Christine Ronflé-Guin, chef adjoint du service informatique.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bruno Zeitoun, délégation de signature est donnée à Mme Marlène Mathieu, chargée de la gestion administrative et financière, à l'effet de signer :

- les actes de liquidation ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

## **Titre XII : Département des antiquités orientales**

**Art. 30.** - Délégation de signature est donnée à Mme Béatrice André-Salvini, conservateur en chef chargé du département des antiquités orientales, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences :

- les actes d'achat ne répondant pas aux obligations prévues à l'article 28 du décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et dont le montant est inférieur à 15 000 euros HT (dans le cas d'achats à caractère pluriannuel, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil) ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous ordres de reversement ;
- tous documents comptables en dépense ;
- les certificats administratifs ;
- les attestations de mission de convoiement d'œuvres d'art.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Béatrice André-Salvini, une délégation identique à celle visée à l'alinéa précédent du présent article est donnée à Mme Élisabeth Fontan, conservateur en chef, et à Mme Françoise Demange, conservateur en chef.

## **Titre XIII : Département des peintures**

**Art. 31.** - Délégation de signature est donnée à M. Vincent Pomarède, conservateur général du patrimoine chargé du département des peintures, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences :

- les actes d'achat ne répondant pas aux obligations prévues à l'article 28 du décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et dont le montant est inférieur à 15 000 euros HT (dans le cas d'achats à caractère pluriannuel, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil) ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;

- tous ordres de reversement ;
- tous documents comptables en dépense ;
- les certificats administratifs ;
- les attestations de mission de convoiement d'œuvres d'art.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Vincent Pomarède, une délégation identique à celle visée à l'alinéa précédent du présent article est donnée à M. Sylvain Laveissière, conservateur général du patrimoine, et à Mme Cécile Bourdillat, responsable administrative et financière.

## **Titre XIV : Département des antiquités égyptiennes**

**Art. 32.** - Délégation de signature est donnée à Mme Christiane Ziegler, conservateur général du patrimoine chargé du département des antiquités égyptiennes, à l'effet de signer, dans les limites des crédits placés sous sa responsabilité, les attestations de service fait, les certificats administratifs et les attestations de mission de convoiement d'œuvres d'art.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Christiane Ziegler, une délégation identique à celle visée à l'alinéa précédent du présent article est donnée à Mme Marie-France Aubert, à Mme Dominique Benazeth, conservateurs en chef du patrimoine, et à Mme Marie-Hélène Rutschowskaya, conservateur général.

## **Titre XV : Département des arts de l'Islam**

**Art. 33.** - Délégation de signature est donnée à Mme Sophie Makariou, conservateur du patrimoine, à l'effet de signer, dans les limites des crédits placés sous sa responsabilité, les attestations de service fait, les certificats administratifs et les attestations de mission de convoiement d'œuvres d'art.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Sophie Makariou, une délégation identique à celle visée à l'alinéa précédent est donnée à Mme Florence Masson, responsable administrative et financière, à compter du 13 novembre 2006.

## **Titre XVI : Département des antiquités grecques, étrusques et romaines**

**Art. 34.** - Délégation de signature est donnée à M. Alain Pasquier, conservateur général du patrimoine chargé du département des antiquités grecques, étrusques et romaines, à l'effet de signer, dans les limites des crédits placés sous sa responsabilité, les attestations de service fait, les certificats administratifs et les attestations de mission de convoiement d'œuvre d'art.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alain Pasquier, une délégation identique à celle visée à l'alinéa précédent du présent article est donnée à Mme Sophie Descamps, Mme Françoise Gaultier et à M. Jean-Luc Martinez, conservateurs en chef du patrimoine et à M. Daniel Roger, conservateur du patrimoine.

### **Titre XVII : Département des arts graphiques**

**Art. 35.** - Délégation de signature est donnée à M. Carel Van Tuyl Van Serooskerken, chef du département des arts graphiques à l'effet de signer, dans les limites des crédits placés sous sa responsabilité, les attestations de service fait, les certificats administratifs et les attestations de mission de convoiement d'œuvres d'art.

**Art. 36.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Carel Van Tuyl Van Serooskerken, une délégation de signature identique à celle visée à l'article 35 de la présente décision est donnée à Mme Catherine Loisel et à M. Dominique Cordellier, conservateurs en chef du patrimoine.

### **Titre XVIII : Département des objets d'art**

**Art. 37.** - Délégation de signature est donnée à M. Marc Bascou, conservateur général du patrimoine, chef du département des objets d'art, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences :

- les actes d'achat ne répondant pas aux obligations prévues à l'article 28 du décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et dont le montant est inférieur à 15 000 euros HT (dans le cas d'achats à caractère pluriannuel, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil) ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous ordres de reversement ;
- tous documents comptables en dépense ;
- les certificats administratifs ;
- les attestations de mission de convoiement d'œuvres d'art.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Marc Bascou, une délégation identique à celle visée au premier alinéa du présent article est donnée à M. Jannic Durand, à Mme Sophie Baratte ainsi qu'à Mme Anne Dion-Tenenbaum, conservateurs en chef au département des objets d'art, et à Mme Anne-Élisabeth Abiven, responsable administrative et financière.

### **Titre XIX : Département des sculptures**

**Art. 38.** - Délégation de signature est donnée à Mme Geneviève Bresc-Bautier, conservateur général

du patrimoine chargé du département des sculptures, à l'effet de signer, dans les limites des crédits placés sous sa responsabilité, les attestations de service fait, les certificats administratifs et les attestations de mission de convoiement d'œuvres d'art.

Cette même délégation est concurremment donnée à M. Guilhem Scherf, conservateur en chef du patrimoine, pour les seules dépenses afférentes à des achats de livres.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Geneviève Bresc-Bautier, une délégation identique à celle visée au premier alinéa du présent article est donnée à Mme Sophie Guillot de Suduiraut, conservateur en chef du patrimoine, à Mme Isabelle Leroy-Jay Lemaistre, conservateur en chef du patrimoine et à M. Guilhem Scherf, conservateur en chef du patrimoine.

### **Titre XX : Musée Eugène-Delacroix**

**Art. 39.** - Délégation de signature est donnée à M. Carel Van Tuyl Van Serooskerken, directeur par intérim du musée Eugène-Delacroix à compter du 15 mars 2006, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences :

- les actes d'achat ne répondant pas aux obligations prévues à l'article 28 du décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et dont le montant est inférieur à 15 000 euros HT (dans le cas d'achats à caractère pluriannuel, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil) ;
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense ;
- tous ordres de reversement ;
- tous documents comptables en dépense ;
- les certificats administratifs.

### **Titre XXI : Chef du service de protection-sécurité-incendie**

**Art. 40.** - Délégation de signature est donnée au capitaine François Cesari, chef du service protection-sécurité-incendie à l'effet de signer, dans les limites des crédits placés sous sa responsabilité, les attestations de service fait et les certificats administratifs.

### **Titre XXII : Service de la communication interne**

**Art. 41.** - Délégation de signature est donnée à M. Xavier Milan, chef du service de la communication interne, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences, dans les limites des crédits placés sous sa responsabilité, les attestations de service fait et les certificats administratifs.

**Titre XXIII : Dispositions finales**

**Art. 42.** - L'administrateur général est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la culture et de la communication.

**Art. 43.** - Cette décision prend effet à compter du 19 octobre 2006 et annule et remplace la décision DFJ/2006/07 en date du 1<sup>er</sup> juin 2006 portant délégation de signature.

Le président-directeur du musée du Louvre,  
Henri Loyrette

**MUSÉE RODIN****Décision du 1<sup>er</sup> octobre 2006 portant délégation de signature.**

Le directeur du musée Rodin, ordonnateur,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié, portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 2005-1507 du 6 décembre 2005 modifiant le décret n° 93-165 du 2 février 1993, portant statut du musée Rodin, établissement public administratif ;

Vu l'arrêté du 13 décembre 2005 nommant M. Dominique Viéville, conservateur général du patrimoine, en qualité de directeur du musée Rodin,

Décide :

**Article unique :**

Conformément aux termes des textes visés, délégation de signature est donnée, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2006, à M. Jérôme Manoukian, agent contractuel, responsable du service photographique, au nom du directeur du musée Rodin, et en application des tarifs approuvés par le conseil d'administration du musée Rodin le 11 avril 2006, pour l'établissement de devis, les autorisations de reproductions et les réponses aux demandes diverses pour les affaires relevant uniquement de son service.

Le directeur du musée Rodin,  
conservateur général du patrimoine,  
Dominique Viéville

**MUSÉE ET DOMAINE NATIONAL DE VERSAILLES**

**Décision du 11 octobre 2006 portant création et organisation des commissions d'appel d'offres pour les marchés publics et les accords-cadres passés par l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles et relevant du département des affaires financières et des services généraux.**

La présidente,

Vu le code des marchés publics (décret n° 2006-975 du 1<sup>er</sup> août 2006), notamment ses articles 21 et 25 ;

Vu le décret n° 95-463 du 27 avril 1995 modifié portant création de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles, notamment son article 18-1-5° ;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> juin 2006 portant nomination de la présidente de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles ;

Vu l'arrêté du 18 mars 2004 portant nomination de M. Christophe Tardieu en qualité d'administrateur général de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles ;

Vu la décision n° 2005-1 du 9 février 2005 portant délégation de signature,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - En application du code des marchés publics, une commission d'appel d'offres est mise en place au sein du département des affaires financières et des services généraux de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles.

La présente commission est compétente pour les marchés publics et les accords-cadres passés par l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles, et relevant du champ de compétence du département des affaires financières et des services généraux, quelle que soit leur procédure de passation.

Elle se réunira dans les formations définies à l'article 2 ci-dessous selon l'objet des procédures.

**Art. 2.** - La présente commission d'appel d'offres est composée comme suit :

**I) Membres avec voix délibérative :****a) Membres à titre permanent :**

- le président de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles ou son représentant, président de la commission,
- le chef du département des affaires financières et des services généraux de l'établissement public ou son représentant,
- le chef du service des marchés du département des affaires financières et des services généraux ou son représentant.

**b) Membres selon la matière qui fait l'objet de la consultation :**

- le(s) chef(s) de service concerné par l'objet du marché donnant lieu à la consultation ou son (leur) représentant(s).

**II) Membres avec voix consultative :**

- le directeur général de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes ou son représentant,
- le contrôleur financier ou son représentant,
- l'agent comptable de l'établissement public ou son représentant,
- tout agent de l'État ou de l'établissement public, ayant une compétence particulière dans la matière qui fait l'objet de la consultation.

**Art. 3.** - La commission est valablement constituée si plus de la moitié des membres ayant voix délibérative, y compris le président de la commission ou son représentant, sont présents.

**Art. 4.** - Les membres de la commission, constituée selon les modalités définies aux articles ci-dessus, établissent en tant que de besoin et dans la forme qui leur convient, leurs règles de fonctionnement.

**Art. 5.** - Le secrétariat de la commission est assuré par le chef du service des marchés au département des affaires financières et des services généraux ou son représentant.

**Art. 6.** - La présente décision s'applique à toutes les commissions d'appel d'offres organisées à compter de sa publication au *Bulletin officiel* du ministère de la culture et de la communication.

Elle annule et remplace la décision du 3 juin 2005 portant création et organisation des commissions d'appel d'offres pour les marchés publics passés par l'établissement public et relevant du département des

affaires financières et des services généraux (publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la culture et de la communication n° 149 - Mai et Juin 2005), laquelle, reste cependant valable :

- pour les marchés publics notifiés antérieurement à la date d'entrée en vigueur du décret n° 2006-975 du 1<sup>er</sup> août 2006 portant code des marchés publics jusqu'à la fin de leur durée d'exécution ;
- pour les marchés publics pour lesquels un avis d'appel public à la concurrence a été envoyé à la publication antérieurement à la date d'entrée en vigueur du décret n° 2006-975 du 1<sup>er</sup> août 2006 portant code des marchés publics ;
- pour les commissions d'appel d'offres organisées dans le cadre des procédures de dialogue compétitif en cours au moment de l'entrée en vigueur du décret n° 2006-975 sus-cité.

La présidente de l'établissement public  
du musée et du domaine national de Versailles  
Christine Albanel

## DOCUMENTS SIGNALÉS

**Direction des archives de France**

Instruction DPACI/RES/2006/006 du 24 juillet 2006. Traitement et conservation des documents détenus par les services du Domaine dans le cadre du transfert du Domaine à la Direction générale de la comptabilité publique.

Note d'information DITN/RES/2006/006 du 11 septembre 2006. Lancement par la direction des archives de France du marché concernant la réalisation d'une plate-forme d'archivage électronique pilote.

Instruction DPACI/RES/2006/008 du 12 septembre 2006. Archives des universités.

Instruction DITN/RES/2006/005 du 13 septembre 2006. Publication de l'étude commanditée par la direction centrale de la sécurité des systèmes d'information sur l'archivage électronique sécurisé dans le secteur public.

Instruction DAF/DPACI/RES/2006/11 du 18 septembre 2006. Traitement et conservation des archives de la politique de la ville.



Note d'information DAF/DPACI/RES/2006/009 du 15 septembre 2006. Recensement des tableaux de gestion élaborés par les services d'archives départementales en 2004.

Instruction DAF/DPACI/RES/2006/010 du 27 septembre 2006. Reversement des registres matricules de la classe 1936.

Instruction DPACI/RES/2006/012 du 2 octobre 2006. Traitement, versement et conservation des comptes de gestion des collectivités locales par les comptables supérieurs du Trésor ou les chambres régionales des comptes.

Instruction DPACI/RES/2006/014 du 18 octobre 2006. Statistiques agricoles. Révision de la circulaire interministérielle DPACI/RES/2004/04 et SCOM/SA/CE2004/04 du 12 février 2004.

Nomination de Mme Sylvie Frenkiel en tant que chef du bureau des affaires financières au département du réseau institutionnel et professionnel, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2006.

*(Documents disponibles sur le site [www.archivesdefrance.culture.gouv.fr](http://www.archivesdefrance.culture.gouv.fr) et/ou à la direction des archives de France)*

# Mesures d'information

## Relevé de textes parus au Journal officiel

### SEPTEMBRE

#### J.O n° 203 du 2 septembre 2006

##### Économie, finances et industrie

Texte n° 14 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours (Gestion 2006) (pour la Culture : Création, Patrimoines, Transmission des savoirs et démocratisation de la culture).

##### Culture et de la communication

Page 13101 Arrêté du 2 août 2006 portant attribution à titre de dotation de divers ensembles immobiliers domaniaux (théâtre national de Strasbourg).

Page 13102 Arrêté du 2 août 2006 portant attribution à titre de dotation d'un ensemble immobilier domanial (Cité de l'architecture et du patrimoine).

Page 13102 Arrêté du 7 août 2006 portant affectation et attribution concomitante à titre de dotation d'un ensemble immobilier domanial (musée et domaine national de Versailles).

Page 13102 Arrêté du 8 août 2006 fixant la composition et le fonctionnement de la commission des acquisitions du musée Rodin.

Page 13103 Arrêté du 10 août 2006 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Orangerie, 1934 : les peintres de la réalité*, au musée de l'Orangerie, à Paris).

Page 13103 Arrêté du 10 août 2006 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Photomontages soviétiques, 1917-1953*, au passage de Retz à Paris).

Page 13103 Arrêté du 10 août 2006 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Ivan Aivazovski*, au musée national de la marine).

Page 13103 Arrêté du 14 août 2006 portant renouvellement de l'agrément de la Société des éditeurs et auteurs de musique.

Page 13103 Arrêté du 24 août 2006 portant transfert de propriété de biens au profit d'une collectivité territoriale conformément à l'article L. 451-9 du code du patrimoine (Condom).

Page 13103 Arrêté du 24 août 2006 portant transfert de propriété de biens au profit d'une collectivité territoriale conformément à l'article L. 451-9 du code du patrimoine (Dieppe).

Page 13103 Arrêté du 24 août 2006 portant transfert

de propriété de biens au profit d'une collectivité territoriale conformément à l'article L. 451-9 du code du patrimoine (Laon).

Page 13103 Arrêté du 24 août 2006 portant transfert de propriété de biens au profit d'une collectivité territoriale conformément à l'article L. 451-9 du code du patrimoine (Lunéville).

Page 13103 Arrêté du 24 août 2006 portant transfert de propriété d'un bien au profit d'une collectivité territoriale conformément à l'article L. 451-9 du code du patrimoine (Vaucouleurs).

Page 13111 Arrêté du 4 août 2006 portant nomination au conseil d'administration de l'établissement public chargé de l'aménagement du secteur IV de Marne-la-Vallée (Mmes Piqueras Christine et Roquier-Chavanes Fabienne).

Texte n° 81 Arrêté du 7 août 2006 portant nomination (chefs de services départementaux de l'architecture et du patrimoine) (SDAP Ardennes : Mme Corset Hélène).

Page 13111 Arrêté du 8 août 2006 portant nomination à la commission des acquisitions du musée Rodin.

Page 13111 Arrêté du 22 août 2006 portant nomination du directeur du musée de la musique à l'établissement public de la Cité de la musique (M. de Visscher Éric).

Texte n° 84 Arrêté du 31 août 2006 portant nomination (administration centrale) (DAPA : Mme Déal Danièle).

Page 13111 Décision du 11 août 2006 portant nomination du président, des vice-présidents et des membres à la commission du soutien financier sélectif à la distribution prévue à l'article 107 du décret n° 99-130 du 24 février 1999 modifié relatif au soutien financier de l'industrie cinématographique.

##### Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche

Texte n° 77 Arrêté du 24 août 2006 fixant la liste de classement des candidats admis ou figurant sur les listes complémentaires à l'issue des concours d'entrée à l'École nationale des chartes organisés en 2006.

##### Avis divers

Page 13119 Avis d'appel au mécénat d'entreprise pour l'acquisition par l'État pour le musée du Louvre d'un médaillon en bronze provenant du décor urbain de la place des Victoires, à Paris, au XVII<sup>e</sup> siècle, qui

présente un intérêt majeur pour le patrimoine national dans le cadre de l'article 238 bis OA du code général des impôts.

#### **J.O n° 204 du 3 septembre 2006**

##### **Culture et communication**

Texte n° 37 Décret du 1<sup>er</sup> septembre 2006 portant nomination et titularisation (conservateurs du patrimoine).

#### **J.O n° 206 du 6 septembre 2006**

##### **Culture et communication**

Page 13248 Arrêté du 1<sup>er</sup> août 2006 portant fixation du taux de la redevance d'archéologie préventive.  
Texte n° 53 Arrêté du 22 août 2006 fixant la liste des élèves ayant obtenu le diplôme de l'École nationale supérieure de création industrielle.

Texte n° 54 Arrêté du 23 août 2006 portant inscription à un tableau d'avancement (administration centrale) (Mme Gho Monique).

Texte n° 55 Arrêté du 29 août 2006 portant nomination au cabinet du ministre (M. Saunier Philippe, conseiller technique).

#### **J.O n° 207 du 7 septembre 2006**

##### **Emploi, cohésion sociale et logement**

Page 13270 Décret n° 2006-1114 du 5 septembre 2006 relatif aux diagnostics techniques immobiliers et modifiant le code de la construction et de l'habitation et le code de la santé publique.

##### **Culture et communication**

Page 13280 Décret du 5 septembre 2006 autorisant le Centre national des arts plastiques à accepter une donation.

#### **J.O n° 208 du 8 septembre 2006**

##### **Culture et communication**

Page 13324 Arrêté du 21 août 2006 portant nomination du directeur du service à compétence nationale du musée et du domaine national du château de Fontainebleau (M. Notari Bernard).

##### **Conventions collectives**

Page 13325 Avis relatif à l'extension d'un accord national professionnel applicable aux artistes-interprètes pour leurs prestations de doublage, commentaire ou narration.

Page 13325 Avis relatif à l'extension d'un accord national professionnel applicable aux artistes-interprètes pour leurs prestations de doublage, commentaire ou narration.

#### **J.O n° 209 du 9 septembre 2006**

##### **Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche**

Texte n° 60 Liste de qualification aux fonctions de maître de conférences du Muséum national d'histoire naturelle arrêtée en 2006 par les sections du Conseil national des universités.

##### **Transports, équipement, tourisme et mer**

Page 13390 Arrêté du 20 juillet 2006 portant nomination à la Commission nationale des guides-interprètes et des conférenciers (rectificatif).

##### **Culture et communication**

Texte n° 70 Arrêté du 23 août 2006 portant inscription à un tableau d'avancement (conservateurs en chef du patrimoine).

Page 13390 Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte DPLG.

##### **Conventions collectives**

Page 13392 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Auvergne) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

Page 13393 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Bretagne) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

Page 13393 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Lorraine) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

##### **Avis divers**

Page 13398 Vocabulaire des télécommunications.

#### **J.O n° 210 du 10 septembre 2006**

##### **Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche**

Page 13415 Décret du 8 septembre 2006 autorisant l'acceptation d'une donation (Institut de France).

Page 13418 Décret du 8 septembre 2006 portant nomination du directeur de l'École nationale des chartes (enseignements supérieurs) (M. Berlioz Jacques).

##### **Culture et communication**

Texte n° 21 Arrêté du 31 août 2006 portant nomination (directeurs régionaux des affaires culturelles) (Franche-Comté : M. Poull Georges).

Texte n° 21 Arrêté du 31 août 2006 portant nomination (directeurs régionaux des affaires culturelles) (Nord - Pas-de-Calais : M. Lagrange Richard).

**J.O n° 211 du 12 septembre 2006****Premier ministre**

Page 13440 Arrêté du 30 août 2006 fixant les modalités de la consultation du personnel organisée en vue de déterminer la représentativité des organisations syndicales appelées à désigner les représentants du personnel au comité technique paritaire spécial institué à la délégation interministérielle à l'aménagement et à la compétitivité des territoires.

**Avis divers**

Page 13456 Avis relatifs à l'agrément d'agences de mannequins pour l'engagement des enfants mannequins (Agence bordelaise de mannequins).

Page 13456 Avis relatifs à l'agrément d'agences de mannequins pour l'engagement des enfants mannequins (agence Sindy Bop).

Page 13456 Avis relatif au renouvellement d'une licence d'agence de mannequins (Agence bordelaise de mannequins).

Page 13459 Avis relatif à l'instruction de projets de normes (dont Information et communication : Distribution de signaux satellites sur un seul câble coaxial dans les résidences individuelles).

**J.O n° 212 du 13 septembre 2006****Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche**

Page 13476 Décret n° 2006-1138 du 11 septembre 2006 portant création de l'Institut de journalisme Bordeaux-Aquitaine.

Page 13483 Décret du 11 septembre 2006 portant approbation d'une élection à l'Académie des beaux-arts (M. Arthus-Bertrand Yann).

**Culture et communication**

Page 13480 Arrêté du 29 août 2006 attribuant l'appellation « musée de France » en application de l'article L. 442-1 du code du patrimoine (musée de l'artillerie, à Draguignan).

Page 13480 Arrêté du 29 août 2006 attribuant l'appellation « musée de France » en application de l'article L. 442-1 du code du patrimoine (musée des troupes de marine, à Fréjus).

Page 13480 Arrêté du 29 août 2006 attribuant l'appellation « musée de France » en application de l'article L. 442-1 du code du patrimoine (musée Fragonard, à Maisons-Alfort).

Page 13480 Arrêté du 29 août 2006 attribuant l'appellation « musée de France » en application de l'article L. 442-1 du code du patrimoine (musée du liège et du bouchon, à Mézin).

Page 13480 Arrêté du 29 août 2006 approuvant un transfert de propriété de collections en application des

dispositions de l'article L. 451-8 du code du patrimoine (département de la Côte-d'Or).

Page 13480 Arrêté du 29 août 2006 approuvant un transfert de propriété de collections en application des dispositions de l'article L. 451-8 du code du patrimoine (département du Puy-de-Dôme).

Page 13480 Arrêté du 31 août 2006 modifiant la liste des organismes constituant des agences de presse au sens de l'ordonnance n° 45-2646 du 2 novembre 1945 modifiée portant réglementation des agences de presse.

Page 13480 Décision n° 7 du 20 juillet 2006 de la commission prévue à l'article L. 311-5 du code de la propriété intellectuelle relative à la rémunération pour copie privée.

Page 13485 Décret du 12 septembre 2006 portant nomination du président du conseil d'administration de la Réunion des musées nationaux (M. Silicani Jean-Ludovic).

Texte n° 93 Arrêté du 1<sup>er</sup> août 2006 portant promotion (inspecteurs généraux de la création, des enseignements artistiques et de l'action culturelle) (M. Olivier Kaepelin).

Page 13485 Arrêté du 25 août 2006 portant nomination au conseil d'administration de l'Institut national de recherches archéologiques préventives.

Page 13485 Arrêté du 31 août 2006 portant nomination au conseil d'administration de la Bibliothèque nationale de France (Mme Le Normand-Romain Antoinette).

Texte n° 96 Arrêté du 31 août 2006 portant promotion (administration centrale) (Mmes Goriot Sylvaine, Sartori Sandrine, M. Schmitt Jean-Jacques, Mmes Phalippon-Robert Isabelle, Petillon-Boisselier Valérie et Clary Marie-Christine).

Page 13485 Arrêté du 1<sup>er</sup> septembre 2006 portant nomination à la commission des auteurs, compositeurs de musique et chorégraphes.

Page 13486 Arrêté du 1<sup>er</sup> septembre 2006 portant nomination à la commission du Fonds national pour l'archéologie préventive (M. Bloch Gilles).

Page 13486 Décision du 25 août 2006 portant nomination à la commission prévue à l'article 57 du décret n° 99-130 du 24 février 1999 modifié relatif au soutien financier de l'industrie cinématographique.

**Avis divers**

Page 13500 Avis relatif à l'homologation et à l'annulation de normes (dont Information et communication : Radio).

**J.O n° 213 du 14 septembre 2006****Culture et communication**

Page 13543 Arrêté du 17 août 2006 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Afghanistan, les trésors retrouvés, collections du musée national de Kaboul*, au musée des arts asiatiques Guimet, à Paris).

Texte n° 31 : Arrêté du 4 septembre 2006 fixant au titre de l'année 2006 le nombre de postes offerts aux concours pour le recrutement de techniciens d'art (femmes et hommes) du ministère de la culture et de la communication.

**Éducation nationale, enseignement supérieur  
et recherche**

Texte n° 45 Arrêté du 24 août 2006 conférant le diplôme de conservateur des bibliothèques à des élèves de l'École nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques de la promotion 2005-2006.

**Avis de concours et de vacance d'emplois**

Page 13558 Avis de vacance des fonctions de directeur d'études de la Casa de Velázquez (section artistique).

**J.O n° 214 du 15 septembre 2006**

**Éducation nationale, enseignement supérieur  
et recherche**

Texte n° 37 Décret du 1<sup>er</sup> septembre 2006 portant nomination au bureau du Collège de France (MM. Corvol Pierre et Zink Michel).

**Culture et communication**

Texte n° 53 Arrêté du 13 septembre 2006 portant nomination et détachement (administration centrale) (DMDTS : Mme Lamboley Claire).

**Conventions collectives**

Page 13609 Arrêté du 4 septembre 2006 portant extension d'un accord régional (Nord - Pas-de-Calais) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture (n° 2332).

Page 13609 Avis relatif à l'extension d'un accord conclu dans le cadre d'un accord d'étape partiel de la convention collective nationale des intermittents techniques de la production audiovisuelle.

**Avis divers**

Page 13616 Vocabulaire de l'audiovisuel et de la communication (liste de termes, expressions et définitions adoptés).

Page 13621 Avis relatif à l'instruction de projets de normes (dont Information et communication : Livre, journaux, périodiques électroniques, Radio).

**J.O n° 215 du 16 septembre 2006**

**Fonction publique**

Page 13654 Arrêté du 21 août 2006 portant ouverture d'examens professionnels d'accès par voie de promotion interne au cadre d'emplois des assistants territoriaux spécialisés d'enseignement artistique (session 2007).

Page 13655 Arrêté du 21 août 2006 portant ouverture d'examens professionnels d'accès par voie de promotion interne au cadre d'emplois des professeurs

territoriaux d'enseignement artistique (session 2007).

**Culture et communication**

Texte n° 71 Arrêté du 5 septembre 2006 portant admission à la retraite (chargés d'études documentaires) (Mme Nicoud Danièle).

Page 13658 Arrêté du 17 juillet 2006 modifiant l'arrêté du 30 septembre 2004 portant nomination au Conseil supérieur de la propriété littéraire et artistique (rectificatif).

**Avis divers**

Page 13666 Vocabulaire du patrimoine et de la création contemporaine (liste de termes, expressions et définitions adoptés).

Page 13668 Vocabulaire des affaires étrangères (liste de termes, expressions et définitions adoptés).

**J.O n° 217 du 19 septembre 2006**

**Éducation nationale, enseignement supérieur  
et recherche**

Page 13738 Arrêté du 7 septembre 2006 portant création au Conservatoire national des arts et métiers de l'École nationale du jeu et des médias interactifs numériques.

**Culture et communication**

Texte n° 62 Arrêté du 31 août 2006 portant promotion (administration centrale) (Mme Gho Monique).

Page 13870 Arrêté du 17 juillet 2006 modifiant l'arrêté du 19 décembre 2000 fixant la liste des bibliothèques dans lesquelles peuvent être créés plusieurs emplois de conservateur territorial des bibliothèques ainsi que la liste des établissements dans lesquels peuvent exercer un ou plusieurs conservateurs en chef territoriaux des bibliothèques.

**J.O n° 218 du 20 septembre 2006**

**Intérieur et aménagement du territoire**

Page 13785 Arrêté du 5 septembre 2006 portant interdiction de vente aux mineurs d'une revue (18 ans + un jour ! Hors série).

Page 13785 Arrêté du 5 septembre 2006 portant interdiction de vente aux mineurs d'une revue (Capricieuses).

Page 13785 Arrêté du 5 septembre 2006 portant interdiction de vente aux mineurs d'une revue (Men Mail DVD).

Page 13785 Arrêté du 5 septembre 2006 portant interdiction de vente aux mineurs d'une revue (Honcho).

**Économie, finances et industrie**

Page 13871 Arrêté du 11 septembre 2006 portant nomination au conseil d'administration de l'Institut pour le financement du cinéma et des industries culturelles (Mme Milsan Astrid).

**J.O n° 219 du 21 septembre 2006****Culture et communication**

Page 13927 Arrêté du 11 septembre 2006 portant nomination à la commission paritaire des publications et agences de presse (M. Japiot Olivier).

**J.O n° 220 du 22 septembre 2006****Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche**

Page 13989 Arrêté du 25 août 2006 portant nomination du directeur de l'École nationale supérieure des arts et techniques du théâtre (M. Schembri Gérard).

**Culture et communication**

Page 13990 Décret du 21 septembre 2006 portant nomination au conseil d'administration de l'établissement public du parc et de la grande halle de La Villette (M. Martial Jacques).

Texte n° 59 Arrêté du 7 septembre 2006 portant promotion (inspecteurs et conseillers de la création, des enseignements artistiques et de l'action culturelle) (M. Colin Jean-Marie).

Texte n° 60 Arrêté du 7 septembre 2006 portant promotion (inspecteurs et conseillers de la création, des enseignements artistiques et de l'action culturelle) (M. Bauchard Franck).

Texte n° 61 Arrêté du 7 septembre 2006 portant promotion (inspecteurs et conseillers de la création, des enseignements artistiques et de l'action culturelle) (Mme Dupuy Baylet Marie-France).

**J.O n° 221 du 23 septembre 2006****Intérieur et aménagement du territoire**

Page 14024 Arrêté du 8 septembre 2006 portant interdiction de vente aux mineurs d'une revue (*Private*).

Page 14024 Arrêté du 8 septembre 2006 portant interdiction de vente aux mineurs d'une revue (*Sexe Live*).

Page 14024 Arrêté du 8 septembre 2006 portant interdiction de vente aux mineurs d'une revue (*Play Boy Fantasmès*).

**Culture et communication**

Page 14039 Arrêté du 7 septembre 2006 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Sargent-Sorolla* au musée du Petit Palais, musée des beaux-arts de la ville de Paris).

Page 14039 Arrêté du 7 septembre 2006 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *L'Odyssée d'une icône : trois photographies d'André Kertész*, à la Maison de la photographie, Paris).

Page 14039 Arrêté du 7 septembre 2006 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Turpin de Crissé*, au musée des beaux-arts d'Angers).

Page 14039 Arrêté du 12 septembre 2006 habilitant l'école supérieure des arts et de la communication de Pau à dispenser l'enseignement conduisant à des diplômes nationaux en arts plastiques.

Page 14039 Arrêté du 14 septembre 2006 pris pour l'application de l'article 3 du décret n° 86-616 du 12 mars 1986 instituant une aide aux quotidiens nationaux d'information politique et générale à faibles ressources publicitaires.

Texte n° 92 Arrêté du 8 septembre 2006 portant nomination (directeurs régionaux des affaires culturelles) (Rhône-Alpes : M. Bouët Jérôme).

**Premier ministre**

Texte n° 46 Arrêté du 15 septembre 2006 relatifs à des situations administratives (administrateurs civils) (France Télévisions : M. Cuier Damien).

**J.O n° 223 du 26 septembre 2006****Transports, équipement, tourisme et mer**

Texte n° 13 Arrêté du 20 septembre 2006 autorisant au titre de l'année 2006 l'ouverture d'un examen professionnel d'accès au grade de chargé d'études documentaires principal de 2<sup>e</sup> classe du corps interministériel des chargés d'études documentaires.

Texte n° 14 Arrêté du 20 septembre 2006 fixant au titre de l'année 2006 le nombre de postes offerts à l'examen professionnel de chargé d'études documentaires principal de 2<sup>e</sup> classe du corps interministériel des chargés d'études documentaires.

**Premier ministre**

Page 14107 Arrêté du 25 septembre 2006 portant nomination au conseil d'administration de la société France 4 (Mme Bensimon Emmanuelle).

**Conventions collectives**

Page 14112 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Provence-Alpes-Côte d'Azur) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

**J.O n° 224 du 27 septembre 2006****Intérieur et aménagement du territoire**

Page 14139 Arrêté du 14 septembre 2006 portant approbation des modifications apportées aux statuts et au titre d'un établissement d'utilité publique (Association des bibliothécaires de France).

**Culture et communication**

Page 14147 Arrêté du 14 septembre 2006 portant attribution à titre de dotation au profit de l'Opéra national de Paris de divers ensembles immobiliers domaniaux dépendant d'un ensemble immobilier sis à Paris (17<sup>e</sup>).

Page 14152 Décret du 25 septembre 2006 portant

nomination au conseil d'administration de l'Opéra national de Paris (M. Delpech de Saint Guilhem Jean, Mmes Fagart Catherine et Ahmadi-Ruggeri Catherine).

Texte n° 67 Arrêté du 31 août 2006 portant nomination (directeurs régionaux des affaires culturelles) (Champagne-Ardenne : M. Nouschi Marc).

#### **Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche**

Page 14149 Arrêté du 15 septembre 2006 portant nomination au conseil scientifique de l'École française d'Extrême-Orient (Mme Clementin-Ojha Catherine).

#### **Avis divers**

Page 14161 Avis relatif à l'homologation et à l'annulation de normes (dont : Information et communication : Radio et Diffusion vidéo numérique).

### **J.O n° 225 du 28 septembre 2006**

#### **Justice**

Page 14227 Décret n° 2006-1184 du 27 septembre 2006 relatif à l'accès à la profession de commissaire-priseur judiciaire et à l'activité de ventes volontaires de biens meubles aux enchères publiques.

#### **Fonction publique**

Page 14244 Arrêté du 24 août 2006 modifiant l'arrêté du 7 mars 2006 relatif à l'ouverture en 2006 de concours pour le recrutement d'ingénieurs territoriaux (Provence-Alpes-Côte d'Azur) (dont : Ingénierie, gestion technique et architecture ; Urbanisme, aménagement et paysages).

Page 14244 Arrêté du 25 août 2006 modifiant l'arrêté du 21 mars 2006 relatif à l'ouverture en 2006 de concours pour le recrutement d'ingénieurs territoriaux (Nord - Pas-de-Calais) (dont : Ingénierie, gestion technique et architecture ; Urbanisme, aménagement et paysages).

Page 14244 Arrêté du 4 septembre 2006 modifiant l'arrêté du 10 mars 2006 relatif à l'ouverture en 2006 de concours pour le recrutement d'ingénieurs territoriaux (Première couronne) (dont : Ingénierie, gestion technique et architecture ; Urbanisme, aménagement et paysages).

Page 14245 Arrêté du 14 septembre 2006 modifiant l'arrêté du 16 mars 2006 relatif à l'ouverture en 2006 de concours pour le recrutement d'ingénieurs territoriaux (Réunion) (dont : Ingénierie, gestion technique et architecture ; Urbanisme, aménagement et paysages).

#### **Culture et communication**

Page 14245 Arrêté du 8 septembre 2006 modifiant l'arrêté du 6 février 2001 fixant les conditions de

liquidation de l'école d'architecture de Paris-Villemin. Page 14245 Arrêté du 8 septembre 2006 modifiant l'arrêté du 6 février 2001 fixant les conditions de liquidation de l'école d'architecture de Paris-Conflans. Page 14246 Arrêté du 8 septembre 2006 modifiant l'arrêté du 6 février 2001 fixant les conditions de liquidation de l'école d'architecture de Paris-la-Seine. Page 14246 Arrêté du 8 septembre 2006 modifiant l'arrêté du 6 février 2001 fixant les conditions de liquidation de l'école d'architecture de Paris-La Défense.

Texte n° 56 Arrêté du 13 septembre 2006 fixant le nombre de postes offerts au titre de l'année 2006 aux concours pour le recrutement de maîtres ouvriers (femmes et hommes) au ministère de la culture et de la communication.

Page 14246 Arrêté du 15 septembre 2006 relatif à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public relevant du ministère chargé de la culture.

Texte n° 82 Arrêté du 24 août 2006 portant nomination (chefs de services départementaux de l'architecture et du patrimoine) (Alpes-de-Haute-Provence : M. Bergdolt Étienne).

Texte n° 83 Arrêté du 15 septembre 2006 portant nomination (chefs de services départementaux de l'architecture et du patrimoine) (Cantal : M. Mottin Lionel).

Texte n° 84 Arrêté du 20 septembre 2006 portant nomination (directeurs régionaux des affaires culturelles) (Aquitaine : M. Brouat François).

Texte n° 85 Arrêté du 20 septembre 2006 portant nomination (directeurs régionaux des affaires culturelles) (Picardie : M. Jean Claude).

### **J.O n° 226 du 29 septembre 2006**

#### **Premier ministre**

Page 14290 Circulaire du 26 septembre 2006 relative à la mise à disposition d'experts auprès des institutions européennes et échanges de fonctionnaires.

#### **Affaires étrangères**

Page 14441 Arrêté du 18 septembre 2006 portant modification de l'arrêté du 30 avril 1999 modifié fixant la liste des établissements et organismes de diffusion culturelle et d'enseignement dotés de l'autonomie financière.

#### **Conventions collectives**

Page 14461 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Nord - Pas-de-Calais) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'oeuvre en bâtiment.

**J.O n° 227 du 30 septembre 2006****Premier ministre**

Texte n° 3 Arrêté du 26 septembre 2006 relatif à la sélection professionnelle pour l'accès au grade de chargé d'études documentaires principal de 2<sup>e</sup> classe au titre de l'année 2007.

Texte n° 5 Arrêté du 29 septembre 2006 portant répartition des emplois offerts aux élèves de l'École nationale d'administration achevant leur scolarité en 2007 (ministère de la culture et de la communication : 1 poste).

Texte n° 4 Arrêté du 29 septembre 2006 pris pour l'application du dernier alinéa de l'article 5 du décret n° 99-945 du 16 novembre 1999 modifié portant statut particulier du corps des administrateurs civils.

Texte n° 6 Arrêté du 29 septembre 2006 fixant la répartition dans les administrations centrales de l'État des emplois d'administrateur civil à pourvoir au choix au titre de l'année 2006 (ministère de la culture et de la communication : 2 postes).

**Affaires étrangères**

Page 14505 Arrêté du 18 septembre 2006 portant modification de l'arrêté du 30 avril 1999 fixant la liste des établissements et organismes de diffusion culturelle et d'enseignement dotés de l'autonomie financière.

Page 14505 Arrêté du 18 septembre 2006 portant modification de l'arrêté du 30 avril 1999 fixant la liste des établissements et organismes de diffusion culturelle et d'enseignement dotés de l'autonomie financière.

**Culture et communication**

Page 14553 Arrêté du 20 septembre 2006 modifiant l'arrêté du 16 décembre 1996 fixant la liste des bibliothèques habilitées à recevoir le dépôt légal imprimeur.

Page 14553 Circulaire du 16 août 2006 relative à l'application du décret n° 2002-677 du 29 avril 2002 relatif à l'obligation de décoration des constructions publiques, modifié par le décret n° 2005-90 du 4 février 2005.

**OCTOBRE****J.O n° 228 du 1<sup>er</sup> octobre 2006****Justice**

Page 14598 Arrêté du 25 septembre 2006 fixant le programme et les modalités de l'examen d'accès au stage requis pour diriger des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques.

Page 14599 Arrêté du 25 septembre 2006 fixant le programme et les modalités de l'examen d'aptitude à la profession de commissaire-priseur judiciaire.

Page 14600 Arrêté du 25 septembre 2006 fixant le programme et les modalités de l'examen d'aptitude

prévu à l'article 17 du décret n° 2001-650 du 19 juillet 2001 pris en application des articles L. 321-1 à L. 321-38 du code de commerce et relatif aux ventes volontaires de meubles aux enchères publiques.

**J.O n° 229 du 3 octobre 2006****Intérieur et aménagement du territoire**

Page 14624 Arrêté du 19 septembre 2006 portant habilitation d'un bureau de vérification pour l'application du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les chapiteaux, tentes et structures recevant du public (agence Alain Thériaux - ATH).

Page 14624 Arrêté du 19 septembre 2006 portant habilitation d'un bureau de vérification pour l'application du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les chapiteaux, tentes et structures recevant du public (société DEVECEM).

Page 14624 Arrêté du 19 septembre 2006 portant habilitation d'un bureau de vérification pour l'application du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les chapiteaux, tentes et structures recevant du public (M. Gotlibowicz Jean ).

**Économie, finances et industrie**

Texte n° 7 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours (Gestion 2006) (pour la Culture : Création, Patrimoines, Transmission des savoirs et démocratisation de la culture).

Texte n° 8 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours (Gestion 2006) (pour la Culture : Création, Patrimoines, Transmission des savoirs et démocratisation de la culture).

Texte n° 9 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours (Gestion 2006) (pour la Culture : Création, Patrimoines, Transmission des savoirs et démocratisation de la culture).

**Premier ministre**

Page 14632 Arrêté du 2 octobre 2006 portant nomination à la présidence de la Commission générale de terminologie et de néologie (M. Fumaroli Marc).

**Culture et communication**

Texte n° 65 Arrêté du 18 juillet 2006 portant inscription à un tableau d'avancement (chargés d'études documentaires (Bringer Martine, Lobstein Dominique et Rouiller Daniel).

Texte n° 66 Arrêté du 18 août 2006 portant admission à la retraite (chargés d'études documentaires) (M. Mottet Philippe).

Texte n° 67 Arrêté du 14 septembre 2006 portant inscription sur une liste d'aptitude (conservateurs généraux du patrimoine).

Texte n° 68 Arrêtés du 21 septembre 2006 portant nomination (directeurs régionaux des affaires culturelles) (Bourgogne : Mme Labourdette Marie-Christine).



Texte n° 68 Arrêtés du 21 septembre 2006 portant nomination (directeurs régionaux des affaires culturelles) (Île-de-France : M. de Canchy Jean-François).

#### **J.O n° 230 du 4 octobre 2006**

##### **Culture et communication**

Texte n° 22 Arrêté du 25 septembre 2006 autorisant au titre de l'année 2006 l'ouverture d'un concours exceptionnel interne pour le recrutement de techniciens des services culturels et des Bâtiments de France, spécialité « surveillance et accueil », du ministère de la culture et de la communication (femmes et hommes).  
Texte n° 23 Arrêté du 25 septembre 2006 autorisant au titre de l'année 2006 l'ouverture d'un concours exceptionnel interne pour le recrutement d'adjoints techniques d'accueil, de surveillance et de magasinage (femmes et hommes) du ministère de la culture et de la communication.

#### **J.O n° 231 du 5 octobre 2006**

##### **Intérieur et aménagement du territoire**

Page 14721 Arrêté du 19 septembre 2006 portant habilitation d'un bureau de vérification pour l'application du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les chapiteaux, tentes et structures recevant du public (société I-DTECH).

##### **Économie, finances et industrie**

Texte n° 15 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours (Gestion 2006) (pour la Culture : Création, Patrimoines, Transmission des savoirs et démocratisation de la culture).  
Texte n° 16 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours (Gestion 2006) (pour la Culture : Création, Patrimoines, Transmission des savoirs et démocratisation de la culture).

##### **Culture et communication**

Page 14736 Arrêté du 22 juin 2006 portant reconnaissance d'un établissement d'enseignement artistique (LISAA : Institut supérieur des arts appliqués).  
Page 14736 Arrêté du 12 septembre 2006 portant reconnaissance d'un établissement d'enseignement artistique (Groupe EAC : Centre d'études supérieures en économie, art et communication).  
Page 14743 Arrêté du 20 septembre 2006 portant nomination du secrétaire général de l'Académie de France à Rome (M. Bascher Jérôme).  
Texte n° 70 Arrêté du 22 septembre 2006 portant nomination (régisseurs de recettes et d'avances) (MM. Viozelange Bernard et Guérif Laurent).

#### **J.O n° 232 du 6 octobre 2006**

##### **Conventions collectives**

Page 14811 Arrêté du 27 septembre 2006 portant extension d'un accord national professionnel conclu

dans le secteur de l'édition phonographique.

Page 14812 Avis relatif à l'extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale de l'édition.

Page 14813 Avis relatif à l'extension d'un avenant à la convention collective nationale des chaînes thématiques.

#### **J.O n° 233 du 7 octobre 2006**

##### **Culture et communication**

Page 14917 Arrêté du 17 juillet 2006 modifiant l'arrêté du 17 décembre 1992 fixant la liste des établissements ou services dans lesquels peuvent être créés des emplois de conservateur territorial du patrimoine et de conservateur en chef territorial du patrimoine.

Page 14919 Arrêté du 18 septembre 2006 portant composition de la commission d'appel d'offres pour les marchés publics passés par le musée national de préhistoire des Eyzies-de-Tayac.

Page 14919 Arrêté du 20 septembre 2006 portant agrément du diplôme délivré par le Studio national des arts contemporains Le Fresnoy.

Texte n° 41 Arrêté du 28 septembre 2006 fixant au titre de l'année 2006 le nombre de postes offerts au concours externe pour le recrutement d'assistants ingénieurs du ministère de la culture et de la communication (femmes et hommes).

Texte n° 42 Arrêté du 28 septembre 2006 fixant au titre de l'année 2006 le nombre de postes offerts au concours externe pour le recrutement de techniciens de recherche du ministère de la culture et de la communication (femmes et hommes).

Texte n° 43 Arrêté du 28 septembre 2006 fixant au titre de l'année 2006 le nombre de postes offerts aux concours pour le recrutement d'ingénieurs de recherche du ministère de la culture et de la communication (femmes et hommes).

Texte n° 44 Arrêté du 28 septembre 2006 fixant au titre de l'année 2006 le nombre de postes offerts aux concours pour le recrutement d'ingénieurs d'études du ministère de la culture et de la communication (femmes et hommes).

Page 14928 Arrêté du 28 septembre 2006 portant nomination au comité des sections de la Commission nationale des monuments historiques.

Page 14929 Décision du 11 septembre 2006 portant nomination à la commission prévue par la décision réglementaire n° 51 du 10 juillet 1964 fixant les conditions de délivrance de la carte d'identité professionnelle (représentant des ingénieurs du son et des assistants son : M. Roux Henri).

##### **Avis de concours et de vacance d'emplois**

Page 14952 Avis concernant le dépôt des candidatures aux places de membre et de membre libre de l'École des hautes études hispaniques et ibériques de la Casa de Velázquez au titre de l'année 2007-2008.

**J.O n° 234 du 8 octobre 2006****Éducation nationale, enseignement supérieur  
et recherche**

Page 14971 Arrêté du 2 octobre 2006 portant nomination au conseil d'administration de la Bibliothèque nationale et universitaire de Strasbourg.

**J.O n° 235 du 10 octobre 2006****Conseil des ventes volontaires**

Texte n° 58 Décision n° 2006-595 du 12 juillet 2006 portant modification du règlement intérieur du Conseil des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques.

Texte n° 59 Décision n° 2006-596 du 12 juillet 2006 portant fixation du montant des cotisations professionnelles acquittées par les sociétés de ventes volontaires de meubles aux enchères publiques et par les experts agréés.

**Éducation nationale, enseignement supérieur  
et recherche**

Page 14993 Arrêté du 28 septembre 2006 fixant la liste des départements de la Bibliothèque nationale et universitaire de Strasbourg.

**J.O n° 236 du 11 octobre 2006****Culture et communication**

Page 15107 Arrêté du 29 septembre 2006 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *D'hommes et d'argent*, au musée de Bretagne, à Rennes).

Texte n° 29 Décision du 5 octobre 2006 portant délégation de signature (direction de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles : M. Brossard Christian).

Page 15112 Arrêté du 26 septembre 2006 portant nomination au conseil d'administration de l'Institut pour le financement du cinéma et des industries culturelles (M. de Saint Guilhem Jean).

Texte n° 62 Arrêté du 1<sup>er</sup> octobre 2006 portant cessation de fonctions au cabinet du ministre (M. Bascher Jérôme).

Page 15112 Arrêté du 3 octobre 2006 portant nomination à la commission paritaire des publications et agences de presse (M. Cleach Julien, Mmes Doucelin Anne et Voillot Alexandrine).

**Conventions collectives**

Page 15114 Avis relatif à l'extension d'un accord national professionnel conclu dans le secteur de l'édition et de la production phonographique.

**J.O n° 237 du 12 octobre 2006****Économie, finances et industrie**

Texte n° 7 Rapport relatif au décret n° 2006-1237 du 11 octobre 2006 portant transfert de crédits.

Texte n° 8 Décret n° 2006-1237 du 11 octobre 2006 portant transfert de crédits (Gestion 2006) (pour la Culture : Création, Transmission des savoirs et démocratisation de la culture).

**Éducation nationale, enseignement supérieur  
et recherche**

Texte n° 25 Arrêté du 3 octobre 2006 autorisant au titre de l'année 2007 l'ouverture de concours pour le recrutement de bibliothécaires adjoints spécialisés.

**Culture et communication**

Page 15180 Liste des élèves ayant obtenu au titre de l'année 2006 le diplôme de restaurateur du patrimoine (diplôme conférant le grade de master à ses titulaires).

**J.O n° 238 du 13 octobre 2006****Culture et Communication**

Page 15220 Décret n° 2006-1247 du 11 octobre 2006 portant réforme des concours particuliers de la dotation générale de décentralisation pour les bibliothèques municipales et les bibliothèques départementales de prêt et modifiant le code général des collectivités territoriales. (partie Réglementaire).

Page 15223 Décret n° 2006-1248 du 12 octobre 2006 relatif au classement des établissements d'enseignement public de la musique, de la danse et de l'art dramatique. Page 15225 Arrêté du 28 septembre 2006 modifiant l'arrêté du 4 mai 1995 fixant la liste des sites gérés par le Centre des monuments nationaux.

Texte n° 89 Arrêté du 27 septembre 2006 portant admission à la retraite. (conservateurs généraux du patrimoine) (Mme Parisot Claude, épouse Petry).

Texte n° 89 Arrêté du 27 septembre 2006 portant admission à la retraite (conservateurs généraux du patrimoine) (Mme Chatel Paule, épouse René-Bazin).

Texte n° 90 Arrêté du 28 septembre 2006 portant nomination au conseil d'administration de l'établissement public du musée d'Orsay.

**Éducation nationale, enseignement supérieur  
et recherche**

Texte n° 22 Arrêté du 3 octobre 2006 autorisant au titre de l'année 2007 l'ouverture de concours pour le recrutement de bibliothécaires.

**Santé et solidarités**

Texte n° 29 Arrêté du 3 octobre 2006 portant approbation des modifications apportées aux statuts de la section professionnelle des architectes, agrées en architecture, ingénieurs, techniciens, géomètres, experts et conseils, artistes auteurs ne relevant pas de l'article L. 382-1, enseignants, professionnels du sport, du tourisme et des relations publiques, et de toute profession libérale non rattachée à une autre section.

**Économie, finances et industrie**

Texte n° 18 Décret n° 2006-1245 du 11 octobre 2006 portant transfert de crédits (pour la Culture : Transmission des savoirs et démocratisation de la culture).

Texte n° 17 Rapport relatif au décret n° 2006-1245 du 11 octobre 2006 portant transfert de crédits.

**Intérieur et aménagement du territoire**

Texte n° 5 Arrêté du 23 août 2006 portant définition du cadre d'action de la délégation interservices « communication des services de l'État ».

Texte n° 4 Arrêté du 23 août 2006 portant définition du cadre d'action de la délégation interservices « formation-documentation des services de l'État ».

**J.O n° 239 du 14 octobre 2006**

Page 15258 Loi n° 2006-1253 du 13 octobre 2006 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Bulgarie relatif à la mise à disposition d'un immeuble à des fins de coopération culturelle.

**Culture et communication**

Page 15281 Arrêté du 26 mai 2006 portant approbation de dispositions statutaires (application de l'article 14 [5°] du décret n° 85-986 du 16 septembre 1985 modifié) (La Cinémathèque de Toulouse).

Texte n° 43 Arrêté du 29 septembre 2006 portant affectation d'ensembles immobiliers domaniaux (direction des musées de France et monuments historiques et palais nationaux).

**J.O n° 241 du 17 octobre 2006****Fonction publique**

Page 15401 Arrêté du 26 septembre 2006 modifiant l'arrêté du 30 mai 2006 portant ouverture de concours pour l'accès au cadre d'emplois des attachés territoriaux de conservation du patrimoine (session 2006).

**Culture et communication**

Page 15402 Arrêté du 4 octobre 2006 refusant le certificat prévu à l'article L. 111-2 du code du patrimoine (paire de chaises provenant du salon de compagnie de la comtesse du Barry au château de Versailles, estampillées par Louis Delanois).

Page 15402 Arrêté du 4 octobre 2006 refusant le certificat prévu à l'article L. 111-2 du code du patrimoine (sculpture de Constantin Brancusi, *Le Baiser*).

Page 15402 Arrêté du 5 octobre 2006 modifiant l'arrêté du 7 avril 1994 relatif à l'élection des représentants du personnel au conseil d'administration de la Bibliothèque nationale de France.

Texte n° 73 Arrêté du 26 septembre 2006 portant admission à la retraite (conservateurs en chef du patrimoine) (M. Petry François).

Texte n° 73 Arrêté du 26 septembre 2006 portant admission à la retraite (conservateurs en chef du patrimoine) (M. Paillard Philippe).

Page 15429 Avis n° 2006-15 de la Commission consultative des trésors nationaux (paire de chaises provenant du salon de compagnie de la comtesse du Barry au château de Versailles, estampillées par Louis Delanois).

Page 15429 Avis n° 2006-16 de la Commission consultative des trésors nationaux (sculpture de Constantin Brancusi, *Le Baiser*).

**Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche**

Page 15413 Arrêté du 4 octobre 2006 portant nomination au conseil d'administration du Muséum national d'histoire naturelle.

**J.O n° 242 du 18 octobre 2006****Économie, finances et industrie**

Texte n° 9 Décret n° 2006-1267 du 16 octobre 2006 instituant un Conseil de l'immobilier de l'État.

**Culture et communication**

Page 15447 Arrêté du 29 septembre 2006 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Andres Serrano, la part maudite*, à la collection Cambert en Avignon, musée de l'art contemporain).

Page 15448 Arrêté du 2 octobre 2006 portant attribution d'ensembles immobiliers domaniaux (établissement public du musée et du domaine national de Versailles).

Page 15448 Arrêté du 2 octobre 2006 portant attribution à titre de dotation au profit de l'Opéra national de Paris de divers espaces dépendant d'un ensemble immobilier domanial dénommé « Palais Garnier » sis à Paris (9<sup>e</sup>).

Page 15448 Arrêté du 5 octobre 2006 complétant l'arrêté du 3 août 2004 relatif au conseil des métiers d'art et à la mission des métiers d'art.

Page 15448 Arrêté du 6 octobre 2006 relatif à l'insaisissabilité d'un bien culturel (exposition *Deux chefs-d'œuvre pour Laval*, au musée du Vieux-Château de Laval).

Page 15448 Arrêté du 6 octobre 2006 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Jacques Stella*, au musée des beaux-arts de Lyon, puis au musée des Augustins de Toulouse).

Texte n° 53 Arrêté du 3 octobre 2006 portant admission à la retraite (conservateurs généraux du patrimoine) (M. Daugas Jean-Pierre).

**J.O n° 243 du 19 octobre 2006****Fonction publique**

Texte n° 26 Arrêté du 10 octobre 2006 portant ouverture en 2006 de concours d'accès aux instituts régionaux d'administration.

**Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche**

Page 15512 Liste des élèves de l'École spéciale d'architecture ayant obtenu à la première et à la deuxième session 2005 le diplôme d'architecte de cet établissement.

**Culture et communication**

Page 15516 Décret du 18 octobre 2006 portant nomination au conseil d'administration de la société nationale de programme Radio France (M. Delpech de Saint Guilhem Jean).

**J.O n° 244 du 20 octobre 2006****Fonction publique**

Page 15586 Décret n° 2006-1283 du 19 octobre 2006 portant attribution à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2006 d'un point d'indice majoré uniforme à l'ensemble des personnels civils et militaires de l'État, des personnels des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation.

Page 15599 Arrêté du 18 août 2006 modifiant l'arrêté du 26 novembre 2004 portant application du décret n° 2004-569 du 18 juin 2004 relatif à la retraite additionnelle de la fonction publique.

**Culture et communication**

Texte n° 68 Arrêté du 30 mai 2006 portant nomination (régisseurs de recettes) (Mmes Andreoli Isabelle et Bournonville Michelle).

**Conventions collectives**

Page 15605 Avis relatif à l'extension d'un accord interbranche conclu dans le secteur du spectacle vivant.

Page 15605 Avis relatif à l'extension d'un avenant à un accord interbranche conclu dans le secteur du spectacle vivant.

Page 15605 Avis relatif à l'extension d'un avenant à la convention collective nationale des cadres et agents de maîtrise de l'édition de musique.

**J.O n° 245 du 21 octobre 2006****Culture et communication**

Page 15652 Arrêté du 20 septembre 2006 habilitant l'école nationale supérieure d'architecture de Marne-la-Vallée à délivrer le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master.

Page 15652 Arrêté du 20 septembre 2006 habilitant l'école nationale supérieure d'architecture de Paris-Belleville à délivrer le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master.

Page 15652 Arrêté du 20 septembre 2006 habilitant l'école nationale supérieure d'architecture de Saint-Étienne à délivrer le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master.

Page 15652 Arrêté du 20 septembre 2006 habilitant l'école nationale supérieure d'architecture de Toulouse à délivrer le diplôme d'État d'architecture conférant le grade de master.

Page 15653 Arrêté du 20 septembre 2006 habilitant l'école nationale supérieure d'architecture de Toulouse

à délivrer le diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence.

Page 15653 Arrêté du 20 septembre 2006 habilitant l'école nationale supérieure d'architecture de Saint-Étienne à délivrer le diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence.

Page 15653 Arrêté du 20 septembre 2006 habilitant l'école nationale supérieure d'architecture de Clermont-Ferrand à délivrer le diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence.

Page 15653 Arrêté du 20 septembre 2006 habilitant l'école nationale supérieure d'architecture de Normandie à délivrer le diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence.

Page 15653 Arrêté du 20 septembre 2006 habilitant l'école nationale supérieure d'architecture de Paris-Belleville à délivrer le diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence.

Page 15653 Arrêté du 20 septembre 2006 habilitant l'école nationale supérieure d'architecture de Nancy à délivrer le diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence.

Page 15653 Arrêté du 20 septembre 2006 habilitant l'école nationale supérieure d'architecture de Marne-la-Vallée à délivrer le diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence.

Page 15653 Arrêté du 20 septembre 2006 habilitant l'école nationale supérieure d'architecture de Lyon à délivrer le diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence.

Page 15653 Arrêté du 20 septembre 2006 habilitant l'école nationale supérieure d'architecture de Grenoble à délivrer le diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence.

Texte n° 71 Décret du 19 octobre 2006 portant intégration (conservateurs du patrimoine) (Mme Allemand-Cosneau Claude).

Page 15656 Arrêté du 26 mars 2006 portant nomination à la commission culturelle, scientifique et technique pour les formations en architecture.

Page 15657 Arrêté du 24 juillet 2006 portant nomination au conseil d'administration de l'école nationale supérieure d'architecture de Normandie.

Page 15657 Arrêté du 24 juillet 2006 portant nomination de la présidente du conseil d'administration de l'école nationale supérieure d'architecture de Normandie (Mme Fendrich Fabienne).

Texte n° 75 Arrêté du 5 octobre 2006 portant nomination (corps des architectes et urbanistes de l'État) (Le Bris Patrick et Stiévenart Véronique).

Page 15657 Décision du 25 septembre 2006 portant nomination au comité d'experts prévu à l'article 6 du décret n° 2001-988 du 29 octobre 2001 pris pour l'application de l'article 39 de la loi d'orientation pour l'outre-mer du 13 décembre 2000.

Page 15657 Décision du 6 octobre 2006 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (Mme Yan Jiang).

#### **J.O n° 247 du 24 octobre 2006**

##### **Emploi, cohésion sociale et logement**

Page 15714 Arrêté du 2 octobre 2006 portant enregistrement au répertoire national des certifications professionnelles.

##### **Premier ministre**

Texte n° 16 Arrêté du 13 octobre 2006 portant réintégration et affectation (administrateurs civils) (M. Miles Christopher).

Texte n° 16 Arrêté du 13 octobre 2006 portant réintégration et affectation (administrateurs civils) (M. Reliquet Philippe).

##### **Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche**

Page 15720 Décret du 23 octobre 2006 portant nomination du directeur général du Muséum national d'histoire naturelle (M. Galey Bertrand-Pierre).

##### **Culture et communication**

Page 15723 Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte DPLG (rectificatif).

##### **Conventions collectives**

Page 15726 Arrêté du 13 octobre 2006 portant extension d'un accord d'étape partiel de la convention collective nationale des intermittents techniques de la production audiovisuelle.

##### **Avis divers**

Page 15747 Avis relatif au renouvellement d'agrément d'une agence de mannequins pour l'engagement des enfants mannequins (agence Kwaheri studio).

Page 15752 Avis relatif à l'homologation et à l'annulation de normes (dont Information et communication : Audionumérique, Télécommunications).

#### **J.O n° 248 du 25 octobre 2006**

##### **Culture et communication**

Texte n° 23 Décret n° 2006-1301 du 23 octobre 2006 modifiant le décret n° 90-408 du 16 mai 1990 fixant le taux de la prime de rendement allouée aux conservateurs généraux du patrimoine.

Texte n° 24 Décret n° 2006-1302 du 23 octobre 2006 modifiant le décret n° 90-409 du 16 mai 1990 portant création d'une indemnité scientifique pour les membres du corps de la conservation du patrimoine.

Page 15785 Arrêté du 16 octobre 2006 déterminant pour l'année 2006 le nombre d'usagers inscrits dans les bibliothèques accueillant du public pour le prêt et le montant de la part de la rémunération au titre du prêt en bibliothèque à la charge de l'État.

Texte n° 26 Arrêté du 23 octobre 2006 modifiant l'arrêté du 3 mai 2002 fixant les taux et les modalités d'attribution de l'indemnité pour travail dominical régulier susceptible d'être allouée à certains personnels du ministère de la culture et de la communication.

##### **Conventions collectives**

Page 15787 Arrêté du 16 octobre 2006 portant élargissement d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment (n° 2332).

Page 15791 Arrêté du 16 octobre 2006 portant élargissement d'un accord régional (Centre) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment (n° 2332).

Page 15791 Arrêté du 16 octobre 2006 portant élargissement d'un accord régional (Basse-Normandie) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment (n° 2332).

#### **J.O n° 249 du 26 octobre 2006**

##### **Culture et communication**

Texte n° 34 Arrêté du 24 octobre 2006 modifiant l'arrêté du 14 novembre 2003 relatif aux comités techniques paritaires du ministère chargé de la culture. Texte n° 35 Arrêté du 24 octobre 2006 organisant une consultation électorale au ministère chargé de la culture.

Texte n° 84 Arrêté du 16 octobre 2006 portant admission à la retraite (architectes et urbanistes en chef de l'État) (M. Auzou Jean-Pierre).

Page 15831 Arrêté du 20 octobre 2006 portant nomination au conseil d'administration au Centre national des arts plastiques.

Page 15831 Arrêté du 20 octobre 2006 portant nomination du président du conseil d'administration du Centre national des arts plastiques (M. Courcol Jean-Pierre).

Page 15831 Arrêté du 20 octobre 2006 portant nomination de la directrice du Centre national des arts plastiques (Mme Cusin-Berche Chantal).

##### **Conventions collectives**

Page 15832 Arrêté du 16 octobre 2006 portant élargissement d'un accord régional (Picardie) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment (n° 2332).

Page 15832 Arrêté du 16 octobre 2006 portant élargissement d'un accord interdépartemental (Marne, Aube, Ardennes) conclu dans le cadre de la

convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment (n° 2332).

Page 15833 Arrêté du 16 octobre 2006 portant élargissement d'un accord départemental (Haute-Marne) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment (n° 2332).

#### **Cour des comptes**

Page 15834 Arrêté du 13 octobre 2006 relatif au jugement des comptes et à l'examen de la gestion de certaines catégories d'établissements publics nationaux.

#### **Avis de concours et de vacance d'emplois**

Texte n° 124 Avis de vacance pour le poste de directeur de l'École nationale supérieure de création industrielle/ Les Ateliers.

Page 15860 Avis d'examen en vue de l'obtention du certificat d'aptitude aux fonctions de directeur des écoles nationales de musique, de danse et d'art dramatique et des conservatoires nationaux de région (session 2007).

#### **Avis divers**

Page 15861 Vocabulaire de l'économie et des finances (liste de termes, expressions et définitions adoptés).

Page 15865 Vocabulaire de la culture.

Page 15865 Avis relatif au renouvellement d'agrément d'une agence de mannequins pour l'engagement des enfants mannequins (agence Crystal Models Agency).

Page 15865 Avis relatif au renouvellement d'agrément d'une agence de mannequins pour l'engagement des enfants mannequins (agence City Models).

### **J.O n° 250 du 27 octobre 2006**

#### **Affaires étrangères**

Page 15881 Arrêté du 24 octobre 2006 fixant par pays et par groupe le montant de l'indemnité spécifique liée aux conditions de vie locale servie aux personnels résidents des établissements d'enseignement français à l'étranger.

#### **Économie, finances et industrie**

Texte n° 9 Arrêté du 13 octobre 2006 modifiant l'arrêté du 16 novembre 2005 portant création d'une commission d'appel d'offres au service à compétence nationale Systèmes d'information budgétaire, financière et comptable de l'État.

#### **Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche**

Page 15920 Arrêté du 17 octobre 2006 relatif à l'attribution du grade de master aux titulaires du diplôme de deuxième cycle de l'École du Louvre.

#### **Culture et communication**

Page 15933 Arrêté du 11 octobre 2006 fixant la nature des épreuves de l'examen du certificat d'aptitude aux fonctions de directeur des écoles nationales de musique, danse et art dramatique et des conservatoires nationaux de région.

Page 15933 Arrêté du 17 octobre 2006 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Les Douze Capitales d'Arménie*, à la Conciergerie).

Texte n° 47 Arrêté du 17 octobre 2006 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Turpin de Crisse*, au musée des beaux-arts d'Angers).

Texte n° 48 Arrêté du 17 octobre 2006 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Turpin de Crisse*, au musée des beaux-arts d'Angers).

Page 15933 Arrêté du 17 octobre 2006 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (prorogation du NOR : MCCF0600598A du 10 août 2006).

### **J.O n° 251 du 28 octobre 2006**

#### **Culture et communication**

Page 15993 Arrêté du 16 octobre 2006 portant transfert de propriété de biens au profit d'une collectivité territoriale conformément à l'article L. 451-9 du code du patrimoine.

Page 15993 Arrêté du 16 octobre 2006 portant transfert de propriété de biens au profit d'une collectivité territoriale conformément à l'article L. 451-9 du code du patrimoine.

Page 15993 Arrêté du 16 octobre 2006 portant transfert de propriété de biens au profit d'une collectivité territoriale conformément à l'article L. 451-9 du code du patrimoine.

Page 15993 Arrêté du 16 octobre 2006 portant transfert de propriété de biens au profit d'une collectivité territoriale conformément à l'article L. 451-9 du code du patrimoine.

Page 15993 Arrêté du 17 octobre 2006 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Ors et trésors d'Arménie*, au musée des tissus et au musée d'art sacré, musée de Fourvière de Lyon).

#### **Conventions collectives**

Page 15998 Arrêté du 18 octobre 2006 portant élargissement d'un accord régional (Nord - Pas-de-Calais) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment (n° 2332).

Page 16003 Arrêté du 19 octobre 2006 portant élargissement d'un accord régional (Alsace) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment (n° 2332).

Page 16004 Arrêté du 19 octobre 2006 portant élargissement d'un accord régional (Limousin) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des

entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment (n° 2332).

Page 16004 Arrêté du 19 octobre 2006 portant élargissement d'un accord régional (Provence-Alpes-Côte d'Azur) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment (n° 2332).

Page 16004 Arrêté du 19 octobre 2006 portant élargissement d'un accord régional (Franche-Comté) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment (n° 2332).

Page 16005 Avis relatif à l'extension d'un accord régional (Aquitaine) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture.

### **J.O n° 252 du 29 octobre 2006**

#### **Conventions collectives**

Page 16054 Arrêté du 18 octobre 2006 portant extension d'un accord national professionnel applicable aux artistes interprètes pour leurs prestations de doublage, commentaire ou narration.

Page 16056 Arrêté du 18 octobre 2006 portant élargissement d'un accord régional (Auvergne) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment (n° 2332).

Page 16057 Arrêté du 18 octobre 2006 portant élargissement d'un accord régional (Bourgogne) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment (n° 2332).

Page 16057 Arrêté du 18 octobre 2006 portant élargissement d'un accord régional (Bretagne) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment (n° 2332).

Page 16057 Arrêté du 18 octobre 2006 portant

élargissement d'un accord régional (Corse) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment (n° 2332).

Page 16058 Arrêté du 18 octobre 2006 portant élargissement d'un accord régional (Languedoc-Roussillon) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment (n° 2332).

Page 16059 Arrêté du 18 octobre 2006 portant élargissement d'un accord régional (Lorraine) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment (n° 2332).

Page 16059 Arrêté du 18 octobre 2006 portant élargissement d'un accord régional (Midi-Pyrénées) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment (n° 2332).

Page 16059 Arrêté du 18 octobre 2006 portant élargissement d'un accord régional (Haute-Normandie) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment (n° 2332).

Page 16060 Arrêté du 18 octobre 2006 portant élargissement d'un accord régional (Pays de la Loire) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment (n° 2332).

### **J.O n° 253 du 31 octobre 2006**

#### **Économie, finances et industrie**

Page 16107 Arrêté du 13 octobre 2006 autorisant une opération financière réalisée par l'État et la Réunion des musées nationaux.

Texte n° 7 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours (Gestion 2006) (pour la Culture : Création, Patrimoines, Transmission des savoirs et démocratisation de la culture).

## Réponses aux questions écrites

## ASSEMBLÉE NATIONALE

## JO AN (Q) n° 36 du 5 septembre 2006

Réponse aux questions de :

- MM. Jean-Marc Roubaud, Francis Falala, Francis Saint-Léger, Jean-Luc Warsmann et Dino Cinieri sur le calendrier prévisionnel de la mise en place de la chaîne française d'information internationale (CFII). (Questions n° 71155-26.07.2005 ; 73385-13.09.2005 ; 81372-20.12.2005 ; 83044-17.01.2006 ; 83630-24.01.2006 ; 85267-07.02.2006 ; 91366-04.04.2006).
- M. Michel Bouvard sur les conséquences, pour les auteurs et éditeurs, de la **numérisation** et la mise en ligne avec possibilité de **téléchargement**, de livres complets. (Question n° 85883-14.02.2006).
- M. Jean-François Régère sur le développement de la télévision numérique terrestre (TNT) en **zones rurales**. (Question n° 88587-14.03.2006).
- M. Philippe Auberger sur la **réforme** concernant le Fonds de soutien à l'expression radiophonique (FSER). (Question n° 90326-28.03.2006).
- M. Francis Saint-Léger sur le **budget** consacré à la **Culture** dans notre pays. (Question n° 90755-04.04.2006).
- M. Alain Bocquet sur la mise en service de la TNT et les **disparités** qui en résultent entre les téléspectateurs qui payent la même **redevance**. (Question n° 91071-04.04.2006).
- Mme Josette Pons sur le développement de la télévision numérique terrestre (TNT) en **zones rurales**. (Question n° 91296-04.04.2006).
- Mme Chantal Robin-Rodrigo sur l'**avenir** des **radios libres** et du Fonds de soutien à l'expression radiophonique (FSER). (Question n° 91528-11.04.2006).
- M. Jean-Christophe Lagarde sur le **doublement des tarifs** appliqués aux classes relevant des zones d'éducation prioritaire (ZEP) pour la visite de la **basilique cathédrale de Saint-Denis**. (Question n° 91714-11.04.2006).
- M. Bruno Bourg-Broc sur le **droit de suite** au profit des auteurs d'une **œuvre originale** (question transmise). (Question n° 92509-18.04.2006).

- M. Francis Saint-Léger sur une éventuelle accélération de la mise en place de la TNT. (Question n° 94330-16.05.2006).
- M. Bruno Bourg-Broc sur la **remise en état** du **Passage du Souvenir** (souterrain piétonnier reliant le haut des Champs-Élysées à l'Arc de Triomphe). (Question n° 94568-16.05.2006).
- M. Éric Raoult sur la progression de l'**importation de livres anglo-saxons**. (Question n° 95933-06.06.2006).
- M. Michel Bouvard sur le déploiement de la TNT dans le périmètre du **massif alpin**. (Question n° 96151-06.06.2006).
- M. Patrick Delnatte sur l'application de l'article 40 du code des **marchés publics** aux **activités culturelles** et sur l'éventualité d'une modification de la réglementation relative aux modalités de **publicité** que doivent respecter les acheteurs publics pour les achats portant sur ces prestations. (Question n° 96686-13.06.2006).
- M. Jean-Luc Warsmann sur l'avis du ministre concernant l'**externalisation** des fonctions de **vérificateur des monuments historiques**. (Question n° 98167-27.06.2006).
- M. Bruno Bourg-Broc sur le **respect du vocabulaire** publié au *Journal officiel* par la Commission générale de terminologie et de néologie (question transmise). (Question n° 98709-04.07.2006).
- M. Francis Saint-Léger sur la **rénovation** du **site Richelieu** de la Bibliothèque nationale de France (BnF). (Question n° 99136-04.07.2006).
- M. Dino Cinieri sur la situation du déploiement de la TNT en **Suède**, en **Italie**, aux **Pays-Bas**, au **Royaume-Uni**, en **Finlande** et en **Allemagne** pour **comparaison avec la France**. (Question n° 99303-11.07.2006).
- Mme Claude Darciaux sur le **nombre insuffisant** de **manifestations** pour la commémoration du **centenaire de la réhabilitation d'Alfred Dreyfus**. (Question n° 99607-11.07.2006).
- M. Joël Giraud sur le déploiement de la TNT dans le périmètre du **massif alpin**. (Question n° 99756-11.07.2006).



- M. Francis Saint-Léger sur l'éventuel **transfert** des cendres de **Marc Bloch au Panthéon**.  
(Question n° 99800-11.07.2006).
- M. Yvan Lachaud sur l'état d'avancement du projet de la **Bibliothèque numérique européenne**.  
(Question n° 100538-25.07.2006).
- M. René Rouquet sur les **manifestations** prévues par le Gouvernement pour la commémoration du **centenaire de la réhabilitation d'Alfred Dreyfus**.  
(Question n° 100856-25.07.2006).
- M. Pierre Morel-A-L'Huissier sur le **déploiement des schémas stratégiques de gestion des ressources humaines** au ministère.  
(Question n° 101425-01.08.2006).

#### JO AN (Q) n° 37 du 12 septembre 2006

Réponse aux questions de :

- Mme Martine Aurillac sur le **calendrier** prévisionnel des travaux de **rénovation** des bâtiments de l'École nationale supérieure des beaux-arts (**ENSAB**).  
(Question n° 79750-06.12.2005).
- M. Marc Le Fur sur les différentes **majorations de pensions de retraites** et sur le nombre de **fonctionnaires** bénéficiant d'une de ces majorations, avec le montant, pour chaque catégorie.  
(Question n° 79973-06.12.2005).
- M. Marc Le Fur sur le **nombre de rapports** produits par les **services de l'administration centrale** du ministère ou à leur demande, pour l'année **2004**.  
(Question n° 81243-20.12.2005).
- M. Bruno Bourg Broc sur les **conclusions du rapport sur l'archéologie préventive**.  
(Questions n° 88182-07.03.2006 ; 88183-07.03.2006).
- M. Francis Saint-Léger sur la mise en place de la télévision numérique terrestre (**TNT**) dans les **zones rurales**, notamment en **Lozère**.  
(Question n° 90400-28.03.2006).
- M. René Dosière sur le **coût des personnels** du ministère affectés auprès de la **Présidence de la République** et le coût global des dépenses de personnel ainsi que la nature et le montant des **dépenses d'investissement** effectuées en 2004.  
(Question n° 91671-11.04.2006).
- Mme Chantal Robin-Rodrigo sur les mesures prises pour développer l'utilisation du **vocabulaire français**, notamment dans les **domaines techniques**.  
(Question n° 92820-25.04.2006).
- M. Christian Ménard sur l'éventuel **transfert de Marc Bloch au Panthéon** (question transmise).  
(Question n° 96506-13.06.2006).
- M. Antoine Herth sur les difficultés rencontrées par les **facteurs d'orgues**.  
(Question n° 97827-20.06.2006).

- M. Jean-Claude Guibal sur la **diminution** inquiétante du **nombre de bals et de galas avec orchestres de variétés**.  
(Question n° 97989-27.06.2006).
- M. Yvan Lachaud sur la **réforme du statut** et de la qualification de la profession d'**architecte**.  
(Question n° 98042-27.06.2006).
- M. Francis Saint-Léger sur les mesures prévues pour renforcer la **place de la France** sur le **marché de l'art**.  
(Question n° 98693-04.07.2006).
- M. Léonce Deprez sur la **reconnaissance** du rôle décisif des présidents **Valéry Giscard d'Estaing** et **Jacques Chirac** dans la **réalisation des musées d'Orsay et du Quai Branly**.  
(Question n° 98982-04.07.2006).
- M. Pierre Morel-A-L'Huissier sur la **réorganisation de l'État** en matière d'**architecture**, d'**urbanisme** et de **protection du patrimoine**.  
(Question n° 99244-11.07.2006).
- MM. Francis Saint-Léger et Dino Cinieri sur l'**accès des personnes handicapées à la culture**.  
(Questions n° 99803-11.07.2006 ; 99805-11.07.2006).
- Mme Marie-Jo Zimmermann sur le **calendrier de parution des décrets d'application** de l'article 101 de la loi n° 2004-809, notamment concernant les modalités de **classement des établissements d'enseignement public de la musique, de la danse et de l'art dramatique**.  
(Question n° 100040-18.07.2006).

#### JO AN (Q) n° 38 du 19 septembre 2006

Réponse aux questions de :

- M. Emmanuel Hamelin sur l'**absence d'adoption de plusieurs décrets** pris pour l'application de la loi n° 86-1067 relative à la liberté de communication, en ses dispositions issues de la loi n° 2004-669 relative aux **communications électroniques** et aux **services de communications audiovisuelles**.  
(Question n° 64611-10.05.2005).
- M. Nicolas Dupont-Aignan sur l'**influence du réseau radiophonique d'information locale en Île-de-France**.  
(Question n° 69905-12.07.2005).
- M. Yvan Lachaud sur les dangers que représente la **concentration des médias**.  
(Question n° 72128-09.08.2005).
- MM. Francis Falala, Simon Renucci, William Dumas Laurent Hénart, François Hollande, Yvan Lachaud et Dino Cinieri sur le **financement** du Fonds de soutien à l'expression radiophonique (**FSER**).  
(Questions n° 85263-07.02.2006 [question transmise] ; 91912-11.04.2006 ; 91951-11.04.2006 ; 94986-23.05.2006 ; 95379-23.05.2006 ; 96887-13.06.2006 ; 97116-13.06.2006).

- M. Marc Le Fur sur l'avenir de la **diffusion numérique** pour les **radios** et la mise en œuvre de cette nouvelle technologie.  
(Question n° 85364-14.02.2006).
- Mme Martine Lignières-Cassou et M. Dino Cinieri sur le **maintien des informations régionales** sur **France 3** dans la **tranche horaire 12-14**.  
(Questions n° 91211-04.04.2006 ; 91831-11.04.2006).
- M. Jean-Pierre Abelin sur la date à laquelle la télévision numérique terrestre (TNT) couvrira la totalité du territoire.  
(Question n° 95016-23.05.2006).
- M. François Saint-Léger sur le **taux d'équipement** pour la télévision numérique terrestre (TNT) par département prévu en **2011**.  
(Question n° 96407-06.06.2006).
- M. Jean-Luc Warsmann sur l'**extinction** anticipée des services de **diffusion par voie analogique**.  
(Question n° 97250-20.06.2006).
- M. Pierre Morel-A-L'Huissier sur les mesures prévues pour favoriser l'**accès à l'information** des **malvoyants et malentendants**.  
(Question n° 101632-01.08.2006).

#### JO AN (Q) n° 39 du 26 septembre 2006

Réponse aux questions de :

- Mme Marie-Françoise Pérol-Dumont sur la **liberté de la presse**.  
(Question n° 58187-22.02.2005).
- M. Christian Ménard sur le **statut des correspondants locaux de presse** (question transmise).  
(Question n° 72869-06.09.2005).
- M. Dino Cinieri sur le **bilan des mesures prises en faveur de la production audiovisuelle française**.  
(Question n° 72945-13.09.2005).
- M. Dino Cinieri sur le **soutien** du Fonds européen de développement régional (**FEDER**) à la **presse quotidienne régionale**.  
(Question n° 73278-13.09.2005).
- M. François Scellier sur l'**attribution de fréquences hertziennes** pour les **télévisions locales** en **Île-de-France**.  
(Question n° 76251-25.10.2005).
- M. Marc Le Fur sur le nombre de **procédures aux prud'hommes** intentées contre **Radio France** ainsi que le montant des sommes que Radio-France a été condamnée à payer en 2003 et 2004.  
(Question n° 76501-25.10.2005).
- M. Jean-Marc Roubaud sur l'éventuelle révision de la **définition de l'œuvre audiovisuelle**.  
(Question n° 79072-29.11.2005).
- M. Michel Bouvard sur le manque de **retransmission** des **compétitions de ski alpins** sur les chaînes de **télévision de service public**.  
(Question n° 85734-14.02.2006).
- Mme Geneviève Gaillard sur la **suppression du journal 12/14 de France 3 Ouest**.  
(Question n° 86124-21.02.2006).
- MM. Alain Vidalies et Jean-Pierre Dufau sur la **suppression du journal 12/14 de France 3 Aquitaine**.  
(Questions n° 86702-28.02.2006 ; 89629-21.03.2006).
- M. Francis Saint-Léger sur le **budget** et le **calendrier** de lancement de la **chaîne française d'information internationale**.  
(Question n° 86740-28.02.2006).
- M. Kléber Mesquida sur les **langues** utilisées sur la **chaîne française d'information internationale**.  
(Question n° 87612-07.03.2006).
- M. Maxime Gremetz sur la situation alarmante des secteurs de la **création** et de la **diffusion du spectacle vivant en Picardie**.  
(Question n° 87640-07.03.2006).
- M. Bruno Bourg-Broc sur la concrétisation des **dispositions fiscales** relatives au **mécénat**.  
(Question n° 92731-18.04.2006).
- M. Jérôme Rivière sur le calendrier de lancement de la **chaîne française d'information internationale**.  
(Question n° 96128-06.06.2006).
- M. Éric Raoult sur les **langues** qui seront utilisées par la **chaîne française d'information internationale** (question transmise).  
(Question n° 97230-20.06.2006).
- M. Pierre Morel-A-L'Huissier sur le **calendrier** de lancement de la **chaîne française d'information internationale**, le type de **programmes** diffusés et la **liste des pays** dans lesquels elle sera accessible.  
(Question n° 97342-20.06.2006).
- M. Francis Saint-Léger sur la mise en place du **comité stratégique pour le numérique**.  
(Question n° 98696-04.07.2006).
- M. Hugues Martin sur la **protection de l'enfance** face aux images de **violence** ou **pornographiques** dans la **publicité**.  
(Question n° 99928-11.07.2006).
- M. Éric Raoult sur le contenu du **traitement de l'information** sur le dossier des **élèves « sans-papier »**.  
(Question n° 100680-25.07.2006).
- M. Dino Cinieri sur le **calendrier** de lancement de la **chaîne française d'information internationale** ainsi que la zone de couverture et le budget annuel.  
(Question n° 100844-25.07.2006).

- M. Francis Saint-Léger sur les modalités de diffusion de la **chaîne française d'information internationale**. (Question n° 101540-01.08.2006).
- M. Bernard Perrut sur les délais de **parution des décrets d'application** des nouveaux textes législatifs concernant les **droits d'auteurs** et les droits voisins. (Question n° 101869-08.08.2006).

#### JO AN (Q) n° 40 du 3 octobre 2006

Réponse aux questions de :

- M. Alain Rodet sur les activités de l'**Agence France Presse** à l'échelon **régional**. (Question n° 62205-12.04.2005).
- M. Francis Falala sur l'**insertion des personnes handicapées** (question transmise). (Question n° 85936-14.02.2006).
- M. Jean-Pierre Balligand sur les inquiétudes des directeurs des **lieux artistiques et culturels de Picardie** concernant le manque de **crédits de la DRAC**. (Question n° 87686-07.03.2006).
- M. Francis Saint-Léger sur les mesures prévues pour renforcer la place de la **télévision de proximité**. (Question n° 93149-25.04.2006).
- M. Jérôme Rivière sur l'émission de la **chaîne française d'information internationale** sur le territoire français. (Question n° 96127-06.06.2006).
- M. François Rochebloine sur l'avenir du **paysage audiovisuel français**, notamment concernant les **chaînes locales**. (Question n° 97459-20.06.2006).
- M. Francis Saint-Léger sur les mesures prévues pour renforcer l'**aide à la création**. (Question n° 98694-04.07.2006).
- M. Éric Raoult sur le caractère choquant de certaines **publicités de presse**. (Question n° 99322-11.07.2006).
- M. Francis Saint-Léger sur l'état d'avancement de la **chaîne française d'information internationale**. (Question n° 99799-11.07.2006).
- M. Éric Raoult sur les **difficultés** actuelles du **quotidien France Soir**. (Question n° 100426-18.07.2006).

#### JO AN (Q) n° 41 du 10 octobre 2006

Réponse aux questions de :

- MM. Claude Goasgen et Jérôme Rivière sur la **diffusion du film « La Porte du soleil »** sur Arte. (Questions n° 49012-19.10.2004 ; 50725-09.11.2004).
- M. Francis Falala sur les problèmes touchant à l'**écosystème** et, en général, au respect de l'environnement, notamment quant à la sur-utilisation

des **emballages plastiques**. (Question n° 61479-29.03.2005).

- M. Thierry Mariani sur les problèmes touchant à l'**écosystème** et, en général, au respect de l'environnement, notamment quant à la sur-utilisation des **emballages plastiques**. (Questions n° 67860-21.06.2005 ; 76917-01.11.2005).
- M. Dino Cinieri sur les problèmes touchant à l'**écosystème** et, en général, au respect de l'environnement, notamment quant à la l'utilisation du **papier recyclé**. (Question n° 98270-27.06.2006).
- MM. Philippe-Armand Martin et Marc Dolez, Mme Nadine Morano, MM. Francis Saint-Léger et Alain Bocquet, Mmes Bérengère Poletti, Odette Duriez et Martine Lignières-Cassou, MM. Jean-Marie Binetruy et Armand Jung sur les inquiétudes des syndicats quant à l'annonce d'une **diminution considérable du budget « piges et CDD »** des rédactions des **radios et antennes locales de Radio France**. (Questions n° 100292-18.07.2006 ; 101724-08.08.2006 ; 101725-08.08.2006 ; 102744-29.08.2006 ; 102794-29.08.2006 ; 103349-12.09.2006 ; 103872-12.09.2006 ; 104297-19.09.2006 ; 104499-19.09.2006 ; 104649-19.09.2006).
- M. Dino Cinieri sur l'**impact du crédit d'impôt cinéma** sur le nombre de films produits et le nombre d'emplois créés depuis 2004. (Question n° 102888-05.09.2006).

#### JO AN (Q) n° 42 du 17 octobre 2006

Réponse aux questions de :

- Mme Chantal Robin-Rodrigo sur le développement des **télévisions locales sur la TNT**. (Question n° 63558-26.04.2005).
- M. Dominique Dord, Mme Martine Billard, MM. Daniel Boisserie, François Lamy, Jean Launay, Philippe Folliot, Dominique Le Mèner, Yvan Lachaud et Jean-Marie Morisset sur les conséquences, pour les entreprises de **restauration des monuments historiques**, de la **baisse des crédits** de l'État consacrés à la conservation et à la restauration du patrimoine. (Questions n° 86112-14.02.2006 ; 91282-04.04.2006 ; 94061-09.05.2006 ; 97036-13.06.2006 ; 97509-20.06.2006 ; 97645-20.06.2006 ; 100929-25.07.2006 ; 101829-08.08.2006 ; 101974-08.08.2006).
- M. Laurent Hénart sur la situation préoccupante des **bibliothèques municipales classées**. (Question n° 100802-25.07.2006).
- M. André Chassaigne sur le **devenir du musée** des arts et traditions populaires (**ATP**). (Question n° 101400-01.08.2006).

- MM. Léonce Deprez et Bruno Bourg-Broc sur les **conditions d'exercice des architectes en chef des monuments historiques**.  
(Questions n° 101558-01.08.2006 ; 102121-15.08.2006 [question transmise]).

#### JO AN (Q) n° 44 du 31 octobre 2006

Réponse aux questions de :

- M. Yvan Lachaud sur le recours à l'**intermittence** dans les **sociétés de l'audiovisuel public**.  
(Question n° 73761-20.09.2005).

- M. Jean-Luc Warsmann sur la publication de **décret d'application** de l'article 17-1 de la **loi n° 86-1067** du 30 septembre 1986 et relatif à la procédure de **règlement de différends** par le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA).  
(Question n° 88050-07.03.2006).

- MM. Jean-Marc Roubaud et Alain Marleix sur le **décalage** très important existant **entre les régions** françaises quant à la **mise en place** de la télévision numérique terrestre (TNT).  
(Questions n° 98231-27.06.2006 ; 100361-18.07.2006).

- M. Jean-Luc Warsmann sur le **délai** envisagé pour la **création d'une bibliothèque numérique européenne**.  
(Question n° 102555-29.08.2006).

- M. Éric Raoult sur l'**exposition « La force de l'art »** organisée au Grand-Palais.  
(Question n° 103663-12.09.2006).

- M. Éric Raoult sur l'éventuelle inhumation des restes du capitaine **Dreyfus au Panthéon** (question transmise).  
(Question n° 103803-12.09.2006).

- M. William Dumas sur l'**abandon de la gratuité** pour le **Salon des Salons au Grand-Palais**.  
(Question n° 103815-12.09.2006).

- MM. Patrick Roy et Jean-Marie Sermier sur les prévisions de **réduction des budgets de Radio France** vers les **antennes locales**.  
(Questions n° 104844-26.09.2006 ; 105148-26.09.2006).

- M. Francis Saint-Léger sur l'accès de la chaîne **KTO** aux canaux de la TNT.  
(Question n° 105420-26.09.2006).

#### SÉNAT

##### JO S (Q) n° 35 du 7 septembre 2006

Réponse aux questions de :

- M. Michel Houel sur la mise en place de la télévision numérique terrestre (TNT) en **Seine-et-Marne**.  
(Question n° 21640-16.02.2006).

- M. Christian Cointat sur les **obligations**, en pourcentage, pour la **diffusion de chansons**

**françaises** et francophones sur **RFI**.

(Question n° 21736-23.02.2006).

- M. Louis de Broissia sur le pourcentage, région par région, de l'attribution de la **dotation exceptionnelle pour le patrimoine**.

(Question n° 22325-23.03.2006).

- Mme Nicole Borvo Cohen-Seat sur la **préservation** de la **Villa des arts à Montmartre**.

(Question n° 22661-13.04.2006).

- MM. Philippe Richert et Francis Grignon sur les difficultés rencontrées par les **facteurs d'orgues**.

(Questions n° 23492-08.06.2006 ; 23708-29.06.2006).

- M. Jean-Louis Masson sur le calendrier de parution des **décrets d'application** de l'article 101 de la **loi n° 2004-809** et notamment de celui qui prévoit les modalités du **classement des établissements d'enseignement publics de la musique, de la danse et de l'art dramatique**.

(Question n° 23919-13.07.2006).

##### JO S (Q) n° 36 du 14 septembre 2006

Réponse à la question de :

- M. Louis Souvet sur les **relations** entre les **communes** et les **scènes nationales**.

(Question n° 15165-16.12.2004).

##### JO S (Q) n° 37 du 21 septembre 2006

Réponse aux questions de :

- M. Jean-Louis Masson sur les **aides publiques aux journaux d'opinion à faibles ressources publicitaires**.

(Questions n° 18857-28.07.2005 [question transmise] ; 21000-22.12.2005).

- MM. Roger Madec, Jean-Pierre Demerliat, Georges Mouly et Jean-François Picheral sur la situation des **radios associatives locales**.

(Questions n° 19767-13.10.2005 ; 22868-20.04.2006 ; 22698-13.04.2006 ; 22736-13.04.2006 ; 23295-25.05.2006).

- M. Jacques Legendre sur la présence de **TV5 sur la TNT**.

(Question n° 20166-03.11.2005).

- M. Jean-Marie Bockel sur la situation des **radios indépendantes**.

(Question n° 21041-29.12.2005).

##### JO S (Q) n° 38 du 28 septembre 2006

Réponse à la question de :

- M. Michel Moreigne sur la relance de la **lecture des quotidiens par les jeunes**.

(Question n° 14160-14.10.2004).

**JO S (Q) n° 39 du 5 octobre 2006**

Réponse à la question de :

- M. Gérard Longuet sur le **dysfonctionnement** continu du centre d'accueil et de recherche des Archives nationales (**CARAN**).  
(Question n° 24139-03.08.2006).

**JO S (Q) n° 40 du 12 octobre 2006**

Réponse aux question de :

- M. Jean-Marc Pastor et Mme Jacqueline Alquier sur les conséquences de la **diminution des crédits** consacrés à la **sauvegarde des monuments historiques**.  
(Questions n° 23762-29.06.2006 ; 23858-06.07.2006).

**JO S (Q) n° 42 du 26 octobre 2006**

Réponse aux question de :

- M. Pierre Mauroy sur les préoccupations des professionnels de l'information de **France Bleue Nord** face aux prévisions de **réduction des budgets** consacrés aux **piges et contrats à durée déterminée**.  
(Question n° 24573-28.09.2006).
- M. Jean-Louis Masson sur les préoccupations des professionnels de l'information face aux prévisions de **réduction des budgets** consacrés aux **piges et contrats à durée déterminée**.  
(Question n° 24580-28.09.2006).

## Divers

**Annexe de l'arrêté n° 25 du 16 octobre 2006 portant transfert de propriété des biens appartenant à l'État pris en application des dispositions de l'article L. 451-9 du code du patrimoine (article 13 de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002) (Arrêté publié au *J.O n° 251* du 28 octobre 2006)**

**Liste des biens transférés à la ville de Bagnères-de-Bigorre**

**Direction des musées de France :**

Collection Campana, peintures, envoi de 1863

INV. ÉTAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
Cornu 527	anonyme (Italie, XVII <sup>e</sup> s.) ; CORREGE (d'après)	La Vierge adorant l'Enfant Jésus	peinture à l'huile ; toile	H. : 71 ; L. : 63	1863	récolé vu
Cornu 591	SACCHI Andrea (d'après)	Saint-Romuald et ses moines	peinture à l'huile ; toile	H. : 99 ; L. : 73	1863	récolé vu

Musée du Louvre, département des peintures

INV. ÉTAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
INV 8614 ; B 734	anonyme (XVIII <sup>e</sup> )	Clytie changée en tournesol	peinture à l'huile ; toile	H. : 335 ; L. : 135	1872	récolé vu
INV 2494 ; B 404	BELLE Clément	Le Sommeil de Renaud	peinture à l'huile ; toile	H. : 225 ; L. : 130	1872	récolé vu
INV 236 ; B 30	BOTTICINI Raffaello di Francesco (attribué à)	Saint-Jean-Baptiste entre Saint-Antoine de Padoue et Saint-François	peinture à l'huile ; bois	H. : 39 ; L. : 37	1872	récolé vu
INV 3602 ; MR 1427	CREPIN Louis-Philippe	Cascade de Tivoli	peinture à l'huile ; toile	H. : 256 ; L. : 118	1872	récolé vu
INV 8410 ; L 3841	VERON-BELLECOURT Alexandre	Le sire de Blacas, guerrier et troubadour, prêt à partir pour la Terre-Sainte, reçoit l'écharpe des mains d'Huguette de Sabrun	peinture à l'huile ; toile	H. : 55 ; L. : 45	1876	récolé vu

**Délégation aux arts plastiques :**

Fonds national d'art contemporain

INV. ÉTAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
FNAC ?	AZE Valère Adolphe	Une Arrestation ; L'Arrestation discrète	peinture à l'huile ; toile	H. : 81 ; L. : 62	1869	récolé-vu
FNAC PFH-2706	BARRE Jean-Auguste	Buste du Prince Président ; Napoléon I <sup>er</sup>	plâtre	H. : 42 ; L. : 28,5	1853	récolé-vu
FNAC 1007	BERNAMONT Clarisse (Mlle)	Panier de pivoines blanches	aquarelle	H. : 95 ; L. : 120	1901	récolé-vu
FNAC PFH-1827	BLANCHARD Théophile Clément	Paysage	peinture à l'huile ; toile	H. : 114 ; L. : 194	1852	récolé-vu
FNAC PFH-2718 (1)	BORREL Maurice	Médaille ; Le maréchal de Saint-Arnaud	bronze	D. : 6,7	1859	récolé-vu
FNAC PFH-2730 (1)	BOVY Antoine	Médaille ; Bataille de l'Alma	bronze	D. : 7,2	1859	récolé-vu
FNAC 1113	BRONGNIART Mme	Grands pavots	aquarelle		1897	récolé-vu
FNAC 726	CAPDEVIELLE Louis	Éboulement dans une carrière	peinture à l'huile ; toile	H. : 365 ; L. : 270	1886	récolé-vu
FNAC PFH-2728 (1)	CAQUE Arnaud-Auguste	Médaille ; Élection du Président de la République française	bronze	D. : 7,7	1859	récolé-vu

INV. ÉTAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
FNAC PFH-1826	CHARBONNEL Jean-Louis	Les Deux grigous ; Deux avars	peinture à l'huile ; toile	H. : 118 ; L. : 92	1874	récolé-vu
FNAC 201	COINCHON Jacques-Auguste	Buste de Théophile Gautier	plâtre	H. : 68 ; L. : 55 ; P. : 35	1891	récolé-vu
FNAC 228	CORNET Joseph	L'Enfant prodigue	peinture à l'huile ; toile		1881	récolé-vu
FNAC FH 868-77	CORTESE Federigo	Vue prise dans la Sabine	peinture à l'huile ; toile	H. : 73 ; L. : 132	1868	récolé-vu
FNAC PFH-2729 (1)	DANTZELL Joseph	Médaille ; Expédition de Rome	bronze	D. : 7,6	1859	récolé-vu
FNAC FH 866-110	DEHODENCQ Alfred	La Justice du Pacha, Maroc	peinture à l'huile ; toile	H. : 162 ; L. : 132	1867	récolé-vu
FNAC PFH-2722 (1)	DEPAULIS Alexis-Joseph	Médaille : Cérémonie funèbre du 6 juillet 1848	bronze	D. : 7,3	1859	récolé-vu
FNAC PFH-1838	DIEN Louis-Félix-Achille	Lisière de bois	peinture à l'huile ; toile	H. : 122 ; L. : 73	1871	récolé-vu
FNAC FH 864-98	DURAND (Marie) ; RUBENS (d'après)	La Vierge aux fruits	peinture sur porcelaine	H. : 40 ; L. : 30	1866	récolé-vu
FNAC PFH-1836	FOULOGNE Alfred-Charles	Un Enterrement à la Trappe	peinture à l'huile ; toile	H. : 130 ; L. : 212	1858	récolé-vu
FNAC PFH-2726 (1)	GAYRARD Raymond	Médaille ; Vox populi vox dei	bronze	D. : 5,1	1859	récolé-vu
FNAC PFH-2725 (1)	GAYRARD Raymond	Médaille : Voyage de Victor Emmanuel	bronze	D. : 5,4	1859	récolé-vu
FNAC PFH-2723 (1)	GAYRARD Raymond	Médaille : Voyage de la reine Victoria	bronze	D. : 5,5	1859	récolé-vu
FNAC PFH-1834	HERVIER Louis Adolphe	Paysage	peinture à l'huile ; toile	H. : 117 ; L. : 167	1862	récolé-vu
FNAC PFH-1833	JACQUAND Claude, JACQUAND Claudius (dit)	La Vierge consolatrice des affligés ; Consolatrix afflictorum	peinture à l'huile ; toile	H. : 328 ; L. : 190	1860	récolé-vu
FNAC FH 864-167	JEANRON Philippe-Auguste	Le Pharo, vue prise du palais impérial à Marseille	peinture à l'huile ; toile	H. : 124 ; L. : 200	1864	récolé-vu
FNAC FH 865-174	LAPITO Louis-Auguste	Vue prise dans la vallée de Royat près Fontan (Puy-de-Dôme)	peinture à l'huile ; toile	H. : 62 ; L. : 100	1865	récolé-vu
FNAC PFH-1831	MARANDON DE MONTYEL Édouard Ferdinand Bruno	Soirée d'été dans les bois du Seigneur, à Bourbonne-les-Bains	peinture à l'huile ; toile	H. : 100 ; L. : 149	1854	récolé-vu
FNAC 1551	MARCEL-BERONNEAU Pierre	Intérieur	peinture à l'huile ; toile	H. : 53 ; L. : 68	1906	récolé-vu
FNAC 1445	MENGUE Jean-Marie	Le Soir	Plâtre	H. : 80 ; L. : 60 ; P. : 60	1906	récolé-vu
FNAC PFH-2727 (1)	MERLEY Louis	Médaille ; Découverte des monuments de Nimive	bronze	D. : 6,2	1859	récolé-vu
FNAC PFH-2724 (1)	MONTAGNY Jean-Pierre	Médaille ; Naissance du Prince impérial	bronze	D. : 5,3	1859	récolé-vu
FNAC 46 ; FNAC 565	MOREAU Louis-Auguste	Giotto	plâtre	H. : 120 ; L. : 200 ; P. : 61	1886	récolé-vu
FNAC PFH-2708	NIEUWERKERKE Alfred-Émilien de	Buste de l'impératrice Eugénie	plâtre	H. : 60 ; L. : 28	1853	récolé-vu
FNAC PFH-2719 (1)	OUUDINE Eugène	Médaille ; Tombeau de l'empereur Napoléon I <sup>er</sup>	bronze	D. : 7,5	1859	récolé-vu
FNAC PFH-2720 (1)	OUUDINE Eugène	Médaille ; Bataille d'Inkermann	bronze	D. : 7,2	1859	récolé-vu

INV. ÉTAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
FNAC 1975	PERAIRE Paul-Emmanuel	Un coup de vent	peinture	H. : 136 ; L. : 220	1893	récolé-vu
FNAC PFH-2721 (1)	PINGRET Joseph	Médaille : Colonisation de l'Algérie	bronze	D. : 7,2	1859	récolé-vu
FNAC PFH-1825	PRADELLES Hippolyte	A Lormont, près de Bordeaux (Gironde)	peinture à l'huile ; toile	H. : 146 ; L. : 114	1875	récolé-vu
FNAC PFH-2707	ROCHET Louis	Bonaparte à l'école de Brienne	plâtre	H. : 158 ; L. : 40	1877	récolé-vu
FNAC 83	ROZIER Dominique-Hubert	Retour de la halle	peinture à l'huile ; toile	H. : 210 ; L. : 175	1879	récolé-vu
FNAC FH 863-227	SORIEUL Jean	Le drapeau du 91 <sup>e</sup> à la courtine de Malakoff, prise de Sébastopol	peinture à l'huile ; toile	H. : 90 ; L. : 127	1863	récolé-vu
FNAC 1950	VOISARD-MARGERIE Adrien-Gabriel	Le Soir après la pluie	peinture à l'huile ; toile		1907	récolé-vu

**Annexe de l'arrêté n° 26 du 16 octobre 2006 portant transfert de propriété des biens appartenant à l'État pris en application des dispositions de l'article L. 451-9 du code du patrimoine (article 13 de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002) (Arrêté publié au *J.O* n° 251 du 28 octobre 2006)**

Liste des biens transférés à la ville de Bar-le-Duc (œuvres proposées au transfert)

**Direction des musées de France :**

Collection Campana, peintures, envoi de 1863

INV. ÉTAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
	PERUGIN (école du)	La Sainte Famille	peinture à l'huile ; bois	H. : 63 ; L. : 51	1863	récolé vu
Cornu 505	VERONESE Paolo CALIARI, (dit)	L'Enlèvement d'Europe	peinture à l'huile ; toile	H. : 45 ; L. : 35	1863	récolé vu

Musée du Louvre, département des peintures

INV. ÉTAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
RF 1011	anonyme (France, XVII <sup>e</sup> s.)	L'Ange gardien	peinture à l'huile ; toile marouflée sur bois	H. : 77 ; L. : 29	1896	récolé-vu
INV 9865 ; MR 9657	anonyme (France, XVIII <sup>e</sup> s.)	Portrait en buste de Marie Leczinska	peinture à l'huile ; toile	H. : 81 ; L. : 65	1872	récolé-vu
INV 9579 ; B 1979	anonyme (France, XVIII <sup>e</sup> s.) ; VAN LOO Jean-Baptiste (atelier de ?)	Portrait en buste de Stanislas I <sup>er</sup> , roi de Pologne, duc de Lorraine et de Bar	peinture à l'huile ; toile	H. : 130 ; L. : 109	1872	récolé-vu
MI 634	PACCECO DE ROSA Francesco DA (attribué à) ; VACCANO (attribué à)	Sainte-Cécile tenant une partition	peinture à l'huile ; toile	H. : 75 ; L. : 62,5	1872	récolé-vu



**Délégation aux arts plastiques :**  
Fonds national d'art contemporain

INV. ÉTAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
FNAC 444	BEAULIEU Anatole-Henri de	Un Corps de garde de volontaires dans la maison d'un forgeron ; Armée de la Loire (1870-1871)	peinture à l'huile ; toile	H. : 142 ; L. : 97	1880	récolé-vu
FNAC FH 868-13	BELLARDEL Napoléon-Joseph ; WINTERHALTER Franz-Xaver (d'après)	Portrait de l'impératrice Eugénie	peinture à l'huile ; toile		1868	récolé-vu
FNAC PFH-2326	BORIONE Guillaume-Marie dit William ; INGRES (d'après)	Portrait de Ferdinand-Philippe, duc d'Orléans	peinture à l'huile ; toile	H. : 155 ; L. : 120	1844	récolé-vu
FNAC PFH-2718 (3)	BORREL Maurice	Le Maréchal de Saint-Arnaud ; médaille	bronze	D. : 6,8	1860	récolé-vu
FNAC PFH-2297	BRONQUART Jean-Baptiste-Adolphe	Un Chemin dans la plaine ; Vue prise sur le chemin d'Argenteuil près Paris	peinture à l'huile ; toile	H. : 43 ; L. : 58	1849	récolé-vu
FNAC FH 868-37	BROWN John-Lewis	Épisode de la guerre de Sept ans	peinture à l'huile ; toile	H. : 129 ; L. : 194	1868	récolé-vu
FNAC PFH-2298	CHARUEL Isidore ; PRUD'HON Pierre-Paul (d'après)	La Justice et la Vengeance divine poursuivant le Crime	peinture à l'huile ; toile	H. : 240 ; L. : 285	1849	récolé-vu
FNAC FH 864-68	CHLEBOWSKI Stanislas	Jeanne d'Arc prisonnière des Anglais	peinture à l'huile ; toile	H. : 115 ; L. : 195	1864	récolé-vu
FNAC FH 867-60	CICERI Eugène	Au bord du Loing	peinture à l'huile ; toile	H. : 89 ; L. : 117	1868	récolé-vu
FNAC FH 868-73	COLIN Paul-Alfred	Le Petit chaperon rouge ; paysage	peinture à l'huile ; toile	H. : 72 ; L. : 91	1874	récolé-vu
FNAC 1338	DENEUX Gabriel-Charles	La Mosquée de Bou-Médine	aquarelle	H. : 56 ; L. : 38,8	1902	récolé-vu
FNAC 1411	DENEUX Gabriel-Charles	Le Puits sacré de Sidi-Bou-Médine	aquarelle	H. : 46,3 ; L. : 33,3	1904	récolé-vu
FNAC PFH-2722 (3)	DEPAULIS Alexis-Joseph	Cérémonie funèbre du 6 Juillet 1848 ; médaille	bronze	D. : 7,3	1860	récolé-vu
FNAC PFH-2299	DESCHAMPS Louis ; RIBERA (d'après)	Le Christ au tombeau	peinture à l'huile ; toile	H. : 127 ; L. : 180	1874	récolé-vu
FNAC PFH-2518	DUBOIS Jules-Charles-Th.	Combat naval du 10 juillet 1690, victoire de Tourville	peinture à l'huile ; toile	H. : 90,5 ; L. : 123,5	1856	récolé-vu
FNAC 865-100	FISCHER Georges-Alexandre	Le Départ pour le baptême, Bretagne	peinture à l'huile ; toile	H. : 83 ; L. : 64	1865	récolé-vu
FNAC PFH-2301	FLEURY François-Antoine-Léon	Un Bocage, vue prise en Normandie	peinture à l'huile ; toile	H. : 41 ; L. : 32,5	1849	récolé-vu
FNAC 84	GAUDRAN Louis-Guillaume	Joseph Bara	marbre	H. : 70 ; L. : 50 ; P. : 30	1883	récolé-vu
FNAC PFH-2302	GIRARD Paul-Albert	Le Repos du pasteur dans la montagne	peinture à l'huile ; toile	H. : 110 ; L. : 151	1871	récolé-vu
FNAC FH 866-151	GROISEILLIEZ Marcelin de	Pins parasols, dans la plaine de Cannes ; Forêt de pins aux environs de Nice	peinture à l'huile ; toile	H. : 115 ; L. : 180	1866	récolé-vu
FNAC FH 869-207	JOSQUIN Alexandre ; GÉRARD François, baron (d'après)	Portrait en pied de Napoléon I <sup>er</sup>	peinture à l'huile ; toile		1869	récolé-vu
FNAC FH 861-118	KIENLIN Jules ; WINTERHALTER Franz-Xaver (d'après)	Portrait de S.M. l'empereur Napoléon III	peinture à l'huile ; toile		1861	récolé-vu
FNAC FH 863-145	LAMBERT Louis-Eugène	Un Marché	peinture à l'huile ; toile	H. : 110 ; L. : 166,3	1863	récolé-vu

INV. ÉTAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
FNAC FH 867-158	LESUEUR ; WINTERHALTER Franz-Xaver (d'après)	Portrait de l'empereur Napoléon III	peinture à l'huile ; toile		1868	récolé-vu
FNAC FH 864-187	LEYENDECKER Paul-Joseph	Portrait en pied du maréchal Exelmans	peinture à l'huile ; toile	H. : 224 ; L. : 144	1864	récolé-vu
FNAC 66	LOIR Luigi	Avant l'embarquement, effet crépusculaire	peinture à l'huile ; toile	H. : 100 ; L. : 200	1895	récolé-vu
FNAC 205	MARÉCHAL DE METZ, MARÉCHAL Charles-Laurent, (dit)	Christophe Colomb	pastel	H. : 130 ; L. : 170	1893	récolé-vu
FNAC 154	MELINGUE Georges-Gaston-Théodore	Les Enrôlements volontaires (22 juillet 1792) ; Départ du bataillon des Gravillons	peinture à l'huile ; toile	H. : 360 ; L. : 305	1881	récolé-vu
FNAC PFH-2519	MIRECOURT Adolphe ; OUDRY Jean-Baptiste (d'après)	La Chasse aux loups	peinture à l'huile ; toile	H. : 263 ; L. : 355	1855	récolé-vu
FNAC 138	MOROT Aimé-Nicolas	Médée	peinture à l'huile ; toile	H. : 281 ; L. : 215	1879	récolé-vu
FNAC PFH-2395	MOULIGNON Henri-Antoine-Léopold de	Jeune Grecque jouant avec une levrette	peinture à l'huile ; toile	H. : 100 ; L. : 81	1857	récolé-vu
FNAC PFH-2719 (3)	OUDINE Eugène	Inauguration du tombeau de l'empereur Napoléon I <sup>er</sup> ; médaille	bronze	D. : 7,2	1860	récolé-vu
FNAC PFH-3034	PASCAL François-Michel, MICHEL-PASCAL (dit)	Chartreux en prière ; Moine à genoux lisant son bréviaire	plâtre	H. : 41	1861	récolé-vu
FNAC PFH-879	PATRY Alexandre-Louis	Le Printemps, tête d'étude	peinture à l'huile ; toile	H. : 73,7 ; L. : 59,8	1855	récolé-vu
FNAC 778 ; RF 1149	PIERRE Gustave-René	Dans l'atelier	peinture à l'huile ; toile	H. : 73 ; L. : 37	1902	récolé-vu
FNAC 1871	RONNER-KNIP Henriette	Chats ; Étude de chats	peinture à l'huile ; bois	H. : 98 ; L. : 46	1896	récolé-vu
FNAC PFH-2303	THENOT Jean-Pierre	Saint-Antoine retiré dans sa grotte	peinture à l'huile ; toile	H. : 230 ; L. : 334	1856	récolé-vu
FNAC PFH-2318	THENOT Jean-Pierre	Un Village de Lorraine vers 1720, du temps de Léopold I <sup>er</sup> , duc de Lorraine et de Bar ; Vue de Dannevoux	peinture à l'huile ; toile	H. : 131 ; L. : 195	1849	récolé-vu
FNAC PFH-2304	TIMBAL Louis Charles	Le Christ porté au tombeau	peinture à l'huile ; toile	H. : 189 ; L. : 163	1848	récolé-vu
FNAC PFH-2332	TROUVILLE Louis-F.-J.	Jésus et Saint-Pierre	peinture à l'huile ; toile	H. : 196 ; L. : 257	1846	récolé-vu

**Annexe de l'arrêté n° 27 du 16 octobre 2006 portant transfert de propriété des biens appartenant à l'État pris en application des dispositions de l'article L. 451-9 du code du Patrimoine (article 13 de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002) (Arrêté publié au *J.O* n° 251 du 28 octobre 2006)**

**Liste des biens transférés à la ville de Cambrai**

**Direction des musées de France :**

Musée du Louvre, département des antiquités grecques, étrusques et romaines

INV . ÉTAT	INV . MUSÉE	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
1, 2, 3, 4, 5, 6 ou 7 (liste d'envoi) ; 128 ou 138 (registre 6DD13)	DC 10	Ænochoé	bucchero	H. : 19,4 ; L. : 14,5 ; D. : 12,5	1863	récolé-vu ou 1875
1, 2, 3, 4, 5, 6 ou 7 (liste d'envoi) ; 128 ou 138 (registre 6DD13)	DC 2	Ænochoé	bucchero	H. : 15,6 ; L. : 10,2 ; D. : 9,1	1863 ou 1875	récolé-vu
1, 2, 3, 4, 5, 6 ou 7 (liste d'envoi) ; 128 ou 138 (registre 6DD13)	DC 50	Ænochoé	bucchero	H. : 15,6 ; L. : 12 ; P. : 10,8	1863 ou 1875	récolé-vu
1, 2, 3, 4, 5, 6 ou 7 (liste d'envoi) ; 128 ou 138 (registre 6DD13)	DC 51	Ænochoé	bucchero	H. : 19,3 ; D. : 12,7	1863 ou 1875	récolé-vu
1, 2, 3, 4, 5, 6 ou 7 (liste d'envoi) ; 128 ou 138 (registre 6DD13)	DC 59	Ænochoé	bucchero	H. : 21,4 ; L. : 17 ; P. : 12,7	1863 ou 1875	récolé-vu
1, 2, 3, 4, 5, 6 ou 7 (liste d'envoi) ; 128 ou 138 (registre 6DD13)	DC 9	Ænochoé	bucchero	H. : 22,6 ; L. : 15,5 ; D. : 13,4	1863 ou 1875	récolé-vu
1,2,3,4,5,6 ou 7 (liste d'envoi) ; 128 ou 138 (registre 6DD13)	DC 3	Ænochoé	bucchero	H. : 18,5 ; L. : 15 ; P. : 11,8	1863 ou 1875	récolé-vu
8 (liste d'envoi) ; 199 ou 200 (registre 6DD13)	DC 73	Olpé	bucchero	H. : 14 ; L. : 11	1863 ou 1875	récolé-vu
8 (liste d'envoi) ; 199 ou 200 (registre 6DD13)	DC 8	Olpé	bucchero	H. : 14,6 ; L. : 10,8 ; D. : 7,8	1863 ou 1875	récolé-vu
8 (liste d'envoi) ; 199 ou 200 (registre 6DD13)	DC 53	Olpé	bucchero	H. : 16,5 ; L. : 12,5 ; P. : 9,5	1863 ou 1875	récolé-vu
9, 10 ou 11 (liste d'envoi) ; 150 ou 166 (registre 6DD13)	DC 4	Amphore	bucchero	H. : 15,9 ; L. : 12,8 ; D. : 11,8	1863 ou 1875	récolé-vu
9, 10 ou 11 (liste d'envoi) ; 150 ou 166 (registre 6DD13)	DC 1	Amphore	bucchero	H. : 12,2 ; L. : 10,9 ; D. : 9,5	1863 ? 1875 ?	récolé-vu
9, 10 ou 11 (liste d'envoi) ; 150 ou 166 (registre 6DD13)	DC 27	Amphore	bucchero	H. : 25,5 ; L. : 17,4 ; D. : 15,5	1863 ou 1875	récolé-vu
9, 10 ou 11 (liste d'envoi) ; 150 ou 166 (registre 6DD13)	DC 7	Amphore	bucchero	H. : 10,5 ; D. : 7 ; L. : 9,2	1863 ou 1875	récolé-vu
12 ou 13 (liste d'envoi)	DC 26	Coupe en calice	bucchero	H. : 16,4 ; D. : 15,3	1863	récolé-vu
14 ou 15 (liste d'envoi) ; 378, 379 ou 380 (registre 6DD13)	DC 33	Canthare	bucchero	H. : 11,5 ; L. : 17,9 ; D. : 12,3	1863 ou 1875	récolé-vu

INV . ÉTAT	INV . MUSÉE	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
14 ou 15 (liste d'envoi) ; 378, 379 ou 380 (registre 6DD13)	DC 36	Canthare	bucchero	H. : 12,6 ; L. : 19,8 ; D. : 13,3	1863 ou 1875	récolé-vu
14 ou 15 (liste d'envoi) ; 378, 379 ou 380 (registre 6DD13)	DC 29	Canthare	bucchero	H. : 12,4 ; L. : 18,8 ; D. : 12,4	1863 ou 1875	récolé-vu
14 ou 15 (liste d'envoi) ; 378, 379 ou 380 (registre 6DD13)	DC 34	Canthare	bucchero	H. : 11,1 ; L. : 17,8 ; D. : 11,8	1863 ou 1875	récolé-vu
14 ou 15 (liste d'envoi) ; 378, 379 ou 380 (registre 6DD13)	DC 32	Canthare	bucchero	H. : 12,1 ; L. : 20,4 ; D. : 13,4	1863 ou 1875	récolé-vu
16 (liste d'envoi) ; 504 (registre 6DD13)	DC 49	Coupe à deux anses	bucchero	H. : 6,2 ; L. : 16,8 ; D. : 12,2	1863 ou 1875	récolé-vu
17, 18, 19, 20, 21, 22 ou 23 (liste d'envoi) ; 580 (registre 6DD13)	DC 14	Énochoé : décor de palmettes	terre cuite	H. : 23,5 ; L. : 13 ; D. : 11,5	1863 ou 1875	récolé-vu
17, 18, 19, 20, 21, 22 ou 23 (liste d'envoi) ; 580 (registre 6DD13)	DC 15	Énochoé : femme drapée entre deux palmettes	terre cuite ; vernis noir, décor crème	H. : 25,9 ; L. : 15 ; D. : 14	1863 ou 1875	récolé-vu
17, 18, 19, 20, 21, 22 ou 23 (liste d'envoi) ; 580 (registre 6DD13)	DC 16	Énochoé : femme drapée	terre cuite ; vernis noir, décor crème	H. : 16,5 ; L. : 10 ; D. : 7,7	1863 ou 1875	récolé-vu
17, 18, 19, 20, 21, 22 ou 23 (liste d'envoi) ; 580 (registre 6DD13)	DC 17	Énochoé : femme drapée et palmes	terre cuite ; vernis noir, décor crème	H. : 20,8 ; L. : 12,7 ; P. : 10,8	1863 ou 1875	récolé-vu
17, 18, 19, 20, 21, 22 ou 23 (liste d'envoi) ; 580 (registre 6DD13)	DC 19	Énochoé	terre cuite ; vernis noir, décor crème	H. : 25,7 ; L. : 14,9 ; D. : 12,4	1863 ou 1875	récolé-vu
17, 18, 19, 20, 21, 22 ou 23 (liste d'envoi) ; 580 (registre 6DD13)	DC 20	Énochoé : femme drapée	terre cuite ; vernis noir, décor crème	H. : 16 ; L. : 10,1 ; D. : 7,9	1863 ou 1875	récolé-vu
17, 18, 19, 20, 21, 22 ou 23 (liste d'envoi) ; 580 (registre 6DD13)	DC 24	Énochoé : tête et palmettes	terre cuite ; décor noir	H. : 21,8 ; L. : 12,5 ; D. : 10,7	1863 ou 1875	récolé-vu
24 ou 25 (liste d'envoi)	DC 44	Coupe-skyphos	terre cuite ; vernis noir, décor crème	H. : 8,4 ; L. : 13,5 ; D. : 8,4	1863	récolé-vu
24 ou 25 (liste d'envoi)	DC 43	Canthare	terre cuite ; vernis noir, décor crème	H. : 9,2 ; L. : 17,7 ; D. : 9,1	1863	récolé-vu
26 ou 27 (liste d'envoi)	DC 22	Plat : tête de femme diadémée	terre cuite crème ; figures rouges	H. : 5 ; L. : 14,7	1863	récolé-vu
26 ou 27 (liste d'envoi)	DC 23	Plat : tête de femme diadémée	terre cuite crème ; figures rouges	H. : 5,6 ; L. : 13,8	1863	récolé-vu
28 ou 29 (liste d'envoi)	DC 54	Alabastre	terre cuite crème ; décor rouge et marron	H. : 13,6 ; L. : 6,6	1863	récolé-vu
28 ou 29 (liste d'envoi)	DC 55	Alabastre	terre cuite crème ; décor rouge et marron	H. : 8,7 ; D. : 4,5	1863	récolé-vu
30 (liste d'envoi)	DC 56	Aryballe globulaire : guerrier poursuivant un Centaure ?	terre cuite crème ; décor rouge et brun	H. : 8,3 ; L. : 7 ; P. : 4,3	1863	récolé-vu
31 ou 32 (liste d'envoi)	DC 62	Aryballe piriforme	terre cuite crème ; décor brun et rouge	H. : 10 ; L. : 6 ; D. : 4	1863	récolé-vu

INV . ÉTAT	INV . MUSÉE	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
31 ou 32 (liste d'envoi)	DC 57	Aryballe piriforme	terre cuite crème ; décor rouge et marron	H. : 11 ; L. : 5,8 ; D. : 4	1863	récolé-vu
33 (liste d'envoi)	DC 38	Amphore : Athéna sur un char et Héraclès ; cavalier et deux femmes	terre cuite ; figures noires	H. : 32,9 ; L. : 20,5 ; P. : 20,4	1863	récolé-vu
34 (liste d'envoi)	DC 40	Amphore	terre cuite peinte ; vernis noir	H. : 11,5 ; D. : 7,7	1863	récolé-vu
35 (liste d'envoi)	DC 46	Coupe miniature	terre cuite peinte ; figures noires	H. : 5,1 ; L. : 13,8 ; D. : 9,3	1863	récolé-vu
36, 37 ou 38 (liste d'envoi)	DC 25	Œnochoé	terre cuite ; vernis noir	H. : 20,7 ; L. : 10 ; P. : 9	1863	récolé-vu
36, 37 ou 38 (liste d'envoi)	DC 28	Œnochoé	terre cuite ; vernis noir	H. : 14,5 ; L. : 8,5 ; D. : 7,7	1863	récolé-vu
36, 37 ou 38 (liste d'envoi)	DC 26	Œnochoé	terre cuite ; vernis noir	H. : 15 ; L. : 8 ; P. : 7,6	1863	récolé-vu
39 (liste d'envoi)	DC 66	Fragment d'olpé	terre cuite ; vernis noir	H. : 13,5 ; L. : 9	1863	récolé-vu
40, 41, 42 ou 43 (liste d'envoi)	DC 64	Assiette	terre cuite ; vernis noir	H. : 3,4 ; L. : 17,4	1863	récolé-vu
40, 41, 42 ou 43 (liste d'envoi)	DC 65	Assiette plate	terre cuite ; vernis noir	H. : 3,7 ; L. : 19,3	1863	récolé-vu
40, 41, 42 ou 43 (liste d'envoi)	DC 60	Assiette plate à petit pied	terre cuite ; vernis noir	H. : 3,8 ; L. : 17,4	1863	récolé-vu
40, 41, 42 ou 43 (liste d'envoi)	DC 61	Assiette plate	terre cuite ; vernis noir	H. : 4 ; D. : 19	1863	récolé-vu
638 (registre 6DD13) ; ED1034 ; N3585	DC 58	Coupe à anses horizontales	terre cuite ; vernis noir	H. : 4 ; L. : 19,4	1875	récolé-vu
713 ou 714 (registre 6DD13) ; ED482 (N3653) ou ED475 (N3649)	DC 47	Coupe	terre cuite ; vernis noir	H. : 3,1 ; D. : 10	1875	récolé-vu

## Musée du Louvre, département des sculptures

INV . ÉTAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
INV 9865 ; MR 9657 anonyme (France, XVIII <sup>e</sup> s.)		Portrait en buste de Marie Leczinska	peinture à l'huile ; toile	H. : 81 ; L. : 65	1872	récolé-vu
CC 102	BRA Théophile-François-Marcel	Buste de Pierre de Franqueville	taille ; marbre	H. : 74,5	1828	récolé-vu

## Musée du Louvre, département des peintures

INV. ÉTAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
INV 891 ; B 1545	anonyme (Espagne, XVI <sup>e</sup> s.)	Nain tenant un chien en laisse	peinture à l'huile ; toile		1872	récolé-vu
MI 643	anonyme (Espagne, XVII <sup>e</sup> s.)	Portrait présumé de Jean II Casimir V, Vasa, roi de Pologne et de Suède (1590-1672)	peinture à l'huile ; toile	H. : 116 ; L. : 92	1872	récolé-vu
INV 3047 ; MR 1616	anonyme (France, XVII <sup>e</sup> s.) ; école de Charles LE BRUN	La leçon de géométrie et d'astronomie	peinture à l'huile ; toile	H. : 180 ; L. : 299	1872	récolé-vu
INV 1752 ; MR 952	anonyme ; REMBRANDT (d'après)	Le Porte-drapeau ; Portrait de Rembrandt en costume	peinture à l'huile		1872	récolé-vu
INV 1074 ; X 3759	BREE Philippe Jacques van	Rubens peignant Marie de Médicis	peinture à l'huile ; toile	H. : 157 ; L. : 184	1876	récolé-vu
INV 1069 ; B 208	BROEMER Léonard	Combat de cavaliers	peinture sur ardoise		1872	récolé-vu
INV 3501 ; MR 1382	COYPEL Antoine	L'Évanouissement d'Esther	peinture		1872	récolé-vu

Délégation aux arts plastiques :  
Fonds national d'art contemporain

INV. ÉTAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
FNAC FH 868-015	BOURGAIN Aimé-Gabriel-Adolphe ; WINTERHALTER Franz-Xaver (d'après)	Portait en pied de l'impératrice Eugénie	peinture à l'huile ; toile	H. : 242 ; L. : 156	1868	récolé-vu
FNAC PFH 2882	CALBRIS (Mlle) ; COLLANTES (d'après)	Le Buisson ardent	peinture à l'huile ; toile	H. : 117 ; L. : 163	1874	récolé-vu
FNAC 177	CARLIER Émile-Joseph	Avant l'âge de pierre	plâtre	H. : 230 ; L. : 130 ; P. : 110	1882	récolé-vu
FNAC 133	GUILLLOU Alfred	Après la tempête	peinture à l'huile ; toile	H. : 155 ; L. : 260	1877	récolé-vu
FNAC 1966	CHIGOT Alphonse	Devant un héros, Orléans, 1870	peinture à l'huile ; toile	H. : 250 ; L. : 310	1892	récolé-vu
FNAC PFH-2647	CORDIER Charles-Henri-Joseph	Buste du cardinal Giraud, archevêque de Cambrai	marbre	H. : 80 ; L. : 75 ; P. : 44,3	1870	récolé-vu
FNAC 23	CORDIER Charles-Henry-Joseph	Femme grecque de profil	taille ; marbre ; onyx	D. : 58	1878	récolé-vu
FNAC PFH-114	DUCIS Louis	Portrait du roi Charles X	peinture à l'huile ; toile	H. : 267 ; L. : 181	1827	récolé-vu
FNAC 793	DUHEM Marie	Les Communiantes	peinture à l'huile ; toile	H. : 120 ; L. : 200	1902	récolé-vu
FNAC 864-111	ESBENS Étienne-Émile	La Fille aux oiseaux	peinture à l'huile ; toile	H. : 152 ; L. : 113	1865	récolé-vu
FNAC FH 864-164	JACQUAND Claude, CLAUDIUS-JACQUAND (dit)	La Vierge du Travail	peinture à l'huile ; toile		1864	récolé-vu
FNAC PFH-2868	LEFEBVRE Justine (Mlle) ; LE SUEUR Eustache (d'après)	Calliope	peinture à l'huile ; toile	H. : 116 ; L. : 74,5	1874	récolé-vu
FNAC FH 860-155	LEPOITTEVIN Eugène-Modeste-Édmond	Les plaisirs de l'été ; La pêche	peinture à l'huile ; toile	H. : 135 ; L. : 115	1863	récolé-vu
FNAC 1152	LEROY Paul	Samson tournant la meule chez les Philistins	peinture à l'huile ; toile	H. : 220 ; L. : 182, 5	1889	récolé-vu
FNAC 143	MARAIS Adolphe	Gras pâturage, vallée de la Touques	peinture à l'huile ; toile	H. : 242 ; L. : 305	1894	récolé-vu
FNAC PFH-2867	MEYNIER Jules-Joseph	Le Christ endormi pendant la tempête	peinture à l'huile ; toile	H. : 100 ; L. : 163	1874	récolé-vu
FNAC FH 868-315	SAINT-MARTIN Paul de	Vue prise aux environs de Meaux	peinture à l'huile ; toile	H. : 120 ; L. : 85	1868	récolé-vu
FNAC 916	SYAMOUR Marguerite, GEGOUT-GAGNEUR (Mlle)	Sapho endormie	marbre	H. : 58 ; L. : 201 ; P. : 94,5	1902	récolé-vu
FNAC PFH-115	VILLENEUVE Louis-Jules ; FLANDRIN Hippolyte (d'après)	Portait en pied de Napoléon III	peinture à l'huile ; toile	H. : 242 ; L. : 156	1868	récolé-vu

**Annexe de l'arrêté n° 28 du 16 octobre 2006 portant transfert de propriété des biens appartenant à l'État pris en application des dispositions de l'article L. 451-9 du code du patrimoine (article 13 de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002) (Arrêté publié au *J.O n° 251* du 28 octobre 2006)**

**Liste des biens transférés à la ville de Château-Thierry**

**Direction des musées de France :**

Musée du Louvre, département des peintures

INV. ÉTAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
INV 4299 ; MR 1562	DUNOUY Alexandre-Hyacinthe	Vue de la ville de Nepi, dans la Sabine	peinture à l'huile ; toile	H. : 139 ; L. : 186	1876	récolé-vu

**Délégation aux arts plastiques :**

Fonds national d'art contemporain

INV. ÉTAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
FNAC 1681	GREUILLET (Mme) née Marie GAST ; MEMLING (d'ap.)	La Vierge, l'enfant et les donateurs	peinture à l'huile ; toile	H. : 122 ; L. : 149	1904	récolé-vu
FNAC FH 869-345	KLAGMANN Henri	Byblis métamorphosé en fontaine	peinture à l'huile ; toile	H. : 118 ; L. : 177	1874	récolé-vu
FNAC 240	LEGRIP Frédéric ; JOUVENET Jean (d'après)	Portrait de La Fontaine	peinture à l'huile ; toile	H. : 82 ; L. : 66	1897	récolé-vu

Liste des dérogations au délai prévu par l'article 89 de la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle (conformément au décret n° 2000-1137 du 24 novembre 2000) accordées depuis le mois de septembre 2006 à des œuvres cinématographiques par le ministre chargé de la Culture.

Titre	N° du visa	Éditeur	Date de dérogation
Breakfast on Pluto .....	114.498 .....	Pathé Distribution .....	01-09-06
Un printemps à Paris .....	109.441 .....	Thunder Films International .....	01-09-06
Kekexili, la patrouille sauvage (Mountain patrol) .....	114.486 .....	Columbia Tristar Home Video .....	05-09-06
Hostel .....	114.653 .....	Columbia Tristar Home Video .....	05-09-06
Bronzés 3 (Les) : amis pour la vie .....	112.631 .....	Studio Canal Vidéo .....	05-09-06
Temps qui reste (Le) .....	110.663 .....	Pathé Distribution .....	05-09-06
Nouvelle cuisine .....	114.146 .....	Wild Side Video .....	05-09-06
Toute la beauté du monde .....	110.907 .....	UGC International .....	06-09-06
Hell .....	111.795 .....	SND .....	06-09-06
Plume et l'île mystérieuse (The little polar bear II) .....	114.612 .....	Warner Home Video .....	06-09-06
Rumeur court (La) (Rumor has it) .....	114.386 .....	Warner Home Video .....	06-09-06
Ivresse du pouvoir (L') .....	111.353 .....	TF1 Vidéo .....	07-09-06
Nanny Mcphee .....	114.024 .....	Studio Canal Video .....	07-09-06
Peur au ventre (La) (Running scared) .....	114.649 .....	Metropolitan Filmexport .....	07-09-06
Saw 2 .....	114.225 .....	Metropolitan Filmexport .....	07-09-06
Vacances sur ordonnance (Last holiday) .....	114.558 .....	Paramount Home Entertainment .....	08-09-06
Derapage (Derailed) .....	114.602 .....	Buena Vista Home Entertainment .....	08-09-06
Mary .....	114.082 .....	Wild Side Video .....	12-09-06
Affaire Josey Aimes (L') (North country) .....	114.677 .....	Warner Home Video .....	13-09-06
Syriana .....	114.469 .....	Warner Home Video .....	13-09-06
Underworld 2 – Evolution .....	114.859 .....	SND .....	13-09-06
Toi et moi .....	109.898 .....	France Télévisions Distribution .....	13-09-06
Playboy à saisir (Failure to launch) .....	114.695 .....	Paramount Home Entertainment .....	15-09-06
Un...deux...trois dansez (Mad hot ballroom) .....	114.480 .....	UGC .....	15-09-06
Truman Capote (Capote) .....	114.656 .....	Columbia Tristar Home Video .....	19-09-06
Producteurs (Les) (The Producters) .....	114.428 .....	Columbia Tristar Home Video .....	19-09-06
Panthère Rose (La) (The Pink Panther) .....	114.223 .....	Columbia Tristar Home Video .....	19-09-06
Du jour au lendemain .....	112.615 .....	Studio Canal Vidéo .....	20-09-06
Renaissance .....	99.602 .....	Pathé Distribution .....	20-09-06
Célibataires .....	107.851 .....	Bac Films .....	21-09-06
Wu Ji, la légende des cavaliers du vent .....	114.956 .....	TF1 Vidéo .....	21-09-06
Temps des porte-plumes (Le) .....	105.739 .....	TF1 Vidéo .....	21-09-06
Sauf le respect que je vous dois .....	105.950 .....	UGC PH .....	22-09-06



Titre	N° du visa	Éditeur	Date de dérogation
Destination finale 3 .....	114.439 .....	Metropolitan Filmexport .....	22-09-06
Nouveau monde (Le) (The new world) .....	114.407 .....	Metropolitan Filmexport .....	22-09-06
Munich .....	114.409 .....	Universal Pictures Video .....	26-09-06
Big mamma II (Big momma's house 2) .....	114.222 .....	Twentieth Century Fox France inc. ...	27-09-06
Doublure (La) .....	111.940 .....	Gaumont Vidéo .....	29-09-06
Darshan, l'étreinte .....	109.394 .....	Studio Canal Vidéo .....	02-10-06
Mémoire d'une Geisha .....	112.968 .....	Studio Canal Vidéo .....	02-10-06
Aurore .....	111.831 .....	France Télévisions Distribution .....	04-10-06
Conte de cinéma .....	111.865 .....	MK2 .....	04-10-06
Burt Munro (The World's Fastest Indian) .....	114.798 .....	France Télévisions Distribution .....	04-10-06
Romanzo criminale .....	111.747 .....	Warner Home Video .....	04-10-06
Iceberg (L') .....	114.214 .....	MK2 .....	05-10-06
Down in the valley .....	114.477 .....	Metropolitan Filmexport .....	05-10-06
Heimat 3 .....	114.801 .....	Diaphana Distribution .....	05-10-06
Reefer Madness .....	114.457 .....	Diaphana Distribution .....	05-10-06
Passager (Le) .....	109.529 .....	Diaphana Distribution .....	05-10-06
Planète blanche .....	111.842 .....	Bac Films .....	06-10-06
Firewall .....	114.890 .....	Warner Home Video .....	11-10-06
Cabaret Paradis .....	112.713 .....	TF1 Vidéo .....	12-10-06
Asterix et les Vikings .....	109.668 .....	SND .....	18-10-06
Separate Lies .....	114.903 .....	Twentieth Century Fox He .....	18-10-06
Oss 117 au Caire, nid d'espion .....	113.138 .....	Gaumont Vidéo .....	19-10-06
Brigades du Tigre (Les) .....	113.185 .....	TF1 Vidéo .....	19-10-06
The ballad of Jack & Rose .....	114.671 .....	TF1 Vidéo .....	19-10-06
Girls in America (On the outs) .....	114.565 .....	La Fabrique de Films .....	19-10-06
V for Vendetta .....	115.164 .....	Warner Home Video .....	19-10-06
Frères d'exil (Brudermord) .....	111.093 .....	Arte France Développement .....	23-10-06
Inside man (L'homme de l'intérieur) .....	114.836 .....	Universal Pictures Video .....	24-10-06
Rent .....	114.429 .....	Columbia Tristar Home Video .....	24-10-06
Camping .....	112.560 .....	Pathé Distribution .....	26-10-06
Antartica : prisonniers du froid (Eight Below) .	115.159 .....	Buena Vista Home Entertainment ...	26-10-06
The Wild .....	114.601 .....	Buena Vista Home Entertainment ...	26-10-06
Klimt .....	109.899 .....	Cdiscount .....	27-10-06
Enfermés dehors .....	111.848 .....	UGC International .....	31-10-06



# Bulletin officiel



## Coupon d'abonnement (1)

Nom, prénom : .....  
(ou service destinataire)

Adresse complète : .....

Adresse de livraison (si différente) : .....

Téléphone : .....

Profession (2) : .....

Nombre d'abonnements souhaités : ..... x 50 = €..... pour l'année .....

## Date et signature (3).

(1) A retourner au ministère de la culture et de la communication, D A G, Centre de documentation juridique et administrative, 182, rue Saint-Honoré, 75033 Paris Cedex 1. Le règlement établi à l'ordre du régisseur d'avances et de recettes du ministère de la culture et de la communication est à envoyer au ministère de la culture et de la communication, D A G, Bureau du fonctionnement des services, Madame Christine Sosson, 182, rue Saint-Honoré, 75033 Paris Cedex 1.

(2) S'il y a lieu, pour les particuliers.

(3) Pour les services, nom et qualités du souscripteur et griffe de l'établissement.